Ep 330

8138/2

Schweizerische Zeitschrift für Soziologie

Revue suisse de sociologie

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
Faculté S.E.S. Bibliothèque

N° 1 1. Jahrgang
1re année

Nov. 1975

E 399 - le tout
24.10.77

Inhaltsverzeichnis / Table des matières

	Seiten pages
W. Hutmacher: Pourquoi une Revue suisse de sociologie?	3–4
S.N. Eisenstadt: Die anthropologische Analyse komplexer Gesellschaften. Ein Vergleich des symbolisch-strukturellen mit dem institutionellen Ansatz	5–38
M. Bassand: La politique de la production de l'espace	39–65
V. Bornschier: Abhängige Industrialisierung und Einkommensentwicklung	67–105
J.C. Deschamps et W. Doise: Evolution des représentations inter-sexes entre 7 et 13 ans	107–128
R. Geissler: Sozio-ökonomische Entwicklung – Anregung oder Hemmschuh für Partizipation?	129–156
R. Girod, C. Petroff et A. Körffy: Classes, stratification et inégalité des chances	157–185
P. Heintz: Formalisierung in der sozialwissenschaftlichen Forschung. Vergleich zwischen zwei Verfahrensweisen	187–200
R. Meyer et M. Renaud: Soziologische Forschung in der Schweiz	201–209
J.-P. Fragniere: Sur la Société suisse de sociologie	211–215

VORBEMERKUNG

Diese neue Zeitschrift ist das Ergebnis gemeinsamer Anstrengungen der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie, des Redaktionskomitees und des Gremiums der Lektoren. Ihre Absicht ist es, vor allem denen, die in der Schweiz auf soziologischem Gebiet tätig sind, ein Arbeitsinstrument in die Hand zu geben. Zugleich will sie aber auch bei einem weiteren Leserkreis Interesse an der soziologischen Forschung und Problematik wecken.

Aus verschiedenen Gründen konnten in dieser ersten Nummer noch nicht alle unsere redaktionellen Vorstellungen verwirklicht werden. Die dadurch bedingten Mängel in der Aufmachung, aber auch eventuelle Fehler sind jedoch nicht Herrn Perrenoud anzulasten, da dieser seine Mitarbeit erst zur Verfügung stellen konnte, als die erste Nummer in der Konzeption schon feststand.

Vom nächsten Jahr an sind verschiedene Veränderungen und Erweiterungen vorgesehen. So ist beabsichtigt, die Aufsätze mit einer vereinheitlichten Zitierweise und jeweils mit einer deutschen und französischen Kurzzusammenfassung versehen herauszugeben.

Die Rubrik "Atelier" - eine Forschungs-"Werkstatt" für Neuigkeiten und Probleme aus dem Vorstadium abgeschlossener Forschungsberichte, Projekte und anderer Publikationen - soll künftig einen grösseren Raum erhalten. Hinzukommen sollen Buchbesprechungen zum Thema Schweiz und Forschungsbibliographien zu verschiedenen Themenkreisen. Das Angebot wird jedoch weitgehend von der aktiven Mitarbeit aller Interessierten abhängen.

Wir hoffen, dass es uns gelingen wird, eine intensive Kommunikation zwischen Leserkreis und Redaktionskomitee herzustellen.

Das Redaktionskomitee

NOTE AU LECTEUR

Le lancement d'une revue pose bien sûr un nombre considérable de problèmes pratiques. Ceux-ci tendent à devenir omniprésents lorsque l'infrastructure dont dispose la rédaction est presque inexistante

C'est pourquoi il est bon d'ouvrir ce premier numéro par un "mea culpa" au lecteur. Pour des raisons de budget et d'infrastructure, nous n'avons pas pu réaliser une "justification à droite" des textes. L'esthétique y perd, mais il est pour le moment impossible de procéder autrement. Ce point sera reconsidéré dans le futur.

Il est prévu, pour le prochain numéro, de faire débuter chaque article par un résumé en français et en allemand. Cette procédure n'a, à cause d'une erreur technique de la rédaction, pas pu être appliquée cette fois-ci. De même, la standardisation des notes et références n'a pas pu être vraiment réalisée pour ce numéro.

La rubrique "Atelier", qui se limite dans cette parution au texte sur la recherche sociologique en Suisse, devra être étendue. Toutefois, son importance dépend plus de la participation active des sociologues travaillant en Suisse que de la rédaction elle-même.

Progressivement, des recensions d'ouvrages concernant la Suisse, des bibliographies analytiques sur un thème donné, etc. seront développées. Pour cet objectif également, la mise en route de procédures, de canaux de communication, se revèle assez ardue, et les résultats ne seront pas immédiats.

Le voeu, assez impératif et compréhensible, du Comité de la Société suisse de sociologie qu'un premier numéro sorte en 1975 déjà explique certaines imperfections et erreurs de la rédaction. Celle-ci, tout en reconnaissant d'ailleurs ses limites, partageait pleinement l'optique du Comité de la Société. A ce propos, il faut signaler que Ph. Perrenoud n'a rejoint la rédaction que cet été, alors que le contenu du premier numéro était déjà arrêté. Il ne doit donc pas être tenu responsable des erreurs, lacunes, fautes de jugement, etc. que le lecteur pourrait relever dans ce numéro. Depuis le mois de septembre, la rédaction a pu compter sur l'aide efficace d'une secrétaire, Mademoiselle Charlotte Bitterli. Qu'elle trouve ici l'expression de nos remerciements.

Puisse le lecteur, après avoir fait le compte impressionnant des grincements dans les rouages de ce premier numéro, ajouter au bilan l'effort que fait la Société suisse de sociologie, le comité de rédaction et le comité de lecture pour procurer aux sociologues de Suisse un outil de travail que beaucoup désiraient.

Le Comité de rédaction

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 pages 3-4

POURQUOI UNE REVUE SUISSE DE SOCIOLOGIE ?

Walo Hutmacher

Par sa diversité linguistique et culturelle, la Suisse constitue potentiellement un carrefour et un terrain de confluence de courants sociologiques issus de traditions historiques différentes (notamment française, allemande et anglo-saxonne). Des conditions aussi favorables aux échanges entre des orientations de pensée et de recherche différentes sont rarement réalisées en un si petit espace. Mais cette situation est peu exploitée: les sociologues suisses se connaissent mal et franchissent rarement les barrières linguistiques. Les courants d'échange scientifique s'orientent le plus souvent vers l'étranger: l'Allemagne pour la Suisse alémanique, la France pour la Romandie, le monde anglo-saxon pour les deux. Certes, cette situation résulte des conditions générales de la vie culturelle en Suisse ainsi que de la vocation internationale de la science, mais, en créant une revue sociologique, la Société suisse de sociologie espère contribuer à l'intensification des échanges entre sociologues suisses et éviter qu'ils ne doivent s'exprimer qu'à l'intention de cercles scientifiques étrangers.

Divers indices montrent que la production sociologique en Suisse augmente et se diversifie. Même en admettant qu'il soit pour tout le monde aussi facile en pratique qu'en théorie de trouver accès aux publications étrangères, la diffusion à l'étranger empêche la circulation en Suisse des résultats de travaux sociologiques sur la Suisse. Le méconnaissance qu'a la Suisse de sa propre sociologie s'en trouve renforcée et fait surgir de plus en plus fréquemment la question "Que font tous nos sociologues?".

La Revue suisse de sociologie se propose de mettre à disposition d'un public plus large les connaissances sociologiques relatives à la société helvétique, présentées de telle manière que les personnes et les institutions intéressées puissent assister, voire participer, à la discussion critique que les études théoriques, les recherches empiriques et les enquêtes ne manquent jamais de soulever.

La revue est donc suisse en ceci qu'une certaine priorité sera donnée aux travaux de chercheurs suisses ou concernant la Suisse. Toutefois, cette priorité ne saurait devenir une exclusivité. Pour rester une revue scientifique utile et utilisée, celle-ci comme d'autres doit participer aux échanges scientifiques internationaux en ouvrant ses colonnes à des auteurs étrangers. Elle se prémunira ainsi contre le provincialisme tout en contribuant aussi à la diffusion des travaux des sociologues suisses à l'étranger.

Ces objectifs déterminent la politique générale ainsi que la structure de la revue. Le critère majeur pour la sélection des contributions concerne leur qualité scientifique; par contre, la revue est ouverte à toutes les orientations épistémologiques et théoriques, à toutes les approches méthodologiques, à tous les courants de la sociologie, à tous les domaines de recherche. Ici encore, les trois perspectives générales de la production sociologique seront représentées: contribution au développement de la science, contribution à la connaissance de la société contemporaine (notamment suisse) et contribution à la solution de problèmes socialement importants.

La Revue est éditée par la Société suisse de sociologie. Sa réalisation est confiée à un comité de rédaction indépendant du comité exécutif de la société. Le comité de rédaction répond au comité exécutif de sa gestion financière et de la mise en application de la politique générale définie ci-dessus. Mais il est rédactionnellement autonome au sens où lui seul décide du contenu des différents numéros.

Comme dans toutes les revues de ce type, le corps de chaque livraison sera constitué d'articles scientifiques - études théoriques, travaux empiriques. Une section "Atelier" sera consacrée à l'animation du débat scientifique entre sociologues et avec d'autres publics. C'est ici que l'on souhaite trouver des suggestions, critiques, idées nouvelles, intuitions, "progress-reports" et enfin questions qui ne manquent jamais de surgir de la pratique sociologique elle-même et du processus de diffusion des idées. Cette section fait appel à la participation créative de tous, sociologues ou non; sa réussite dépend presqu'exclusivement de la mesure dans laquelle les uns et les autres voudront bien prendre la plume pour formuler des idées même sous une forme encore provisoire ou provocatrice. Enfin, dans l'intention de contribuer aussi pratiquement au développement de la recherche sociologique en Suisse, la revue compte publier des instruments de recherche tels que documents, bibliographies spécialisées, etc.

Le comité de la Société suisse de sociologie tient à remercier tous ceux qui ont permis la création de cette revue malgré les temps budgétairement précaires que nous traversons: la Société suisse des sciences humaines, qui assure une subvention de base indispensable; le comité de rédaction de la revue, véritable artisan au sens propre et figuré de cette création à la fois matérielle et symbolique; enfin, les membres de la Société suisse de sociologie qui, par leur soutien enthousiaste, assurent la viabilité matérielle de l'entreprise.

Mais le véritable travail reste à faire qui consiste à faire de cette revue un outil scientifique et un instrument de communication entre la sociologie et la société suisse. Il appartient dorénavant aux sociologues d'animer la revue par leurs contributions.

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 Seiten 5-38

DIE ANTHROPOLOGISCHE ANALYSE KOMPLEXER GESELLSCHAFTEN. EIN VERGLEICH DES SYMBOLISCH-STRUKTURELLEN MIT DEM INSTITUTIONELLEN ANSATZ

S.N. Eisenstadt

I. DIE ANALYSE KOMPLEXER GESELLSCHAFTEN IN DER ANTHROPOLOGIE

Die anthropologischen Analysen komplexer Gesellschaften sind sehr ungleichen Traditionen verpflichtet. In den USA und Grossbritannien haben sie sich bekanntlich vor allem auf die Untersuchung von sogenannten primitiven Stammesgesellschaften konzentriert, obwohl die Interessen vieler anthropologischer Klassiker, z.B. Taylor, Morgan und Sir Henry Maine, viel breiter waren. Aber die ersten bedeutsamen Entwicklungen der Anthropologie hingen doch weitgehend mit der Untersuchung von Stammesgesellschaften zusammen; in diesen Untersuchungen wurden auch die analytischen Modelle und Paradigmen der Anthropologie konstruiert. Erst in den späten Vierziger und Fünfziger Jahren begannen die Anthropologen, sich ernsthaft mit komplexen Gesellschaften und Zivilisationen zu beschäftigen (Mandelbaum, 1955; Eisenstadt, 1965a). Die Gründe für diese Verlagerung des Interesses hängen eng mit der sich ändernden Lage der sogenannten Stammesgesellschaften zusammen. Am Ende der Kolonialzeit entstanden in den meisten Weltregionen neue politische und soziale Strukturen, und es schien, als würden die Anthropologen ihren spezifischen Untersuchungsgegenstand verlieren. Sie begannen sich daher zu überlegen, welchen speziellen Beitrag sie an das Verständnis der sozialen und kulturellen Prozesse in den komplexen Gesellschaften leisten konnten. Sie beschäftigten sich zunächst weniger mit der Analyse ganzer Gesellschaften, auch wenn ein paar derartige Versuche unternommen wurden. Vielmehr konzentrierten sie sich auf einzelne Situationen, von denen sie annahmen, dass sie sich den Werkzeugen der anthropologischen Analyse am ehesten fügen würden. So entstand eine ganze Reihe sehr interessanter Arbeiten über politische Teilnahme und politische Beziehungsnetze, etwa Bailey's Arbeiten über Indien (Bailey 1957, 1963). Ferner gab es eine grosse Zahl von Untersuchungen über ethnische Gruppen und Kulturen und über kulturelle Identitäten und Symbole. Und vor allem bestand natürlich ein grosses Interesse an bestimmten traditionellen Bereichen der Anthropologie wie Verwandtschaft. Die zwar etwas späteren, aber hervorragendsten Beispiele dafür sind die Arbeiten über amerikanische Verwandtschaft von David Schneider (1968, 1972) in Chicago und von Raymond Firth (1956; Firth et al., 1969) in England.

Um diese mikrosozialen Situationen in komplexen Gesellschaften zu untersuchen, wurden meistens mehrere analytische Orientierungen miteinander kombiniert. Dadurch versuchte man, auf die besonderen Beiträge hinzuweisen, die die auf der Analyse von Stammesgesellschaften beruhende traditionelle Anthropologie an die Untersuchung komplexer Gesellschaften beitragen konnte (Eisenstadt, 1965 a). Eine dieser Orientierungen legte das Gewicht vor allem darauf, was man "symbolische Verhaltensaspekte" nennen kann. Damit im Zusammenhang stand zweitens die starke Beachtung von Ritualen und Werten. Drittens interessierte man sich für die verschiedenen Situationen, in denen die gleichen Personen oder Gruppen interagieren, wobei das Engagement an der einen Situation das Verhalten in der anderen stark beeinflusst. Viertens lag das Gewicht auf der engen Verknüpfung zwischen rituellen, rechtlichen und vertraglichen Beziehungen.

Versuche, komplexe Gesamtgesellschaften in anthropologischen Begriffen zu untersuchen, waren dagegen wie gesagt relativ selten. Die bedeutendste Ausnahme unter den Gründervätern, d.h. der zweiten Generation amerikanischer Anthropologen, war Alfred Kroeber (1952), der bekanntlich viele sehr verschiedene Analysen komplexer Zivilisationen und kultureller Prozesse unternahm. Die Ausnahme im England der Vierziger und Fünfziger Jahre (British School of Social Anthropology) war S.F. Nadel mit seinem "Black Byzantium" (1942), einer Analyse der Nupe im Norden Nigeriens. Die späteren Ansätze, "totale" komplexe Gesellschaften von einem anthropologischen Standpunkt aus zu untersuchen, gehören zwei Hauptrichtungen an, welche die wichtigsten Trends der Entwicklungstheorie darstellen.

Zu der ersten Richtung, in der Tradition der "British School of Social Anthropology", gehören die Studien über die institutionelle oder organisationelle Struktur komplexer Gesellschaften. Die Arbeiten über die chinesische und indische Gesellschaft sind die wichtigsten Beispiele für diesen Ansatz (Fried, 1953; Tien, 1953; Srinivas, 1952; Mayer, 1952).

In den gleichen Rahmen gehören in Frankreich die Arbeiten von Balandker (1955) und seiner Kollegen über verschiedene Aspekte der kolonialen und nach-kolonialen Situation in Afrika. Diese Arbeiten sind stärker historisch orientiert als die Arbeiten der Briten.

Die zweite Hauptrichtung legte das Gewicht auf die "kulturellen" und symbolischen Aspekte der sozialen Organisation. Am Ende des zweiten Weltkriegs entwickelten z.B. Ruth Benedict (1946) und andere den "kulturellen" Ansatz; sie analysierten Aspekte moderner Global-

gesellschaften von einer kombinierten kulturell-psychologischen Perspektive aus. Eine zweite wichtige Gruppe angeführt von Robert Redfield und Milton Singer in Chicago beschäftigte sich vor allem mit komplexen Zivilisationen und den Grossen Traditionen: China, Islam und Indien (vgl. z.B. Redfield, 1962; Wright, 1953; v. Grunebaum, 1955; Singer, 1973). Redfield, Singer und ihre Mitarbeiter interessierten sich für die breiten kulturellen Komplexe, schenkten dagegen dem Problem, wie dieser kulturelle Ansatz mit den institutionellen Aspekten der Gesellschaft in Beziehung gesetzt werden konnte, wenig Aufmerksamkeit. Auch wenn sie, um ihre Thesen zu erläutern, Institutionen oder jedenfalls einzelne Aspekte davon analysierten, gab es doch wenige Berührungspunkte - geschweige denn eine Gegenüberstellung - zwischen der Analyse gesellschaftlicher Gruppen und Institutionen einerseits und den kulturellen Symbolen oder Zivilisationskomplexen andererseits.

In diesem breiten Rahmen entstanden später die Versuche, "strukturalistische" Ansätze à la Lévi-Strauss auf die Analyse komplexer Gesellschaften anzuwenden. Im Verlauf der allgemeinen theoretischen Kontroversen, die aus der Anwendung des strukturalistischen Ansatzes einerseits und des mehr "konventionellen" Ansatzes andererseits erwuchsen, wurden schliesslich die Möglichkeiten und Grenzen der anthropologischen Analyse komplexer Gesellschaften auch in ihrem Verhältnis zur soziologischen Analyse voll artikuliert. Im folgenden wollen wir einige dieser Möglichkeiten untersuchen.

II. DER STRUKTURALISTISCHE ANSATZ IN DER ANTHROPOLOGIE UND SEINE ENTWICKLUNG ZUR INSTITUTIONELLEN ANALYSE KOMPLEXER GESELLSCHAFTEN

Der Versuch der Strukturalisten, Gesamtgesellschaften zu analysieren, nahm wenigstens am Anfang die Form von prinzipiellen Deklarationen über die Wichtigkeit der strukturalistischen Analyse an; konkrete Fälle wurden dagegen kaum untersucht. Derartige Proklamationen führten zu wortreichen Disputen, die für die Forschung nicht sehr produktiv waren.

Die Lage war die folgende. Die strukturalistische Position bestand in einer Kombination von soziologischer oder anthropologischer und philosophischer Analyse (Scholte, 1966; Lepeniss und Ritter, 1972; Rossi, 1973; Rotenstreich, 1972), und die meisten Strukturalisten beschäftigten sich mit einem System von Regeln, durch das die verschiedenen symbolischen Schöpfungen bestimmt oder erklärt werden sollten (z.B. Maranda und Maranda, 1971). Die meisten "konventio-

nellen" Anthropologien aber stellten die organisationellen und institutionellen Aspekte sozialer Systeme in den Vordergrund.Sie warfen Lévi-Strauss und seinen Anhängern vor, sie würden ihre strukturalistischen Annahmen nicht mit empirischen Daten belegen. Diese entgegneten mit Argumenten betreffend die "Irrelevanz" solcher Daten, die ja nur auf empirischen "positivistischen" Annahmen beruhten, sehr im Gegensatz zu dem wichtigen Unterfangen, die in den Gesellschaften "verborgenen" Modelle zu entdecken, in denen sich die grundlegenden Regeln des menschlichen Geistes manifestieren (Maybury Lewis, 1960; Needham, 1960; Lévi-Strauss, 1966).

Weder erleichterten diese Diskussionen eine fruchtbare Gegenüberstellung von Hypothesen, noch erbrachten sie die nötigen Daten, um die verschiedenen Ansätze zu testen und zu validieren. In der Tat ist es den Strukturalisten kaum gelungen, konkrete institutionelle und organisationelle Orte zu nennen oder die Ableitungen aus den sogenannten "allgemeinen Regeln des menschlichen Geistes" aufzuzeigen oder die Art und Weise zu definieren, in der diese symbolischen Regeln das tatsächliche Funktionieren sozialer Systeme - Gruppen, Verwandtschaftssysteme, etc. - beeinflusst. Auf der anderen Seite weigerten sich die orthodoxen Anthropologen, an irgendeine "verborgene" Struktur, die das Geschehen in sozialen Systemen beeinflusst, zu glauben.

Erst die holländischen Anthropologen der Leyden Schule Joselin de Jong J.B.B., 1922, Joselin de Jong P.E. 1951, 1960, 1964, 1966a, 1971; Schulte-Nordholt 1971; Pouwer 1961, 1966c) und einige Engländer (Leach 1967; Needham, 1971) versuchten eine fruchtbare Gegenüberstellung. Aver wie die Kontroverse zwischen Pouwer (1966a, b) und Kobben (1966) zeigt, fiel es auch ihnen schwer, die verschiedenen Ansätze miteinander zu versöhnen und relevante empirische Daten, mit deren Hilfe die Ansätze getestet werden könnten, zu spezifizieren (vgl. auch Joselin de Jong, 1965 a, b; H. Geertz, 1965).

Trotzdem spürten Anthropologen und Soziologen allmählich, dass beide Ansätze potentiell relevant waren. Hinweise darauf finden sich in den Arbeiten bestimmter Strukturalisten, Anthropologen (C. Geertz, 1973; V. Turner, 1968, 1969; T.O. Beidelman, 1968) und Soziologen.

Die wachsende Unzufriedenheit mit der weitgehenden "logischen" Geschlossenheit des Lévi-Strauss'schen Systems und auch mit der Geschlossenheit des strukturell-funktionellen Modells, in dem die symbolische Dimension völlig mit den organisationellen Aspekten des gesellschaftlichen Lebens verschmilzt, veranlasste viele Wissenschafter dazu,

das symbolische System zu "dynamisieren", d.h. nach einer konkreteren institutionellen Verankerung dieser Dimension zu suchen. Diese Suche hat sich in verschiedenen Richtungen entwickelt. Man wollte einerseits tiefere symbolische Prinzipien identifizieren, die das Funktionieren der Institutionen jenseits der konkreten organisationellen Anforderungen und Prozesse beeinflussen. Andererseits suchte man nach den konkreten institutionellen Aspekten, die von diesen Prinzipien beeinflusst werden. Hinweise darauf finden sich in den Arbeiten einiger der oben erwähnten holländischen Strukturalisten (Joselin de Jong, 1965a, b; Schulte-Nordholdt, 1971; van Baal, 1970). Wie wir später sehen werden, stellte Louis Dumont's Buch über Indien (1971) einen Versuch dar, organisationelle Aspekte der indischen Gesellschaft von der symbolischen Struktur der indischen Zivilisation abzuleiten. Das gilt auch für die Arbeit von Luc de Heusch (1971) über die Verknüpfung der symbolischen Struktur mit der sozialen Organisation in afrikanischen Stämmen.

Die Beziehung zwischen der symbolischen Ordnung und den organisationellen Aspekten der sozialen Struktur steht im Vordergrund der Arbeiten von E. Leach, einem der wichtigsten kritischen Anhänger Lévi-Strauss' in England. In seiner Analyse der Nachfolge Salomons im Alten Testament (1968) versuchte Leach nicht nur, die gemeinsame logische Symbolstruktur der verschiedenen Geschichten nachzuweisen, sondern auch - und damit geht er über Lévi-Strauss hinaus - zu zeigen, dass diese Struktur nur dann Bedeutung erlangt, wenn sie mit den politischen und den Identitätsproblemen der damaligen Gesellschaft in Israel in Zusammenhang gebracht wird. Aehnlichen Bemühungen sind seine Arbeiten über Burma und Ceylon (Leach, 1954, 1960, 1961a) gewidmet, in denen er die Bedeutung solch symbolischer Ausrichtungen für die Definition der Abgrenzungen verschiedener (ethnischer, religiöser, politischer) Kollektivitäten hervorhebt.

Unter Leach's Einfluss wurde die Möglichkeit einer analytischen und empirischen Konfrontation zwischen der strukturalistischen und der "organisationellen" Anthropologie in so entscheidenden Bereichen wie Mythen und Verwandtschaft neu überprüft (Leach 1967; Needham, 1971). Ein weitere bedeutsamer Beitrag kam von D.M. Schneider (1968, 1972; Schneider und Smith, 1973), der zwischen den symbolischen und den mehr behavioristischen und organisationellen Aspekten der Verwandtschaft im allgemeinen und der amerikanischen Verwandtschaft im besonderen unterschied. Gleichzeitig zeigte er, wie die beiden miteinander verknüpft sind. Auch bestimmte Marxisten wie M. Goedelier (1973) und L. Sebag (1964) versuchten, die institutionellen Orte zu spezifizieren, an denen die Prinzipien der "verborgenen" Struktur einer Gesellschaft wirksam werden. Dies mit Hilfe einer Kombination von strukturalistischen und marxistischen ("Produktionsweise") Begriffen. Dieser Versuch zwang

sie dazu, die "Vereinfachungen" bei den beiden Ansätzen aufzugeben, nämlich einerseits den marxistischen Unterschied zwischen "Superstruktur" und Basis und andererseits die Betonung der "allgemeinen Regeln des menschlichen Geistes", ohne deren institutionelle Verankerung zu bezeichnen.

Die zweite Hauptrichtung, welche die Suche nach institutionellen Verankerungen und Spezifierungen der symbolischen Dimensionen einschlug, beschäftigte sich mit der Symbolisierung spezieller Situationen und ihrer Beziehung zu bestimmten menschlichen Gegebenheiten. So waren viele dieser Wissenschafter (C. Geertz, 1973; V. Turner, 1968; T. Beidelmann, 1966, 1970) zunächst der Meinung, dass grundlegende Attribute und Inhalte symbolischer Systeme mit der biologischen Natur des Menschen und mit der Art seiner gesellschaftlichen Existenz zusammenhängen. Ferner dass das Schicksal, Mensch zu sein, im symbolischen Bereich definiert und artikuliert wird. Sie legten das Gewicht auf jene Grenzzonen, in denen "der undeterminierte Raum, der die einzelnen Elemente im symbolischen Feld umgibt, besonders artikuliert wird und die besonderen Gefahrenzonen bildet" (Leach, 1971). Sie gingen aber insofern über Lévi-Strauss hinaus, als sie versuchten, die verhaltensmässigen oder strukturellen Implikationen symbolischer Systeme zu spezifizieren. So legt z.B. V. Turner (1969) grosses Gewicht auf das Element der "communitas" im Gegensatz zur institutionellen Arbeitsteilung in vielen Ritualen und Mythen. Seiner Meinung nach ist in der "communitas" die Symbolisierung des menschlichen Schicksals am vollständigsten artikuliert.

Parallel dazu hat die neuere Soziologie versucht, mögliche institutionelle Orte der symbolischen Dimension menschlicher Handlungen zu spezifizieren. All das weist auf die wachsende "Möglichkeit" einer Konvergenz der Ansätze hin.

Shils' (1961, 1965) Analyse des Charismatischen und seines Ortes in der sozialen Ordnung - die in den strukturell-funktionellen Bezugsrahmen gehört - stellt einen entscheidenden Fortschritt dar. Shils - und darin folgt er Durkheim und Weber - stellt die symbolische Dimension im Leben des Individuums und im Aufbau der gesellschaftlichen Wirklichkeit wiederum in den Mittelpunkt. Er verankert sie in einer grundlegenden Suche nach Bedeutung und Ordnung und verbindet sie mit Webers Auffassung des Charismatischen, wenn er darauf hinweist, dass die symbolischen Orientierungen eine grundlegende Komponente der sozialen und kulturellen Aktivitäten sowie auch der Beziehung des Einzelnen zur Gesellschaft darstellen.

Ausserdem versuchte Shils mehr als Weber selbst, die spezifische strukturelle Verankerung der charismatischen Dimension festzuhalten. Ihm gemäss (1961, 1974) besitzen die verschiedenen institutionellen Positionen nicht die gleiche Wichtigkeit für den Ausdruck symbolischer Ordnungen; er bezeichnet das gesamtgesellschaftliche Zentrum (oder Zentren) als den Apex der institutionellen Verankerung charismatischer Identifikationen.

In diesen Zusammenhang gehört auch der interessante Versuch von Edward Tiryakian (1970), den strukturell-symbolischen mit dem strukturell-funktionellen Ansatz zu verbinden. Zu diesem Zweck definierte er zunächst den Bereich des Heiligen und Symbolischen als entscheidendes Element für Abgrenzung und Identität einer Gesellschaft. Dieses Element verleiht ihr "Bedeutung" - den normativen und kognitiven Brennpunkt, der die soziale Organisation strukturiert. Zweitens identifizierte er diesen Brennpunkt mit der von Parsons-Shils-Bales definierten "pattern-maintenance" Phase der sozialen Interaktion. Er versuchte, verschiedene institutionelle und sub-institutionelle Orte festzustellen (stark ritualisierte Situation, aber auch weniger formalisierte, jedoch alles durchdingende "esoterische","unterirdische" Aspekte, die zwar mit dem institutionellen Nexus der Gesellschaft verwoben, aber doch unabhängig von ihm sind und auch oft im Gegensatz zu den offiziellen Symbolen stehen), an denen die symbolische Orientierung besonders gut sichtbar ist und wo vor allem die Selbstdarstellung der "wirklichen", obwohl oft "unbewussten" Natur einer Gesellschaft so wie auch die symbolische Opposition zu ihr zum Ausdruck kommen.

Aber alle diese Vergleiche beschränkten sich auf die theoretische Ebene; sie fanden kaum Anwendung auf konkrete Analysen im allgemeinen oder Gesamtgesellschaften im besonderen. Und dort, wo das geschah, ging jedermann seinen eigenen Weg. Das zeigt sich deutlich in zwei Büchern mit ganz verschiedener theoretischer Ausrichtung, das eine von David Mandelbaum (USA), das andere von Louis Dumont (Frankreich). Beide beschäftigten sich mit Indien, und beide zeigen Möglichkeiten der anthropologischen Analyse komplexer Gesellschaften auf.

David Mandelbaums (1970) Untersuchung über Beharrung und Wandel in der indischen Gesellschaft ist ein Meisterwerk der - wie ich sagen möchte - organisationellen, institutionellen Analyse. Das Schwergewicht liegt auf der Untersuchung verschiedener Gruppierungen wie Kasten, lokale Gruppierungen, die verschiedenen Muster der Endogamie und Exogamie und auf politischem und wirtschaftlichem Gebiet. Der Verfasser entwirft ein faszinierendes Bild vom Funktionieren der Institutionen in der indischen Gesellschaft.

Der wichtigste anthropologische Beitrag besteht darin, dass die Institutionen von der lokalen Situation her gesehen werden. Da in Indien sehr viel Feldarbeit geleistet worden ist, konnte Mandelbaum viele bedeutende Verallgemeinerungen über die Struktur der indischen Gesellschaft anstellen. Viel Raum wird natürlich Ritual und Religion gewidmet. An den symbolischen Aspekten des Rituals interessiert Mandelbaum hauptsächlich deren Beitrag an den Zusammenhalt verschiedener Gruppen und Institutionen. Der indische Glaube an Systeme und deren reiches symbolisches Panorama werden dagegen nicht als solche untersucht. Der Verfasser behandelt auch die Art und Weise, in der die symbolischen oder religiösen Systeme als autonome Kräfte die Institutionen beeinflussen, nicht erschöpfend. Obwohl er grosses Gewicht auf die Verknüpfung des symbolischen mit dem institutionellen Aspekt legt, betrachtet er den symbolischen Aspekt doch als eingebettet in den institutionellen Rahmen, und nicht als autonom.

Louis Dumont's Arbeit "Homo Hierarchicus" (1971) folgt einem ganz anderen Ansatz. Sie gehört zur Tradition des Lévi-Strauss'schen Strukturalismus (auch wenn Dumont in vielen Punkten von seinem Vorbild abweicht). Der Verfasser versucht, allgemeine symbolische Strukturprinzipien der indischen Gesellschaft zu finden, die in gewissem Sinn "jenseits" oder "hinter" den konkreten organisationellen Prozessen liegen. Er glaubt, dass die ganze Dynamik der indischen Zivilisation von bestimmten grundlegenden symbolischen Prinzipien wie Hierarchie und Verschmutzung abgeleitet werden kann. Die konkreten Institutionen sind sekundär, Epiphänomene, Ableitungen oder Illustrationen der strukturellen Prinzipien. Im Gegensatz zu Mandelbaum hebt Dumont das Symbolische hervor - das abstrakte Prinzip der Hierarchie im Gegensatz zur europäischen Gleichheit, die Gruppe im Gegensatz zum Individuum und die besondere indische Vorstellung von einer möglichen Beschmutzung der Welt, woraus sich die Notwendigkeit der Reinigung in besonderen Ritualen ergibt.

Weil sich diese beiden Bücher mit der gleichen Gesellschaft beschäftigen (und z.T. auch die gleiche Bibliographie benutzen), stellen sie die analytischen Probleme in ein scharfes Licht - vor allem jene, die sich auf die Unterschiede zwischen symbolischer und institutioneller Analyse beziehen - und umschreiben besonders deutlich den möglichen Beitrag der Anthropologie an die Analyse komplexer Gesellschaften. Ein Vergleich der beiden Arbeiten zeigt, dass das Hauptproblem nicht nur darin besteht, herauszufinden, ob sich bestimmte symbolische Prinzipien in Institutionen widerspiegeln, sondern auch darin, ob es möglich ist, institutionelle Bereiche zu unterscheiden, die nicht allein durch organisationelle

Prozesse im üblichen sozialen oder sozial-anthropologischen Sinn erklärt werden können, die vielmehr vom symbolischen Bereich beeinflusst werden.

Wichtige Hinweise in dieser Richtung gibt Hsu. In seinem Vergleich der Verwandtschaft bei amerikanischen Indianern und in China (1962), in einer Untersuchung komplexer Zivilisationen (1969) und in von ihm angeregten Studien über Verwandtschaft (1971), behandelt er den Einfluss verschiedener kultureller Prämissen auf die Organisationsstruktur von Gesamtgesellschaften.

Alle diese Analysen haben gezeigt, dass es nicht genügt, die Vorherrschaft bestimmter symbolischer Prinzipien als "grundlegende Regeln des menschlichen Geistes" zu deklarieren, wie das die Strukturalisten oft tun. Eine solche Analyse ist nur dann vollständig, wenn sie auch die konkreten Träger und die institutionellen Bezugsrahmen nennt, durch die das Symbolische seinen Einfluss auf die Institutionen ausübt.

III. ANALYTISCHE IMPLIKATIONEN DER MODERNISIERUNGSSTUDIEN

Möglichkeiten, die angeführten Positionen fruchtbar miteinander zu konfrontieren, wurden in den Sechziger Jahren auch auf anderen Gebieten der Soziologie und Anthropologie entwickelt. Ich möchte diese Möglichkeiten anhand von Untersuchungen und Theorien der Modernisierung illustrieren, die in den Vierziger und Fünfziger Jahren entstanden, etwas später auch in den Theorien der Konvergenz industrieller Gesellschaften (für mehr Einzelheiten vgl. Eisenstadt, 1973, S.1).

Das grundlegende Modell, das sich aus der Modernisierungsforschung ergab, postulierte, dass die Bedingungen für die Entwicklung einer existenzfähigen und das Wachstum erhaltenden modernen Gesellschaft in der kontinuierlichen Ausdehnung der sozio-demographischen und/oder strukturellen Indices und in der völligen Zerstörung aller traditionellen Elemente bestanden. Dieser Ansicht gemäss war der Rang einer Gesellschaft auf verschiedenen Indices der sozialen Mobilisierung um so höher, je mehr Merkmale der strukturellen Spezialisierung sie aufwies. Je gründlicher die traditionellen Elemente verschwanden, desto eher war diese Gesellschaft in der Lage, sich kontinuierlich zu entwickeln, d.h. mit immer neuen Problemen und sozialen Kräften fertig zu werden, eine sich ständig ausweitende institutionelle Struktur zu schaffen, Wandel zu absorbieren und andere qualitative Merkmale moderner Gesellschaften anzunehmen, so etwa Rationalität, Effizienz und eine Vorliebe für Freiheit.

Wissenschafter, die mit diesem Paradigma arbeiteten und den Uebergang von traditionell zu modern untersuchten, trafen eine Reihe von Annahmen. Die erste Annahme lautete, dass die Wandlungsraten in den verschiedenen institutionellen Bereichen fast völlig kovariierten und dass die wichtigen institutionellen Aspekte der "Entwicklung" eng miteinander verknüpft waren. Die Modernisierungsprozesse in den verschiedenen wirtschaftlichen und politischen Institutionen würden daher relativ ähnliche Muster hervorbringen. Diese Kovarianz wurde oft in Begriffen der systemischen "Bedürfnisse" und/oder Erfordernisse des modernen wirtschaftlichen, politischen oder kulturellen Systems formuliert; die grundlegenden "out-puts" eines Systems würden die Bedingungen für das Entstehen und Funktionieren eines anderen Systems schaffen.

Die zweite Annahme lautete folgendermassen: Sind die institutionellen Nuclei solcher Systeme einmal errichtet, führen sie notwendigerweise zur Entwicklung ähnlicher, irreversibler Strukturen und Organisationen in anderen Bereichen und zu einem sich selbst tragenden Wachstum; alles würde sich also wahrscheinlich in der gleichen evolutionären Richtung bewegen. Diese Annahme kommt mehr oder weniger explizit in vielen wirtschaftlichen und politischen Analysen vor - so in Rostows Stadien der wirtschaftlichen Entwicklung und in den frühen Untersuchungen über politische Institutionen in den sogenannten neuen Nationen. Sie verschmolz oft mit einer weiteren Annahme, nämlich dass die Kontinuität der Modernisierung nach dem ersten "takeoff" gesichert sein werde. Auf diesen Annahmen beruhten vor allem jene Forschungen, welche die Variabilität des Uebergangs zur Modernität zu erklären versuchten.

In den früheren Untersuchungen wurden die "systemischen" Eigenschaften und die möglichen homeostatischen Tendenzen der Uebergangsgesellschaften der angeblichen "Dynamik", welche die Gesellschaften an das Endstadium der Modernität bringen würde, untergeordnet. Uebergangsgesellschaften wurden in diesem Sinn als entwicklungsfähig gesehen, auch wenn man gelegentlich bemerkte, dass manche Gesellschaften sogar schon in einem frühen Stadium zum Stillstand kamen. Verschiedene nicht-moderne Gesellschaften wurden im Hinblick auf den Grad verglichen, in dem das "Gewicht" der Tradition und ursprünglicher Bindungen dem Einfluss potentieller - innerer und äusserer - Modernisierungskräfte widerstand. Während zwar die Verschiedenartigkeit von Uebergangsgesellschaften immer mehr erkannt wurde, glaubte man doch, dass sie im Endstadium der Modernität verschwinden würde.

Auch die Konvergenztheorie industrieller Gesellschaften beruhte auf diesen allgemeinen Annahmen. Beide Theorien postulierten, dass die organisationelle Dynamik der wirtschaftlichen, industriellen und politischen Institutionen die dynamische Kraft oder Struktur komplexer Gesellschaften hervorbringt und dass kulturelle Unterschiede für Modernisierung und Industrialisierung sekundär sind. Beide postulierten ferner, dass mit fortschreitender Entwicklung und Industrialisierung der Welt die Gesellschaften sich immer ähnlicher würden. Es wird zwar immer folkloristische Bereiche geben, die sich von Gesellschaft zu Gesellschaft unterscheiden. Aber das Bild der modernen industriellen Gesellschaft, wie es von vielen dieser Theorien entworfen wurde, war das Bild einer Welt, die dank Technik und Industrialisierung und z.T. auch dank grösserer politischer Teilnahme immer homogener wird.

Die Wirklichkeit gab diesen Theorien aber nicht ganz recht, auch wenn sie ein Korn Wahrheit enthalten. Es setzte viel Kritik an den beiden Theorien ein, mit der wir uns hier aber nicht im einzelnen beschäftigen wollen. Nur ein paar Höhepunkte. Am entscheidensten war vielleicht die Erkenntnis, dass auch Uebergangsgesellschaften als Systeme funktionieren können. Man vergleiche dazu Fred Riggs (1959, 1964), vor allem seine Arbeit über das Sala Modell, das hauptsächlich auf seinen Untersuchungen in den Philippinen und Thailand beruhte. Riggs zeigte, wie ein ehemals traditionelles System sich unter dem Einfluss von Modernisierungskräften aus dem Westen zu einer neuen Art von sozialem und politischem System entwickeln kann. Ferner, dass ein solches neues, oft als "traditionell" beschriebenes System eigene systemische Merkmale und Eigenschaften entwickelt und dadurch seine eigenen Mechanismen der Stabilität und Kontinuität schafft.

Diese neuere Sicht der traditionell-modernen Dichotomie führte zu einer Neueinschätzung der Bedeutung historischer Kontinuitäten für die Richtung der gesellschaftlichen Entwicklung. Schon in den frühen Forschungen über Modernisierung war darauf hingewiesen worden, dass manche Unterschiede zwischen den strukturellen und symbolischen Konturen moderner Gesellschaften mit ihren jeweiligen historischen Traditionen zusammenhängen könnten. Zunächst wurde diese Kontinuität als ein Verharren breiter kultureller Orientierungen aufgefasst; den strukturellen Aspekten moderner Gesellschaften wurde dagegen wenig Aufmerksamkeit geschenkt, was oft dem Einfluss der "Kultur und Persönlichkeits"-Schule zuzuschreiben war. Die Weiterentwicklung bestimmter Begriffe, wie z.B. des Begriffs der politischen Kultur, schmiedete dann ein wichtiges Bindeglied zwischen kultureller Orientierung und strukturellen Verhaltensaspekten. Später erkannte man, dass derartige Unterschiede auch in wichtigen strukturellen Bereichen - in den politischen

Spielregeln, der sozialen Hierarchie, etc. - weiter bestanden, und vermutete, dass diese Variationen von den historischen Traditionen der betreffenden Gesellschaften abhängen könnten.

Sehr wichtig in diesem Zusammenhang war der Begriff des "patrimonialism", der die politischen Regimes mancher neuer Länder beschreiben sollte (Eisenstadt, 1973b). Die Einführung dieses Begriffs stellte eine Reaktion auf die Unangemessenheit der zentralen Annahmen vieler Modernisierungsstudien und späterer Begriffe wie "breakdown", "political decay" oder "Uebergangs"-gesellschaften dar. Wie unangemessen diese Annahmen waren, zeigte sich in erster Linie darin, dass viele dieser Gesellschaften sich nicht in Richtung des modernen Nationalstaates entwickelten. Ausserdem zeigte es sich, dass diese Regimes nicht notwendigerweise einen "Uebergang" auf einem unvermeidlichen Weg zur Modernität darstellten. Drittens gab es Hinweise darauf, dass ihre Entwicklung doch eine bestimmte interne Logik, ein Muster, besass, und dass wenigstens ein Teil dieser Logik mit Hilfe der Tradition verstanden werden konnte. Als man die Bedeutung solcher historischer Kräfte und ihrer analytischen Implikationen erkannte, rückte auch die relative Autonomie des symbolischen Bereichs in seiner Beziehung zum Strukturellen in den Vordergrund.

Die Erkenntnis dieser relativen Autonomie weist viel mehr als die allgemeinen theoretischen Diskussionen darauf hin, wie wichtig es ist, die konkreten Beziehungen zwischen dem symbolischen und dem institutionellen Bereich systematisch zu analysieren.

Das Material, das die zahlreichen Untersuchungen über Modernisierung zutage förderten, leistete hier seinen Dienst. Ich möchte in diesem Zusammenhang eine Reihe von Arbeiten erwähnen (Gellner 1969a, b; Waterbury 1970a, 1971; Lacoste 1969), die in den letzten sechs oder sieben Jahren über den Maghreb erschienen sind. Manche dieser Arbeiten haben explizit oder implizit die folgende Behauptung aufgestellt. Um die zeitgenössische Maghreb Politik in Marokko, Tunesien oder selbst in Algerien zu verstehen, sollte man sich weder auf Marx noch auf Tocqueville, ja nicht einmal auf Weber stützen. Man sollte dagegen Ibn Chaldun lesen, was viel eher zu einem Verständnis der modernen Politik im Maghreb führt als das Studium der soziologischen und anthropologischen Klassiker oder der Modernen.

Diese Behauptung mag einerseits absurd erscheinen. Natürlich konnte Ibn Chaldun nichts von der gegenwärtigen Situation in Marokko wissen. Es gab damals keine Industrialisierung, keine Urbanisierung, keine Studentenrevolten

und auch keine moderne Bürokratie. Das alles ist erst aus der Dynamik der Modernisierung entstanden. Aber auch der ganze soziale Apparat, die Organisationen, die eine Gesellschaft in die Lage versetzen, mit ihren Problemen fertig zu werden - Bürokratie, Gewerkschaften, moderne Universitäten - fehlten. Diese Organisationen sind sich tatsächlich in vielen Gegenden der Welt sehr ähnlich und können untersucht und verglichen werden, ohne dass man die kulturellen Unterschiede zu berücksichtigen braucht.

Im Gegensatz zu diesen spezifisch modernen Merkmalen erscheint die Legitimierung des politischen Regimes als sehr traditionell. Man könnte behaupten, dass das gegenwärtige monarchische Regime in Marokko den von Ibn Chaldun beschriebenen Regimes im Grunde sehr ähnlich ist. Das stimmt aber nicht. Zum ersten Mal in der Geschichte des Maghreb gibt es nämlich einen territorialen Staat, der eine bestimmte politische Partizipation zulässt, etwas, von dem man zu Ibn Chalduns Zeiten nie gehört hat. Und obwohl die Macht des Königs auf Legitimierung im traditionellen Sinn beruht, darauf nämlich, dass er ein Nachkömmling des Propheten ist, besteht doch ein grosser Unterschied zur Legitimierung seiner Vorfahren, für die es weder Staat noch Bürger gab. Selbst wenn traditionelle Symbole verwendet werden, so sind sie doch nicht mehr im üblichen Sinn des Wortes traditionell.

Was ist dann damit gemeint, dass man "Ibn Chaldun studieren sollte"? Die Antwort scheint folgendermassen zu lauten: So sehr sich auch die Probleme und Symbole der Legitimierung geändert oder sich neu kristallisiert haben, so erinnert doch die Art und Weise, wie Probleme angegangen werden, immer noch an Ibn Chaldun; es besteht also eine Kontinuität im Anpacken sozialer Probleme, die jenseits der sich wandelnden sozialen Differenzierung, jenseits des technischen Wandels oder des Typus des Regimes liegt.

Eine Analyse der Politik im Maghreb zeigt zweifellos, dass mit Industrialisierung und Urbanisierung auch die industriellen Konflikte zunehmen. Es gibt tatsächlich viele Konflikte, aber sie werden nur selten in politischen Klassenbegriffen ausgedrückt. Sie können auch nicht durch eine Analyse der Klassen oder der ideologischen Politik im Sinn Tocquevilles, Marx' oder sogar Webers verstanden werden und noch weniger im Sinn der Konvergenztheorien identischer Gesellschaften, nach denen es an einem bestimmten Punkt in der Entwicklung der industriellen Gesellschaften ein hohes Mass an Klassenbewusstsein geben wird, das dann mit zunehmendem Wohlstand wieder abnimmt, aber in den modernen Industriegesellschaften eine ähnliche Höhe bewahrt. Das Bild ist viel differenzierter.

Historische Daten zeigen, dass ein die ganze Gesellschaft durchdringendes Klassenbewusstsein und eine Klassenpolitik nicht nur für industrielle Gesellschaften typisch sind. Es gab beides in Europa längst vor der industriellen Revolution. Das ganze System der Stände und Parlamente war im Grunde ein Ausdruck der Klassenpolitik einer traditionellen Gesellschaft. In der ganzen europäischen Zivilisation erscheint also das gleiche Syndrom - es gab eine Klassenpolitik im traditionellen und es gibt sie im modernen Europa und sie behandelt verschiedene Probleme in ähnlicher Weise.

Im Maghreb wird der König immer noch als der Herr gesehen, der seine Güter verteilt wie einst Pharao und sich um die Gesellschaft sorgt. Der ganze politische Prozess ist patrimonial - er kreist um das Problem, wer näher am Zentrum ist, wer Zuteilungen erhält, wer grösseren Einfluss beim König, dem Herrn, besitzt, etc. Es heisst, das sei ein Zeichen der Unterentwicklung. Aber das ist nur zum Teil wahr. Auch in den höher industrialisierten Ländern gibt es noch solche patrimoniale Elemente in der Beziehung zwischen sozialem und politischem Sektor - auch in Japan und Lateinamerika scheint ein traditionelles Umgehen mit modernen Problemen vorzuherrschen (Nakane, 1970, 1974 und Wiarda, 1974).

Eine Untersuchung über Sao Paulo, eines der grossen industriellen Zentren der Welt mit 5 bis 7 Millionen Einwohnern (Morse, 1974; allgemeiner: Vanger, 1969) zeigt deutlich, wie unangemessen die Analyse in Begriffen des ideologischen Klassenkampfes sein kann. Anstelle des politischen Klassenbewusstseins fanden die Verfasser ein viel differenzierteres patrimoniales Muster, das unter anderem darin zum Ausdruck kam, dass selbst die Arbeiterbewegungen eine bessere Verteilung der Güter und eine bessere Zugänglichkeit zu Gütern vom Staat erwarteten. Im Gegensatz zu Europa sahen sie weder sich selbst noch ihre Teilnahme am Staat im Sinn einer "formation de société". Sie hatten keine Vorstellung von einem besonderen Recht, ein neues Zentrum der Gesellschaft zu bilden oder dieser ihre eigene Ideologie aufzudrängen (für eine allgemeine Diskussion der Staatsbildung vgl. Eisenstadt, 1971 a).

IV. SYMBOLISCHE UND INSTITUTIONELLE ASPEKTE DER KONSTRUKTION VON MAKROGESELLSCHAFTLICHEN ORDNUNGEN

Das Vorangehende liefert uns ein paar nützliche Hinweise auf die Probleme, die sich aus der Analyse von Modernisierungsprozessen ergeben, vor allem insofern als sie mit den allgemeinen theoretischen Problemen der Beziehung zwischen symbolischer und organisationeller Dimension

zusammenhängen.

Das entstandene Bild von dem Unterschied zwischen "traditionellen" und "modernen" sozialen Ordnungen zeigt, dass "Modernisierung" keineswegs einen "eingleisigen" demographischen, sozialen, wirtschaftlichen und politischen Prozess darstellt, der auf ein Plateau führt, dessen Umrisse, was auch immer die Unterschiede im Detail, im grossen und ganzen die gleichen sind. Modernisierung sollte eher als eine Reihe von Prozessen mit einem gemeinsamen Kern, der ähnliche Probleme schafft, gesehen werden.

Diese Prozesse - die zunehmende Differenzierung, die soziale Mobilisierung und der Zusammenbruch oder die Schwächung der Traditionalität - schaffen in den betreffenden Gesellschaften bestimmte grundlegende Probleme. Die Gesellschaft muss die ständig neu entstehenden Gruppen und ihre Konflikte regulieren; sie muss diese Gruppen in einen gemeinsamen institutionellen Bezugsrahmen einordnen und neue Brennpunkte der kollektiven Identität schaffen, die Tradition und Modernität in bestimmtem Ausmass miteinander verbinden. Das allgemeinste Problem derartiger Gesellschaften bezieht sich darauf, ob sie fähig sind, eine institutionelle Struktur aufzubauen und zu erhalten, die den Wandel absorbieren und mit neuen Problemen fertig werden kann.

Alle diese Probleme sind die Folgen der institutionellen, organisationellen, technischen, politischen und wirtschaftlichen Dynamik. Und doch sind die Lösungen, die von Gesellschaften mit ähnlicher Entwicklung, ähnlicher Technik und in einem ähnlichen "Stadium" der Modernisierung gefunden werden, ganz verschieden, so dass verschiedene Typen moderner, "post-traditioneller" (Eisenstadt, 1972, 1973a, b) Gesellschaften entstehen.

So muss es denn etwas geben, eine Art verborgener Struktur, die sich nicht direkt in den konkreten wirtschaftlichen oder politischen Formen äussert, Strukturen, die es irgendwie erlauben, verschiedene Lösungen für ähnliche Organisationsprobleme zu finden (für mehr Einzelheiten vgl. Eisenstadt, 1972, 1973a).

Wie kann man nun diese verschiedenartigen Lösungen erklären, die mit verschiedenen Arten von "verborgenen" oder "tiefen" Strukturen zusammenhängen?

Hier stossen wir auf das ganze Problem des symbolischen Bereichs. Da die Lösungen verschieden, die Probleme aber ähnlich sind, ist leicht einzusehen, dass das etwas mit Symbolen und Symboltraditionen zu tun hat. Das vorhandene Material erlaubt uns, eine enge Beziehung zwischen den Lösungen für institutionelle Probleme und der symbolischen

Wahrnehmung des kosmischen Systems und zwischen kosmischem und politischem Bereich anzunehmen. Es gibt z.B. eine Proximität zwischen den Lösungen für soziale und politische Probleme und der Antwort auf die Fragen, ob der soziale und kulturelle Bereich veränderbar ist oder nicht und ob der Mensch die Veränderung provozieren soll oder nicht. Es gibt auch enge Beziehungen zur Sicht der Welt als transzendent oder immanent - ob es einen transzendenten Bereich gibt, der das Diesseits beeinflusst, oder ob die kosmische in der gesellschaftlichen Ordnung enthalten ist. Weber hat bekanntlich in seiner Untersuchung der Weltreligionen diesem Problem grosse Aufmerksamkeit geschenkt. Mit bezug auf die kulturellen, symbolischen Modi gibt es eine Menge systemischer Unterschiede zwischen den Zivilisationen.

Aber das sind nur allgemeine Indikatoren. Es gibt spezifischere Fragen, die mit den oben genannten eng zusammenhängen, nämlich die Frage nach der Art der symbolischen Orientierung, in der sich vielleicht eine solche verborgene Struktur ausdrückt, und nach den wichtigsten Regeln, gemäss denen sie organisiert ist. Zweitens gibt es die Frage, wie und auf Grund welcher Mechanismen die symbolische Orientierung die institutionellen Aspekte im allgemeinen und die Funktionsweise sozialer Systeme im besonderen beeinflusst.

Komparative makro-soziologische Analysen geben einige Hinweise auf diese Fragen (für Einzelheiten vgl. Eisenstadt, 1972, 1973a). Sie zeigen vor allem, dass es eine enge Beziehung zwischen allgemeinen institutionellen Mustern oder Konstellationen und bestimmten kulturellen Ausrichtungen gibt.

Was den Einfluss solcher Orientierungen auf die institutionellen Muster betrifft, so ist vor allem das folgende von grosser Bedeutung (Es handelt sich hier natürlich nicht um eine vollständige Liste kultureller Orientierungen, die für die sozialen Beziehungen bedeutungsvoll sind, sondern nur um eine vorläufige Liste jener Orientierungen, die eine bestimmte Bedeutung in der Analyse institutioneller Aspekte haben.): 1) die Bewertung der wichtigsten institutionellen Dimensionen - Ritual, Politik, Wirtschaft - und ihrer strukturellen und symbolischen Implikationen für die Definition der Grenzen politischer und kultureller Kollektivitäten; 2) der Grad an Autonomie oder Verknüpfung zwischen kosmischer, kultureller, sozialer und politischer Ordnung und die Frage nach ihrer jeweiligen Relevanz; 3) die mehr aktive bzw. mehr passive Haltung gegenüber der Teilnahme an der sozialen und kulturellen Ordnung und die Frage, wie eine solche Haltung zustande kommt; 4) die verschiedenartigen Vorstellungen von Wandel, die Haltung gegenüber dem Wandel und die aktive bzw. passive Teilnahme daran; und 5) die Grundlagen der Legitimation der sozialen Ordnung im allgemeinen und der Beziehung zwischen Zentrum

und Peripherie im besonderen - werden diese Beziehungen als anpassbar gesehen oder drücken sie Engagement gegenüber dem Zentrum und/oder der sozialen Ordnung aus?

Viele dieser Themen stehen bekanntlich im Mittelpunkt der mehr spekulativen - ästhetischen, philosophischen, theologischen - Aeusserungen menschlicher Schaffenskraft. Sie bilden ferner die leitenden Symbole auf der Suche nach einer guten und gerechten, sozialen und kulturellen Ordnung und nach der Teilnahme daran. Sie dienen dazu, die sozialen Handlungen der Einzelnen in der bedeutungsvollen Erfahrung des sozialen und kulturellen Lebens zu integrieren. Sie geben dem Leben des Einzelnen in seiner Beziehung zu diesen Ordnungen einen Sinn. Diese Suche in den verschiedenen Gruppen oder Gesellschaften führt zur Kristallisierung von Mustern oder Kriterien für die Bewertung der sozialen Wirklichkeit.

Diese Bewertungen sind in jeder Gesellschaft auf zwei verschiedene, wenn auch eng zusammenhängende Arten strukturiert. Bei der ersten handelt es sich um den programmatischen Einfluss der kulturellen Orientierungen auf die Institutionen; bei der zweiten um die Konstruktion von Modellen des sozialen und politischen Lebens - oder anderer institutioneller Systeme wie Verwandtschaft oder Wirtschaft - und die Artikulierung solcher Modelle in verschiedenen Symbolen und Situationen. Wir wollen uns hier mit der ersten Art beschäftigen.

Das Bindeglied zwischen kulturellen Orientierungen und Bewertung einerseits und der normativen programmatischen Spezifizierung (Ardener, 1971; Parsons, 1961, 1973a) allgemeiner institutioneller Prinzipien andererseits - die jenseits der Regimewechsel und der unterschiedlichen strukturellen Differenzierung ein Mass an Kontinuität gewährleisten - besteht in der Kristallisierung solcher Orientierungen in spezifischen Mustern oder Code. Bei diesen Code handelt es sich nicht einfach um allgemeine kulturelle Wertorientierungen. Sie sind viel eher mit dem verwandt, was Weber (1947, 1958, 1964) "Wirtschaftsethik" genannt hat, d.h. es handelt sich um generalisierte Modi der "religiösen" oder "ethischen" Orientierung in einem spezifischen institutionellen Bereich, um die Bewertung dieses Bereichs und das Erlassen von Richtlinien für Organisation und Verhalten in diesem Bereich, und zwar gemäss der Wahrnehmung wichtiger existentieller Probleme. Oder anders ausgedrückt: eine solche Ethik (oder Code) bezeichnet eine allgemeine Orientierung an den symbolischen und organisationellen Aspekten eines gegebenen sozialen Bereichs. Der Code geht in gewissem Sinn über den konkreten Inhalt und die konkrete Struktur hinaus; gleichzeitig regelt er die Kristallisierung

sehr verschiedener kultureller Inhalte und organisationeller Strukturen. Der Einfluss dieser Ethik ist aber nicht zufällig über die soziale Struktur verteilt. Er richtet sich vielmehr auf spezifische Aspekte der institutionellen Struktur, die für die soziologische Theorie sehr wichtig sind.

Die entscheidenden programmatischen Ableitungen aus diesen Code betreffen die Spezifizierung 1) der Ziele, die für bestimmte Kategorien von Menschen in bestimmten sozialen Situationen "angemessen" sind; 2) der Attribute der Aehnlichkeit und der Kriterien für die Mitgliedschaft in verschiedenen Kollektivitäten; 3) der Kriterien, die die Macht über Ressourcen in verschiedenen sozialen Situationen und institutionellen Bereichen regeln; 4) der Beziehungen zwischen den genannten drei Punkten, und 5) der Legitimation der Spezifizierung gemäss Kriterien der distributiven Gerechtigkeit, die in der betreffenden Situation, Kollektivität, sozialen oder kulturellen Ordnung als erstrebenswert gelten.

Die genannten Punkte bilden die Grundlage für die Definition von Kriterien der Mitgliedschaft in den verschiedenen Kollektivitäten und Ordnungen - d.h. Recht auf Mitgliedschaft oder Begrenzung des Zugangs dazu - sowie der sich daraus ergebenden Rechte auf Teilnahme an der Ordnung oder Gemeinschaft. Sie bilden die Grundlage für die bedingten und unbedinten Rechte und Pflichten, die sich aus der Mitgliedschaft ergeben, und für den bedingten oder unbedingten Zugang zu den vorhandenen Ressourcen und Positionen. So berechtigt die Mitgliedschaft in einer Kollektivität zur unbedingten Zuteilung und zur Teilnahme an den Regeln der distributiven Gerechtigkeit - man unterliegt bestimmten Austauschregeln - und sie definiert die diesen Rechten entsprechenden Pflichten, die im Prozess der Interaktion miteinander verknüpft sind, wobei genau zwischen den Partizipationsprivilegien der Mitglieder im Gegensatz zu den Nicht-Mitgliedern unterschieden wird (Eisenstadt, 1971 c).

Neben den Attributen der Mitgliedschaft und Solidarität spezifizieren die programmatischen Ableitungen der Code auch die allgemeinen Prinzipien der Machtverteilung in den wichtigsten institutionellen Bereichen. Diese Verknüpfung erfolgt durch das Aufstellen von Kriterien, gemäss denen öffentliche und halb-öffentliche Güter sowie der institutionelle Kredit (Kuhn, 1963, Kap. IX; Coleman, 1971; Olson, 1968) organisiert sind. Anders ausgedrückt: sie bestimmt die Kriterien für die unterschiedlichen Kosten dieser Güter, für die öffentliche Verteilung halb-öffentlicher und privater Güter, d.h. für die direkte Zuteilung verschiedener Ressourcen und Belohungen an verschiedene Bevölkerungsgruppen. Diese Kriterien

unterscheiden sich von reinen Austauschkriterien. Sie spezifizieren überdies die Art und Weise, in der verschiedene Gruppen, Organisationen, und Institutionen institutionellen Kredit erhalten, d.h. das Ausmass, in dem Ressourcen nicht unmittelbar ausgetauscht, sondern den betreffenden Gruppen oder Institutionen bedingungslos zur Verfügung gestellt werden, so dass diese über "Kreditautonomie" und damit über die Vorbedingung einer langfristigen Existenz verfügen.

Die wichtigsten programmatischen Ableitungen der Code treten also am stärksten in jenen Bereichen des sozialen Lebens hervor, die - wie manche Oekonomen und Austauschtheoretiker erkannt haben - nicht durch die üblichen Annahmen der Wirtschafts- oder Austauschtheorie erklärt werden können und in denen Prinzipien wirksam sind, die an Durkheims vor-vertragliche Elemente erinnern (Eisenstadt, 1971 a; Williamson, 1973 a, b; Blau, 1971). Auf diese Art umgrenzen oder umschreiben die programmatischen Spezifizierungen der Code jene Unsicherheiten, die jeder sozialen Interaktion inhärent sind und die überwunden werden müssen, um die Kontinuität der Interaktion zu sichern.

Sie konvergieren mit anderen Worten in jenen institutionellen Bereichen, die die klassische und die moderne Soziologie als Herde der Zufälligkeit, des Konflikts und der Unordnung bezeichnet hat.

Wir wollen das genauer erklären. Die Konkretisierung der sozialen Interaktion zwischen Institutionen und Gruppen wird in erster Linie durch die soziale Verteilung der Menschen und Gruppen bestimmt, die in einer gegebenen Situation miteinander interagieren können. Sie wird ferner durch das Ausmass der Ressourcen, der technischen und organisationellen Fähigkeiten und den in der betreffenden Situation vorhandenen institutionellen Möglichkeiten beeinflusst. Diese potentiellen Daten erlauben es, die Umwelt irgendeiner sozialen Kollektivität zu konstruieren. Der Kristallisierungsprozess beeinflusst die grundlegenden Probleme der Zuteilung von Ressourcen, der Rollen, Arbeitskräfte und der sozialen Integration, Probleme, die jeder kontinuierlichen sozialen Interaktion im allgemeinen und dem organisierten gesellschaftlichen Leben im besonderen inhärent sind. Diese Probleme sind in Soziologie und Anthropologie ziemlich gründlich untersucht worden (Mayhew, 1971; Parsons, 1973 b; Parsons und Platt, 1973). In diesen Bereichen können die in jeder solchen Situation gegebenen konkreten institutionellen Möglichkeiten kristallisiert werden.

Aber all diese Gegebenheiten der Interaktion, d.h. die

potentiell interdependenten Individuen und Gruppen und die Ressourcen, die diesen potentiell zur Verfügung stehen, garantieren als solche noch nicht die Entwicklung angemessener Bezugsrahmen, die die Kontinuität der Interaktion und die Kristallisierung der konkreten sozialen Organisation sichern. Bei jeder potentiellen Interaktion gibt es im Prinzip auch die Möglichkeit des Zufalls, der Unsicherheit und des Konflikts. Auch wenn wir akzeptieren, dass Gruppen und Gesellschaften gemeinsame Bedürfnisse oder Probleme haben wie Zuteilung, Regulierung, etc., ist die konkrete Definition dieser Bedürfnisse nicht einfach durch ein bestimmtes Muster der Arbeitsteilung zwischen Menschen und Ressourcen gegeben, die in einer bestimmten Situation, d.h. in einer Gruppe, einem Rollenset oder einer Institution generiert wurden. In jeder solchen Situation können derartige Bedürfnisse oder Probleme verschieden definiert und verschieden gelöst werden (Eisenstadt, 1971 b).

Die wichtigen institutionellen Ableitungen der Code schaffen nun bestimmte Mechanismen, mit deren Hilfe die Bereiche der potentiellen Zufälligkeit und des Konflikts strukturiert werden, und zwar so, dass die Kontinuität der Bezugsrahmen der Interaktion gewahrt bleibt. Sie legen auch bestimmte Regeln fest, die die Grenzen einer gegebenen Kollektivität oder der sozialen Interaktion gegenüber der inneren und äusseren Umwelt festlegen. Oder in der Sprache der Spieltheorie: die Begrenzungen des freien Austauschs und der Interaktion, die durch die programmatische Spezifizierung der Code bestimmt sind, spezifizieren 1) "die Grundregeln der Bezugsrahmen, in denen Entscheidungen über verschiedene soziale Bereiche gefällt werden können, und 2) (wenn auch in verschiedenen Gesellschaften in unterschiedlichem Grad) einige der allgemeinen Kriterien für die Regeln, nach denen in diesen Bezugsrahmen Optionen getroffen werden" (Buchler und Nutini, 1964).

In Schneiders (1968, 1972) Nomenklatur: Die Code verbinden die Konstruktion der "Identität" und der Mitgliedschaft in verschiedenen Kollektivitäten mit der Spannweite der den Mitgliedern erlaubten Tätigkeiten. So entstehen, was Durkheim die vor-vertraglichen Elemente des sozialen Lebens nennt - die Grundlagen der mechanischen Solidarität (Durkheim, 1915, 1933; Davis, 1963; Fortes, 1961; Maurice Bloch, 1973) und damit die Bedingungen für die effektive Teilnahme der Mitglieder einer Gesellschaft an den allgemeinen Regeln der Ethik und den Kriterien der Gerechtigkeit (Piaget, 1970; Mead, 1934; Kohlberg, 1971; Parsons, 1961, 1973).

Weil diese Code die wichtigsten Grundregeln der sozialen Organisation spezifizieren, kann man sagen, dass sie die verborgenen oder tiefen Strukturen des sozialen Systems bilden; sie legen dessen Grenzen und grundlegende Parameter

fest und beeinflussen die organisationellen Probleme und Bedürfnisse der Gesellschaft. Die Spezifizierungen der Code definieren die Spannweite der konkreten Bedürfnisse einer Gesellschaft, sie grenzen die Umwelt der betreffenden Gruppen ab und bestimmen die möglichen Reaktionen auf den "Druck" der Umwelt. Dadurch dass sie die Art und Weise spezifizieren, in der bestimmte grundlegende gesellschaftliche Funktionen - wie Zuteilung, Integration, etc. - erfüllt werden, sichern sie auch die Möglichkeit der Kontinuität dieser Abgrenzungen und bestimmen die Richtung, die der Wandel in solchen Gruppen und Systemen einschlagen kann. Das Festlegen solcher Abgrenzungen geschieht durch Beeinflussung des Bereichs "erlaubter" Fragen und Antworten betreffend grundlegende Probleme der sozialen und kulturellen Existenz; ferner dadurch, dass dieser Bereich in Beziehung gesetzt wird zur konkreten Spezifizierung der beiden wichtigsten institutionellen Ableitungen der Code, d.h. zur Definition der Mitgliedschaft und der Verteilung der Macht.

Aber diese institutionellen Ableitungen der Code spezifizieren nicht nur die breiten Umrisse möglicher Abgrenzungen sozialer Systeme. Durch die Bezeichnung verschiedener öffentlicher Güter beeinflussen sie auch die Art und Weise, in der die für jedes soziale System nötigen allgemeinen Funktionen im konkreten Rahmen ausgeübt werden. Der Code beeinflusst ferner die Reichweite der systemischen Sensitivitäten, die Bedeutung potentieller Konflikte für die Kontinuität eines gegebenen Systems, die möglichen Bedingungen, unter denen solche Konflikte zum Ausdruck kommen und die Stabilität eines Regimes bedrohen, und die Art und Weise, in der verschiedene Regimes mit Konflikten fertig werden. Er beeinflusst auch die Art und Weise, wie Forderungen nach grösserer politischer Teilnahme inkorporiert werden. Er beeinflusst die Intensität der Konflikte und die Perzeption davon, wie gefährlich sie sind, ferner die "Flexibilität" oder Rigidität der Reaktion darauf sowie die relative Wichtigkeit regressiver - im Gegensatz zu expansiven - Politiken, um mit Konflikten fertig zu werden (Für mehr Einzelheiten über die differentiellen systemischen Sensitivitäten, vgl. Eisenstadt, 1973 b).

V. DIE OFFENHEIT SYMBOLISCHER UND INSTITUTIONELLER SYSTEME

Man darf allerdings nicht annehmen, dass sich die Regeln der "tiefen" Struktur auf dem Weg über die verschiedenen Code als eine Art direkter - wenn auch institutioneller - Emanation aus der symbolischen Sphäre entwickeln.

In diesem Zusammenhang ist die relative "Offenheit" verschiedener Code-Systeme in ihrer Beziehung zur institu-

tionellen Ordnung von grösster Wichtigkeit (vgl. Eisenstadt, 1972).

Im Gegensatz zu den universellen Regeln des menschlichen Geistes, von denen die Strukturalisten sprechen, weisen die verschiedenen komparativen makro-gesellschaftlichen Elemente darauf hin, dass es in einer konkreten historischen Situation verschiedene symbolische Komponenten gibt, von denen jede ihre eigene Dynamik besitzt. Die Perzeption der Welt, des Lebens und der kosmischen Ordnung sind zwar wichtige Probleme jeder Zivilisation. Sie bilden aber nur einen Aspekt der symbolischen Struktur. In jeder Gesellschaft gibt es ganz verschiedene Sichten der sozialen Ordnung - hierarchisch oder egalitär, kommunal oder individualistisch, auf Macht oder Solidarität beruhend. Neben diesen Code, die Antworten auf existentielle, religiöse, symbolische Fragen geben, gibt es noch andere symbolische Orientierungen, die die soziale Struktur als solche betreffen und die mit Dimensionen wie Hierarchie, Qualität, Solidarität oder Macht in Zusammenhang stehen.

Ein vor allem für die USA bezeichnendes Beispiel ist die protestantische Ethik. Diese Ethik mit all ihren Auswirkungen ist einer der grundlegenden Code, der das amerikanische Schicksal weitgehend geprägt hat. Die protestantische Ethik kann mit einer egalitären Gesellschaft zusammen gehen wie in den USA. Sie kann mit einer stark hierarchischen Sicht verschmelzen, wie das in verschiedenen lutheranischen Ländern in Europa lange Zeit der Fall war. Sie findet sich auch im Zusammenhang mit einer ganz besonderen hierarchischen Vorstellung in einem anderen neuen Land, das sich ganz anders entwickelte, nämlich Südafrika. Wichtig ist, dass es unabhängige Variationen und Kombinationen zwischen den "religiösen" Code im breiten Sinn und den "sozialen" Code, der symbolischen Betrachtung des gesellschaftlichen Lebens, gibt. Beide spielen eine wichtige Rolle bei der Formung der Grundregeln des sozialen Lebens. Eine egalitäre Gesellschaft unterscheidet sich in ihrer institutionellen Politik sehr stark von einer hierarchischen Gesellschaft. Und die Kombinationen zwischen Hierarchie, Gleichheit und verschiedenen religiösen Code können ganz verschieden sein. In Indien liegt das Gewicht auf Hierarchie und Ritual, den ausserweltlichen Dimensionen des menschlichen Lebens und der Gefahr der kosmischen Verschmutzung. In Russland liegt es auf einer bestimmten Art der Hierarchie, wobei die politischen, sozialen und Solidaritätsaspekte hervorgehoben werden. Jede konkrete historische Situation stellt eine Kombination der verschiedenen Code dar.

Einen dritten wichtigen Aspekt der symbolischen Dimension kann man als Symbole der kollektiven Identität bezeichnen

- die Mitgliedschaft in der Gesellschaft, das Gewicht der Vergangenheit im Verhältnis zur Gegenwart, das Verhältnis zwischen Zeit und Ort, zwischen Territorium und Geschichte in verschiedenen Kombinationen. Bei der Untersuchung des Einflusses symbolischer Strukturen auf die Institutionen ist es sehr wichtig, zwischen diesen drei Arten symbolischer Strukturen zu unterscheiden - die existentiellen und die sozialen Code und die Symbole der kollektiven Identität. Jeder hat seine eigene Dynamik und kann sich mit anderen Symbolen in verschiedener Weise verbinden, was den konkreten Einfluss auf die institutionelle Dynamik der Gesellschaft verändert (für ein Beispiel, vgl. Eisenstadt und Azmon, 1975; Eisenstadt, 1975).

Diese Dynamik ist nun nicht nur symbolisch, logisch oder ästhetisch. Sie stellt einen grundlegenden, wenn auch sehr spezifischen Teil des Institutionalisierungsprozesses dar, was am augenscheinlichsten im zweiten Aspekt der "Offenheit" der Codesysteme zum Ausdruck kommt, nämlich im Vorhandensein eines gewissen Bereichs der Freiheit und Unsicherheit in der Beziehung zwischen solchen Code-Konfigurationen und ihrer konkreten Institutionalisierung. Es gibt keine einfache, Eins-zu-eins-Beziehung zwischen den kulturellen Codemustern und einem bestimmten Regime oder einer makro-sozialen Ordnung. Wie grundlegende Probleme und Dilemmas durch den Code definiert und gelöst werden, entspricht nicht notwendigerweise einem spezifischen Institutionalisierungsmuster. In keiner sozialen Ordnung werden die möglichen Beziehungen zwischen symbolischen Komponenten und einem gegebenen institutionalisierten System je vollständig erschöpft.

Konkret ausgedrückt, die vielen möglichen Kombinationen verschiedener kultureller Modelle und Codesysteme kommen darin zum Ausdruck, dass das gleiche Codemuster in verschiedenen politischen Regimes, wirtschaftlichen Strukturen, "Grossen" oder "Kleinen" Traditionen institutionalisiert sein kann. So kann es vorkommen, dass Code, die allgemeine Beziehungen zwischen der politischen und der sozialen Ordnung spezifizieren, die konkreten Grenzen dieser Ordnungen nicht definieren. Während z.B. die politische und kulturelle Fusion im ganzen Islam grundlegend ist, ist sie in den Stämmen Arabiens, den zentralisierten Reichen des Mittleren Ostens oder in den ungewissen Zentren Nordafrikas ganz verschieden institutionalisiert (Gellner, 1973; Mardin, 1973; Yalman, 1973). In China kann die Spannung zwischen den Idealen des sozio-politischen Engagements und der inneren Harmonie individuell zum Ausdruck kommen, und zwar in der Unterscheidung zwischen dem einsamen Gelehrten und dem Bürokraten oder zwischen dem legalistischen Funktionär und dem Tao-Buddhisten (Wakeman, 1971). Code-Konstellationen können in einer gegebenen Ge-

sellschaft weiterbestehen, und zwar jenseits der sich ablösenden Regimes oder Ideologien (oder jenseits konkreter Familienmuster oder wirtschaftlicher Organisationen, etc.).

Jede konkrete Institutionalisierung der Code impliziert damit eine Auswahl verschiedener Kombinationen und verschiedener - wenn auch nicht unbegrenzter - institutioneller Möglichkeiten. Zweitens, jede solche Auswahl bedeutet die Wahl bestimmter kollektiver Ziele (z.B. Industrialisierung, ein totalitäres oder demokratisches Regime, etc.) unter den Gegebenheiten der betreffenden historischen Situation; diese Ziele können in verschiedener Weise mit den verschiedenen Transformationsregeln kombiniert werden (Eisenstadt, 1971 d). Drittens, jede solche Institutionalisierung eines Codemodells oder -musters impliziert die Spezifizierung des angemessenen "hier und jetzt", d.h. konkreter Gruppen oder Kollektivitäten und ihrer Umgebung im Gegensatz zu anderen Gruppen. Damit schliesst jede solche Wahl auch die Spezifizierung des konkreten Inhalts der institutionellen Aspekte ein, auf die sich die Ableitungen der Code beziehen. Die konkreten Kriterien der Mitgliedschaft werden dadurch spezifiziert, dass das Gewicht auf eine spezifische Gruppe und ihre ursprünglichen Symbole gelegt wird, oder gemäss einem besonderen Dogma, sofern die Code eine enge Beziehung zwischen politischer und religiöser Gemeinschaft im allgemeinen implizieren. Wenn also z.B. ein hoher autonomer Kredit an Institutionen auf dem Spiel steht, werden die exakten Bedingungen dieses Kredits spezifiziert. Viertens, jede solche Auswahl impliziert die Konkretisierung der Symbole der kollektiven Identität, die in einer gegebenen Situation kristallisiert sind.

Erst im Verlauf dieser Auswahlprozesse werden Modelle der kulturellen oder sozialen Ordnung oder Codemuster voll institutionalisiert, und erst dann können sie einen Einfluss auf konkrete soziale Gruppen ausüben. Jede Auswahldimension hat eigene Regeln oder Strukturen (Eisenstadt und Azmon, 1975). Diese Offenheit der Codesysteme und die Folgen der Auswahlprozesse für die Institutionalisierung machen klar, wie wichtig es ist, die Träger oder Bezugsrahmen zu identifizieren, in denen Code interagieren. Hier stossen wir auf eines der schwierigsten Probleme dieser Art von Analyse, ein Problem, das wir hier nicht behandeln können.

Auf jeden Fall macht erst die Kombination solch verschiedener Regeln mit den in den Codemustern implizierten Regeln die konkrete Institutionalisierung der Ableitungen von Code im Rahmen sozialer Gruppen und Systeme möglich. Jedes konkrete soziale und kulturelle

System ist damit eine Kombination verschiedener Gruppen von Regeln oder Strukturen (Schulte-Nordholt, 1971: 9-15), von denen nur eine Gruppe dem Code inhärent ist. Im allgemeinen bedingen die verschiedenen Regeln Spannungen, die die Widersprüche in der Institutionalisierung der Codemuster artikulieren. Die Spannungen involvieren Verbot oder Sanktionierung bestimmter Gruppen und den Ausschluss anderer und schaffen so starke Ambivalenzen gegenüber den in jedem solchen Modell enthaltenen konkreten "Lösungen" für menschliche Schicksale, aber auch Zweifel daran, dass andere Möglichkeiten ausgeschlossen oder dass Sanktionen ergriffen werden, um die für das Ueberleben der Modelle nötigen Normen und Spezifizierungen aufrechtzuerhalten.

Diese Ambivalenzen und Zweifel kommen in besonderen sozialen Situationen dramatisch zum Ausdruck (C. Geertz, 1973, Kap. 15; Peacock, 1968b; Eisenstadt, 1965b) - in Spielen, öffentlichen Manifestationen, im privaten Zusammentreffen, in Witzen, Mythen und Schauspielen (Peacock, 1968 a, b). Am deutlichsten kommen sie aber in Situationen zum Ausdruck, die mit individuellen und kollektiven "rites de passage" zusammenhängen - Geburt, Initiation, etc. (Eisenstadt, 1965 b).

VI. ZUR ANALYSE DER AMERIKANISCHEN GESELLSCHAFT

Im folgenden ein paar Anregungen wie eine solche komparative Untersuchung auf die amerikanische Gesellschaft angewendet werden könnte. Es ist offensichtlich, dass die grundlegende religiöse Wahrnehmung, der Ausgangspunkt für die Analyse der amerikanischen Gesellschaft, die puritanische Ethik ist, auch wenn diese nicht überall prädominiert (Bellah, 1970, 1974; Tiryakian, 1974). So hatte sie im Norden von Anfang an viel mehr Gewicht als im Süden. Lange Zeit aber war sie bestimmend für die grundlegende symbolische Orientierung an der Natur. Es war in Amerika, viel mehr als in anderen Ländern, wo sie sich Weber gemäss am stärksten mit dem Geist des Kapitalismus vereinte. Ein Vergleich mit anderen, auf der protestantischen Ethik beruhenden Gesellschaften würde zeigen, wie sich die Dynamik eines relativ ähnlichen kulturellen Code ganz verschieden äussert, und zwar nicht nur deshalb, weil die institutionellen und die Machtbeziehungen anders sind, sondern auch deshalb, weil dieser Code in enger Beziehung zu anderen symbolischen Dimensionen so etwa dem starken Egalitätsdenken steht. Das ist Anthropologen und Soziologen wie Tocqueville und James Brice aufgefallen. Es war diese eigenartige Kombination von Egalitarismus und protestantischer Ethik in einem sich ständig ändernden institutionellen Bezugsrahmen, welche die Dynamik der amerikanischen Gesellschaft bestimmte. Gleichheit ist in Amerika nicht nur politisch, sondern eine grundlegende kontinuierliche symbo-

lische Orientierung, die in Verbindung mit der protestantischen Ethik und sehr im Gegensatz zu anderen Gesellschaften das grundlegende ideologische Format der amerikanischen Gesellschaft geschaffen hat. Die amerikanische Haltung gegenüber der Gleichheit entspricht einer grundlegenden Wahrnehmung über die Natur der sozialen Ordnung, einer Wahrnehmung, die jenseits blosser Ansprüche auf soziale oder politische Rechte im japanischen oder sogar im europäischen Sinn liegt. Gleichheit und protestantische Ethik sind nicht überall gleich kombiniert. Der Unterschied zwischen Süden und Norden war auch in Amerika für die Entwicklung der historischen Dynamik entscheidend.

Auch das Problem der kollektiven Identität ist für das Verständnis der Dynamik in der amerikanischen Gesellschaft entscheidend. Man kann sagen, dass diese Gesellschaft nur eine sehr kurze Vergangenheit besitzt; sie kann daher nicht die gleiche traditionelle Legitimierung für ihre Identität beanspruchen wie viele europäische und asiatische Gesellschaften mit ihrer sehr langen Vergangenheit. Daher sind die Grenzen der kollektiven Identität nicht im Hinblick auf eine ursprüngliche tatsächliche Vergangenheit definiert, sondern mit bezug auf eine symbolische Vergangenheit und eine revolutionäre Ideologie. Es mag sonderbar, ja paradox erscheinen, Amerika als ideologische Gesellschaft zu bezeichnen. Das Land hat nie eine Klassenideologie gekannt, wie sie in Europa üblich ist. Und trotzdem ist die amerikanische wahrscheinlich eine der am meisten ideologischen Gesellschaften, nicht nur im Hinblick auf den moralistischen Zug in der protestantischen Ethik, sondern auch mit bezug auf die politische Haltung, wenigstens in den letzten ein oder zwei Jahren. Nixons Rücktritt war z.B. für viele Europäer unverständlich, weil die moralistische Dimension der amerikanischen Politik nichts mit den meisten europäischen Code des politischen Verhaltens zu tun hat. Hier sind Politik und Moral viel mehr voneinander getrennt. Das Moralistische in den amerikanischen Gesellschaft hat auch damit zu tun, dass die Identität auf dem Ideologischen und nicht auf der Vergangenheit beruht. Amerika ist eine Gesellschaft, die ihre kollektive Identität mit sehr wenig ursprünglichen Bindungen und sehr viel Ideologie zu formen versucht. Die Ideologie beruht nicht auf Klassen wie in Europa, sondern auf der Volksreligion. Viele Trennungen, Spannungen und innere Rebellionen können nur mit bezug auf die besondere Kombination zwischen den drei Typen religiöser symbolischer Orientierungen, der Gesellschaft und der kulturellen Identität verstanden werden, so wie sie sich im Zug der institutionellen Dynamik entwickelt haben.

Das kann in Beziehung zum Wandel der institutionellen und der Machtstruktur erklärt werden, d.h. in Beziehung zum

Uebergang von einer Gesellschaft mit vielen relativ zerstreuten Machtzentren und Organisationen zu einer Gesellschaft, die durch hohe Machtkonzentration in grossen Organisationen und durch den Massen- oder Makro-Konsum gekennzeichnet ist. Manche dieser Probleme sind im Zusammenhang mit David Riesmans Arbeiten aufgeworfen worden (vgl. Lipset und Lowenthal, 1961; Bellah, 1975).

Es wäre faszinierend zu untersuchen, wie sich das Verhältnis zwischen symbolischen Dimensionen und Institutionen historisch entwickelt hat - gehen beide Hand in Hand oder unterminieren sie sich gegenseitig? Man kann z.B. die Frage stellen, ob sich das Gleichheitsdenken aus dem Zwang und den anfänglichen Begrenzungen der protestantischen Ethik lösen wird, wenn im Zug der Gleichheitsforderungen neue Gruppen ins Zentrum der amerikanischen Gesellschaft rücken. Wird das die kulturellen Code und Symbole der Gesellschaft verändern und unterminieren oder werden sie irgendwie nebeneinander weiterbestehen? Die gleiche Frage könnte mit bezug auf die Veränderungen in der Macht- und Organisationsstruktur gestellt werden. Diese Probleme sind faszinierend, und es würde sich lohnen, sie vom anthropologischen oder soziologischen Standpunkt aus näher zu untersuchen.

Uebersetzt von Suzanne Heintz

BIBLIOGRAPHIE

Ardener E., 1971: The New Anthropology and Its Critics. Man, 6(3), 449-467.

Bailey, Frederick G., 1957: Caste and the Economic Frontier: A Village in Highland Orissa. Manchester: Manchester University Press.
1963: Politics and Social Change, Orissa in 1959. Berkeley: University of California Press.

Balandier G., 1955: Sociologie Actuelle de l'Afrique Noire. Paris: Presse Universitaire de France.

Beidelman T.O., 1966: The Swazi Royal Ritual. Africa, 36, 373-405.
1970: Some Sociological Implications of Culture. In: Theoretical Sociology, Prespectives and Developments. John McKinney and Edward A. Tityakian Eds. New York, Appleton: Century Crops, 499-529.

Bellah R., 1970: Civil Religion in America. In: Beyond Relief - Essays on Religion in a Post-Traditional World. New York: Harper and Row, 168-193.
1974: Broken Covenant. American Civil Religion in a Time of Trial. Seabury.

Benedict R., 1946: The Chrysanthemum and the Sword. Boston: Houghton Mifflin.

Blau B., 1971: Justice in Social Exchange. In: Institutional & Social Exchange. H. Turk & R.L. Simpson Eds., Indianapolis, New York: Bobbs-Merril Co.

Bloch Maurice, 1973: The Long Term and the Short Term: The Economic and Political Significance of the Morality of Kinship. In: The Character of Kinship. Jack Goody Ed. Cambridge: Cambridge University Press, 75-89.

Buchler I.R. and Nutini H.G., 1969: Introduction. Game Theory in the Behavioral Sciences. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1-23.

Coleman J.S., 1971: Resources in Social Change. New York, London, Sydney, Toronto: Wiley.

Davis J.A., 1963: Structural Balance, Mechanical Solidarity and Interpersonal Relations. American Journal of Sociology, LXVIII, 446-462.

Dumont L., 1971: Homo Hierarchicus. Chicago: University of Chicago Press.

Durkheim E., 1933: On the Division of Labor in Society. New York: Macmillan.

Eisenstadt S.N. , 1965 a: Anthropological Studies of Complex Societies. In idem: Essays on Comparative Institutions. New York: John Wiley, 77-107.
1965 b: Communications and Reference Group Behavior. In: Essays, op.cit., 309-344.
1971 a: Social Differentiation and Stratification. Glenview, Scotts, Foreman.
1971 b: General Introduction: The Scope and Problems of Political Sociology. In: Political Sociology, S.N. Eisenstadt Ed., New York: Basic Books.
1971 c: Societal Goals, Systemic Needs, Social Interaction and Individual Behavior: Some Tentative Explanations. In: Institution and Social Exchange. The Sociologies of Talcott Parsons and George C. Homans. Herman Turk and Richard R. Simpson Eds., Indianapolis, New York: Bobbs-Merrill.
1971 d: Intellectuals and Traditions. Daedalus, 1-21.
1972: Post-Traditional Societies and the Continuity and Reconstruction in Ideas. In: Post-Traditional Societies. S.N. Eisenstadt, Ed. New York: W.W. Norton, 1-29.
1973 a: Tradition Change and Modernity, New York: John Wiley.
1973 b: Traditional Patrimonialism and Modern Neo-Patrimonialism. Sage Studies in Comparative Modernization. Beverly Hills, London: Sage Publications.

Eisenstadt S.N. (Forts.), 1975: Socialism and Tradition; and the Pattern of Incorporation of Different Dimensions of Socialist Tradition. In: Socialism and Tradition. S.N. Eisenstadt and Y. Azmon, Eds. Atlantic Highlands: Humanities Press, 1-19, 220-229.

Eisenstadt S.N. and Y. Azmon, Eds., 1975: Socialism and Tradition. Atlantic Highlands: Humanities Press.

Firth R.W., Ed., 1956: Two Studies of Kinship in London. London: The Athlone Press.

Firth R.W., Jane Hubert and Antony Forge, 1969: Families and their Relatives, Kinship in a middle-class section of London. London: Roultiedge and K. Paul.

Fortes M., 1969: Kinship and the Social Order. Chicago: Aldine Press.

Fried M.H., 1953: Fabric of Chinese Society. New York: Praeger.

Geertz C., 1973: The Interpretation of Cultures. New York: Basic Books.

Geertz H., 1965: Comment on Professor P.E. de Josselin de Jong's 'An Interpretation of Agricultural Rites in Southeast Asia, with Demonstration of Use of Data from both Continental and Insular Areas'. Journal of Asian Studies. XXIV, 2, 294-297.

Gellner E., 1969 a: The Great Patron - A Reinterpretation of Tribal Rebellions. In: Archives Européens de Sociologie, 1, 61-70.
1969 b: Saints of the Atlas. London: Weidenfeld and Nicholson.
1973: Post-Traditional Forms in Islam: The Turf and Trades, and Votes and Peanuts. Deadalus, 191-207.

Godelier M., 1973: Horizons, Trajets Marxistes en Anthropologie. Paris: E. Anthropos.

Grunebaum G.E. von, Ed., 1955: Islam - Essays in the Nature and Growth of a Cultural Tradition. The American Anthropological Association, (57)2: Part 2, Memoir 81.

Heusch L. de, 1971: Pourquoi l'Epouse. Paris: Gellimard.

Hsu F.L.K., 1963: Clan, Caste and Clubs. New York: Van Nostrandt.
1969: The Study of Literate Civilizations. New York: Holt Rinehart, Winston.
1971: (Ed). Kinship and Culture. Chicago: Aldine.

Josselin de Jong J.P.B., 1922: De Couvade. Mededeelingen der Koninklijke Akademie Van Wetenschappen. 54(B), 53-84.
1951: Minanqkaba and Neqri Sembilan. Socio-Political Structure in Indonesia. Leiden: Eduard Ijdo N.V.
1960: Cultural Anthropology in the Netherlands. Higher Education and Research in the Netherlands, IV:13.
1964: Circulerend Connubium en het Dubbelunilineale Principe. Bijdragen Tot De Taal- Land- en Volkenkunde, 120, 181-194.
1965 a: An Interpretation of Agricultural Rites in Southeast Asia, with a Demonstration of Use of Data from both Continental and Insular Areas. Journal of Asian Studies, XXCV, 2, 283-291.
1965 b: Reply to Professor Hildred Geertz. ibid. pp. 297-298.
1971: Presumed Behavior: Comments on Cara E. Richards' Brief Communication. American Anthropologist, 73, 270-273.

Kobben A.J.F., 1966: Structuralism versus Comparative Functionalism: Some Comments. Bijdragen Tot De Taal-, Land- en Volkenkunde, 122, 145-150.

Kohlberg L., 1971: Stage and Sequence: The Cognitive-Developmental Approach to Socialization. In: Handbook of Socialization Theory and Research. David A. Goslin ed., Chicago: Rand McNally, 347-481.

Kroeber A.L., 1952: The Nature of Human Culture. Chicago: University of Chicago Press.

Kuhn A., 1963: The Study of Society - A Unified Approach. Homewood, Illinois: The Dorsey Press Inc.

Lacoste Y., 1969: Ibn Khaldoun - Naissance de l'Histoire Passé du Tiers Monde. Paris: Mespero.

Lepenies W. and Ritter H. (Eds.), 1972: Orte des Wilden Denkens. Frankfurt: Suhrkampf.

Lévi-Strauss C., 1966: The Savage Mind. Chicago: University of Chicago Press.

Lipset S.M. and Lowenthal Leo (Eds.), 1961: Culture and Social Character - The Work of David Riesman Reviewed, Appraised and Criticized by his Contemporaries in the Social Sciences. New York: Free Press.

Leach E., 1954: Political Systems of Highland Burma. London: G. Bell & Sons.
1960: The Frontiers of Burma. Comparative Studies in Sociology and History. III, 11, 49-68.
1961 a: Paul Eliya. A Village in Ceylon. Cambridge: Cambridge University Press.

Leach E. (Forts.), 1961 b: Rethinking Anthropology. London: The Athlone Press.
1967 (Ed.): The Structural Study of Myth and Totemism. London: Tavistock.
1968: Genesis as Myth and Other Essays. London: Jonathan Cape.
1971: Language and Anthropology. In: Linguistics at Large. Noel Minnis Ed., London: Gollancz, 137-158.

Mandelbaum D.G., 1955: The Study of Complex Civilisations. In: Yearbook of Anthropology. New York: Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research,203-227.
1970: Society in India. 2vs, Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

Maranda K. and Maranda P., 1971: Structural Models in Folklore and Transformational Essays. The Hague, Paris: Mouton.

Mardin S., 1973: Center Peripheral Relations: A key to Turkish Politics? In: Post-Traditional Societies. S.N. Eisenstadt Ed., New York: Norton, 169-191.

Maybury-Lewis D., 1960: The Analysis of Dual Organisations: A Methodological Critique Anthropologica. Bijdragen Tot De Taal-, Land- En Volkenkunde, 116, 17-45.

Mayhew L., 1971: Society; Institutions and Action. Glencoe, Ill: Scott Foresman.

Mayer A., 1952: Land ans Society in Malabar. Bombay: Oxford University Press.

Mead G.H., 1934: Mind, Self and Society. Chicago: University of Chicago Press.

Morse R.M., 1974: The Claims of Tradition in Urban Latin America. In: Contemporary Cultures and Societies of Latin America, (2nd ed.), Heath D.B., Ed. New York: Random House, 480-495.

Nadel S.F., 1942: A Black Byzatium - The Kingdom of Nupe in Nigeria. London: Oxford University Press.

Nakane C., 1970: Japanese Society. London: Weidenfeld and Nicholson.
1974: Organising Principles of Society and Social Thought in Cross-Cultural Perspective. (Mimeo: Center for Advanced Study in the Behavioral Sciences).

Needham R., 1960: A Structural Analysis of Aimol Society, Antropologica. Bijdragen Tot De Taal-, Land- En Volkenkunde, 116, 81-109.
1971: Rethinking Kinship and Marriage. London: Tavistock.

Olson M. Jr., 1968: The Logic of Collective Action. New York: Schocken.

Parsons T., 1961: Introduction to Culture and the Social System. In: Theories of Society. Part IV of T. Parsons and E. Shils, Eds. Glencoe: The Free Press. II, 963-992.
1973 a: Durkheim on Religion Revisited: Another Look at the Elementary Forms of the Religious Life. In: Beyond the Classics. Charles Y. Glock and Phillip E. Hammond, Eds. New York: Harper & Row, 156-180.
1973 b: Commentary on Clark. In: Perspectives in Political Sociology. A. Effrat. Ed., Indianapolis: Bobbs-Merrill, 299-309.

Parsons T. and Platt G.M., 1973: The American University. Cambridge, Mass: Harvard University Press.

Peacock J.L., 1968 a: A Problem in the Study of Ideals: Lévi-Strauss Statistical and Mechanical Models. Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research, Paper prepared for Symposium No. 41. World View: Their Nature and Their Role in Culture.
1968 b: Rites of Modernization, Symbols and Social Aspects of Indonesian Proletarian Dramas. Chicago: University of Chicago Press.

Piaget J., 1970: Structuralism. New York: Basic Books.

Pouwer J., 1964: A Social System in the Star Mountains: Toward a Reorientation of the Study of Social Systems. American Anthropologist, 66, 133-161.
1966 a: Referential and Inferential Reality. A Rejoinder. Bijdragen Tot De Taal-, Land- En Volkenkunde, 122, 151-157.
1966 b: Structure and Flexibility in a New Guinea Society. ibid: 158-169.
1966 c: The Structural and Functional Approach in Cultural Anthropology. Theoretical Reflections with Reference to Research in Western New Guinea. ibid, 129-144.

Redfield R., 1962: Human Nature and the Study of Society, Chicago: University of Chicago Press.

Riggs F.W., 1959: Agraria and Industria: Toward a Typology of Comparative Administration. In: Toward a Comparative Study of Public Administration, W.J. Siffin, Ed., Bloomington, Indiana: Indiana University Press.
1964: Administration in Developing Countries. Boston: Houghton Mifflin.

Rossi I., 1973: The Unconscious in the Anthropology of Claude Lévi-Strauss. American Anthropologist, 25, 20-49.

Rotenstreich N., 1972: On Lévi-Strauss' Concept of Structure. The Review of Metaphysics, XXV, 3, 489-526.

Schneider D.M., 1968: American Kinship: A Cultural Account. Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall.
1972: What is Kinship All About? In: Kinship Studies in the Morgan Centennial Year. Priscilla Reining, Ed., Anthropological Society of Washington, 32-64.

Schneider D.H. and Smith R.T., 1973: Class Differences and Sex Roles in American Kinship and Family Structure. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.

Scholte R., 1966: Epistemic Paradigms: Some Problems in Cross-Cultural Research on Social Anthropological History and Theory. American Anthropologist, 68, 1192-1200.

Schulte Nordholt G.H., 1971: The Political System of the Atoni of Timor. The Hague: Martinus Nijhoff.

Sebag L., 1964: Marxisme et Structuralisme. Paris: Payot.

Shils E., 1961: Center and Periphery. The Logic of Personal Knowledge: Essays Presented to M. Polaneyi. London: Routledge & Kegan Paul, 117-131.
1965: Charisma, Order, and Status. American Sociological Review, 30, 2, pp. 199-213.
1974: Essays in Center and Periphery in Macrosociology. Chicago: University of Chicago Press.

Singer M., 1973: When a Great Tradition Modernizes. An Anthropological Approach to Indian Civilization. New York: Praeger.

Srinivas M.N., 1952: Religion and Society Among the Coorgs of South India. London: Oxford University Press.

Tien Ju-K'ang, 1953: The Chinese of Sarawak: A Study of Social Structure. London: London School of Economics and Political Science.

Tiryakian E.A., 1970: Structural Sociology. In: Theoretical Sociology: Perspectives and Developments, J.C. McKinney and E.A. Tiryakian, Eds. New York: Appleton, 112-135.
1974 : Neither Marx nor Durkheim, Perhaps Weber. Paper presented at the Annual Meeting of the American Sociological Association, Session 49.

Turner V., 1968: Myth and Symbol. Internal Encyclopaedia of the Social Sciences. New York: Collier Macmillan, 10, 576-582.
1969: The Ritual Process: Structure and Anti-Structure. Chicago: Aldine Publishing Co.

Van Baal J., 1970: The Application of the Concept of Structure. Anniversary Contributions to Anthropology. Leiden: E.J. Brill, 21-33.

Vanger M.I., 1969: Politics and Class in Twentieth Century Latin America. Hispanic American Historical Review, 49, 80-93.

Wakeman F.J., 1972: The Price of Autonomy: Intellectuals in Ming and Ching Politics. Daedalus, 35-71.

Waterbury J., 1970 a: The Commander of the Faithfull - The Moroccan Political Elite - A Study in Segmented Politics, London: Weidenfeld and Nicholson.
1970 b: Legitimacy Without Coercion: or How to Live Without Max Weber. In: Government and Opposition, V,(2) Spring, 253-254.

Weber M., 1947: From Max Weber, Essays in Sociology. London: Routledge & Kegan Paul, Parts III and IV.
1958: The Religion of India: The Sociology of Hinduism and Buddhism. New York: The Free Press.
1964: The Religion of China: Confucianism and Taoism. New York: Macmillan.
1968: Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology. New York: Bedminster Press.

Wiarda H.J., Ed., 1974: Politics and Social Change in Latin America: The Distinct Tradition: Amherst: The University of Massachusetts Press.

Williamson O.E., 1973 a: Some Notes on the Economics of Atmosphere. Fels Discussion Paper No. 29. University of Pennsylvania: The Fels Center of Government.
1973 b: Markets and Hierarchies: Some Elementary Considerations. American Economic Review, 316-325.

Wright A., Ed., 1953: Studies in Chinese Thought. The American Anthropological Association, 55, Part 2, Memoir 75.

Yalman N., 1973: Some Observations on Secularism in Islam: The Cultural Revolution in Turkey. Daedalus, 139-169.

Shmuel N. Eisenstadt
Hebrew University
Dept. of Sociology
Jerusalem - Israel

Schweiz.Z.Soziol./ Rev. suisse Sociol. no 1/75 pages 39-65

LA POLITIQUE DE LA PRODUCTION DE L'ESPACE

Michel Bassand

I. PREAMBULE

De manière irréversible, l'espace de la Suisse change; en même temps, à considérer le nombre d'initiatives constitutionnelles, référendum, lois, arrêtés urgents en rapport avec l'espace, il ne fait pas de doute que cet aspect du système social devient un enjeu politique important. Comment expliquer ces développements?

Nous n'allons examiner ici qu'un aspect de cette activité politique fébrile, à savoir l'aménagement du territoire que nous définissons provisoirement par deux dates:

1969: acceptation par le souverain de deux articles constitutionnels sur le droit foncier;

1973-74: discussions aux Chambres fédérales d'une loi sur l'aménagement du territoire rendue possible par l'adjonction dans la constitution des deux articles précités.

Cette analyse de la politique de l'espace a deux objectifs:

1. montrer le rôle et la signification de l'espace dans les systèmes sociaux,
2. décortiquer par l'intermédiaire de l'espace la structure sociale de la Suisse et la dynamique de ses institutions politiques.

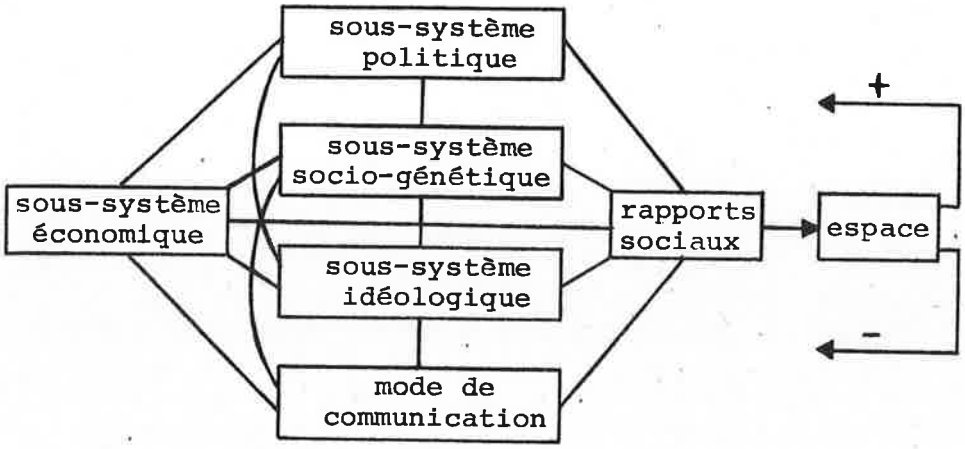
Après ces quelques liminaires, il est indispensable de définir les concepts clef de cette étude. D'abord l'espace. Il n'est pas question de procéder à un examen systématique. Nous ne nous arrêterons qu'aux définitions utiles pour notre propos. Commençons par une définition géographique. Dans cette perspective, l'espace est une réalité physique avec évidemment des composantes chimiques et biologiques. L'espace a donc une dynamique, plus ou moins mesurable, plus ou moins prévisible. Si elle est très importante, cette définition n'est pourtant pas particulièrement significative pour le sociologue.

A la suite d'une longue tradition, pour M. Weber l'espace constitue un des critères du politique: l'activité politique se définit par le fait qu'elle se déroule dans le cadre d'un territoire spécifique. Cette définition est d'ailleurs reprise par G. Gurvitch; pour lui les communes, les départements, les Etats, en bref ce qu'il appelle les "sociétés politiques" se définissent comme des groupes qui, sur un territoire donné, disposent du monopole de la contrainte inconditionnée. Ces "sociétés politiques" sont aussi dénomées par Gurvitch des groupements de localité; la définition qu'il en donne recoupe la précédente: les membres de ces entités sont liés par la proximité spatiale et la "nécessité de maintenir la paix dans les lieux qu'ils habitent" (G. Gurvitch, p. 331).

La sociologie marxiste apporte d'autres éléments qui précisent la place de l'espace dans les rapports de production. Très schématiquement l'idée est que l'espace est fondamental dans le mode de production féodal, puisque c'est par la rente foncière que la plus-value est appropriée. Ce rôle disparaît dans le mode de production capitaliste car l'appropriation de la plus-value se fait par le profit. La problématique économique des sociétés industrielles serait donc aspatiale. Cela n'est vrai que théoriquement, car en fait à côté du profit subsiste toujours la rente foncière dont le rôle est, selon les fractions de la bourgeoisie, plus ou moins subalterne. Ainsi, par exemple, pour la bourgeoisie foncière et pour les agriculteurs la rente foncière est fondamentale, pour la bourgeoisie monopoliste, elle est très secondaire. Ces diverses approches doivent être complétées au moins par une autre, qui est celle de la production, par le système social, de son espace. Un système d'acteurs a besoin d'un support spatial, c'est une condition sine qua non de son fonctionnement. Plus exactement, les acteurs - reliés par des rapports sociaux - s'approprient au dépens les uns des autres l'espace dont ils ont besoin; ils produisent ainsi leur espace. Ce processus intervient à travers les sous-systèmes économique, politique, idéologique, socio-génétique et le mode de communication d'une société. "L'espace apparaît comme le produit de la structure sociale et des mécanismes de production qui lui sont attachés" ainsi que de "la fonction de l'Etat dans la structure sociale" (P. Vieille, p. 29-31). Pourtant l'espace n'est pas seulement le produit d'un système social, il en est aussi un élément actif. Nous avons déjà vu cet aspect dans la problématique marxiste. En bref, selon les structures sociales et les conjonctures, l'espace peut être frein ou stimulant au changement.

Nous pouvons réduire ces quelques propositions au Graphique 1.

Graphique 1: Modèle de la production de l'espace



Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, il ne nous est pas possible d'analyser la production de l'espace suisse en tenant compte de toute la complexité de ce modèle. Nous n'examinerons ici que la politique nationale de l'aménagement du territoire. Pour ce faire, nous conceptualisons le système politique en termes eastonniens, mais modifiés par W. Lapierre. En nous référant au Graphique 1, nous posons que la politique de l'espace reflète les rapports asymétriques et conflictuels des classes et fractions de classe qui constituent une structure sociale. Cela dit, il est extrêmement important de préciser qu'en raison de l'autonomie relative du système politique, la politique de l'espace ne reflète que partiellement et parfois de manière déformée, les rapports sociaux. Qu'en est-il en Suisse?

2. LE CONTEXTE ET LES ACTEURS DE LA POLITIQUE DE L'ESPACE

La politique de l'aménagement du territoire est la conséquence de transformations profondes de la Suisse. Dans les premières phases de son développement industriel, ce système sociétal pouvait être qualifié par une économie fondée sur de petites entreprises dispersées, des institutions politiques décentralisées, des classes sociales et fractions de classe fragmentées par le système social précédent et par les clivages ethniques et religieux qui ne sont que très rarement

polarisés. En raison de ces caractéristiques, l'organisation de l'espace était déconcentrée et fondée sur des cantons et communes dont l'autonomie économique et politique était réelle.

Les changements qui se sont produits depuis lors laissent entrevoir une Suisse post-industrielle, économiquement concentrée, politiquement centralisée. La population tend à être de plus en plus regroupée dans quelques régions urbaines, dont la qualité de vie devient douteuse. Certes de nombreuses caractéristiques du système sociétal précédent subsistent, mais elles n'ont pas empêché que le développement de la Suisse dans la plupart des domaines soit dépendant et inégal. En d'autres termes, le modèle centre-périphérie régit l'organisation sociale et spatiale de ce pays.

Comment expliquer ce changement? A titre de point de départ, nous faisons nôtre l'hypothèse que les économies de type capitaliste sont plus ou moins fortement marquées par une caractéristique structurelle: la baisse tendancielle du taux moyen de profit. Pour contrer cette tendance, les acteurs socio-économiques mettent en place un ensemble de parades telle l'introduction systématique de la science et de la technologie dans le procès de production, l'utilisation d'une main-d'oeuvre meilleur marché soit en la faisant venir, soit en décentralisant la production dans les régions où se trouve cette main-d'oeuvre, en concentrant les entreprises pour les rendre plus rationnelles, en déléguant à l'Etat certaines tâches, etc. Ces changements sont aisément repérables en Suisse. Nous n'en mentionnerons que quelques uns.

La taille moyenne des entreprises est encore petite (14 personnes actives par unité), mais leur agrandissement et leur concentration s'accélèrent très sensiblement; ces changements sont encore très inégaux; certaines branches stagnent et régressent, d'autres prennent des dimensions gigantesques. C'est le cas de l'industrie mécanique, de l'alimentation, de la chimie, de l'horlogerie et des banques. L'intégration de ces cinq branches est d'ailleurs poussée et le contrôle des banques sur les autres branches s'accentue. Plusieurs entreprises de ces branches comptent parmi les entreprises multi-nationales les plus puissantes du monde.

Si l'économie suisse a toujours été fondée sur une vocation exportatrice, il est certain que cet aspect s'ampli-

fie. Pour beaucoup d'entreprises l'implantation à l'étranger est devenue exceptionnelle et leur prospérité "s'explique par l'importance des bénéfices réalisés dans des entreprises étrangères" (Barbier et ss., p. 89). Le pourcentage des exportations dans la production s'élève dans la plupart des secteurs à plus de 70%. Ce taux est supérieur à 95% pour l'horlogerie, les produits pharmaceutiques, les machines textiles.

En dernière instance, ce sont ces changements qui produisent les transformations de l'espace de la Suisse. La plupart des spécialistes en la matière admettent que cet espace n'est plus fondé essentiellement sur un système de cantons et de communes plus ou moins autonomes. Le système des régions urbaines de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich constitue la réalité territoriale de base de la Suisse. Ces cinq régions ont accaparé depuis plusieurs décennies l'essentiel de la croissance économique et démographique. Elles sont organisées selon les principes de la spécialisation fonctionnelle et de la ségrégation sociale du sol. La forme prise par ces régions urbaines exprime en tout point les développements de la division du travail et de la rationalisation érigées en règle dans les sociétés industrielles avancées. Ainsi les aliénations de la division du travail s'inscrivent au sol, et de ce fait, elles sont prolongées dans d'autres secteurs de la vie sociale et culturelle. Prenons quelques exemples concrets.

Le fonctionnement interne de ces régions et leur relations externes nécessitent une forte mobilité des personnes, des biens et des idées. D'où, la participation est fonction de la mobilité. Or les régions urbaines ne donnent pas satisfaction à cet impératif et l'immobilité touche beaucoup plus gravement les couches sociales les moins aisées.

La croissance économique est le fondement de la région urbaine. On sait aussi que les pollutions de toute nature (bruit, eau, air, sol, etc.) sont les sous-produits de la croissance économique pour laquelle on ne sacrifie rien. Or ces nuissances ne sont pas également réparties sur le territoire urbain; elles sont subies beaucoup plus durement par les catégories sociales les plus démunies. Il en va de même avec diverses pénuries, dont celle du logement est la plus grave.

Ce tableau ne serait pas complet si nous ne mentionnions pas qu'à la périphérie de ces cinq régions urbaines subsistent des régions en déclin ou sous-développées, plus ou moins dépendantes des premières, soit comme réservoir de main-d'oeuvre, soit comme zone verte. Telle est plus particulièrement la situation des cantons ruraux.

C'est en raison de ces transformations de l'espace et des contradictions et des crises qu'elles créent que les pouvoir publics sont appelés à la rescousse; ceux-ci lancent des politiques en rapport direct avec l'espace: politique du logement (1), politique en faveur des régions de montagne, politique de protection de l'environnement, politique des transports. Toutefois, ne surgissent pas seulement des politiques interrégionales; divers cantons et régions tentent de résoudre par leurs propres moyens les problèmes qui les remettent en cause. De telles politiques monorégionales s'élaborent par exemple dans les régions bâloise, genevoise, jurassienne, etc. (2). La politique d'aménagement du territoire a entre autres pour vocation de coordonner ces multiples politiques sectorielles et monorégionales de l'espace. Comment se présente le système des classes et fractions de classes sociales?

En nous inspirant de diverses études (3), nous répartissons les principaux acteurs sociaux en quatre ensembles. Nous subdivisons la classe dominante en trois fractions et couches.

1. La bourgeoisie monopoliste - avec des ramifications industrielles, commerciales et bancaires qui tendent à fusionner; elle correspond au vocable de firmes multinationales dont nous avons déjà parlé. Leurs organisations faitières sont essentiellement l'Association suisse des banquiers, l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort), l'Union centrale des associations patronales.

2. La bourgeoisie non-monopoliste. Alors que la première fraction a plutôt une vocation internationale et nationale, celle-ci est régionale et locale et contrôle les petites et moyennes entreprises. Elle est toujours très importante bien qu'en perte de vitesse et dépendante de la première.

Elle est composée de trois types d'organisations très distinctes: l'Union suisse des arts et métiers, l'Union suisse des paysans, l'Union immobilière suisse. Il vaut la peine de donner quelques précisions au sujet des fractions correspondant aux deux dernières organisations.

Comme partout ailleurs en Europe, l'agriculture est marquée essentiellement par la régression de la main-d'oeuvre agricole,la diminution et l'agrandissement des exploitations, ainsi que leur mécanisation et spécialisation. En bref, l'agriculture, avec beaucoup de retard, vit les transformations de l'industrie. La rente foncière rest le mode d'appropriation fondamental de la plus-value.

Cependant l'agriculture suisse, comparativement à celle d'autres sociétés européennes, se trouve dans une situation particulière: non seulement le prix du terrain est un des plus élevés d'Europe, mais encore elle est une des agricultures les plus rationnalisées, endettées et subventionnées. L'ensemble de ces éléments pèse lourd sur le coût de la vie: les prix alimentaires en Suisse sont de 20 à 70% plus hauts que dans les pays du Marché commun. Mais en Suisse, l'agriculture n'est pas seulement un secteur économique, c'est aussi une des bases de l'indépendance et de la neutralité du pays: la politique agricole est autant de nature économique que de défense nationale. Par exemple, dans les plans de la Défense nationale totale, l'agriculture suisse doit assurer le 50% des besoins alimentaires du pays.

Quelles sont les fondements de la bourgeoisie foncière? Nous disposons de quelques données sur la propriété foncière en Suisse (S.D.E.S., 1974).

L'évolution du nombre absolu de logements habités par leur propriétaire, entre 1950 et 1970, a sensiblement augmenté. Par contre le rapport entre les propriétaires de logements et le nombre total de logements a passé de 37% à 28% pour le même laps de temps. Ce même taux varie très fortement selon les régions: dans des cantons ruraux comme Appenzell, Valais, Obwald, Glaris, etc., il dépasse 50%; dans des cantons urbains, il est inférieur à 20% (Genève 9%, Bâle 11%, Neuchâtel 16%, Zurich 17%). Donc plus une région est rurale, partant socio-économiquement périphérique, plus la proportion des propriétaires fonciers est grande. C'est également dans ces régions que la propriété privée du logement est la plus répartie entre toutes les couches de la population. Une estimation à partir de ces données permet de dire qu'environ 40% des Suisses de 30 ans et plus sont propriétaires fonciers. Le sol suisse est réparti de la manière suivante: terres incultes 21%, forêts 25%, pâturages, champs et prés 50%; soit le 96% des terres sont entre les mains ou des pouvoirs publics ou des agriculteurs. Le tiers des terres agricoles est cédé en fermage par des agriculteurs ou par des personnes qui l'ont été. Le 4% restant sont des terres à bâtir; elles appartiennent à raison de 2% aux pouvoirs publics, 1% à des particuliers, 1% à des sociétés diverses. Les statistiques montrent que plus la commune est grande, plus la part des pouvoirs publics est importante. La valeur de ces terres donne une toute autre image de leur répartition; elle est très approximativement distribuée de la manière suivante: les pouvoirs publics disposent du 34% de la valeur du sol, les agriculteurs du 26%, les particuliers du 20% et le 20% va à diverses sociétés privées. Les in-

térêts des propriétaires fonciers qui ne sont pas agriculteurs sont défendus par des groupements régionaux et nationaux comme l'Union immogilière suisse, mais aussi par l'Union des gérants et courtiers en immeubles.

3. Nous situons encore dans la classe dominante les couches moyennes, même si parfois elles s'allient aux classes sociales dominées. Inutile d'épiloguer sur l'expansion numérique et la diversité des couches moyennes, tout cela est bien connu.

4. En ce qui concerne la classe sociale dominée ou populaire, nous la subdivisons en fractions définies par la qualification professionnelle et la position dans la production (ouvriers spécialisés, ouvriers professionnels, etc.). L'Union syndicale suisse constitue la principale organisation professionnelle de la classe ouvrière. Les O.S. sont principalement des étrangers et de ce fait n'ont pour ainsi dire aucune influence politique.

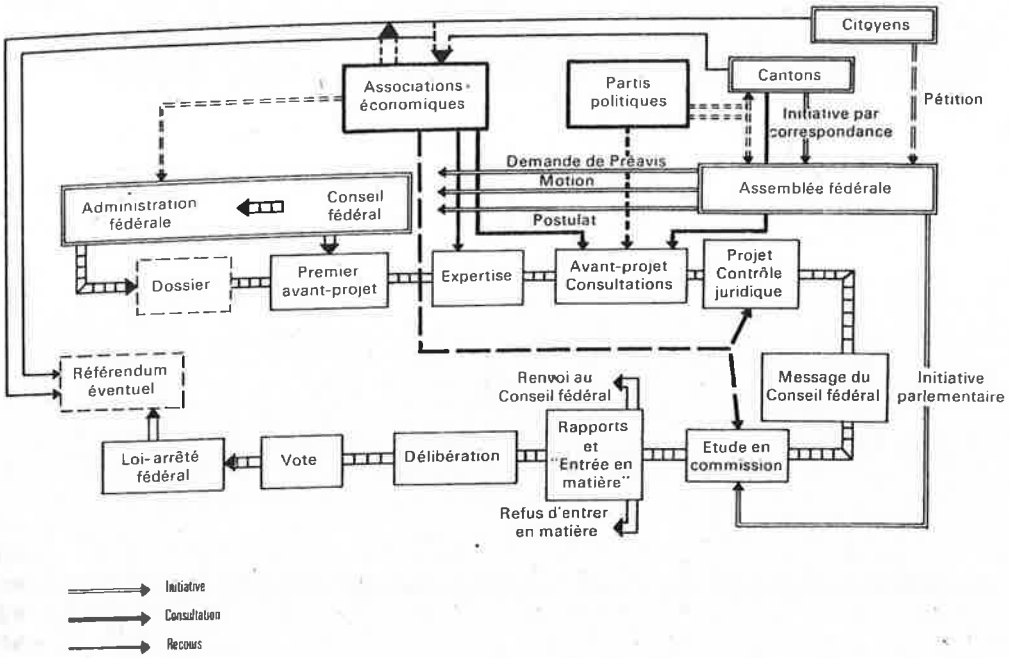
Comment ce système de classes sociales s'exprime-t-il en termes de partis politiques? Il apparaît d'emblée que le système des partis ne reflète pas clairement les rapports sociaux même si certains partis politiques représentent directement les intérêts d'une ou de plusieurs fractions de classes. Tel est le cas du petit Parti libéral qui comprend essentiellement des banquiers, industriels, promoteurs, régisseurs, ou de l'Union démocratique du centre dont l'ancienne dénomination - Parti des paysans, artisans et bourgeois - est suffisamment claire pour ne pas en dire plus. Le Parti socialiste et le Parti du travail ont une clientèle formée essentiellement d'ouvriers et d'employés. Quant aux partis radical et démocrate chrétien, ils sont multi-classistes. Notons cependant que le Parti radical est connu pour être lié aux organisations économiques et professionnelles de la fraction monopoliste de la classe dominante. Ajoutons que tant au niveau communal, cantonal et fédéral, le multipartisme est quasi généralisé, mais les partis dits "nationaux" - ceux du centre et de la droite - restent majoritaires.

Concluons ces propos par quelques éléments sur le système politique suisse. Ce qui nous paraît devoir être mentionné c'est que l'intervention politique des forces sociales ne se fait plus principalement dans la phase parlementaire de l'établissement des lois. Les phases pré- et post-parlementaires sont de plus en plus importantes. Pour ce qui est de la phase pré-parlementaire, la très classique initiative constitutionnelle était complété dès 1947 par l'article constitutionnel 32, al. 3 "Les groupements économiques intéressés seront consultés lors de l'élaboration des lois d'exécution et pourront être appelés à coopérer à l'application des prescriptions d'exécution".

Les exécutifs cantonaux sont consultés de la même manière. Cette modification constitutionnelle ne faisait que consacrer une pratique fort ancienne. Voilà pour la phase pré-parlementaire. En ce qui concerne la phase post-parlementaire, le référendum constitue le moyen constitutionnel de recourir contre les décisions parlementaires, si un groupe le juge opportun.

Le Graphique 2 illustre bien ces deux aspects mais aussi toute la complexité de la prise de décision en Suisse.

Graphique 2: Prise de décision au plan fédéral
(D'après J. Rohr, 1972)



De l'avis de la plupart des politologues, ce système politique stimule la création des divers groupes de pression. Précédemment, nous en avons mentionné certains par rapport à chaque classe et fraction de classe sociale.

Il convient de préciser trois points par rapport au système politique:

- l'Etat et les appareils administratifs de la Confédération helvétique en raison même de la complexité de ce système de classes sociales, disposent d'une certaine autonomie, et ne jouent pas nécessairement que le jeu de la fraction de classe hégémonique, comme le veulent certaines théories politiques;

- les Etats et les appareils administratifs cantonaux sont loin d'être identiques à la Confédération; entre autres les forces sociales qui les contrôlent varient sensiblement en fonction de leur degré d'industrialisation et d'urbanisation;
- les instances fédérales du système politique ont une prédominance toujours plus grande sur les cantons; le fédéralisme suisse devient de plus en plus un fédéralisme d'exécution.

Sur cette toile de fond, nous pouvons maintenant analyser la politique de l'aménagement du territoire. Pour ce faire, nous mettrons en relief dans le prochain paragraphe les principales phases de ce processus en tâchant pour chacune de montrer le rôle et l'influence des acteurs sociaux.

3. LA DYNAMIQUE DE LA POLITIQUE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (4)

A. La maturation

C'est vers les années 1930 qu'en Suisse l'idée d'un aménagement du territoire commence à être réellement discutée. En 1943, est créée l'Association suisse pour le plan d'aménagement national (Aspan): les fondateurs en sont des architectes, urbanistes, géographes, des associations de protection de la nature, de défense du patrimoine national, etc. L'Aspan se donne pour objectif d'encourager l'aménagement du territoire des communes, des cantons et de l'ensemble du pays et d'en faciliter la réalisation, par des expertises, des cours, des congrès, la publication d'une revue et d'autres documents, des campagnes d'information, etc. Très rapidement, la nature des membres se diversifie: les cantons, les communes, des associations économiques et socio-culturelles, des syndicats ouvriers et patronaux, des entreprises, etc. côtoyent les fondateurs.

Cette association contribue à mettre sur pied dans le cadre de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, l'Institut pour l'aménagement national, régional et local (ORL) qui va jouer un rôle décisif par la suite.

En automne 1963, l'Aspan publie une étude sur la politique et le droit foncier dans laquelle la plupart des principes de l'actuelle loi sur l'aménagement du territoire sont déjà formulés. Dans la commission qui a rédigé cette étude on retrouve, en plus d'architectes et d'urbanistes, les dirigeants de milieux agricoles et plus particulièrement

ceux de l'Union suisse des paysans, de l'Union forestière suisse, de l'Union suisse des communes bourgeoises. Cette participation est très significative de cette phase; en effet, ce sont les milieux agricoles qui s'inquiètent le plus des transformations de l'organisation spatiale; pour eux, elles se traduisent par une folle augmentation du prix des terrains, rendant précaire l'exploitation de leurs entreprises. L'aménagement du territoire apparaît comme une solution à ce problème. D'ailleurs, la même année est discuté un projet de loi sur le maintien de la propriété foncière. A la demande de l'Union suisse des paysans est prévu dans ce projet la création de zones agricoles en vue de stabiliser le prix des terrains. Faute de base constitutionnelle, ce projet a dû être abandonné.

B. Les premiers clivages

En 1962, le Parti socialiste suisse et l'Union syndicale suisse lancent une initiative constitutionnelle demandant que la Confédération prenne, avec le concours des cantons, des mesures pour empêcher une hausse injustifiée des prix des immeubles, pour prévenir la pénurie de logements et pour favoriser l'aménagement du territoire. Les moyens mis à la disposition des pouvoirs publics seraient un droit de préemption en cas de vente d'immeuble entre particuliers, ainsi que l'expropriation moyennant indemnité. En 1963, cette initiative est déposée avec 130'000 signatures, alors que 50'000 étaient nécessaires.

Le processus de consultation des cantons, partis, organisations socio-économiques et professionnelles, etc. est lancé; trois contre-projets sont esquissés. Malgré les efforts de quelques sections locales et cantonales des partis radical et chrétien-social, et de l'Aspan, le Conseil fédéral suit l'avis du Vorort et de l'Union immobilière suisse, il propose aux Chambres le rejet de l'initiative sans contre-projet. En même temps, l'exécutif fédéral promet formellement qu'il présentera sous peu aux Chambres un projet de loi foncière. La votation sur l'initiative socialiste a lieu le 2.7.1967, quatre ans après son dépôt. Elle est rejetée par le peuple: 23% de citoyens seulement l'ont soutenue (397'303 voix contre 192'991 et 18 cantons et 6 demi-cantons contre 1).

C. La reprise en main

Si l'initiative socialiste et syndicaliste a échoué, elle a eu par contre pour effet de mettre en branle de manière irréversible un processus d'étude. A cette épo-

que, l'absence d'un plan d'aménagement du territoire se fait cruellement sentir, la dégradation de l'environnement s'aggrave, la crise du logement est à son comble. C'est d'ailleurs à partir de l'acceptation par les Chambres en 1965 d'une loi concernant l'encouragement de la construction de logements que les premières études d'aménagement sont confiées à l'O.R.L. Les travaux qui ont été effectués sont très volumineux. Il est impossible de les résumer ici. Nous nous contenterons de mentionner la méthode suivie. Dans un premier temps ont été élaborées des conceptions directrices du développement de la Suisse. De telles conceptions directrices ont été élaborées pour des secteurs particuliers comme l'agriculture, l'industrie, l'artisanat, les transports, le tourisme, l'énergie, la protection des eaux, la santé, l'instruction, l'habitat, etc. En passant, il est important de relever quelques propos relatifs à l'industrie et l'artisanat. La localisation industrielle apparaît dans ces études comme étant du ressort des entreprises: il n'est pas fait mention d'un contrôle qui serait entre les mains de la collectivité. "En cas de divergence entre les planifications publiques et privées dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat, on ne doit pourtant, pour l'instant pas exclure que les décisions d'intérêt privé de certaines entreprises puissent passer avant les intérêts publics" car, ajoute le rapport "l'objectif principal pour le développement structurel de l'industrie et de l'artisanat consiste à poursuivre la concentration et les changements de structure des entreprises, de manière à maintenir ou améliorer la capacité concurrentielle sur les marchés internationaux" (ORL, 1969, pp. 49 et 51).

Ces diverses conceptions directrices ont été spatialisées, confrontées les unes par rapport aux autres, puis synthétisées. Les résultats de ces travaux furent ensuite articulés: 1. à une analyse de la réalité suisse du point de vue du marché du travail, de la structure de l'habitat, du paysage et du système des transports; 2. à une analyse prévisionnelle (en fonction de l'an 2'000) d'ordre démographique et économique, soit 7'500'000 habitants ayant un taux d'activité de 44%, répartis à raison de 4% dans le secteur primaire, 46% dans le secteur secondaire et 50% dans le secteur tertiaire; 3. à un ensemble d'objectifs permettant une organisation spatiale élémentaire. Ces études volumineuses et complexes ont abouti à neuf variantes pour l'aménagement de la Suisse (ORL, 1970). Ces neuf représentations vont d'une extrême concentration de l'habitat à une déconcentration totale (Graphique 3). Elles sont mises en rapport avec l'urbanisation telle qu'elle se développerait si les pouvoirs publics n'intervenaient pas. Cette urbanisation "spontanée" - intitulée par

l'ORL "tendance" - correspond à la description que nous avons faite précédemment de la Suisse urbaine.

Chacune de ces variantes d'aménagement est accompagnée d'une analyse de sa signification économique, sociale et politique. Pour la variante "tendance", il est dit que "cette esquisse correspond dans une large mesure à la structure politique existante; elle résulte d'un état d'esprit désireux de conserver ce qui est et ce qui a fait ses preuves. Cette variante est conforme au pragmatisme suisse", mais elle risque de susciter des conflits politiques (ORL, 1973, p. 17). Les deux métropoles qui apparaissent dans la variante 1 se sont hissées au niveau des métropoles européennes de Munich, Milan, etc. Leurs avantages nombreux sont entre autres "la concentration des places de travail qui permet une structuration optimale des entreprises, ce qui favorise la rationalisation et l'augmentation du taux de production". Les inconvénients sont également de taille: coûts sociaux, disparités régionales et surtout "cette conception est foncièrement opposée à l'organisation fédéraliste de l'Etat" (ORL, 1973, p. 19).

"La variante 9 correspond à une image traditionnelle de la Suisse; elle favorise le système fédéraliste et l'exercice de la démocratie directe" (...). "Toutefois elle n'exclut pas un certain dirigisme du pouvoir central". En outre, la décentralisation que cette variante implique "va freiner la croissance industrielle et notamment diminuer la capacité concurrentielle de l'industrie d'exportation" (ORL, 1973, p. 23).

Parallèlement à ces études techniques, diverses commissions élaboraient des dispositions constitutionnelles sur le droit foncier. Ces travaux aboutissent à la rédaction de deux articles constitutionnels que l'Assemblée fédérale soumet au référendum obligatoire le 14.9.1969. L'article 33 ter prévoit:

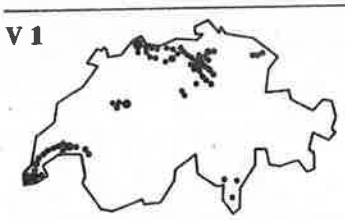
1. La propriété est garantie.
2. Dans la mesure de leurs attributions constitutionnelles, la Confédération et les cantons peuvent, par voie législative et pour des motifs d'intérêt public, prévoir l'expropriation et des restrictions de la propriété.
3. En cas d'expropriation et de restriction de la propriété équivalant à l'expropriation, une juste indemnité est due.

Graphique 3: Eventail des conceptions directrices en matière d'aménagement du territoire (d'après ORL, 1973)

TREND

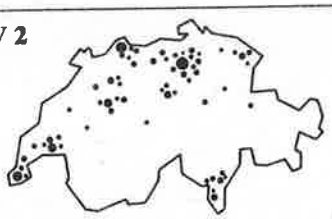
Urbanisation non dirigée – Agriculture orientée vers la production – Régions touristiques traditionnelles et nouvelles

V 1



Urbanisation en deux régions à forte concentration – Accentuation de la conservation du paysage dans les espaces complémentaires – Régions touristiques traditionnelles

V 2



Urbanisation à forte concentration accentuant la tendance actuelle – Agriculture orientée vers la production – Nouvelles régions touristiques

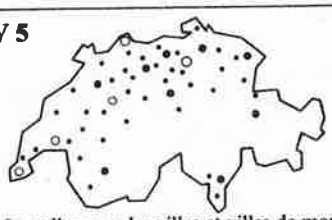
V 3

Nombreuses grandes villes – Renforcement de la conservation du paysage dans les espaces complémentaires – Nouvelles régions touristiques

V 4

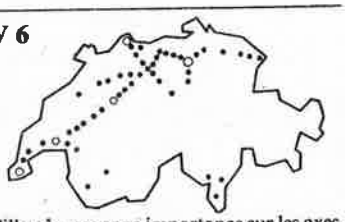
Nouvelles grandes villes et villes de moyenne importance sur les axes de développement – Renforcement de la conservation du paysage dans les espaces complémentaires – Nouvelles régions touristiques

V 5



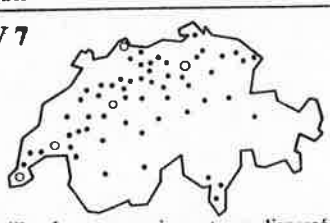
Nouvelles grandes villes et villes de moyenne importance dispersées – Agriculture orientée vers la production – Régions touristiques traditionnelles

V 6



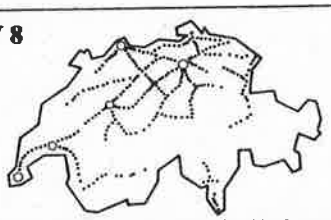
Villes de moyenne importance sur les axes de développement – Renforcement de la conservation du paysage dans les espaces complémentaires – Nouvelles régions touristiques

V 7



Villes de moyenne importance dispersées – Agriculture orientée vers la production – Régions touristiques traditionnelles et nouvelles

V 8



Petites villes sur les axes de développement – Agriculture orientée vers la production – Régions trouristiques traditionnelles

V 9

Petites villes dispersées – Agriculture orientée vers la production – Régions touristiques traditionnelles et nouvelles

L'article 22 quater comprend trois paragraphes:

1. La Confédération édicte par voie législative des principes applicables aux plans d'aménagement que les cantons seront appelés à établir en vue d'assurer une utilisation judicieuse du sol et une occupation rationnelle du territoire.
2. Elle encourage et coordonne les efforts des cantons et collabore avec eux.
3. Elle tient compte dans l'accomplissement de ses tâches des besoins de l'aménagement national, régional et local du territoire.

Ces deux articles constitutionnels sont acceptés par le peuple à une majorité de 55,9%: seuls trois cantons ruraux ont voté négativement.

D. Le dérapage

A la suite de cette votation, le Conseil fédéral constitue une commission pour élaborer la loi d'application de ces deux articles constitutionnels. Le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 31.5.1972 présente les résultats des travaux de cette commission. Le projet de loi (LAT) prévoit entre autres:

- une division du travail entre cantons et Confédération. Cette dernière élabore des principes généraux que les cantons appliquent, les communes sont responsables des aménagements de détail;
- un découpage de la Suisse en zones d'urbanisation, agricole, forestière, de détente, protégée et sans affectations spéciales;
- l'expropriation;
- le prélèvement de la plus-value occasionnée par des mesures d'aménagement.

Six mois avant la publication de ce message, le Conseil fédéral demande aux Chambres d'accepter des mesures urgentes de protection, car la mise en pratique de la LAT prendra beaucoup de temps, d'où maints propriétaires fonciers voudront ériger des constructions tant que cela sera juridiquement possible. La destruction du paysage risque de s'accélérer. La spéculation se renforcera. Les Chambres acceptent ces arrêtés d'urgence. En une année, ils ont suscité pour la Suisse entière plus de 40'000 oppositions de la part des propriétaires fonciers.

Depuis l'automne 1973, la LAT est en discussion aux Chambres fédérales. Que ce soit dans la phase pré-parlementaire ou parlementaire, cette loi, surtout par des articles qu'elle contient sur l'expropriation et le prélèvement de la plus-value, ne plaît pas aux propriétaires immobiliers, aux agriculteurs et à l'Union suisse des arts et métiers, ainsi qu'aux organisations politiques correspondantes: le Parti libéral et l'Union démocratique du centre. Ils s'opposent vivement à une importante fraction du Parti radical, au Parti démocrate chrétien et au Parti socialiste.

Après le deuxième débat parlementaire, l'organe des syndicats patronaux romands, (L'Ordre professionnel 7.2.1964) publie un éditorial titré "Si le peuple avait su ...". "Le 14.9.1969, le peuple n'aurait jamais répondu "oui" s'il avait su ce que mijotaient technocrates, planificateurs et étatistes. Il n'est pas trop tard. L'éventualité d'un référendum reste ouverte. Elle devra être sérieusement examinée lorsque les Chambres auront terminé leurs travaux".

Quant aux milieux des propriétaires immobiliers, ils sont outrés; à leurs yeux cette loi entame beaucoup trop la propriété privée du sol qui est "un pilier central sur lequel doit s'appuyer la constitution d'une économie de marché libérale et avec elle finalement les libertés politiques". Ils s'en prennent également au Parti radical. Ils attendaient d'un parti qui se reconnaît des couleurs libérales, qu'il n'ait pas une telle politique interventionniste. En imitant ainsi la gauche, il pousse les socialistes à "prendre leur distance de la conception radicale en allant encore plus loin vers l'étatisation" (Bulletin de la Fédération immobilière romande, 25.2.1974). Cette appréciation n'était pas erronnée car à cette époque les socialistes parlent de lancer une initiative en vue d'une municipalisation du sol. Finalement en automne 1974 après un long va et vient entre les deux Chambres, la LAT est acceptée, les dispositions relatives à l'expropriation et au prélèvement de la plus-value ont été édulcorées.

Parallèlement aux travaux du Conseil des Etats et du Conseil national, la Conférence des hauts fonctionnaires de l'administration fédérale élabore une hypothèse de travail, intitulé "CK - 73", qui devrait susciter un large débat entre la Confédération, les cantons, les communes et la population pour aboutir à une conception d'aménagement du territoire. Ce document prend également en considération des études faites pour des secteurs particuliers: énergie, tourisme, transports, protection des eaux, logements, aide économique aux

régions de montagne, etc. Cette hypothèse a pour objectif de lutter contre les disparités régionales et pour ce faire propose de mettre en branle un processus de "décentralisation centralisée". La réalisation de ce modèle implique un système de villes combinant dans les grandes lignes les variantes 3, 4 et 5 (Graphique 3). Aux cinq centres principaux existant sur le Plateau (Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich) s'en ajouteront huit autres: Bienne-Neuchâtel, Aarau-Olten, Lucerne, St-Gall, Fribourg, Sion-Sierre, Bellinzone-Lugano, Coire. Pour ce faire, la croissance économique des cinq premiers sera freinée au profit de huit autres. Avec une telle armature urbaine, les régions les plus marginales accèderaient aisément à l'un de ces centres. En outre, le développement de centres moyens et de petits centres sera stimulé. La construction des résidences secondaires sera limitée dans des zones bien aménagées. Quant à l'agriculture, elle aura autant une fonction économique que de maintien du territoire. Les auteurs de CK-73 pensent que les pouvoirs publics pourront réaliser cette hypothèse par la création adéquate et pertinente d'infrastructures diverses. Il n'est jamais question d'instaurer un contrôle de la localisation des entreprises.

A nouveau, les milieux immobiliers protestent. Ainsi dans le Bulletin de la Fédération romande immobilière (25.2.1974), un promoteur-architecte-urbaniste genevois s'exprime en ces termes: "Les technocrates de Berne ont actuellement retenu (...) une image de la Suisse de demain qui prévoit notamment l'arrêt du développement des grands centres", pour ce faire "il sera nécessaire d'arrêter l'immigration, d'interdire l'installation de nouvelles entreprises, d'entraver le développement d'entreprises existantes, en bref et pour parler franc, il s'agira de limiter ou de supprimer la liberté d'établissement et la liberté du commerce et de l'industrie" (...). "Si la Suisse de demain est un pays où le citoyen est assigné à résidence pour une génération, et où les entreprises sont condamnées à la stagnation forcée, on peut se demander si le prix de l'aménagement du territoire n'est pas manifestement excessif".

E. L'appel au peuple

En automne 1974, après l'acceptation de la LAT tous les protagonistes sont mécontents: à gauche, on considère que la LAT n'a presque plus de sens tant elle a été édulcorée; à droite, on est convaincu que des droits fondamentaux ont été violés. Pour ces milieux, la coupe a débordé. Ils lancent un référendum. Il vaut la peine d'examiner les groupes qui prennent position contre la LAT et d'analyser leurs raisons.

C'est la Ligue vaudoise qui ouvre les feux. Ce groupe est hors parti, il se situe à l'extrême droite de l'échiquier politique vaudois. Composé essentiellement d'une élite sociale, il se donne pour tâche de sauvegarder le patrimoine politique et culturel du canton. Depuis une cinquantaine d'années, la Ligue vaudoise édite un bi-mensuel, La Nation. Ses griefs à la LAT sont multiples:

- cette loi est inutile, la plupart des cantons ont un appareil juridique suffisant pour coordonner leur développement;
- la LAT constitue une atteinte grave à l'autonomie cantonale et communale, cette loi est "centraliste et de tendance nettement collectiviste";
- le prélèvement de la plus-value est foncièrement injuste pour les petits propriétaires, il n'est pas "dirigé contre les puissants promoteurs tant s'en faut". Les petits propriétaires ne pourront pas payer cette taxe, ils seront donc contraints à vendre leur terrain. Ceux qui auront des biens fonds dans des zones à urbaniser et qui n'auront pas les moyens de construire seront sous la coupe des promoteurs.

Rapidement divers groupements économiques vaudois donnent leur appui à la Ligue vaudoise, telle la Chambre vaudoise d'agriculture et la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie.

Sur le plan suisse, l'Union suisse des arts et métiers emboite le pas. Dans son organe officiel (Bulletin des arts et métiers) de juin 1975, une attaque en règle est menée contre la LAT. On retrouve certains des arguments déjà mentionnés:

- entre les articles constitutionnels votés en 1969 et la LAT, "il y a un abîme où les grands projets finissent par sombrer";
- la LAT est centralisatrice et réduit de manière intolérable la liberté d'action des cantons et des communes; c'est "une loi liberticide inutile";
- elle va entraîner des coûts qui conduiront à une impasse financière, dont les petites et moyennes entreprises sont les premières à souffrir";
- cette loi est l'oeuvre d'une tendance puissante de l'administration fédérale: "les technocrates de l'aménagement"; elle constitue une véritable "pollution administrative".

Puis c'est le tour de l'Union suisse des paysans: leur position n'est pas sans ambiguïté. Leur déclaration de soutien au référendum contient au commencement leur affirmation que l'Union suisse des paysans "approuve en principe les buts de l'aménagement du territoire". Cependant, la LAT ne contient rien, contrairement aux promesses des autorités fédérales, qui reconnaissent à l'agriculture le droit d'obtenir une compensation économique pour les charges et les prestations inhérentes à l'aménagement du territoire. Si une législation spéciale est adoptée avant la votation sur le référendum, l'USP retirera son opposition. La presse, à gauche comme à droite, ne comprend plus, la LAT avait originellement pour but de lutter, dans l'intérêt de l'agriculture, contre la spéculation foncière et le gaspillage des terres. "Serait-ce que certains agriculteurs se comporteraient davantage en spéculateurs qu'en paysans?"

Ajoutons encore le point de vue d'un opposant: la Fédération des syndicats patronaux. Pour cet organisme, la LAT est trop importante pour que le peuple ne se prononce pas. "Il est souhaitable que la demande de référendum aboutisse et qu'ultérieurement un large débat public ait lieu. Les citoyens doivent avoir l'occasion de se faire une idée complète des avantages et des inconvénients de la loi avant de se prononcer définitivement sur son maintien ou son rejet."

Quatre mois après le lancement du référendum, les 50'000 signatures sont récoltées, il a donc abouti. La votation aura lieu en juin 1976.

Les opposants s'organisent en un "Comité suisse contre un aménagement arbitraire du territoire". Dans un communiqué, il annonce que le Comité se compose de personnalités politiques "d'obédience bourgeoise, ainsi que de représentants d'associations économiques et agricoles".

Parallèlement, d'autres organismes proclament leur soutien à la LAT: la Fédération des locataires, les milieux coopératifs, l'Aspan, etc. En mars 1974, le Congrès du Parti socialiste lance une nouvelle initiative sur la propriété foncière, qui devrait remplacer l'art. 22 ter actuel dont nous avons donné le contenu ci-dessus. Les socialistes formulent cet article en ces termes.

1. La propriété est garantie dans le cadre des devoirs face à l'individu, à la société et à l'environnement.

2. La Confédération veille à une large distribution de

la propriété foncière pour une utilisation personnelle. Les personnes morales de droit privé ne peuvent être propriétaires fonciers que si elles utilisent le sol pour défendre des intérêts publics, à fins d'utilité publique ou pour leur entreprise de production ou de prestations de service.

3. La propriété foncière astreint à une utilisation conforme aux intérêts de la communauté. La Confédération et les cantons veillent, par voie législative, une répartition équitable de la jouissance sauvegardant les divers intérêts. Ils sont autorisés à percevoir des taxes correspondant au bénéfice de la jouissance.

4. La Confédération et les cantons peuvent, dans l'intérêt public, prévoir, par voie législative, l'expropriation et la restriction de propriété. Des indemnités appropriées qui ne peuvent dépasser la valeur fiscale doivent être versées lors d'expropriation ou de restriction de propriété équivalant à une expropriation.

Dispositions transitoires

Si, à l'expiration d'un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur de cette disposition constitutionnelle, les conditions de propriété des personnes morales du droit privé violent l'article 22 ter, alinéa 2, la propriété retourne, sans indemnité, à la commune où est situé l'immeuble, pour autant que la législation n'en dispose pas autrement.

4. CONCLUSION

Nous sommes conscients que l'analyse que nous venons d'effectuer n'épuise pas les questions que nous nous posions en introduction, cela autant pour des raisons méthodologiques que par le fait que la politique de l'aménagement du territoire n'a eu pour le moment qu'une très faible emprise sur la réalité; les conséquences ne sont pour ainsi dire que politiques. Ceci dit cette analyse nous permet tout à fait d'amorcer des réponses.

Si les quelques développements que nous venons d'étudier - qui portent sur ces 20 dernières années - sont placés dans une perspective plus longue du développement urbain de la Suisse, un fait nouveau se dégage: l'intervention directe de l'Etat helvétique en vue de contenir, orienter, diriger la production de l'espace. Cette intervention s'explique par le fait qu'à partir des années 1945, la croissance économique, qui a été exceptionnelle, a occasionné de multiples contradictions,

problèmes et crises d'ordre économique, culturel, politique; seuls les pouvoirs publics centraux semblaient être à même de les résoudre. La planification - que nous définissons comme l'action systématique de l'Etat dans la réalité socio-économique - fait dès lors partie de la réalité suisse. En ce qui concerne l'espace, ce sont d'abord les politiques relatives au logement, aux routes, à la protection de l'environnement, etc. qui très prudemment innovent. La politique de l'aménagement du territoire apparaît comme une espèce de couronnement qui devrait intégrer les précédentes. Lors des débats parlementaires, les autorités fédérales qui défendent le projet de loi sur l'aménagement du territoire, sont tout à fait claires: les députés doivent "choisir entre l'anarchie et la planification".

A la lumière de l'analyse que nous venons d'effectuer, l'Etat fédéral se présente comme un agent modernisateur, rationalisateur luttant contre l'anarchie et les disparités régionales. La question qui se pose maintenant est la suivante: à qui profite cette action des pouvoirs publics?

Pour répondre à cette question, il n'est pas inutile de récapituler les principales phases de la politique de l'aménagement du territoire.

Cette idée est lancée dans les années 1935-1940 par des architectes et des urbanistes. Rapidement, ils rencontrent un écho favorable dans les milieux agricoles, qui subissent très durement la très forte croissance économique; pour eux, l'aménagement du territoire est un ensemble de mesures qui freineront la mutation des terrains agricoles en terrains à bâtir. Cette mutation rendant impossible toute rationalisation de la production agricole. Dans ce contexte, la première initiative socialiste, pour une politique foncière, impliquant la préemption et l'expropriation, fait l'effet d'un épouvantail. Pour ainsi dire tous les groupes s'y opposent, le peuple la rejette. Durant les quatre années de tractations que suscita cette initiative, les diverses fractions de la classe dominante sont amenées à s'intéresser à l'aménagement du territoire. Plus ou moins directement, elles participent aux travaux préparatoires et soutiennent les autorités fédérales qui proposent d'insérer dans la constitution deux articles relatifs à la propriété foncière et à l'aménagement du territoire; ces deux articles, soumis au peuple et acceptés en 1969, débutent par la proposition: "La propriété est garantie".

Entre cette votation et le dépôt de la loi d'application en 1972, un dérapage a lieu: alors qu'avant 1970, l'amé-

nagement ne signifiait pour ainsi dire que protection de l'environnement et aide à l'agriculture, la LAT prévoit en effet des mesures inattendues, tels l'expropriation et le prélèvement de la plus-value causée par des mesures d'aménagement. Les agriculteurs ne s'y reconnaissent plus, les Arts et Métiers et les propriétaires fonciers s'indigent, les passéistes y voient la fin du fédéralisme suisse. Tous se considèrent trahis par leurs députés et lancent un référendum contre cette loi.

Les travaux techniques parallèles à l'élaboration de la loi ne plaisent pas plus; ils apparaissent - aux groupes mentionnés ci-dessus - ni plus ni moins que comme un mouvement vers une "dangereuse collectivisation" mené par de vils "technocrates étatistes". Quant au Parti socialiste, tout en soutenant la LAT, il n'est pas satisfait: il organise une nouvelle initiative constitutionnelle proposant en quelque sorte une municipalisation du sol.

Si la bourgeoisie monopoliste s'est franchement opposée à la première initiative socialiste, elle a été constamment favorable aux travaux menés par l'administration fédérale et ne s'est pas opposée à la LAT comme l'ont fait les fractions non-monopolistes de la classe sociale dominante.

D'ailleurs l'image future d'une Suisse où est mis en place un processus de centralisation décentralisée telle qu'elle apparaît dans les travaux de l'ORL et dans CK-73 correspond aux représentations élaborées par la fraction monopoliste: la Suisse tend à devenir un "centre international de service. (...) L'économie suisse devra concentrer son activité sur des produits à haut coefficient de "savoir-faire" qui nécessitent des procédés d'une haute technicité, et partant, une part importante de personnel très qualifié, et qui, en raison de leur degré élevé de spécialisation, ont peu de concurrents sur le marché mondial, de sorte que la demande ne réagit que faiblement aux augmentations de prix". Cela est valable aussi bien pour l'industrie que pour le tertiaire. En raison du coût du sol et de la main-d'oeuvre, qui sont parmi les plus élevés du monde, "la production à coefficient de main-d'oeuvre élevé (...) est de plus en plus souvent transférée à l'étranger" (Le Mois, No 7, 1974).

On comprend qu'une telle économie a besoin d'une organisation territoriale décentralisée - pour éviter les congestions, les conflits et les crises - mais quand même suffisamment concentrée pour être en prise directe avec le monde. C'est bien l'image que donne CK-73.

Ainsi l'Etat fédéral se trouve pris dans un champ de forces triangulaire formé de la classe sociale dominée, de la

bourgeoisie monopoliste et des bourgeoisies non-monopolistes. Il fonde son autonomie relative sur cette triple dépendance. Les deux premières sont à la fois alliées et opposées. Alliées parce qu'elles sont d'accord sur l'idée de l'aménagement du territoire et qu'effectivement elles soutiennent toutes les deux les travaux qui ont été réalisés, et la loi votée par les Chambres. Opposées parce que pour la bourgeoisie monopoliste, l'aménagement du territoire est considéré comme étant uniquement un ensemble de mesures (zonage, coordination de travaux, équipement de zones, protection de l'environnement, etc.) qui devraient permettre de maintenir et/ou d'augmenter la croissance économique sans à coup. En bref, l'aménagement du territoire est une rationalisation des économies externes, une planification physique qui ne devrait en aucun cas limiter les principes d'une économie libérale.

Pour la classe dominée, l'aménagement du territoire, c'est surtout une politique qui a pour but de corriger certains aspects du développement inégal et plus particulièrement ceux relatifs à la propriété du sol. Il ne s'agit donc plus seulement de planification physique, mais d'une action qui, grâce au contrôle de l'utilisation du sol par la collectivité, remédiera aux multiples inégalités qui accompagnent l'urbanisation.

Cependant pour ces deux groupes, l'espace a dans leur stratégie une importance mineure.

Quant aux bourgeoisies non-monopolistes, qu'elles soient industrielle, commerciale, paysanne ou foncière, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles sont farouchement opposées à l'aménagement du territoire tel qu'il a pris corps ces dix dernières années. Pour ces fractions de la classe dominante dont le rayon d'action est surtout régional, l'espace a une signification économique capitale car l'appropriation de la plus-value se fait autant par la rente foncière que par le profit. Ces fractions affirment clairement que les petites et moyennes entreprises ne pourront pas assumer les coûts inhérents à la mise en place de la LAT.

Cependant, comme nous avons pu le voir pour ces groupes sociaux, l'enjeu de la politique de l'aménagement du territoire est aussi idéologique et politique: la planification physique sonne le glas du fédéralisme, de l'autonomie communale, des libertés individuelles; si ces mesures sont acceptées, la Suisse sera désormais sous la coupe de "technocrates collectivistes-étatistes". Ces groupes sociaux apparaissent donc comme les défenseurs d'une Suisse traditionnelle.

Pour clore cette analyse, répondons à la question relative à la dynamique des institutions politiques. D'emblée, nous devons préciser que notre étude ne donne qu'une vue tronquée du fonctionnement de ces institutions: tout le processus de consultation pré-parlementaire nous a largement échappé; pour l'analyser, nous aurions dû mettre en oeuvre d'autres méthodes. Cela dit, la politique de l'aménagement du territoire nous donne une impression ambivalente. D'une part, le jeu démocratique fonctionne réellement et permet incontestablement, même à de petites minorités, dans la mesure où elles sont organisées, d'entrer par le biais des référendum et initiatives sur la scène politique nationale et de faire valoir leur point de vue. Tel est le cas de la Ligue vaudoise; il en va ainsi pour d'autres politiques que nous n'avons pas pris en considération dans cette étude: le Mouvement populaire des familles pour la politique du logement, plusieurs mouvements écologiques pour la politique des transports, etc. D'autre part, le fonctionnement même de ces institutions démocratiques semble les gripper; sans tomber dans le catastrophisme des bourgeoisies non-monopolistes, le fédéralisme suisse, à l'origine très décentralisé s'achemine très clairement vers un fédéralisme d'exécution, ou vers ce que d'aucuns appellent un centralisme démocratique. C'est un fait incontestable (même si les tenants de l'aménagement du territoire nient farouchement l'existence de cette tendance): la Confédération arrête les orientations et les principes généraux, les Cantons les appliquent et les exécutent, les communes règlent les détails.

NOTES

1. Cf. à ce sujet Bassand M., 1974 (c).
2. Cf. à ce sujet Maillat D., 1972, 1974; Bassand M., 1974 (a) et 1975; Ricq C., 1974; Boggio, 1973.
3. Nous avons utilisé plus particulièrement les travaux de Girod R., Krieger L., Meynaud J., Erard M., Domaine public.
4. Nous tenons à remercier MM. R. Campiche, L. Bridel, J. Vicari, H. Aregger, P. Rosenstock pour les informations et critiques qu'ils ont bien voulu nous adresser.

BIBLIOGRAPHIE

Aspan, Réflexions sur la politique et le droit fonciers, Zurich, 1963.

Barbier J., Piveteau J.-L., Roten M., Géographie de la Suisse, P.U.F., Paris, 1973.

Bassand M., Développement urbain et logement, Annales du C.E.R.E.S., Institut d'études sociales, Genève, 1974 (a).

Bassand M., Urbanisation et pouvoir politique. Le cas de la Suisse, Lib. de l'Université, Genève, 1974 (b).

Bassand M., "The Jura Problem", Journal of Peace Research, No 2, 1975.

Bassand M., La dynamique de la politique du logement, Dpt de sociologie, p. 38, 1974 (c).

Boggio M.,"Production de l'espace et aménagement du territoire, le contexte vaudois", Habitation, juillet 1973, pp. 23-40.

Campiche R. et Zimmermann E., La grande ligne d'une recherche, Institut d'éthique sociale, Lausanne, 1975.

Colin G., La Suisse, Centre de documentation universitaire, Paris, 1970.

Domaine Public, Essai sur le capitalisme suisse, R. Fawer S.A., Renens, 1970.

Erard M., "Esquisse d'une sociologie des classes sociales en Suisse", Cahiers internationaux de sociologie, vol. 24, 1965, pp. 3-28.

Gaudard G., "L'aménagement du territoire et les régions économiques en retard", Habitation, nov. 1969, pp. 26-31.

Girod R., "Milieux politiques et classes sociales en Suisse", Cahiers internationaux de sociologie, vol. 24, 1965, pp. 29-54.

Gurvitch G., La vocation actuelle de la sociologie, Tome 1, P.U.F., Paris, 1959.

Kim K., "Les propositions du groupe de travail de la Confédération pour l'aménagement du territoire", Habitation, juin 1971, pp. 42-47.

Kneschaureck F., Les problèmes de la croissance économique, Delaschaux et Nestlé, Neuchâtel, 1972.

Koch M., La Suisse face à l'aménagement du territoire, éditions du Journal de Genève, Genève, 1972.

Krieger L., Caractéristiques du développement de la Suisse et aménagement du territoire, EAUG, Genève, 1974.

Maillat D., "La région des Trois-lacs", Habitation, juin 1972, pp. 42-48.

Maillat D., La région Inter-Jura, La Chaux-de-Fonds, 1974.

Meynaud J., Les organisations professionnelles en Suisse, Payot, Lausanne, 1963.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la loi sur l'aménagement du territoire (31.5.72).

Lapierre W., L'analyse des systèmes politiques, P.U.F., Paris, 1973.

O.R.L., Conceptions directrices d'aménagement du territoire national, Zurich, 1969.

O.R.L., Landesplanerische Leitbilder der Schweiz, Zurich, 1970.

O.R.L., Conceptions directrices d'aménagement du territoire national, (Version abrégée), Zurich, 1973.

Ricq Ch., La région transfrontalière de Genève, Institut universitaire d'études européennes, Genève, 1974.

Rohr J., La Suisse contemporaine, A. Collin, Paris, 1972.

Rotach M., Conception directrice de l'aménagement du territoire CK-73, Berne, 1973.

S.D.E.S., "La propriété foncière en Suisse", Revue des faits de la semaine, No 16/74, 23.4.74, Genève, pp. 10-15.

Vouga J.P., "L'aménagement du territoire en Suisse", Habitation, Juin, 1971, pp. 33-41.

Vicari J., "Hypothèses sur la dynamique de l'aménagement du territoire", Habitation, oct. 1973, pp. 49-57.

Vieille P., "L'espace global du capitalisme d'organisation", Espace et société, mai 1974, No 12, pp. 3-33.

RESUME

L'espace d'une société est le produit de ses rapports sociaux et de ses sous-systèmes économique, politique, socio-génétique et idéologique. Mais l'espace n'est pas un élément passif du système sociétal: il a non seulement sa propre dynamique, mais encore, bien que modelé par la structure sociétale, il rétroagit sur celle-ci en freinant ou en accélérant son développement.

L'organisation de l'espace national n'est pas à vrai dire une attribution nouvelle pour la Confédération helvétique. Certes avant la deuxième guerre mondiale, elle n'avait été que sectorielle: politique du logement, politique des transports, etc. A partir des années 1950, il apparaît que les contradictions engendrées par la croissance doivent être traitées par un plan national d'aménagement du territoire.

Notre analyse montre d'une part, comment la politique globale de l'espace est devenue un enjeu sur la scène politique nationale et d'autre part, qu'elle est la résultante de rapports sociaux triangulaires dont les protagonistes sont la bourgeoisie monopoliste, la bourgeoisie non-monopoliste et la classe populaire. Si le premier et le dernier acteur tombent d'accord sur la nécessité d'un aménagement, ils diffèrent sur sa nature. Pour la bourgeoisie monopoliste, il ne doit s'agir que d'une planification physique; pour la classe populaire, l'aménagement du territoire doit déboucher sur une planification plus globale. Quant à la bourgeoisie non-monopoliste, elle est hostile aux plans mis en place par la Confédération: à ses yeux, ils sonnent le glas du fédéralisme, de l'autonomie communale et des libertés fondamentales.

Michel Bassand
Département de Sociologie
Université de Genève
1211 Genève 4

Schweiz.Z.Soziol./ Rev. suisse Sociol. no 1/75 Seiten 67-105

ABHAENGIGE INDUSTRIALISIERUNG UND EINKOMMENSENTWICKLUNG

Volker Bornschier

Diese Arbeit untersucht den Einfluss von multinationalen Konzernen in der verarbeitenden Industrie auf das Wachstum des Einkommens pro Kopf in verschiedenen Gastländern, die sich im Prozess der Industrialisierung befinden, um die Frage zu beantworten, ob multinationale Konzerne einen Beitrag zur Ueberwindung von Unterentwicklung leisten können.

Entwicklung verstehen wir im internationalen Entwicklungssystem nicht im Sinne einer notwendigen Evolution, sondern vielmehr im Sinne eines gerichteten sozialen Wandels, nämlich als "Modernisierung": sich dem herrschenden Modus der Entwicklung im Weltsystem anpassen. Dadurch ist Entwicklung in besonderer Weise strukturiert, nämlich auf sozial vorgegebene Ziele hin, und zwar mit Hilfe sozial vorgegebener Mittel. Wir gewinnen damit einen Begriff der Unterentwicklung, der nicht etwas Objektives ausserhalb des sozialen Bereichs bezeichnet, sondern ein durch das Entstehen des internationalen Entwicklungssystems generiertes Phänomen. Materiell arme und wenig differenzierte Gesellschaften hat es immer gegeben, ohne dass sich diese notwendigerweise auch als unterentwickelt verstanden haben. Unterentwickelte Gesellschaften dagegen sind solche, in denen bedeutsame politische Potentiale entstanden sind, die mit der gegenwärtigen Lage unzufrieden sind und die Gesellschaft entwickeln wollen. Sie gehören zum internationalen Entwicklungssystem, insofern sie sich an den herrschenden Werten in den hochentwickelten, modernen Gesellschaften orientieren und die entsprechenden Mittel zur Erreichung der gesellschaftlichen Ziele inkorporieren.

Insbesondere Peter Heintz hat in mehreren Arbeiten (1) die systematischen Charakteristika der Unterentwicklung theoretisch herausgearbeitet und empirisch untersucht: Die Teilnahme an den immateriellen Gütern des internationalen Entwicklungssystems ist für weite Kreise der Bevölkerung in unterentwickelten Ländern relativ sehr viel grösser als die Teilnahme an den materiellen Gütern; deren soziale Bewertung im Gesamtsystem ist allerdings sehr viel höher, und dadurch wird das Problem des Ungleichgewichts der Teilnahme noch verschärft. Im Verlauf der Herausbildung des internationalen Entwicklungssystems hat die Teilnahme an den immateriellen Gütern für wachsende Bevölkerungskreise in unterentwickelten Ländern mehr Bedeutung erlangt als nur eine geistige und affektive Teilnahme an der Referenzwelt der hochentwickelten Gesellschaften und

deren Lebensstil; vielmehr sind Erwartungen der sozialen Teilnahme in zunehmendem Masse institutionalisiert worden. Davon zeugt u.a. insbesondere das im Vergleich zur materiellen Entfaltung hohe Urbanisierungs- und formale Bildungsniveau in etlichen unterentwickelten Ländern.

Die Statuspositionen auf individuellem wie auf sozietalem Niveau, die im Rahmen des Entwicklungssystems einen legitimen Anspruch auf die materiellen Werte - d.h. auf einen höheren Lebensstandard - schaffen, sind dem stagnierenden wirtschaftlich-technischen Status vieler unterentwickelter Länder weit vorausgeeilt. Ein solches Muster kann als spiegelbildliche Umkehrung der Verhältnisse beim sozialen Wandel in den westlichen Industriegesellschaften gesehen werden, für den ein gewisses Nachhinken der sozio-kulturellen Dimension im Vergleich zur sozio-oekonomischen Dimension kennzeichnend war (was William Ogburn als Folge der technologischen Dynamik angesehen hat).

Für die unterentwickelten Länder trifft das Umgekehrte zu: Das soziale Teilsystem der immateriellen Werte und der traditionalen Kultur ist infolge der Diffusion im internationalen Entwicklungssystem partiell weiter modernisiert als das oekonomische System, dessen niedrige Produktivität die Ansprüche auf einen höheren allgemeinen materiellen Lebensstandard nicht erfüllen kann. Ueberwindung von Unterentwicklung bedeutet in dieser Situation eine Erhöhung der wirtschaftlichen Produktivität, damit eine massive Erhöhung des Lebensstandards möglich wird. Deshalb konzentrieren wir uns bei unserer Untersuchung auf Bedingungen der Einkommensentwicklung und -verteilung.

Von Wissenschaft und Politik ist die forcierte Industrialisierung nach dem Muster der hochentwickelten Industrieländer als geeignete Strategie zur Ueberwindung von Unterentwicklung aufgefasst worden. "Man ist sich im allgemeinen darin einig, dass der Weg zu höherer ökonomischer Leistungsfähigkeit in erster Linie über die rationale Organisation der Produktion führt, die wiederum hauptsächlich von der Einführung der Industrie abhängt. (...) Unterentwickelte Länder sind nur schwach industrialisiert, so dass der ökonomische Entwicklungsprozess grob vereinfacht mit dem Fortschritt der Industrie und den damit verbundenen Formen wirtschaftlicher Betätigung gleichgesetzt werden kann." (2).

Nach autonomen Industrialisierungsansätzen in einigen unterentwickelten Ländern (z.B. Argentinien, Chile, Brasilien, Indien, Türkei) in der Zwischenkriegszeit sind nach dem zweiten Weltkrieg zunehmend die multinationalen Konzerne zu Agenten einer von ihnen gesteuerten und beherrschten Industrialisierung in vielen unterentwickelten

Ländern geworden.

Die technologisch-organisationelle Ueberschichtung dieser Wirtschaftssysteme hat nicht nur eine sich an westlichen Vorbildern orientierte Industrialisierung hervorgebracht, sondern darüber hinaus sind ausländische Akteure aus den westlichen Ländern über ihre Tochterunternehmen direkt am industriellen Aufbau beteiligt. Dieses Muster wollen wir (direkt) abhängige Industrialisierung nennen (3), und mittels der Präsenz von Tochterunternehmen multinationaler Konzerne in der verarbeitenden Industrie erfassen. Im gleichen Sinne wie "Präsenz von multinationalen Konzernen" wird auch der Begriff Penetration gebraucht, wobei der Penetrationsgrad das relative Gewicht von multinationalen Konzernen im nationalen Industrialisierungsprozess bezeichnet.

Ueber die Auswirkungen der abhängigen wirtschaftlichen Entwicklung auf die Möglichkeit zur Ueberwindung von Unterentwicklung sind sehr unterschiedliche Thesen aufgestellt worden. Ein insgesamt nicht unkritischer Bericht der Vereinten Nationen über die Rolle der multinationalen Konzerne im Entwicklungsprozess kommt zu einer Beurteilung, die heute vor allem in den hochentwickelten Ländern verbreitet ist, und die von den Konzernen selbst gerne als Rechtfertigung ihrer Tätigkeit in unterentwickelten Ländern benutzt wird: "It has long been recognized that private direct investment through the multinational corporation is unique in providing from a single source a package of critical industrial inputs: capital, technology, managerial skills and other services required for production and distribution." (4)

Gesamthaft positive Einflüsse von Auslandkapital, Know-how und unternehmerischer Initiative werden auch von praktisch allen Vertretern der neo-klassischen Entwicklungstheorie, wie auch von den meisten soziologischen Modernisierungstheoretikern vorausgesagt.

Theorien linker Prägung, insbesondere die Imperialismustheorien und die Theorien der Dependencia-Schule, haben dagegen das Problem der Unterentwicklung und die Fortsetzung der Unterentwicklung gerade mit der wirtschaftlichen Abhängigkeit und der Ausbeutung im Weltrahmen in Zusammenhang gebracht. Von Ausnahmen abgesehen bleibt allerdings die klassische internationale Arbeitsteilung, in der sich die unterentwickelten Länder auf die Rohstoffproduktion spezialisieren, der Referenzrahmen dieser Theorien. Die von den multinationalen Konzernen forcierte Industrialisierung der "Peripherie", die die traditionelle Arbeitsteilung zunehmend modifiziert, wird

neuerdings zwar beschreibend zur Kenntnis genommen, ob und inwieweit darin ein Entwicklungspotential liegt, wird aber von der kritischen Schule nicht einheitlich und schon gar nicht klar beantwortet.

Es ist nicht das Ziel dieses Beitrags, die unterschiedlichen Thesen über die Konsequenzen der abhängigen Entwicklung zu referieren und gegeneinander abzuwägen, sondern wir berichten über die Ergebnisse unserer Untersuchung über den Einfluss der Präsenz von multinationalen Konzernen auf die Einkommensentwicklung und -verteilung im Zeitraum von 1950 bis 1970 für Länder, die sich im Industrialisierungsprozess befunden haben.

Im Anschluss an unsere Ergebnisse werden wir einen unkonventionellen Erklärungsansatz kurz darstellen.

2. EMPIRISCHE UNTERSUCHUNG

Mit einer Länderquerschnittanalyse über 20 Jahre (eine sogenannte "cross-national panel regression analysis") konnte Chris Chase-Dunn von der Stanford University zum erstenmal in einer vergleichenden Studie, die 38 unterentwickelte Länder (als Subsample) einschliesst, nachweisen, dass die Kapitalabhängigkeit von multinationalen Konzernen (fortan "Multis" genannt) im Zeitraum von 1950 bis 1970 einen statistisch gesicherten negativen Einfluss auf die Einkommensentwicklung der Gastländer hatte (5). Der Grad der Präsenz von Multis wurde von Chase-Dunn anhand der durchschnittlichen Gewinne auf Auslandsdirektinvestitionen von 1950-55 pro Kopf der Bevölkerung gemessen. Neben dem Nachweis dieser negativen Beziehung und dem Nachweis eines positiven Zusammenhanges zwischen der Präsenz von Multis und dem Mass der Ungleichheit (Gini-Index) der Haushalts- und sektoralen Einkommensverteilung hat Chase-Dunn den bemerkenswerten Hinweis geliefert, dass die Präsenz von Multis in unterentwickelten Ländern - abgesehen vom negativen Gesamteffekt - die Einkommensentwicklung im Extraktionssektor eher positiv, diejenige in der verarbeitenden Industrie stark negativ beeinflusst. Seine Ergebnisse lassen vermuten, dass insbesondere Tochterunternehmen von Multis in der verarbeitenden Industrie die gesamte Einkommensentwicklung in unterentwickelten Gastländern langfristig negativ beeinflussen. Dieser Hinweis bei Chase-Dunn ist zwar methodisch vertretbar, aber indirekt geblieben, weil er die Präsenz von Multis in der verarbeitenden Industrie aufgrund seiner Ausgangsdaten nicht direkt messen konnte.

Wir wollen den Einfluss der abhängigen Industrialisierung überprüfen, indem wir die Präsenz von Manufaktur-Tochterunternehmen von Multis im Industrialisierungsprozess direkt messen.

2.1.1 Messung der Präsenz von Manufaktur-Multis

Bei den Grunddaten für ein Mass der Präsenz von Manufaktur-Multis gehen wir von den Erhebungsergebnissen von James W. Vaupel und Joan P. Curhan im Rahmen des Harvard-Forschungsprojektes über multinationale Unternehmen aus (6). Aufgrund dieser Quelle kann die Zahl der Tochterunternehmen in der verarbeiteten Industrie von den rund 400 grössten multinationalen Konzernen (209 Nicht-US-Konzerne und 187 US-Konzerne) in verschiedenen Gastländern zu verschiedenen Zeitpunkten zwischen 1914 und 1967 (bzw. 1971) ermittelt werden. Zu den 400 grössten Multis haben im Untersuchungszeitpunkt insgesamt rund 10'000 Auslandstöchter in der verarbeitenden Industrie gehört. Die aus der Quelle auf der Basis der Zugänge von Auslandstöchtern in verschiedenen Zeitperioden akkumulierbaren Bestände an Tochterunternehmen in verschiedenen Gastländern sind um die Rate der Abgänge (Verkäufe, Liquidationen, Enteignungen und Konfiszierungen) über die gesamte Untersuchungsperiode korrigiert worden.

Um die Zahl der Tochterunternehmen der grössten Multis nach Massgabe der wirtschaftlichen Grösse des Gastlandes zu standardisieren, wird nicht auf verzerrende Bezugsgrössen wie das Bruttosozialprodukt oder die Bevölkerung zurückgegriffen, sondern auf das industrielle Potential als Mass für die Grösse des modernisierten Teils der penetrierten Wirtschaft. Als Mass für das industrielle Potential wird die Energiekonsumation (EC), ausgedrückt in Mrd. Tonnen von Kohleäquivalenten, benutzt. Der Indikator für die Präsenz von Manufaktur-Multis, d.h. der Penetrationsgrad (PM) ist dann: PM = TU / EC. Er wird für die Jahre 1955, 1967 und für die Zugänge (ΔPM) in den Jahren 1953, 1954 und 1955 berechnet. Er indiziert, welche Bedeutung Auslandstöchter in der verarbeitenden Industrie relativ zum industriellen Potential des Gastlandes haben, oder: wie stark das industrielle Potential eines Gastlandes durch Multi-Töchter penetriert wird.

2.1.2 Abhängige Variable: wirtschaftliche Entwicklung

Als Indikator für das materielle Entwicklungsniveau wird das Einkommen pro Kopf verwendet. Es handelt sich dabei, genauer, um das Bruttoinlandprodukt in Faktorkosten pro Kopf der Bevölkerung für die Jahre 1950, 55, 60, 65 und

1970, und zwar in realen Werten, d.h. korrigiert um die Inflationsrate und die Aussenkaufkraftsschwankungen. Es stehen die Daten des Soziologischen Institutes der Universität Zürich bis 1965 zur Verfügung (7). Die Werte für 1970 wurden unter Verwendung der Indices für das 'per capita product at constant prices' aus dem Statistischen Jahrbuch der Vereinten Nationen von 1965er Werten ausgehend berechnet. Die Daten sind im Appendix aufgeführt; sie sind linear standardisiert auf den höchsten Wert 1958 (USA=100).

Die abhängige Variable ist allerdings nicht das Einkommen pro Kopf (I), sondern die Abweichung von der durchschnittlichen Veränderung, nämlich die Residualvarianz in I_t nach Autoregression auf $I_{t-\theta}$. Aufgrund der verwendeten Methode ist die abhängige Variable, nämlich die Residualvarianz in I_t (d.h.: I_{tR}) linear unabhängig von $I_{t-\theta}$.

Neben dem Prokopfeinkommen, das bekanntlich ein Durchschnittsmass ist, das wenig über die faktische Verteilung des Einkommens aussagt, werden zusätzlich Masse für die Ungleichheit der Haushalts- und der sektoralen Einkommensverteilung verwendet. Die Beschreibung der Masse findet sich an den entsprechenden Stellen im Text.

2.1.3 Ländersample für die Tests

Da es das Ziel ist, den Einfluss von Multis in der verarbeitenden Industrie auf die Einkommensentwicklung in Gastländern zu ermitteln, die sich im Prozess der Industrialisierung befinden, wurde das Testsample selektiv zusammengestellt.

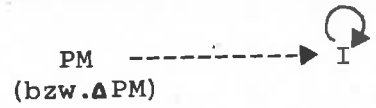
Grundsätzlich konnten nur Länder berücksichtigt werden, für die nach der benutzten Quelle die Zahl der Tochterunternehmen ermittelt werden konnte. Von den sozialistischen Ländern wissen wir aber, dass sie (zumindest in den 50er und Anfang der 60er Jahre) keine Tochterunternehmen von Multis beherbergten. Weil die vergleichende Betrachtung einer Null-Penetration von Interesse ist, sind die sozialistischen Länder, soweit sie die übrigen Auswahlkriterien erfüllen, mitberücksichtigt worden.

Es wurden nur Länder berücksichtigt, die zum Zeitpunkt der Penetrationsmessung 1955 ein bestimmtes Entwicklungsniveau aufwiesen, gemessen an ihrem Prokopfeinkommen, nämlich Länder mit I-Werten zwischen 5% und 30% des höchsten Wertes für das Prokopfeinkommen im internationalen Entwicklungssystem (USA) (8). Weiter wurden von diesen Ländern nur jene berücksichtigt, die 1955 eine Energie-

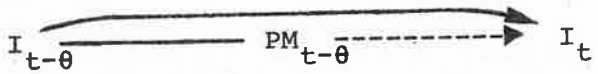
konsumation von mindestens (gerundet) 3 Mrd. Tonnen aufwiesen (9). Den Kriterien genügten 25 Länder, 17 kapitalistische und acht sozialistische (siehe Appendix) (10). Von den 25 Ländern fallen 22 in die Kategorie, die Bruce H. Russett et al. (11) als 'Industrial Revolution Societies' bezeichnen (12). Die Ländergruppe für die Tests besteht demnach aus unterentwickelten Ländern, die sich im Prozess der Industrialisierung befinden. Nur in einem solch relativ homogenen Sample ist die vergleichende Untersuchung der Präsenz von Multis sinnvoll.

2.1.4 Methode der Ueberprüfung

Es soll das folgende Modell auf seine empirische Adäquatheit hin getestet werden:



Um die postulierte Kausalität bei der Verwendung von Korrelationen im Rahmen einer Länderquerschnittanalyse zu überprüfen, muss die abhängige Variable I mindestens zu zwei Zeitpunkten messbar sein. Dann wird die Ueberprüfung der negativen Wirkung von PM auf die Einkommensveränderung durch folgendes Modell möglich (13):



Um den unverfälschten Einfluss von PM auf die Veränderung von I zu ermitteln, müssen wir die Varianz in I_t suchen, die nicht mit $I_{t-\theta}$ assoziiert ist. Dies geschieht durch Residualisierung. Und weiter müssen wir die Varianz in $PM_{t-\theta}$ suchen, die nicht mit $I_{t-\theta}$ in Zusammenhang steht. Dieses Verfahren ist mit der Berechnung von partiellen Korrelations- bzw. Regressionskoeffizienten (in diesem Falle erster Ordnung) identisch (14). Die Berechnung partieller Korrelationskoeffizienten bildet - neben der Verwendung von unstandardisierten Regressionskoeffizienten - eine verlässliche Methode, um Hinweise auf kausale Determination zu gewinnen und statistische Implikationen und Zirkelschlüsse zu vermeiden (15).

2.2. Ergebnisse

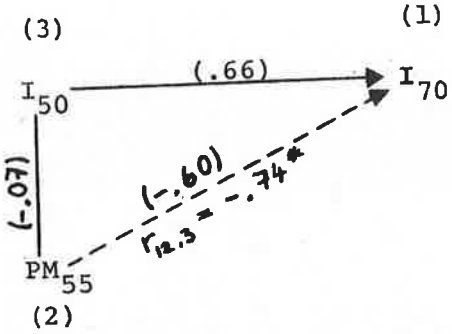
2.2.1 Abhängige Industrialisierung und Einkommensentwicklung

Die Langzeitwirkung der Penetration der Industrie durch Multis im Jahre 1955 (PM_{55}) auf die Einkommensentwick-

lung (I_R) im Zeitraum von 1950 bis 1970 kann für 25 Länder, die sich im Prozess der Industrialisierung befinden, folgendermassen empirisch ermittelt werden:

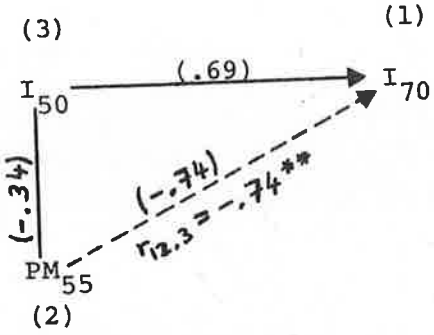
Partielle Korrelationskoeffizienten erster Ordnung
(in Klammern: einfache Korrelationskoeffizienten)

N = 25 (kapitalistische und sozialistische Länder)



*t=5.15; p < 0.05%

N = 17 (kapitalistische Länder)



**t=4.07; p=0.05%

Der Einfluss der Präsenz von Manufaktur-Multis auf die Einkommensentwicklung ist deutlich negativ. Von der unabhängigen Variable, der Residualvarianz in I_{70}, stehen 55% mit der (von I_{50} unabhängigen) Varianz in PM_{55} in negativem Zusammenhang. Im Rahmen einer Länderquerschnittsanalyse und eingedenk der Tatsache, dass die I-Entwicklung noch weitere Determinanten hat, ist das ein sehr bemerkenswertes Ergebnis.

Die Beziehung ist für die kapitalistischen Länder allein genauso stark wie im Gesamtsample unter Einschluss der acht sozialistischen Länder. Die acht sozialistischen Länder haben im Vergleich zu den 17 kapitalistischen Länder von 1950 bis 1970 ihr Einkommen pro Kopf sehr viel stärker steigern können (16). Im Rahmen einer Regressionsanalyse mit unseren Indikatoren ist diese grössere Steigerung des Prokopfeinkommens bei den sozialistischen Ländern auf deren Null-Penetration rückführbar, d.h. sie haben im Durchschnitt ein Wachstum des Einkommens pro Kopf realisiert, das bei Null-Penetration aufgrund der Regression des I-Wachstums auf PM_{55} auch bei den kapitalistischen Ländern prognostiziert wird (17).

2.2.2 Abhängige Industrialisierung und Einkommensverteilung

Bekanntlich sagt das Einkommen pro Kopf nichts über die

Einkommensverteilung aus, d.h. über das Ausmass der Ungleichheit, mit der sich das Einkommen auf Haushalte, auf Wirtschaftssektoren und auf Regionen verteilt. Das Einkommen pro Kopf kann z.B. steigen, ohne dass sich das Realeinkommen bei den unteren Einkommensgruppen, in einkommensschwachen Wirtschaftssektoren und Regionen, wesentlich oder überhaupt erhöht. Dies ist dann wahrscheinlich, wenn gleichzeitig die Einkommenskonzentration steigt.

Nach Berechnungen von Bert F. Hoselitz ist heute das Prokopfeinkommen in unterentwickelten Ländern vergleichsweise tiefer und die Einkommensverteilung ungleicher als zu Anfang der industriellen Revolution in den westlichen Ländern (18). Das deutet auf schlechtere Startbedingungen für die Industrialisierung in den unterentwickelten Ländern hin, deren Binnenmärkte im Durchschnitt sehr klein sind.

Nach der Kuznets-Myrdal Hypothese (19), die mittlerweile empirische Bestätigung gefunden hat, verschlechtert sich in unterentwickelten Ländern die Einkommensverteilung im Prozess der Industrialisierung und der Urbanisierung, weil sich das Wachstum vornehmlich auf die modernisierten Sektoren konzentriert. Im internationalen Vergleich finden sich erst wieder auf sehr hohem Einkommensniveau weniger ungleiche Einkommensverteilungen. Von etlichen Entwicklungsforschern wird das Muster der im Entwicklungsprozess zunehmenden Einkommenskonzentration als funktional für den Akkumulationsprozess angesehen, weil, wie argumentiert wird, es zu mehr Ressourcen in den Händen von Wirtschaftssubjekten führt, die eine abnehmende Konsumneigung haben, wodurch Ressourcen potentiell für produktive Investitionen frei werden.

Die abhängige Industrialisierung steht hypothetisch in einem Zusammenhang mit der Zunahme der ungleichen Einkommensverteilung. Der Zusammenhang zwischen dem Penetrationsgrad durch Multis (in allen Sektoren) und der Ungleichheit der Einkommensverteilung konnte von Chris Chase-Dunn bereits für ein Sample von 32 bzw. 26 unterentwickelten Ländern aufgewiesen werden (20).

Auch mit unserem Penetrationsindikator der verarbeitenden Industrie, PM, kann der genannte Zusammenhang nachgewiesen werden. Es stehen zwei Indikatoren für die Einkommensungleichheit zur Verfügung; einmal ein Indikator für die sektorale Einkommensungleichheit, ein Gini-Index, der auf dem Produkt pro Beschäftigten in sieben verschiedenen Wirtschaftssektoren basiert. Dieser von Simon Kuznets vorgeschlagene Index wurde von Charles Taylor und Michael Hudson für die Zeit um 1960 berechnet (21); er gibt Informationen über das Produktivitäts- und Einkommensgefälle zwischen Wirtschafts-

sektoren innerhalb eines Landes. Allerdings verschleiert ein solcher Indikator die Einkommensungleichheit innerhalb von Sektoren; deshalb muss er unbedingt ergänzt werden durch ein Mass der Ungleichheit der Haushaltseinkommensverteilung, das sich auf die vertikale soziale Schichtung bezieht. Wir verwenden hierfür das Mass für die Einkommenskonzentration auf die obersten 20% der Haushalte (und zum Vergleich für die Einkommenskonzentration auf die untersten 40% der Haushalte) nach Daten der Weltbank für die Zeit um 1965 (22).

Die Messungen für beide Formen der Ungleichheit der Einkommensverteilung beziehen sich nicht für alle Länder auf das gleiche Jahr (vgl. Daten-Appendix). Auch wenn wir davon ausgehen können, dass sich die Einkommensverteilung normalerweise nur sehr langsam ändert, so wird dennoch die Möglichkeit von Querschnittanalysen erheblich eingeschränkt. Deshalb wollen und können die nachfolgenden Tests nicht den Status einer strengen Ueberprüfung für sich beanspruchen; sie können vielmehr nur vorläufige Hinweise über mögliche Zusammenhänge liefern.

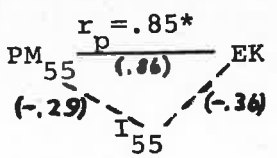
Wir wollen bei den Tests das Prokopfeinkommen statistisch kontrollieren, weil in der Literatur mehrfach auf Beziehungen zwischen dem Prokopfeinkommen und der Einkommensverteilung hingewiesen worden ist und weil der Penetrationsgrad ebenfalls mit dem Prokopfeinkommen assoziiert ist. Die Samplegrösse reduziert sich durch den Umstand, dass nicht für alle Länder unseres Samples Informationen vorliegen.

Partielle Korrelationskoeffizienten
(in Klammern einfache Koeffizienten)

Haushaltseinkommenverteilung: Einkommenskonzentration auf die obersten 20% der Haushalte oder Einkommensbezieher, um 1965

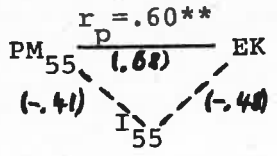
(EK)

N=18 (kapitalistische und sozialistische Länder)



*t=6.26; p < 0.05%

N=13 (kap. Länder)

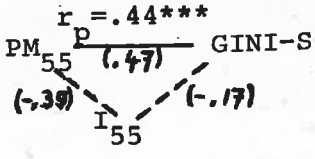


**t=2.37; p=2.5%

Sektorale Einkommensungleichheit, sieben Sektoren, Gini-Index, um 1960

(GINI-S)

N=16 (nur kapitalistische Länder)



***t=1.76; p=5%

Die Korrelationsergebnisse zeigen, dass die Präsenz von Multis in der Industrie in positivem Zusammenhang steht mit der Ungleichheit der Einkommensverteilung. Der Zusammenhang mit der Konzentration der Haushaltseinkommen ist enger als der Zusammenhang mit der sektoralen Einkommensungleichheit (dieser Unterschied wird allerdings geringer, wenn wir nur die kapitalistischen Länder vergleichen). Bei den Ergebnissen von Chase-Dunn war der Zusammenhang des Penetrationsgrades (neben Manufaktur-Multis auch Rohstoff- und andere Multis) mit der Ungleichheit der sektoralen Einkommensverteilung enger als der Zusammenhang mit der Haushaltseinkommensverteilung (23).

Zu erwähnen ist, dass die eingeschlossenen sozialistischen Länder ausnahmslos durch eine deutlich geringere Einkommensungleichheit charakterisiert sind (24). Dieser Unterschied zu den kapitalistischen Ländern lässt sich natürlich nicht auf die fehlende Penetration durch Multis reduzieren, sondern ist Ausdruck einer unterschiedlichen sozio-ökonomischen Ordnung, in der z.B. die Einkommen aus Kapitalbesitz nicht individuell vereinnahmt werden. Es ist möglich, dass durch den Einschluss der sozialistischen Länder der kausale Zusammenhang zwischen der Penetration der Multis und der Einkommenskonzentration überschätzt wird. Allerdings ist darauf zu verweisen, dass der Zusammenhang im Rahmen der kapitalistischen Länder (N=13) statistisch signifikant bleibt.

Bezüglich der Haushaltseinkommensverteilung kann noch erwähnt werden, dass PM etwas stärker mit der Konzentration des Einkommens auf die privilegierten obersten 20% der Einkommensempfänger in Zusammenhang steht als mit der relativen Pauperisierung der untersten 40% der Einkommensempfänger. Hier beträgt die Korrelation für 18 Länder nämlich $r = -.77$ (je grösser die Penetration, desto geringer der Einkommensanteil der untersten 40%) gegenüber $r = .86$ (je grösser die Penetration, desto grösser ist der Einkommensanteil der obersten 20%). Dies könnte so interpretiert werden, dass auch eine nennenswerte Umverteilung zuungunsten der Mittelschichten stattfindet.

Eine strenge Kausalitätsanalyse der Beziehung zwischen dem Penetrationsgrad und der Ungleichheit der Einkommensverteilung ist vorderhand nicht möglich, weil Zeitreihen fehlen. Hinweise für eine Kausalbeziehung zwischen PM und der Einkommensverteilung können wir gewinnen, wenn wir den Zusammenhang mit einer zeitlich früheren und mit einer zeitlich späteren Messung von PM vergleichen. Kausalität liegt wahrscheinlich dann vor, wenn der Zusammenhang mit der zeitlich früheren Messung der unabhängigen Variable enger ist.

Für beide Dimensionen der Einkommensungleichheit gibt es entsprechende Ergebnisse, die im Falle der Haushaltseinkommensverteilung (EK) deutlicher sind (insbesondere dann, wenn man nur die kapitalistischen Länder vergleicht):

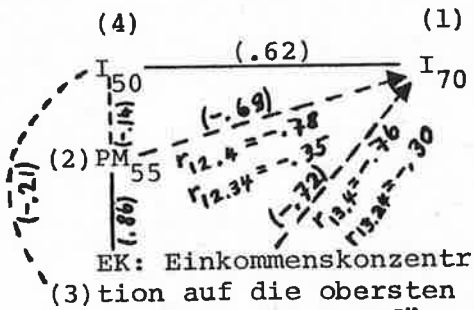
PM_{55}/ $EK_{\sim 65}$:	r = .86 (N=18)	bzw.	r = .68	(N = 13 kapit. L.)
PM_{67}/ $EK_{\sim 65}$:	r = .81 (N=18)	bzw.	r = .53	(N = 13 " ")
PM_{55}/ GINI-$S_{\sim 60}$			r = .47	(N = 16 " ")
PM_{67}/ GINI-$S_{\sim 60}$			r = .40	(N = 16 " ")

Der wahrscheinliche Befund, dass die Präsenz von Multis in der Industrie die Einkommensverteilung mit der Zeit verschlechtert (im Sinne zunehmender Einkommenskonzentration), gewinnt auf dem Hintergrund des Ergebnisses, dass die Penetration langfristig eine relative Stagnation des Wachstum des Prokopfeinkommens bewirkt, besondere Bedeutung. Hier liegt vermutlich mit ein wesentlicher Grund dafür, dass sich die Stagnation verschärft, denn die Einkommenskonzentration verhindert das Entstehen einer grösseren Nachfrage, die wiederum die Voraussetzung für eine weitere Industrialisierung und für die Ueberwindung der Stagnation wäre.

Wenn das gilt, dann dürften die Stagnationswirkungen der Präsenz von Multis nicht so ausgeprägt sein, wenn nicht gleichzeitig die Einkommenskonzentration hoch ist. Man kann dies durch die statistische Kontrolle der Einkommenskonzentration überprüfen. Ein vorläufiger Hinweis kann geliefert werden:

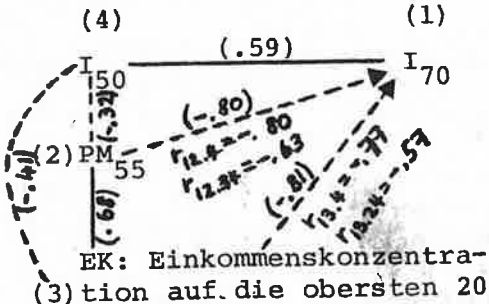
Partielle Korrelationen erster und zweiter Ordnung
(in Klammern einfache Koeffizienten)

N = 18
(kap. und sozial. Länder)



EK: Einkommenskonzentration auf die obersten 20% der Einkommensempfänger, um 1965

N = 13
(kapitalistische Länder)



EK: Einkommenskonzentration auf die obersten 20% der Einkommensempfanger, um 1965

Die Korrelationsergebnisse stützen die Hypothese: Die von der Einkommenskonzentration unabhängige Varianz in PM steht nur mit 39% der Varianz der Einkommensentwicklung von 1950-70 in negativem Zusammenhang ($r_{12.34}$ = -.63 , N = 13), während die Varianz in PM, wenn sie stark mit der Einkommenskonzentration kovariiert, mit 63% der Varianz der Einkommensentwicklung in negativem Zusammenhang steht ($r_{12.3}$ = -.80 , N = 13). Wir interpretieren hier die Ergebnisse für das Sample der kapitalistischen Länder, weil die Einkommensverteilung in den sozialistischen Ländern aus theoretischen Gründen von der Penetration unabhängige Determinanten hat (vgl. weiter vorne).

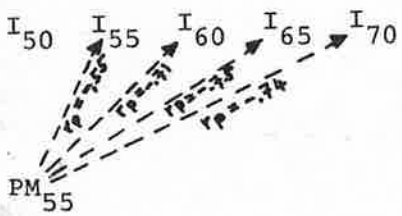
Die Einkommenskonzentration und die abhängige Industrialisierung haben demnach zusammen einen deutlich negativen Einfluss auf die Einkommensentwicklung. Wenn man die Einflüsse der abhängigen Industrialisierung und der Einkommenskonzentration jeweils statistisch kontrolliert ($r_{12.34}$ resp. $r_{13.24}$), so bleiben sie auch isoliert betrachtet negativ, sind aber von geringerer Bedeutung als der kombinierte Effekt.

2.2.3 Kurzfristige und langfristige Auswirkungen auf die Einkommensentwicklung

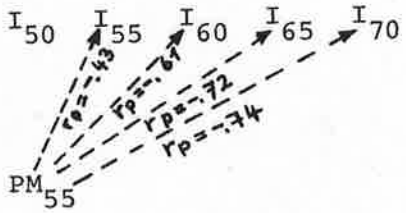
Es kann nachgewiesen werden, dass die negative Auswirkung von PM_{55} auf die Einkommensentwicklung langfristig deutlicher vorhanden ist als auf kurze Sicht.

Partielle Produkt-Moment-Korrelationskoeffizienten
(statistisch kontrolliert wird immer I_{50})

N = 25 (kap. und soz. Länder)



N = 17 (kap. Länder)



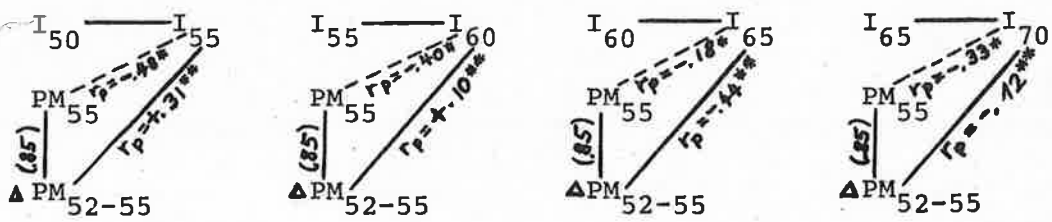
Der negative Einfluss von PM_{55} auf die Einkommensentwicklung ist maximal in der Periode von 1950 bis 1965. Das ist allerdings nicht so zu verstehen, dass der negative Einfluss nur mittelfristig vorhanden wäre; vielmehr wird die spätere Einkommensentwicklung zunehmend von Einflüssen abhängig, die sich aus der Veränderung der Penetration ergeben. Wenn das gilt, dann müsste nach 1965 z.B.

PM_{67} bereits einen von PM_{55} unabhängigen Einfluss auf die Einkommensentwicklung haben. Dies lässt sich allerdings nur der Tendenz nach nachweisen; die Koeffizienten sind in keiner Weise aussagekräftig: Von 1950 bis 1965 ist der von PM_{55} statistisch unabhängige Einfluss von PM_{67} auf die Einkommensentwicklung praktisch null ($r_p = \pm.01$, N = 25), von 1965 bis 1970 wird er etwas negativ ($r_p = \pm.10$, N = 25). Der Grund dafür, dass dieser Test nicht aussagekräftig sein kann, liegt darin, dass PM_{67} (statistisch kontrolliert durch PM_{55}) den Zugang an Tochterunternehmen im Zeitraum von 12 Jahren repräsentiert. Wenn wir annehmen, dass Neugründungen von Tochterunternehmen, isoliert betrachtet, in der ersten Zeit logischerweise einen positiven Einfluss auf die Einkommensentwicklung haben sollten, danach aber beginnen, einen negativen Einfluss auf das Gesamteinkommen auszuüben, dann wäre die Veränderung der Präsenz von Multi-Töchtern über 12 Jahre eine Variable, die sehr heterogene Wirkungen in sich vereinigt.

Diese Vermutung wird bestätigt, wenn wir ein Mass der Veränderung der Penetration über eine kürzere Zeitperiode, nämlich von 1953-1955 (ΔPM_{52-55}) verwenden.

Wir untersuchen den Einfluss von ΔPM_{52-55} auf die Einkommensveränderung in den Perioden 1950-55, 1955-60, 1960-65 und 1965-70. Zu diesem Zweck werden partielle Korrelationen zweiter Ordnung berechnet, weil zusätzlich zu I_{t-0} auch PM_{55} statistisch kontrolliert werden muss, denn der Teil von ΔPM_{52-55}, der mit PM_{55} kovariiert, hat natürlich die gleiche statistische Beziehung zur Einkommensentwicklung wie PM_{55}. Gesucht wird aber der Einfluss von ΔPM, der von PM unabhängig ist. Bei diesem Test schliessen wir nur die kapitalistischen Länder ein, denn bei den sozialistischen Ländern können ΔPM und PM nicht unabhängig variieren; beide Messwerte sind immer null.

Partielle Korrelationskoeffizienten zweiter Ordnung
17 kapitalistische Länder



* t = 1.98	* t = 1.58	* t = 0.67	* t = 1.28
** t = 1.16	**t = 0.37	**t = 1.79	**t = 0.42

Die Korrelationskoeffizienten zweiter Ordnung weisen folgendes auf: Eine Zunahme der Präsenz von Multis im Industrialisierungsprozess - wenn man vom Stand der Präsenz und seinen Auswirkungen absieht - hat in der Periode, in der die Zunahme stattfindet, einen positiven Effekt auf die Einkommensentwicklung. In der unmittelbar nachfolgenden Periode, nämlich fünf Jahre später, ist der positive Effekt statistisch kaum noch nachweisbar, und bereits nach 10 Jahren wird der Einfluss der Zunahme der Präsenz von Manufaktur-Tochterunternehmen von Multis auf die Einkommensentwicklung des Gastlandes statistisch deutlich negativ und bleibt danach negativ.

2.2.4 Kritische Untersuchung der Verlässlichkeit der Ergebnisse

Kritischer Test: Logische Konsistenz des Kausalitätsmodells

Eine naheliegende Möglichkeit, unser Kausalitätsmodell: PM - - - → I auf logische Konsistenz hin zu überprüfen, besteht darin, den Penetrationsgrad am Anfang und gegen Ende der Periode, über die die Einkommensentwicklung gemessen wird, in seinem Zusammenhang mit dem Wachstum des Einkommens pro Kopf zu untersuchen. Die logisch notwendige Bedingung für das Kausalitätsmodell lautet, dass die zeitlich frühere Messung der kausalen Variable in engerem Zusammenhang mit der abhängigen Variable stehen muss als die zeitlich spätere Messung.

Diese Bedingung ist erfüllt. PM_{55} erklärt im Sample der 17 kapitalistischen Länder 55% der Residualvarianz in der Einkommensentwicklung von 1950 bis 1970, während die zeitlich spätere Messung, PM_{67}, nur 42% der Residualvarianz erklärt. Die Tatsache, dass die spätere Messung von PM überhaupt so hoch mit der Einkommensentwicklung in der davorliegenden Periode assoziiert ist, ergibt sich daraus, dass PM_{67} sehr hoch mit PM_{55} assoziiert ist. Wenn man diese Beziehung statistisch kontrolliert, dann wird der Zusammenhang zwischen PM_{67} und der Einkommensentwicklung von 1950 bis 1970 insignifikant.

Kritischer Test: Alternatives Mass für die Einkommensentwicklung

Einfache Zuwachswerte ($X_t - X_{t-\theta}$), wie auch Zuwachsraten ($X_t/X_{t-\theta}$) oder prozentuiert: $((X_t - X_{t-\theta})/X_{t-\theta})*100$) sind erwiesenermassen wenig verlässliche Masse für die Erfassung der Veränderung von Variabelwerten (25). Eine geringe Verlässlichkeit von statistischen Beziehungen und gewisse statistische Implikationen sind deshalb wahrscheinlich, wenn man einfache Zuwachswerte oder Zuwachsraten

als Mass für die Veränderung benutzt. Die Implikationen ergeben sich u.a. dadurch, dass z.B. Zuwachsraten durch die Art, wie sie gewonnen werden, mit den Ausgangswerten negativ assoziiert sind. Bei unserem Mass der Veränderung, der residualisierten Varianz (I_R vgl. weiter vorne), ist die Veränderung hingegen unabhängig vom Wert am Anfang der betrachteten Periode. Dieses bessere Verfahren der Residualisierung ist allerdings ausserhalb der streng wissenschaftlichen Analysen weniger gebräuchlich als prozentuale Zuwachsraten.

Es könnte eingewendet werden, dass sich das vorher aufgewiesene Ergebnis als Implikation aus der Methode ergibt, die wir zur Konstruktion des Masses für die Veränderung des Einkommens verwendeten. Welche Gründe man dafür auch immer anführen mag, so könnte behauptet werden, dass sich die negative Beziehung zwischen PM_{55} und der Einkommensentwicklung nicht ergeben würde, wenn man als Mass für die Einkommensveränderung Zuwachsraten benutzen würde.

Dies ist aber nicht der Fall. Die Korrelation zwischen PM_{55} und I_{70}/I_{50} ist nämlich ebenfalls hoch negativ, allerdings nicht so hoch wie bei unserem Mass der Residualvarianz. Dies ergibt sich als statistische Implikation, weil I_{70}/I_{50} negativ mit I_{50} assoziiert ist, und PM_{55} ebenfalls leicht negativ mit I_{50} assoziiert ist; diese Tatsache stört das Aufdecken der echten Beziehung (26).

Korrelationen: PM_{55} mit Veränderung des Einkommens

Mass der Veränderung:	I_{70}/I_{50}	$I_{70}RI_{50}$
N = 25	r = -.7223	r_p = -.7391
N = 17	r = -.6497	r_p = -.7365

Die aufgewiesene Beziehung ergibt sich demnach nicht als Implikation des verwendeten Masses zur Erfassung der Veränderung des Einkommens pro Kopf.

Man könnte andererseits argumentieren, dass die Abweichung vom durchschnittlichen Wachstum aufgrund der Regression von I_{70} auf I_{50} relativ gesehen werden könnte zum durchschnittlichen Wert prognostiziert durch die Regressionsgerade, denn PM_{55} ist ebenfalls ein Mass für die relative Präsenz, die stärker mit der relativen als mit der absoluten Abweichung vom Durchschnittswachstum zusammenhängen sollte. Dies ist in der Tat der Fall:

PM_{55} korreliert mit	$\frac{I_{70}-\hat{I}_{70}}{\hat{I}_{70}}$	Wenn man bei PM zusätzlich I_{50} statistisch kontrolliert:	
N = 25	r = -.7592		r_p = -.7579
N = 17	r = -.7618		r_p = -.7768

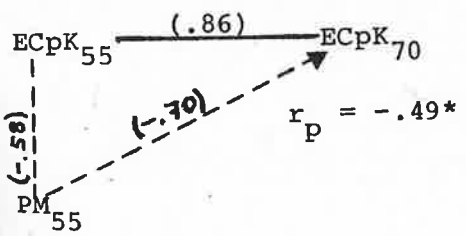
Wir wollen diese Verbesserung hier allerdings nicht weiterverfolgen, denn es geht uns nicht um eine Optimierung des negativen Koeffizienten, sondern darum, die Verlässlichkeit der aufgewiesenen Beziehung zu überprüfen.

Kritischer Test: Alternativer Indikator für die materielle Entwicklung

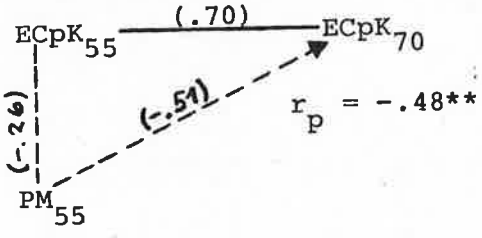
Man könnte argumentieren, dass das Einkommen pro Kopf wegen der Schwierigkeiten, es international vergleichbar zu bestimmen (unterschiedliche Erhebungspraktiken und internationale Umrechnungsprobleme), ein problematischer Indikator sei. Wenn auch nicht einzusehen ist, warum solche Indikatorprobleme, die bei der Verwendung des Einkommens pro Kopf zweifellos gegeben sind, gerade systematisch das Ergebnis beeinflussen, so ist es zwecks Konsolidierung des Ergebnisses sinnvoll, die Beziehung anhand eines alternativen Indikators für die materielle Entwicklung zu überprüfen. Wir können zu diesem Zweck den Indikator: Energiekosumation pro Kopf (ECpK) wählen. Bei diesem Indikator, der erst ab 1955 zur Verfügung steht, gibt es weniger Mess- und Umrechnungsprobleme; allerdings stören hier klimatische Unterschiede (Energiekonsumation z.B. für Heizung). Dieser Störeffekt ist allerdings bei der Betrachtung der Veränderung nicht von Bedeutung.

Partielle Korrelationskoeffizienten
(und einfache Koeffizienten)

N = 25



N = 17



* t = 2.62; p = 1%

** t = 2.07; p = 2.5%

Zum Vergleich:
Ergebnisse mit I in der entsprechenden Periode r_p = -.71 r_p = -.71

Die Korrelationsergebnisse zeigen, dass der Zusammenhang zwischen der Präsenz von Multi-Töchtern und der materiellen Entwicklung, gemessen an der Energiekonsumation pro Kopf, zwischen 1955 und 1970 ebenfalls signifikant negativ ist.

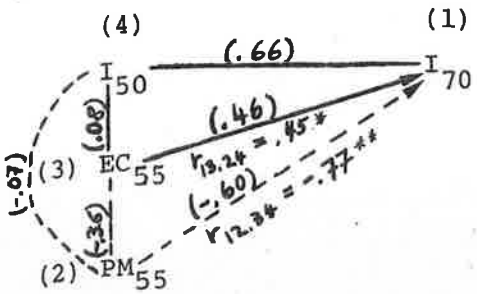
Die negative Beziehung mit der Veränderung des Prokopfeinkommens ist jedoch deutlich enger. Wenn wir davon ausgehen, dass das Prokopfeinkommen eher die Einkommenskomponente (Outputgrösse) und die Energiekonsumation p.K. eher die Kapazitätskomponente (oder die Inputgrösse) der wirtschaftlichen Entwicklung repräsentiert, dann lässt sich aufgrund der obigen Ergebnisse vermuten, dass die Präsenz von Multi-Töchtern langfristig die Einkommensentwicklung stärker negativ als die industrielle Kapazitätsentwicklung beeinflusst. Das würde ineffiziente Kapazitätsüberhänge oder andersherum: eine Einkommenslücke in bezug auf das industrielle Produktionspotential bedeuten. Wenn sich diese Vermutung bestätigen würde, so könnte darin eine Teilerklärung dafür liegen, warum die Multi-Töchter langfristig eine relative Stagnation in unterentwickelten Gastländern bewirken.

Kritischer Test: Implikation durch die Art des Penetrationsindikators?

Es ist denkbar, dass die Art der Operationalisierung der kausalen Variable PM das negative Ergebnis gleichsam als Implikation hervorbringt. PM wurde ausgehend von dem Bestand an Tochterunternehmen der grössten 400 Multis durch die Division mit der Energiekonsumation (EC) des Gastlandes standardisiert. EC_{55} ist zwar nicht mit I_{50} und I_{55}, wohl aber signifikant positiv mit I_{70} assoziiert, d.h. EC hat einen positiven Einfluss auf die Einkommensentwicklung. Es ist nun denkbar, dass sich bei der Gewinnung von PM infolge der Division durch EC ein negativer Einfluss von PM auf die Einkommensentwicklung gleichsam als statistische Implikation ergäbe, ohne dass die Präsenz von Multis damit etwas zu tun hätte. Dies zu überprüfen ist einfach, indem man nämlich die negative Kovarianz zwischen PM und EC statistisch kontrolliert.

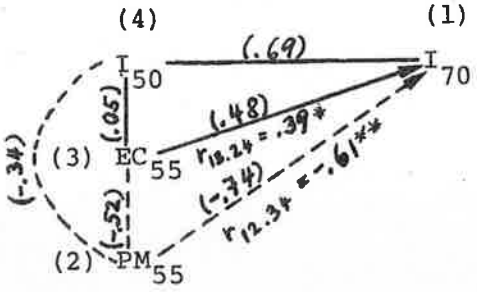
Partielle Korrelationskoeffizienten zweiter Ordnung
(in Klammern: einfache Koeffizienten)

N = 25



* t = 2.33; p = 1.5%
**t = 5.49; p < 0.05%

N = 17



* t = 1.51; p = 7.5%
**t = 2.79; p = 0.75%

Die negative Beziehung zwischen dem Penetrationsgrad und der Einkommensentwicklung bleibt signifikant, auch wenn man die Energiekonsumation statistisch kontrolliert, die einen unabhängigen positiven Einfluss auf die Einkommensentwicklung hat.

Einfluss der Grösse des penetrierten Landes

Die Energiekonsumation (EC) als Mass für das industrielle Potential ist auch ein Mass für die absolute Grösse des modernisierten Sektors, dem Marktpotential für die sich entwickelnde Industrie. Die vorangegangene Korrelationsübersicht zeigt, dass EC einen positiven Einfluss auf die Einkommensentwicklung hat. Andererseits ist EC aber mit dem Penetrationsgrad negativ assoziiert, d.h. die geringe Marktgrösse und die Penetration kumulieren in ihren relativen Stagnationswirkungen (ähnlich wie im Falle der Einkommenskonzentration und dem Penetrationsgrad; vgl. weiter vorne). Die negative Langzeitwirkung von PM wird demnach gemildert, wenn die internen Märkte vergleichsweise grösser sind; sie wird verstärkt, wenn diese klein sind.

Eine Frage, die es zu beantworten gilt, lautet, warum kleinere Länder relativ mehr von Multis penetriert werden, obwohl die bescheidene Grösse ihrer internen Märkte ein vergleichsweise geringeres Wachstum zulässt und Stagnationstendenzen früher auftreten (vgl. hierzu weiter hinten Punkt 3).

2.3 Vergleich mit anderen Ergebnissen

Vergleicht man unsere Ergebnisse mit den eingangs angeführten Ergebnissen ähnlicher Analysen von Chris Chase-Dunn (27), so ist festzuhalten, dass der negative Zusammenhang zwischen der Präsenz von Multis und der Einkommensentwicklung von 1950 bis 1970 und der positive Zusammenhang mit der Einkommenskonzentration bzw. der Ungleichheit der Einkommensverteilung mit unserem Mass der Penetration der Industrie im Rahmen von 25 Ländern, die sich im Industrialisierungsprozess befunden haben, bestätigt werden können.

Ueber die Ergebnisse von Chase-Dunn hinaus konnten wir zum einen nachweisen, dass die Penetration langfristig (20 Jahre) stärker negativ wirkt als kurzfristig. Eine Zunahme der Präsenz von Manufaktur-Multis hat - wenn man diese unabhängig von der erreichten Penetration betrachtet - zuerst, d.h. in der Periode der Zunahme, einen positiven Effekt auf die Entwicklung des Einkommens pro Kopf, der allerdings rasch abnimmt (nach fünf Jahren) und nach unseren Ergebnissen noch innerhalb einer 10-Jahresperiode in einen deutlich negativen Effekt umschlägt. Weiter konnten wir nachweisen, dass die langfristigen Stagnationseffekte der abhängigen Industrialisierung umso ausgeprägter sind, je kleiner das industrielle Potential und das Marktpotential des penetrierten Landes sind.

Neben der grundsätzlichen Uebereinstimmung mit den Ergebnissen von Chase-Dunn ist hervorzuheben, dass der von uns verwendete Indikator für die Präsenz von Multis in der verarbeitenden Industrie die Unterschiede in der Einkommensentwicklung zwischen 25 Ländern erheblich besser erklären kann. Während Chase-Dunn maximal 25% der Residualvarianz der Einkommensentwicklung in 38 unterentwikkelten Ländern zwischen 1950 und 1970 mit der Kapitalabhängigkeit von Multis erklären konnte, erklärt unser Mass für die Präsenz von Manufaktur-Multis rund 55% der Residualvarianz im gleichen Zeitraum. Wahrscheinlich haben demnach die Manufaktur-Tochterunternehmen der grössten 400 Multis einen noch negativeren Effekt als es Chase-Dunn indirekt nachweisen konnte.

3. GRUNDZUEGE EINER THEORETISCHEN ERKLAERUNG

Die nachfolgende Erklärung ist in zwei Hinsichten einseitig, einmal, weil in der gebotenen Kürze nicht alle wichtigen Aspekte wirklich theoretisch entwickelt noch eingeschlossen werden können; dann aber noch, weil wir bewusst eine in unseren Augen bedeutsame Konsequenz der abhängigen Industrialisierung, die frühzeitige und sehr hohe Monopolisierung - ein Tatbestand, den wir sonst in der Regel

allenfalls in Nebensätzen erwähnt finden - hier in den Vordergrund stellen. Bei einer solchen Betrachtung erweist sich die abhängige Industrialisierung als eine Entwicklung, die unter gegebenen Randbedingungen zu einer vorzeitigen wirtschaftlichen Stagnation führt.

Für die sich verdichtende Evidenz eines im Vergleich zu Rohstoff-Multis negativeren Effektes von Manufaktur-Multis auf die Einkommensentwicklung in unterentwickelten Ländern finden wir in der Literatur keine Erklärungen. Die Wirtschaftssoziologie hat bisher das Problem der wirtschaftlichen Stagnation, das heute zur zentralen Entwicklungsproblematik gehört, zu wenig beachtet oder sogar bagatellisiert; dies zeigen Formulierungen wie diese: "Man kann sagen, dass die ökonomischen Probleme der wirtschaftlichen Entwicklung verhältnismässig einfach liegen, während ihre sozialen und politischen Aspekte komplex und schwer zu fassen sind" (28). Dass das Problem wohl kaum so formuliert werden kann, haben die empirischen Evidenzen gezeigt. Es gilt demnach vordringlich, die Stagnationswirkungen der abhängigen Industrialisierung in unterentwickelten Ländern zu erklären.

Nach der an anderer Stelle dargestellten Theorie der Unternehmensentwicklung im kapitalistischen System (29) ist die Grösse des Marktes eine entscheidende Steuerungsvariable der Wachstumsdynamik. Expansionsgrenzen und die sich daraus ergebende Gefahr der Stagnation des Wachstums sind danach (zumindestens immer latente) natürliche Begleiterscheinungen des Wachstumsprozesses. Das unternehmerische Wachstumsstreben wird allerdings nicht notwendigerweise an solchen Expansionsgrenzen gebrochen. Vielmehr bewirkt die Konkurrenz einmal, dass aggressive, erfindungsreiche und ihrer Umwelt gegenüber mächtige Unternehmen auf Kosten anderer Unternehmen weiter wachsen können und absolut und relativ an Grösse zunehmen, weiter, dass durch die Erfindung von neuen und durch die Verbesserung von bekannten Produktionsverfahren und Produkten, die aus dem Konkurrenzkampf resultieren können, im Gesamtsystem eine induzierte Marktvergrösserung stattfinden kann. Zudem kommen die führenden Unternehmen durch die den Konkurrenzkampf begleitende Konzentration leichter in die Lage, die für neue Produktionsverfahren nötigen, in ihrer absoluten Höhe wachsenden Investitionsmittel aufzubringen.

Für ein fortgesetztes dynamisches Wachstum - d.h., dass es nicht zu einer die Konzentration und die damit verbundenen relativ höheren theoretischen Profite begleitende Ueberakkumulation bzw. Unterkonsumation kommt, wobei der Konsum hinter der aus der Profitmasse möglichen Kapazitätsausweitung zurückbleibt - ist eine wichtige

Bedingung, dass parallel zum Konzentrationsprozess starke aber im Rahmen der kapitalistischen Logik kooperationsbereite Gewerkschaften sich entwickeln, deren Forderungen nach Reallohnerhöhung letztlich im langfristigen Interesse aller Unternehmen liegen, wie sehr sie sich im konkreten Fall auch gegen Reallohnerhöhungen wehren oder die genannte Grundtatsache ideologisch ablehnen mögen. Denn die reale Kaufkrafterhöhung breiter Massen dehnt die Märkte aus und schafft neue Märkte, weil mit der Einkommenserhöhung potentiell auch eine qualitativ neue Nachfrage - und deshalb wiederum neue Investitionschancen - entstehen, die eine fortschreitende Diversifikation der industriellen Tätigkeit ermöglichen und damit die beständig drohenden Wachstumsgrenzen immer wieder hinausschieben.

Die Präsenz von militanten aber systemkonformen Gewerkschaften und mehr noch deren faktische Erfolge bei der Durchsetzung von substantiellen Reallohnerhöhungen haben u.a. erwähnenswerte Rückwirkungen auf den technischen Wandel. In dem Masse, wie die Reallöhne steigen, ersetzen die führenden Unternehmen vermehrt Arbeitskräfte durch neue Produktionsverfahren, die durch die veränderten Produktionsfaktorenpreise profitabel werden. Dies alimentiert einerseits den technischen Fortschritt, andererseits wird dieser in eine bestimmte Richtung gelenkt. Insofern als nämlich der technische Wandel zunehmend von den Grossunternehmen beherrscht wird, wird er eher in Richtung einer Erleichterung grosser Produktionsserien gehen. Diese Entwicklung wird selbstverständlich dadurch unterstützt, dass die Wirtschaftlichkeit von Unternehmen in weiten Grössenbereichen mit der Grösse wächst. In allen Wirtschaftszweigen, besonders aber in den stärker konzentrierten, in denen auch im Durchschnitt absolut grössere Unternehmen vorherrschen, wächst daher aufgrund der sich entfaltenden Technik die "optimale" Betriebsgrösse (30).

Ohne Zweifel verschärft die Monopolisierung (insbesondere im Sinne oligopolitischer Marktstrukturen), die mit dem (durchaus nicht immer kontinuierlich fortschreitenden) Konzentrationsprozess häufiger und schliesslich vorherrschend wird, das Problem der drohenden Expansionsgrenzen infolge von Marktsättigung: Unter Monopolbedingungen fällt ein beständig wachsender theoretischer Ueberprofit an, der aus Gründen der Marktsättigung und des Reaktionsverhaltens im Oligopol im Rahmen der bestehenden industriellen Tätigkeit der betreffenden Unternehmen nicht mehr profitabel eingesetzt und verwertet werden kann.

Gleichzeitig nehmen aber auch mit der relativ und absolut höheren theoretischen Profitmasse (als Konsequenz

der Monopolisierung) die Möglichkeiten zu, die Wachstumsgrenzen, die sich aus der Marktsättigung (und im Gesamtsystem als Folge drohender Unterkonsumation) ergeben, zu überwinden.

Hier ist einmal die Strategie der Institutionalisierung des technischen Fortschritts zu nennen. Beständig wird dabei das investierte Kapital entwertet und eine Nachfrage nach neuen Kapitalgütern geschafften. Zusätzlich ist die Diversifizierung der industriellen Tätigkeiten durch die führenden Unternehmen zu nennen, wodurch sich für diese selbst wie auch für andere Unternehmen (z.B Zulieferer) neue Marktchancen eröffnen; dann die Erschliessung von Exportmärkten, wodurch sich die betreffenden Unternehmen von der inländischen Nachfrageentwicklung teilweise lösen können und trotzdem gleichzeitig die inländische Produktion erhöhen; und schliesslich die Multinationalisierung, mit der auch in den Ursprungs- und Leitungssitzländern der Konzerne Expansionschancen verbunden sind, insbesondere durch Exporte und durch wachsende Verwaltungs- und Dienstleistungsaufgaben. Die genannten Unternehmensstrategien zur Ueberwindung von Wachstumsgrenzen unter Bedingungen fortgeschrittener Monopolisierung (bei einer Betrachtung des Gesamtsystems sind in diesem Zusammenhang ferner die komplementären staatlichen Aktivitäten in bezug auf eine Einkommensumverteilung und in bezug auf eine autonome Nachfrageerzeugung sowie der erwähnte Effekt systemkonformer Gewerkschaften zu berücksichtigen) stehen in einem empirisch deutlich nachweisbaren Zusammenhang mit der Konzentration und daneben zusätzlich, aber deutlich weniger ausgeprägt, mit der Unternehmensgrösse.

Ob man die genannten Strategien, die eine Expansion immer wieder ermöglicht haben, letztlich als geeignet ansehen kann, Stagnationsgefahren auch zukünftig zu überwinden, oder ob langfristig die Stagnation unausweichliches Schicksal des ausgereiften, monopolistischen Kapitalismus ist, wollen wir hier nicht untersuchen. Die Frage ist in den Theorien des wirtschaftlichen Wandels sehr unterschiedlich beantwortet worden. Theoretiker der marxistischen Schule haben praktisch ausnahmslos die Stagnation als "letztlich" unausweichlich betrachtet, aber auch andere Theoretiker wie Hansen, Steindl und Sylos-Labini. Dagegen kommen aufgrund des gleichen Grundtatbestandes der zunehmenden Monopolisierung Schumpeter, Galbraith u.a. zu der Ansicht, dass die führenden Unternehmen unter monopolistischen Bedingungen sehr wohl weiterhin dynamische Elemente und Motoren des wirtschaftlichen Wachstums sein können.

Unsere Fragestellung hier ist eine etwas andere: Wie wirkt das System des ausgereiften Kapitalismus, das

sich im Prozess der Multinationalisierung im Weltrahmen ausdehnt, wenn es in unterentwickelte Länder eindringt und eine abhängige Industrialisierung in Gang setzt, in Ländern, deren interne Ausgangsmärkte in der überwiegenden Mehrzahl vergleichsweise sehr klein gewesen sind und immer noch sind (und zwar sowohl bei einem synchronen Vergleich wie auch bei einem historischen Vergleich mit den Startbedingungen der westlichen Industrieländer). An anderer Stelle haben wir bereits darauf hingewiesen, dass die interne Marktgrösse bei einer endogenen wirtschaftlichen Entwicklung ein wesentlicher Prädiktor für die Geschwindigkeit und die Höhe der industriellen Konzentration ist (32). Bei exogen induzierter Industrialisierung wird die inverse Beziehung zwischen Marktgrösse und Konzentration, mit der die Chancen der Monopolisierung (im Sinne des Vorherrschens oligopolistischer Angebotsstrukturen) steigen, theoretisch sehr viel ausgeprägter. Da die Konzentration im Ursprungsland eine wesentliche Determinante für die Multinationalisierung der führenden Unternehmen ist (33), geht mit der Institution des multinationalen Konzerns eine Uebertragung der Konzentration als Folge der technologisch-organisationellen Ueberschichtung in den Ländern, die sie penetrieren, einher (34).

Meir Merhav (35) hat mit der konsequenten Anwendung der Monopoltheorie (36) auf die Bedingungen in sich industrialisierenden unterentwickelten Ländern eine Pionierleistung vollbracht. Er behandelt allerdings nur die indirekt (d.h. technologisch) abhängige Industrialisierung; die organisationellen Aspekte der Institution des multinationalen Konzerns werden noch nicht in die Analyse mit aufgenommen. Im Unterschied zum klassischen und konventionellen Denken gelangt er zu neuen Folgerungen über die Konsequenzen der abhängigen Industrialisierung: nämlich vorzeitige Stagnation. "Spreading monopolization, as the almost immediate result of industrial growth, means that price competition, freedom of entry, constant returns to scale - all the fundamental prerequisites for the classical process of continual growth in a private-enterprise system - do not exist from the outset. And since the offsetting mechanisms which have in the course of time appeared in the advanced countries have, in the less developed, no time to emerge or are much feebler, their growth is likely to be arrested prematurely" (37).

Bisher hatte es aus Gründen der unterstellten Analogie zur wirtschaftlichen Entwicklung der westlichen Länder immer nahegelegen anzunehmen, dass die unterentwickelten Länder nach einem "take-off" im dann folgenden Prozess der Industrialisierung alle Stufen in ähnlicher Form - wenn auch schneller - durchlaufen wie die west-

lichen Länder in der Vergangenheit. Diese Vorstellung ist praktisch in allen Modellen des wirtschaftlichen Fortschritts enthalten, so z.B. bei Rostow und Fourastié. Auch Marx, der trotz seiner fundamentalen Kritik die mögliche Dynamik des Kapitalismus als Wegbereiter der Entfaltung der Produktivkräfte in einer historisch notwendigen Phase würdigte, dachte ähnlich: "Das industriell entwickeltere Land zeigt dem minder entwickelten nur das Bild der eigenen Zukunft" (38).

In solchen Modellen einer in unabänderlicher Reihenfolge fortschreitenden Entwicklung von industrieller Unausgereiftheit zur Reife wird für die Entwicklungsländer ein klassisches Wettbewerbssystem mit anfangs schier unerschöpflichen Expansionschancen postuliert. Stagnationsgefahren infolge abnehmender Investitionsmöglichkeiten und Unterkonsumption als wachsende Bedrohung der Wachstumsdynamik im ausgereiften und hochkonzentrierten Kapitalismus kommen - weil die dafür verantwortlichen Momente für Länder im Industrialisierungsprozess angeblich noch nicht zutreffen - nicht in den Blick. Soweit Monopole in sich industrialisierenden Ländern empirisch ausgemacht werden, erscheinen sie in der Interpretation in der Regel als feudale Relikte und nicht als normale Begleiterscheinung der Industrialisierung bereits in ihren Anfängen.

Eingedenk der Tatsache, dass z.B. 1965 mehr als 70% UNO-Mitgliedstaaten eine Bevölkerung von weniger als 10 Mio. aufweisen (39) und unter zusätzlicher Berücksichtigung des geringen Einkommens pro Kopf und dessen ungleicher Verteilung, wodurch die unterentwickelten Länder in der Mehrzahl extrem kleine Märkte aufweisen, kann Merhav zur konsequenten Folgerung gelangen, dass ähnliche Kräfte, die in den fortgeschrittenen kapitalistischen Systemen erst Stagnationstendenzen bewirken, nachdem dort ein hohes Niveau der wirtschaftlichen Entfaltung erreicht worden ist, im typischen unterentwickelten Land bereits in den Anfängen des industriellen Wachstums wirken. Die Begründung dafür ist die - von uns bereits hervorgehobene - schneller voranschreitende und im Niveau bereits zu Anfang höhere gesamtindustriellen Konzentration in Funktion zur geringen Marktgrösse (40). Die Stagnationstendenzen infolge der Monopolisierung sind geeignet, das Wachstum nach einem anfänglichen Entwicklungsspurt, in dessen Verlauf sich die Monopolisierung noch verstärkt, zum Stillstand zu bringen. Diese destruktiven Konsequenzen der Monopolisierung ergeben sich im Unterschied zu den hochentwickelten Ländern, weil "the mechanisms by which the advanced country can counteract or stave off such stagnation tendencies are,in the underdeveloped economy, both fewer and less effective" (41).

Durch die Institution des multinationalen Konzerns wird das Problem der frühzeitigen Monopolisierung infolge der kombinierten technologischen und organisationellen Ueberschichtung noch verschärft.

Zunächst ist zu erwähnen, dass die Multis weltweit vornehmlich in den stark oligopolisierten Industrien operieren, in denen die Kapitalintensität und die optimale Betriebsgrösse bereits in den hochentwickelten Ländern weit überdurchschnittlich sind (42). Weil die Oligopolisten, da sie Märkte und Preise beherrschen, zuallererst an der Ausweitung ihrer Märkte interessiert sind und erst in zweiter Linie an billigen Arbeitskräften, übertragen sie die kapitalintensiven Produktionsweisen auch in Länder, in denen Arbeitskräfte relativ billig sind. Im unterentwickelten Land wird dadurch aber das Entstehen einer breiten Kaufkraft verhindert. Wohl zahlen die Multis in der Regel ihrer Belegschaft überdurchschnittliche Löhne und Gehälter, aber die dadurch entstehende Kaufkraft ist in wenigen Händen konzentriert und stellt kein nennenswert breites Marktpotential dar. Giovanni Arrighi hat auf die damit wahrscheinliche Spirale hingewiesen: "Die Anwendung kapitalintensiver Techniken wiederum bedeutet im allgemeinen, dass die Lohnkosten einen geringeren Anteil an den gesamten Betriebskosten ausmachen, als es sonst der Fall wäre, und damit erhöht sich die Bereitschaft des einzelnen Konzerns, Lohnerhöhungen zu gewähren; dies verstärkt wiederum die Tendenz zu einer kapitalintensiven (oder arbeitskräftesparenden) Entwicklung, und daraus kann eine "Spirale" werden" (43). Im Gegensatz zur Situation in den hochentwickelten Ländern, in denen der gewerkschaftliche Organisierungsgrad sehr viel höher ist, können die Gewerkschaften in unterentwickelten Ländern, wenn sie nur die schmale Schicht der "Arbeiteraristokratie" in Lohnkämpfen vertreten, nicht das drohende Problem gesamtgesellschaftlicher Unterkonsumation im Verhältnis zu den installierten Produktionskapazitäten abwenden helfen.

Weiter ist aus der an anderer Stelle entwickelten Oligopoltheorie (44), die u.a. die Verlagerung der Rivalität zwischen Oligopolisten von den konsolidierten auf die noch freien und potentiellen Märkte postuliert (45), ableitbar, dass unterentwickelte Länder im Rahmen des oligopolistischen Wettlaufs und des Reaktionsverhaltens unabhängig davon penetriert werden, ob die Märkte auch genügend gross sind, damit alle beteiligten Unternehmen mit ausreichender Kapazitätsauslastung produzieren können. F.T. Knickerbocker hat dies empirisch nachweisen können: " ... industry leaders tended to counter one another's foreign direct investments regardless of scale considerations. Of course the first member of an industry to make a direct investment in any particular country probably

waited until scale advantages were attainable. But once one firm set foot in the foreign market, its near rivals hastily followed even though it meant that all might have to operate at suboptimal levels of output. Thus, in their rush to offset their rivals' gains, firms oftentimes ignored the links between market size and scale constraints"(46). Das Verhalten der Oligopolisten verstärkt mithin noch die bereits strukturell in der Disparität zwischen Marktgrösse und technologisch vorgegebener optimaler Ausstossmenge angelegten Stagnationstendenzen. Eine ungenügende Kapazitätsauslastung tritt deshalb noch früher auf, und so werden frühzeitig Reinvestitionen von Gewinnen verhindert, denn einer der wichtigsten Faktoren, der die Investitionsentscheidungen beeinflusst, ist bekanntlich die Kapazitätsauslastung (47). Die Entkapitalisierung der penetrierten Länder ist unter den genannten Bedingungen eine frühzeitige Konsequenz.

Ferner ist zu erwähnen, dass die technologisch-organisationelle Ueberschichtung durch Multis in unterentwickelten Ländern auch deshalb die Konzentration schneller vorantreibt, weil nahezu die Hälfte aller Tochterunternehmen in der verarbeitenden Industrie, die nach dem zweiten Weltkrieg in die grössten Konzerne eingegliedert wurden, durch Aufkauf oder durch Beteiligungen erworben wurden (48).

Schliesslich trägt die Institution des multinationalen Konzerns mit dazu bei, dass der Industrie in den unterentwickelten Ländern die Diversifikation als potentielle, die Stagnation überwindende Strategie kaum offensteht. Dies liegt an dem geringen Entscheidungsspielraum und dem hohen Spezialisierungsgrad der Tochterunternehmen. Die Konzernfunktionen, in denen der technische Fortschritt und die Produktinnovationen institutionalisiert sind, bleiben organisationell den Konzernzentralen in den hochentwickelten Ländern angegliedert. Innovative Diversifikation läuft im Rahmen von Produktzyklen innerhalb der konzerninternen Arbeitsteilung von oben nach unten (49).

Hierzu kommen interne strukturelle Hindernisse. Je mehr Unternehmen bei ihren Diversifikationsbestrebungen die Märkte des relativ breiten Massenkonsums verlassen, desto enger werden die potentiellen Märkte (wegen der sehr ungleichen Einkommensverteilung in unterentwickelten Ländern) und desto stärker würde sich bei Diversifikationsbestrebungen die Disparität zwischen der technologisch vorgegebenen optimalen Ausstossmenge und der Grösse des Marktes bemerkbar machen und das Problem der unausgelasteten Kapazitäten verschärfen. Knickerbocker kann dann auch beobachten, dass "up through the middle of the 1960s U.S. industry tended to manufacture a narrower line of

products in its foreign plants than it manufactured in its plants at home" (50). In unterentwickelten Gastländern ist die Diversifikation der Multis mit Sicherheit noch erheblich geringer.

Die Erschliessung von Exportmärkten fällt für die unterentwickelten Länder ebenfalls nicht nennenswert in Betracht, denn ihre Industrien sind auf dem Weltmarkt nicht konkurrenzfähig, u.a. weil auch in unterentwickelten Ländern relativ sehr grosse Unternehmen auf dem Weltmarkt häufig dennoch "Zwerge" sind, und weil die Industrieländer sich gegen die Industrieimporte mittels Handelshemmnissen (nicht nur Zölle) wehren. Zudem gehört es zur Logik der oligopolistischen Manufaktur-Multis (im Gegensatz zu den vergleichsweise schwach konzentrierten Run-away Industrien), dass sie die Länder zur Abdeckung des lokalen Bedarfs penetrieren; eine internationale Konkurrenz um Exportmärkte zwischen ihren Tochterunternehmen würde sich negativ für sie auswirken. Eine solche Politik der Marktaufteilung wird daran sichtbar, dass in den Lizenzverträgen der Multis mit den eigenen Tochterunternehmen häufig Exportverbotsklauseln explizit eingebaut sind.

Im Hinblick auf die Unterschiede zwischen Rohstoff- und Manufaktur-Multis muss zunächst darauf verwiesen werden, dass Manufaktur-Multis im Durchschnitt sehr stark am lokalen Absatz orientiert sind. Ende der 60er Jahre vermarkteten alle US-Manufaktur-Multis in unterentwickelten Ländern rund 90% ihrer Produktion lokal, während die Rohstoff-Multis insgesamt nur rund 17% lokal verkauften (51), mithin auf den Weltmarkt ausgerichtet waren, von dessen Dynamik - und nicht von der Dynamik des nationalen Marktes - sie abhängig waren. Sie sind deshalb viel weniger mit der nationalen Industrieentwicklung verknüpft. Zwar mögen von den Rohstoff-Multis indirekte negative Einflüsse auf die Industrieentwicklung ausgehen, die z.T. auch über das politische System laufen. Andererseits kann darauf hingewiesen werden, dass sich durch die Ausbeutung von Rohstoffen die fungiblen nationalen Ressourcen in den betreffenden Ländern infolge von staatlicher Abschöpfung und von Deviseneinnahmen erhöhen. Diese Ressourcen könnten der Industrialisierung zugute kommen, und sie wären in der Regel ohne Rohstoff-Multis nicht vorhanden (52).

Multis in der verarbeitenden Industrie hingegen interagieren typischerweise direkt mit den Industriestrukturen und transformieren diese in einer Weise, die langfristig die Dynamik stoppt und Stagnation bewirkt. Dies ist unter sonst gleichen Bedingungen umso eher und umso früher der Fall, je kleiner die penetrierten Länder sind, wie wir auch empirisch nachweisen konnten.

Die Beantwortung der Frage, inwieweit Massnahmen wirtschaftspolitischer Art, die den unterentwickelten Ländern offenstehen, die Stagnation im Rahmen der abhängigen Entwicklung zu mildern vermögen, bedarf einer detaillierten theoretischen und empirischen Analyse (53).

NOTEN: REFERENZEN UND BEMERKUNGEN

1. Peter Heintz, Ein soziologisches Paradigma der Entwicklung mit besonderer Berücksichtigung Lateinamerikas, Stuttgart: Enke, 1969, (spanische Originalausgabe: Buenos Aires, 1968); Peter Heintz (ed.), A Macrosociological Theory of Societal Systems With Special Reference to the International System, Bern, Stuttgart, Vienna: Huber, 1972, Vol. I and II; Peter Heintz with the collaboration of Suzanne Heintz, The Future of Development, Bern, Stuttgart, Vienna: Huber 1973 (erweiterte deutsche Ausgabe, 1974).

2. Bert F. Hoselitz, "Wirtschaftliches Wachstum", in: Wilhelm Bernsdorf (Hg.) Wörterbuch der Soziologie, Frankfurt: Fischer, 1972, Bd. III, S. 918.

3. Eine indirekt abhängige Industrialisierung würde vorliegen, wenn ausschliesslich autochthone Unternehmer die Industrialisierung nach Vorbildern der entwickelten Industrieländer betreiben.

4. United Nations (Department of Economic and Social Affairs), Multinational Corporations in World Development, New York: U.N., 1973, S. 49.

5. Chris Chase-Dunn (Stanford University, Department of Sociology), "The Effects of International Economic Dependence on Development and Inequality: A Cross-National Study", Paper presented at the Annual Meeting of the American Sociological Association, Montreal, August 1974.

6. James W. Vaupel and Joan P. Curhan, The World's Multinational Enterprises. A Sourcebook of Tables Based on a Study of the Largest U.S. and Non-U.S.-Manufacturing Corporations, Boston: Harvard University Press, 1973, S. 64-79 und S. 355-360.

7. Rudolf Bautz, Werner Bornemann et al., "Diachronic Data for the Main Development Variables: Preliminary Analysis", in: Peter Heintz (ed.), 1972, op. cit., Vol. I, S. 75ff.

8. Obwohl dieser Bereich eher willkürlich ausgegrenzt wurde, schliesst er doch relativ zuverlässig etliche sehr einkommensschwache Entwicklungsländer aus, die in der Regel kaum nennenswerte Industrialisierungsansätze auf-

weisen. Andererseits schliesst das Auswahlkriterium Länder aus, die gemessen am Prokopfeinkommen 1955 deutlich höher liegen als das Testsample und wohl in mancher Hinsicht nicht mehr vergleichbar sein dürften. Aufgrund des Auswahlkriteriums liegen Anfang der 50er Jahre einige Länder im betrachteten I-Bereich, die heute eher den entwickelten Ländern zugerechnet werden, nämlich: Finnland, Italien, Japan, Oesterreich.

9. Folgende Länder werden dadurch ausgeschlossen: Malaysia, Rhodesien, Sambia.

10. Der Iran würde den Auswahlkriterien genügen; es fehlen aber die I-Werte für 1950 und 1955, deshalb kann er nicht eingeschlossen werden.

11. Bruce M. Russett et al., World Handbook of Political and Social Indicators, New Haven: Yale University Press, 1964, S. 293ff.

12. Nur Peru und Portugal in unserem Sample werden von Russett et al. nicht als 'Industrial Revolution', sondern als 'Transitional Societies' eingestuft.

13. Zur Methode vgl. auch David R. Heise, "Problems in Path Analysis and Causal Inferences", in: E.F. Borgatta and G.W. Bornstedt (eds.), Sociological Methodology, San Francisco: Jossey-Bass, 1969, S. 65f.

14. Vgl. George W. Bornstedt, "Observations on the Measurement of Change", im in Note 13) zitierten Sammelband, S. 118ff.

15. Ibid. Unstandardisierte Regressionskoeffizienten sind nur noch überlegen, wenn es sich um echte Samples aus einer grösseren Population handelt, dann ist nämlich der b-Wert (nicht der β-Wert) relativ stabil, weil er nicht von der Standardabweichung direkt abhängt, die von Sample zu Sample sich ändern mag. Im vorliegenden Falle sind die Methoden gleichwertig, weil es sich um Totalsamples handelt.
Die partiellen Korrelationen sind den 'part' Korrelationen, bei denen nur die abhängige Variable residualisiert wird, dann deutlich überlegen, wenn die unabhängige Variable mit der abhängigen bereits zum früheren Zeitpunkt assoziiert ist, was in der Regel der Fall ist.

16.

		$\bar{I}_{1950}$	$\bar{I}_{1970}$	Regression
Länder im Industrialisierungsprozess	(N=25)	13.12	31.66	$(\hat{I}_{70} = 1.73951_{50} + 8.8460;\ r=.6551)$
Kapitalistische Länder	(N=17)	13.63	28.63	$(\hat{I}_{70} = 1.66881_{50} + 5.8868;\ r=.6870$
Sozialistische Länder	(N=8)	12.04	38.12	$(\hat{I}_{70} = 2.68611_{50} + 5.7882;\ r=.9095$
Zum Vergleich: Hochentwickelte Länder *	(N=13)	48.64	88.65	$(\hat{I}_{70} = 1.06491_{50} + 36.8460;\ r=.8856)$

* Mit dem höchsten Prokopfeinkommen (ohne Neu Seeland, weil der Wert für 1970 fehlt): USA, Kanada, Schweiz, Luxemburg, Schweden, Australien, Belgien, Grossbritannien, Norwegen, Dänemark, Frankreich, Bundesrepublik, Niederlande.

17. Als Mass für die Einkommensentwicklung gilt: $I_{70Ri} = I_{70i} - \hat{I}_{70i}$, wobei: i = 1, 2, 3 ... 25, und $\hat{I}_{70}$ nach der ersten Formel in Note (16). Es lassen sich dann folgende Regressionsgeraden der Einkommensentwicklung in Abhängigkeit vom Penetrationsgrad bestimmen:

$$\hat{I}_{70R} = -3.2643PM_{55} + 9.0626 \quad (N=25,\ r=-.7335)$$
$$\hat{I}_{70R} = -3.8475PM_{55} + 11.9209 \quad (N=17,\ r=-.6789)$$
$$\hat{I}_{70R} = 0.0000PM_{55} + 8.0875 \quad (N=8,\ r=.0000)$$

18. Bert F. Hoselitz, "Fortgeschrittene und unterentwickelte Länder: Eine Untersuchung von Entwicklungsgegensätzen", in: B.F. Hoselitz, Wirtschaftliches Wachstum und sozialer Wandel, Berlin, 1969.

19. Simon Kuznets, "Economic Growth and Income Inequality", in: American Economic Review, Vol. 49, March 1955, S. 1-28; und derselbe, "Quantitative Aspects of the Economic Growth on Nations", Chap. VIII: Distribution of Income by Size, in: Economic Development and Cultural Change, Vol. 11, No. 2, Pt. 2, Jan. 1963, S. 1-80; Gunnar Myrdal, Economic Theory and Underdeveloped Regions, London: Duckworth, 1957; vgl. auch: R. Weisskoff, Income Distribution and Economic Growth: An International Comparison, Unpublished doctoral disseration, Harvard University, 1969; und: Irma Adelman and Cynthia T. Morris, Economic Growth and Social Equity in Developing Countries, Stanford: Stanford University Press, 1973.

20. Chris Chase-Dunn, 1974, op.cit., S. 34f.

21. Charles Lewis Taylor and Michael C. Hudson, World Handbook of Political and Social Indicators, Second Edition, New Haven: Yale University Press, 1972, S. 263f. (Beschreibung: S. 212ff.).

22. Hollis Chenery and Moises Syrquin, Patterns of Development, 1950-1970, Published for the World Bank by Oxford University Press, 1975, S. 196ff.; und: H. Chenery, M.S. Ahluwalia, C.L.G. Bell, J. Duloy, R. Jolly, Redistribution With Growth, A Joint Study by the World Bank's Development Research Center and the Institute of Development Studies at the University of Sussex, Oxford University Press, 1974, S. 8f.

23. Vgl Chris Chase-Dunn, 1974, op.cit., S. 34f.

24. Folgende Durchschnitts- und Streuungswerte für Masse der Einkommenskonzentration können berechnet werden (es ist im Auge zu behalten, dass sich die Werte vieler Länder nicht auf das gleiche Jahr beziehen, siehe auch weiter hinten die Datenmatrix):

Einkommenskonzentration nach Haushalten/Individuen (vor Steuern)

		Anteil der obersten 20%, um 1965		Anteil der untersten 40%, um 1965	
		μ	(δ)	μ	(δ)
Länder im Industrialisierungsprozess	(N=18)	49.25%	(10.58)	15.53%	(6.78)
Kapitalistische Länder	(N=13)	54.72%	(6.08)	12.25%	(4.24)
Sozialistische Länder	(N= 5)	35.04%	(4.00)	24.06%	(3.61)

M.S. Ahluwalia, in: H. Chenery et al., 1974, S.6, (vgl. Note 22), weist auf die Möglichkeit hin, dass die Ungleichheit im Falle der sozialistischen Länder etwas unterschätzt sein könnte: "[10] Income distribution data for these countries may overstate income equality since they frequently refer to 'workers', which may exclude workers outside the state system who are usually in the lower income ranges."

25. Vgl. George W. Bornstedt, 1969, op.cit., S. 125f.

26. Diese Störung ist umso grösser, je mehr PM_{55} mit I_{50} assoziiert ist. Das ist für das Sample der 17 kapitalistischen Länder stärker der Fall (vgl. dazu vorne: Punkt 2.2.1).

27. Chris Chase-Dunn, 1974, op.cit., insbesondere S. 18-36.

28. Bert F. Hoselitz, 1972, op.cit., S. 918.

29. Volker Bornschier, Wachstum, Konzentration und Multinationalisierung von Industrieunternehmen, Frauenfeld und Stuttgart: Huber, 1976 (i.D.).

30. Diese "Optimalität" ist nicht in einem ahistorischen und unsoziologischen Sinne zu verstehen, denn optimal bezieht sich wesentlich auch auf einen bestimmten institutionellen und strukturellen (Wettbewerbs- und Grössenstruktur) Rahmen.

31. Volker Bornschier, 1976, op.cit.

32. Ibid., Teil II, Kap. Eins, Tab. III.3; Teil III, Kap. Drei.

33. Ibid., Teil III; vgl. auch Frederick T. Knickerbocker, Oligopolistic Reaction and Multinational Enterprise, Boston: Harvard University Press, 1973, S. 53ff.; vgl. auch Howard J. Sherman, Profits in the United States. An Introduction to a Study of Economic Concentration and Business Cycles, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1968, insbesondere S. 136ff.

34. Volker Bornschier, 1976, bes. Teil III.

35. Meir Merhav, Technological Dependence, Monopoly and Growth, Oxford: Pergamon Press, 1969.

36. Merhav benutzt "Monopol" wie wir auch Monopolisierung häufig als Gattungsbegriff: "Where it is used in its technical meaning, together with terms such as oligopoly, this will be obvious from the context", S. 6.

37. Ibid., S. 6f.

38. Karl Marx, Das Kapital, Bd. I, Vorwort zur ersten (deutschen) Auflage.

39. Der Median der Bevölkerungsverteilung nach Ländern lag 1965 bei nur 5 Mio. Einwohnern; selbst das arithmetische Mittel betrug trotz einiger sehr grosser Länder nur 17 Mio.

40. Vgl. auch zur Ausführung des Arguments die Herleitung von Merhav, 1969, S.6: "More specifically, the argument is that development consists chiefly of the transplantation of an advanced technology into a backward economy which is unable to produce it endogenously, as the outcome of its own evolutionary process. The adoption of these alien techniques can only take place through the importation of the equipment that incorporates them. But this machinery has historically become adapted to the factor proportions and the scales of output appropriate to the size of the markets and the degree of specialization in its countries of origin. When it is introduced into the underdeveloped countries, which by definition have a low initial level of aggregate demand, the disparity between the scale of output to which it is geared and the extent of the markets, produces, at an

early stage of growth, an industrial structure in which technically inevitable monopolies are dominant."

41. Merhav, 1969, S. 6.

42. Bornschier, 1976, Teil III.

43. Giovanni Arrighi, "Multinationale Konzerne, Arbeiteraristokratien und ökonomische Entwicklung in Schwarzafrika", in: Dieter Senghaas (Hg.), Peripherer Kapitalismus. Analysen über Abhängigkeit und Unterentwicklung, Frankfurt: Suhrkamp, 1974, S. 247.

44. Bornschier, 1976, insb. Teil III, Kap. Zwei.

45. Dies konnte in der zitierten empirischen Untersuchung von Knickerbocker, 1973, Bestätigung finden; S. 98: "... non-collusive behavior, not collusive behavior, has been dominant among U.S. firms engaging in international expansion".

46. Knickerbocker, 1973, S. 166.

47. Vgl. etwa J. Steindl, Maturity and Stagnation in American Capitalism, Oxford: Blackwell, 1952, S. vii.

48. Bornschier, 1976, Teil III, Tabelle III.9.

49. Zum Produktzyklusmodell vgl. Raymond Vernon, "International Investment and International Trade in the Product Cycle", in: Quarterly Journal of Economics, Vol. 80, No. 2, 1966.

50. Knickerbocker, 1973, S. 166.

51. Bornschier, 1976, Teil III, Tabellen III.11.1 und III.11.2.

52. Wenn man davon ausgeht, dass die Ausbeutung von Rohstoffen für den Verkauf auf dem Weltmarkt beträchtliche Kapitalmengen und eine Technologie erfordert, über die die unterentwickelten Länder nicht verfügen.

53. Ein entsprechendes Forschungsprojekt des Autors ist in Vorbereitung, vgl. auch Lawrence R. Alschuler and Volker Bornschier, "Multinational Corporations and Host Countries; Economic Policy in the Process of National Development: A Multiple-Method Research Strategy", Research Project, Zürich: Soziologisches Institut der Universität Zürich, Dez. 1974, vervielfältigt.

Bemerkungen	TU 1955 a	ΔTU 1952-55 b	TU 1967 a	EC 1955 c	EC 1967 c	PM_{55} d	ΔPM_{52-55} d	PM_{67} d	I_{50} e	I_{55} e	I_{60} e	I_{65} e	I_{70} f	Einkommensverteilung: Haushalts-: Anteil der obersten 20% um 1965 g	Einkommensverteilung: Haushalts-: Anteil der untersten 40% um 1965 g	Einkommensverteilung: sektorales 7 Wirtschaftssektoren GINI-Index um 1960 h	ECp.K. 1955 i	ECp.K. 1970 i
Kapitalistische Länder:																		
Argentinien	89	16	212	19	32	4.68	0.84	6.63	20.86	21.80	23.23	25.46	28.72	.5310 2	.1590	15.7	967	1688
Brasilien	112	32	278	17	33	6.59	1.88	8.42	4.57	5.17	5.83	6.20	7.44	.6220 8	.1000	36.4	289	472
Chile	22	2	58	5	10	4.40	0.40	5.80	15.72	15.55	16.06	19.61	21.31	.5680 7	.1300	37.1	788	1208
Finnland	12	1	19	5	14	2.40	0.20	1.36	21.44	26.53	30.82	37.67	48.19	.4930 3	.1110	25.6	1184	4150
Griechenland	9	2	38	3	8	3.00	0.67	4.75	8.38	10.88	13.13	18.19	25.44	.4950 1	.2100	19.5 2	341	1259
Irland	24	4	95	4	8	6.00	1.00	11.88	18.42	20.91	22.98	27.37	33.37	-	-	24.7 2	1289	2993
Italien	77	11	302	36	112	2.14	0.31	2.70	19.50	25.96	32.75	39.60	51.29	-	-	22.2 6	741	2681
Japan	46	6	189	66	226	0.70	0.09	0.84	8.50	11.81	18.00	29.12	48.53	.4600 3	.1530	14.9 6	740	3210
Kolumbien	37	12	127	5	11	7.40	2.40	11.55	8.33	9.90	10.19	10.72	12.18	.5950 8	.0940	-	415	578
Mexiko	96	28	317	20	47	4.80	1.40	6.74	11.08	11.92	14.77	16.62	19.76	.6110	.1090	45.7	675	1205
Oesterreich	37	1	73	13	19	2.85	0.08	3.84	20.35	27.00	34.98	41.98	52.76	-	-	16.4 2	1861	3419
Peru	21	6	72	3	8	7.00	2.00	9.00	6.35	7.23	8.34	10.27	10.66	.6000 9	.0650	39.8 2	274	609
Portugal	14	3	52	3	5	4.67	1.00	10.40	8.50	10.67	12.88	16.77	21.56	-	-	26.3	297	687
Spanien	74	14	248	20	41	3.70	0.70	6.05	13.50	14.98	15.81	22.88	29.68	.4540	.1730	18.6 6	686	1495
Südafrika	138	20	343	35	57	3.94	0.57	6.02	18.20	21.89	23.03	27.64	30.48	.5800	.0620	35.1	2387	2769
Türkei	15	5	43	6	14	2.50	0.83	3.07	7.88	9.29	10.91	12.07	14.67	.6080 7	.0930	24.7	224	487
Venezuela	38	16	151	12	21	3.17	1.33	7.19	20.08	24.75	28.05	30.32	30.88	.4970 3	.1330	48.7 4	2123	2498
Sozialistische Länder:																		
Bulgarien	0	0	0	6	25	0.00	0.00	0.00	11.50	13.86	20.70	27.60	40.45	.3320 3	.2680	-	788	4020
DDR	0	0	0	70	91	0.00	0.00	0.00	13.56	16.49	25.00	29.79	38.38	-	-	-	3878	5882
Jugoslawien	0	0	0	10	23	0.00	0.00	0.00	3.50	5.78	8.23	11.17	14.41	.4150 7	.1850	-	586	1432
Polen	0	0	0	72	117	0.00	0.00	0.00	11.90	16.38	20.87	26.63	34.31	.3600 5	.2340	-	2621	4223
Rumänien	0	0	0	19	44	0.00	0.00	0.00	8.34	9.95	13.00	19.41	26.47	-	-	-	1068	2808
Sowjetunion	0	0	0	438	932	0.00	0.00	0.00	14.40	22.75	32.26	41.32	57.27	-	-	-	2220	4445
Tschechoslowakei	0	0	0	51	79	0.00	0.00	0.00	19.62	27.47	37.28	40.00	54.37	.3100 5	.2760	-	3886	6310
Ungarn	0	0	0	19	27	0.00	0.00	0.00	13.47	17.29	23.52	28.72	39.21	.3350 8	.2400	-	1908	3147

Legende: 1 1957; 2 1961; 3 1962; 4 1963; 5 1964; 6 1965; 7 1968; 8 1969; 9 1970; sonst 1965 resp. 1960

Bemerkungen zur Datenmatrix

a. TU: Tochterunternehmen in der verarbeitenden Industrie von den grössten 400 multinationalen Konzernen (US- und Nicht-US-Multis); berechnet nach der Quelle in Note 6). Kumulierte Zugänge von vor 1914 bis 1955 (inklusive) resp. 1967; korrigiert um die Rate der Abgänge in der Periode von vor 1914 bis 1967 (für US-Multis) resp. bis 1971 (für Nicht-US-Multis).

b. ΔTU: Zugänge an Tochterunternehmen in den Jahren 1953, 1954 und 1955; gleiche Quelle wie a). Die Zugänge in diesen drei Jahren sind nicht um die Rate der Abgänge korrigiert worden.

c. EC: Energiekonsumation in Mrd. t von Kohleäquivalenten; Quelle: United Nations, Statistical Yearbook, verschiedene Jahre.

d. $PM_{55} = TU_{55}/EC_{55}$; $\Delta PM_{52-55} = \Delta TU_{52-55}/EC_{55}$; $PM_{67} = TU_{67}/EC_{67}$.

e. Bruttoinlandprodukt in Faktorkosten pro Kopf, um die Inflationsrate und die Aussenkaufkraftschwankungen korrigiert; Quelle in Note 7); linear standardisiert auf den höchsten Wert im Jahre 1958 (USA=100, Daten liegen bereits in der Quelle so vor).

f. Ausgehend von den 1965er Werten von e) wurden die Werte für 1970 berechnet mit Hilfe der 'index numbers of ... per capita product at constant prices' aus dem Statistical Yearbook der United Nations, 1973, S. 549-552 (für Peru gleiche Quelle, aber 1972). Zur bereits im Text hervorgehobenen, generell nicht befriedigenden Qualität von Prokopfeinkommensdaten vgl. auch die Quelle, 1973, S.552: "The figures (index numbers of ... per capita product at constant prices, V.B.) should be interpreted with caution. They are subject to some imprecisions and are appropriate for indicating general trends rather than precise year to year changes. The methods used to measure the estimates in constant prices differ widely; inter-country comparisons should, therefore, be made only with the necessary reservations".

g) Vgl. Text vorne und die Quellen in Note 22). Es handelt sich um Konzentrationsmasse des Einkommens vor Steuern. Die Mehrzahl der Angaben sind der Quelle H. Chenery et al., 1975, entnommen; ergänzende Angaben stammen von M.S. Ahluwalia in: H. Chenery et al., 1974, nämlich die für: Türkei, Bulgarien, Polen, Tschechoslowakei und Ungarn.
Bemerkung: Die grossen Nachteile für komparative Analysen, die sich aus der Tatsache ergeben, dass sich die Angaben auf unterschiedliche Jahre beziehen, werden dadurch gemildert, dass sich die Einkommensverteilung normalerweise nur sehr langsam ändert.

h. Vgl. Text vorne und die Quelle in Note 21.

i. ECp.K.: Energiekonsumation (in Kohleäquivalenten) pro Kopf in kg; Quelle: United Nations, Statistical Yearbook, 1960 und 1973; die Zahlen für 1970 sind in der Quelle noch als provisorisch bezeichnet.

Appendix: Matrix der einfachen Produkt-Moment-Korrelationen (r)

(Die Korrelationen im Zusammenhang mit den Massen der ungleichen Einkommensverteilung sind im Text angeführt. Wegen der Messprobleme (ungleiche Basisjahre) sind sie als vorläufig zu betrachten und werden nicht noch einmal hier aufgeführt.)

N = 17 kapitalistische Länder

N = 25 kapitalistische und sozialistische Länder

	I_{50}	I_{55}	I_{60}	I_{65}	I_{70}	PM_{55}	ΔPM_{52-55}	PM_{67}
I_{50}		.9742	.9129	.8428	.6870	-.3367	-.5377	-.2475
I_{55}	.9610		.9759	.9225	.7895	-.4360	-.5826	-.3307
I_{60}	.8662	.9595		.9724	.8803	-.5405	-.6443	-.4348
I_{65}	.8004	.9092	.9729		.9620	-.6493	-.7526	-.5326
I_{70}	.6551	.7919	.9039	.9694		-.7352	-.8053	-.6253
PM_{55}	-.0724	-.2273	-.4184	-.5079	-.6044		.8476	.8873
ΔPM_{52-55}	-.2863	-.3904	-.5465	-.6312	-.6985	.8966		.7596
PM_{67}	-.0445	-.1893	-.3784	-.4650	-.5651	.9506	.8591	

Weitere Korrelationen (r)

	N = 17	N = 25		N = 17	N = 25
EC_{55}/I_{50}	.0522	.0760	TU_{55}/I_{50}	.1111	.1602
EC_{55}/I_{55}	.1194	.1657	TU_{55}/I_{55}	.0755	.0517
EC_{55}/I_{60}	.2177	.3550	TU_{55}/I_{60}	.0338	-.0847
EC_{55}/I_{65}	.3454	.4146	TU_{55}/I_{65}	.0017	-.1347
EC_{55}/I_{70}	.4796	.4612	TU_{55}/I_{70}	-.0429	-.2116
EC_{55}/TU_{55}	.5191	-.1650	TU_{55}/PM_{55}	.1142	.5207
EC_{55}/PM_{55}	-.5216	-.3554	$ECpK_{55}/ECpK_{70}$	.7007	.8575
EC_{67}/PM_{67}	-.5307	-.3321	$ECpK_{55}/PM_{55}$	-.2577	-.5145
EC_{55}/EC_{67}	.9594	.9908	$ECpK_{70}/PM_{55}$	-.5791	-.7014

ZUSAMMENFASSUNG

In einer Stichprobe von 25 Entwicklungsländern wird untersucht, welche Einflüsse von der Institution des multinationalen Konzerns in der verarbeitenden Industrie, d.h. von der abhängigen Industrialisierung, auf die Einkommensentwicklung (von 1950-70) und auf die Einkommensverteilung (um 1965) ausgehen.

Die Präsenz von multinationalen Konzernen wird anhand der Zahl der Manufaktur-Tochterunternehmen der grössten 400 Multis gemessen. Das relative Gewicht dieser Multi-Töchter in der Industrie der Gastländer wird bestimmt, indem sie auf einen Indikator für das industrielle Potential bezogen werden.

Im Rahmen der untersuchten Länder ist die Höhe der Penetration durch Manufaktur-Multis deutlich negativ mit der Einkommensentwicklung pro Kopf von 1950 bis 1970 assoziiert. Dies ist umso ausgeprägter, je geringer die Grösse des Binnenmarktes ist. Zudem erweist sich, dass der negative Effekt langfristig noch ausgeprägter ist als kurzfristig.

Die aufgewiesene positive Beziehung zwischen der Höhe der Penetration und der Ungleichheit der Einkommensverteilung, legt den Schluss nahe, dass die abhängige Industrialisierung eine Einkommenskonzentration zugunsten der obersten 20 Prozent der Einkommensempfänger bewirkt. Die Einkommenskonzentration verstärkt empirisch die Stagnationstendenzen der abhängigen Industrialisierung.

Volker Bornschier
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
8032 Zürich

Schweiz.Z.Soziol./ Rev. suisse Sociol. no 1/75 pages 107-128

EVOLUTION DES REPRESENTATIONS INTER-SEXES ENTRE 7 ET 13 ANS.*

J.C. Deschamps - W. Doise

C'est un lieu commun de dire que, dans nos types de sociétés, aussi bien dans les domaines du travail, de la famille, que des idées, les hommes occupent une position privilégiée par rapport aux femmes.

Du côté de l'homme, on aurait l'autorité, la force, la domination, le rationnel et l'intelligence alors que du côté de la femme, on aurait la soumission, la faiblesse, la dépendance, l'irrationnel et l'affectif. De la même façon qu'il y a entre les sexes une différence physiologique "naturelle", il y aurait des caractères psychologiques inhérents à l'homme et à la femme qui seraient dans cette optique eux aussi "de nature". L'homme et la femme se trouveraient aux deux extrémités d'un axe, le mâle au pôle positif.

C'est ce que semblent montrer les études sur les images masculines et féminines, et notamment le travail de Rocheblave Spenle (1964) que nous allons brièvement rappeler.

L'auteur demandait à 20 juges (10 garçons et 10 filles) de dire parmi 78 adjectifs (43 qualités et 35 défauts) quels étaient ceux qui étaient masculins et ceux qui étaient féminins. Les 20 juges attribuèrent 11 qualités et 1 défaut aux hommes et aucune qualité et 8 défauts aux femmes. Aussi bien les femmes que les hommes considéraient le sexe masculin comme positif et le sexe féminin comme négatif. Les hommes ont un jugement favorable sur leur groupe et les femmes ont envers elles-mêmes et l'autre groupe un jugement analogue à celui des hommes. Les femmes acceptent cette image négative d'elles-mêmes. Il s'agirait d'une idéologie dominante dans la mesure où elle imprègne aussi la classe dominée, où elle est aussi leur conception du monde; les femmes intérioriseraient un système idéologique masculin dont elles sont victimes et qu'elles contribuent à reproduire. Cette étude montre aussi que l'homme est caractérisé, entre autres, par ses capacités intellectuelles, les tendances à la domination et l'auto-affirmation et la stabilité émotionnelle; la femme se caractériserait elle par la dépendance, la soumission, l'affectivité et l'instabilité émotionnelle.

D'autres travaux, tels que ceux de Mc Kee et Sherrifs (1957) ont obtenu des résultats analogues et ont mis en évidence que la principale caractéristique attribuée à l'homme était la rationnalité, à la femme étant attribuée l'affectivité.

*Cette recherche a été effectuée dans le cadre du contrat no 1 7250 72 avec le F.N.R.S.

Il ressort de cela que les hommes et les femmes seraient en général d'accord pour attribuer aux deux sexes des caractéristiques opposées.

Cependant, Chombart de Lauwe et le Groupe d'Ethnologie Sociale ont montré (1963) que si les femmes étaient souvent d'accord avec les hommes quant aux qualités et aux défauts qui leurs sont prêtées, le statut social pouvait avoir une influence (les milieux ouvriers et aisés étant plus attachés au modèle traditionnel, le milieu intermédiaire faisant preuve d'une remise en question plus apparente de l'image traditionnelle de la femme). D'autre part, les auteurs montrent que les images de la femme peuvent changer selon le point abordé, c'est-à-dire selon que l'on considère la femme dans le travail ou dans la famille, par exemple.

Il est certain qu'une minorité de plus en plus large de femmes rejette cette conception négative d'elles-mêmes; nous en donnerons pour preuve le développement des mouvements féministes et l'écho qu'ils peuvent avoir dans la presse à grand tirage.

Weinberger (1973) montre la modification et la remise en cause de l'image traditionnelle qu'ont les femmes d'elles-mêmes. Si les hommes conservent un stéréotype masculin positif et féminin négatif en valorisant significativement leur sexe par rapport à l'autre, les femmes n'établissent plus de distinction entre les attributs positifs et négatifs attribués aux hommes et aux femmes. Il faut cependant remarquer que ces résultats sont obtenus avec des populations d'étudiants(tes) (à l'intérieur desquelles les mouvements féministes sont plus largement implantés) et il serait peut-être hâtif d'en conclure à une transformation de l'image de la femme dans une population féminine plus large.

Nous retrouvons dans une récente étude sur l'attribution inter-sexes (Deaux et Emswiller, 1974), et contrairement aux hypothèses avancées par les auteurs, des résultats qui auraient pû être prédits à partir des travaux de Rocheblave Spenle. Des sujets masculins qui évaluent la performance d'une personne stimulus masculine dans une tâche perçue comme masculine attribuent cette performance à l'habileté (la compétence) alors que si c'est une personne stimulus féminine qui accomplit la même performance dans la même tâche, cette performance est attribuée à la chance; contrairement aux prédictions, l'inverse n'est pas vrai et pour une tâche féminine, les personnes stimuli masculines sont perçues comme plus compétentes que les femmes.

Il faut ajouter que si le sexe féminin est déprécié chez des sujets adultes des deux sexes, des résultats allant

dans le même sens ont été trouvés chez des enfants. Subes, Lafon et al. (1954) ont trouvé que les filles refusaient relativement plus souvent leur propre appartenance sexuelle que les garçons et que le nombre de filles qui auraient préféré être garçon est supérieur à celui des garçons qui auraient préféré être fille.

Cependant, en reprenant les statistiques des préférences et refus concernant les sexes élaborées par René Zazzo et Tania Mathon pour le test du bestiaire (1969), nou voyons que "la préférence pour son propre sexe est massive chez les filles comme chez les garçons et à tous les âges" (Zazzo, 1969, p. 691). Les pourcentages de préférence pour son propre sexe varient entre 76 et 100% entre 4 et 9 ans (pour les garçons entre 100% à 4 ans et 84% à 9 ans et pour les filles de 40% à 4 ans à 100% à 9 ans). Le refus de l'autre sexe est massif chez les garçons (entre 68 et 88%) et passe chez les filles de 40% à 4 ans à 100% à 9 ans. Les filles, à 9 ans, repoussent dans une proportion plus forte que les garçons l'hypothèse d'être un enfant du sexe opposé, alors que plus jeune, le refus d'être un enfant du sexe opposé étant déjà très fort chez les garçons, ce refus est beaucoup moins net chez les filles.

Il semblerait donc que ce sont les garçons les plus jeunes et les filles les plus agées de cet échantillon qui préfèrent le plus leur sexe et qui refusent le plus l'autre sexe. On aurait ainsi une sorte de double assymétrie: quand à 4 ans, les garçons paraissent ne tenir aucun compte des filles, les filles semblent avoir une certaine considération pour les garçons alors qu'à l'âge de 9 ans, lorsque les filles rejettent les garçons, les garçons semblent avoir moins de dédain pour les filles.

En se basant sur ces quelques travaux, nous voyons que chez les adultes, les femmes dévalorisent leur propre sexe, ou, dans le meilleur des cas, ne le valorisent pas par rapport au sexe masculin, alors que les hommes valorisent systématiquement leur sexe. Cependant, chez les enfants jusqu'à un âge d'environ 9 ans, il semblerait que les filles comme les garçons valorisent leur propre sexe. Ce serait donc entre 9 ans et l'âge adulte que les filles passeraient d'une valorisation de leur propre sexe par rapport au sexe masculin à une dévalorisation ou du moins à une non valorisation alors que les garçons continueraient à valoriser avec l'âge leur sexe par rapport à l'autre sexe.

C'est pourquoi nous avons choisi de faire une étude sur les représentations entre les sexes en prenant des populations d'enfants garçons et filles dont l'âge varie entre 7 et 13 ans. Nous ajouterons qu'il eût été souhaitable d'étendre notre échantillon à des sujets d'âge inférieur et surtout supérieur à ceux de nos populations; un bref sondage avec

des enfants âgés de moins de 7 ans et de plus de 13 ans nous a montré les grandes difficultés à utiliser un matériel prévu pour un autre âge et soit la quasi impossibilité de répondre (pour les plus jeunes), soit la non pertinence des attributs (pour les plus âgés) de notre liste d'adjectifs établie sur la base de réponses d'enfants de 9 à 11 ans.

Ce n'est pas tant le contenu même des stéréotypes que les femmes ont des hommes et inversement qui nous intéresse dans cette étude (encore qu'il serait intéressant de répliquer les travaux de Rocheblave-Spenle, 1964, et Chombart de Lauwe, 1963, par exemple afin de saisir un éventuel changement dans les images féminines et masculines) que l'évolution de ces images entre 7 et 13 ans, âges entre lesquels, comme nous l'avons vu, on peut supposer justement mettre en évidence chez les filles des phénomènes de diminution de la valorisation de son sexe par rapport à l'autre sexe.

Les prédictions que nous faisions concernant les représentations des deux sexes pour des sujets masculins et féminins âgés entre 7 et 13 ans étaient donc les suivantes:

1. Les garçons comme les filles valorisent leur sexe par rapport à l'autre sexe.
2. Quel que soit leur âge (entre 7 et 13 ans), les garçons valorisent de la même façon leur sexe par rapport à l'autre sexe.
3. Les filles les plus jeunes (7 ans) valorisent plus que les filles les plus âgées (13 ans) leur sexe par rapport à l'autre sexe; en d'autres termes, entre 7 et 13 ans, il y a pour les filles une diminution de la valorisation de leur sexe par rapport à l'autre sexe en fonction de l'âge.

Sujets:

Notre population était composée de 133 garçons et 124 filles scolarisés dans des écoles primaires de la banlieu de Genève. Leur âge variait entre 7 et 13 ans.

Matériel:

Nous avons utilisé une liste de 33 adjectifs (c.f. tableau 1), liste qui avait été établie dans un travail antérieur (Deschamps, 1975). Cette liste avait été constituée à partir d'interviews d'enfants (de garçons et de filles) de 9 à 11 ans à qui on demandait de décrire leur sexe et l'autre sexe.

Tableau 1: Liste des adjectifs

Obéissants	oui	non	Têtus	oui	non
Honnêtes	oui	non	Stupides	oui	non
Dégoutants	oui	non	Gais	oui	non
Bagarreurs	oui	non	Courageux	oui	non
Embêtants	oui	non	Rigolos	oui	non
Bavards	oui	non	Jaloux	oui	non
Drôles	oui	non	Crâneurs	oui	non
Méchants	oui	non	Timides	oui	non
Enervants	oui	non	Marrants	oui	non
Tricheurs	oui	non	Forts	oui	non
Intelligents	oui	non	Bêtes	oui	non
Gentils	oui	non	Bonnards	oui	non
Jolis	oui	non	Doués	oui	non
Rapporteurs	oui	non	Peureux	oui	non
Râleurs	oui	non	Mignons	oui	non
Sympas	oui	non	Faibles	oui	non
Chouettes	oui	non			

Procédure:

1. Cette liste fut distribuée à 42 garçons et 33 filles (16 garçons et 14 filles âgés entre 7 et 8 ans inclus, 14 garçons et 9 filles âgés entre 9 et 11 ans inclus et 12 garçons et 10 filles âgés entre 12 et 13 ans inclus). Nous demandions aux sujets d'encercler, en face de chaque adjectif, "bien" ou "mal" selon qu'ils pensaient que c'est bien ou mal de posséder cette caractéristique.

2. Nous avons demandé à 22 garçons et 22 filles âgés entre 9 et 11 ans inclus d'encercler, sur une première liste d'adjectifs, "bien" ou "mal" en face de chaque adjectif selon qu'ils pensaient que c'était bien ou mal de posséder cette caractéristique "pour les garçons" et d'encercler, sur une seconde liste d'adjectifs, "bien" ou "mal" en face de chaque adjectif selon qu'ils pensaient que c'était bien ou mal de posséder cette caractéristique "pour les filles". L'ordre de présentation des deux listes d'adjectifs était contrôlé de sorte que 11 garçons et 11 filles commençaient par évaluer ce qui est bien ou mal pour les garçons alors que l'autre moitié de cette population commençait par évaluer ce qui est bien ou mal pour les filles.

3. Enfin, nous avons demandé à une autre population de 69 garçons et 69 filles (23 garçons et 23 filles âgés entre 7 et 8 ans inclus, 23 garçons et 23 filles âgés entre 9 et 11 ans inclus et 23 garçons et 23 filles âgés entre 12 et 13 ans inclus) de décrire, à l'aide de cette même liste de 33 attributs "comment sont les garçons" en entourant "oui"

ou "non" en face de chaque adjectif, puis de décrire de la même façon sur une seconde liste "comment sont les filles". L'ordre de présentation des deux listes d'adjectifs était contrôlé, de sorte que 12 garçons et 12 filles de chaque classe d'âge commençaient par décrire les garçons et 11 garçons et 11 filles de chaque classe d'âge commençaient par décrire les filles.

Dans les consignes, pour toutes ces pistes, l'accent était mis sur le fait que les sujets devaient répondre en face de chaque adjectif, sans en oublier, et qu'ils devaient entourer "oui" (ou "non") en face de chaque adjectif s'ils pensaient qu'il s'appliquait tout à fait ou plutôt (ou l'inverse) aux garçons (ou aux filles) et qu'ils devaient entourer "bien" (ou "mal") s'ils pensaient que c'était bien ou plutôt bien (ou l'inverse) de posséder cette caractéristique.

RESULTATS

1. Connotation Bien - Mal pour chaque adjectif.

Nous trouvons, tableau 2, les adjectifs connotés positivement et la fréquence des réponses bien à chacun de ces adjectifs en fonction du sexe des sujets et de la classe d'âge et, tableau 3, les adjectifs connotés négativement et la fréquence des réponses mal à chacun de ces adjectifs en fonction du sexe des sujets et de leur classe d'âge.

Nous n'avons pas fait de test à l'intérieur de chaque classe d'âge, les effectifs étant petits et un simple examen des tableaux 2 et 3 montrant que les résultats vont tous dans le sens des résultats globaux pour les deux sexes. Un test Khi Carré pour un échantillon (X^2_1) effectué pour chaque adjectif et sur les résultats des 42 garçons et des 33 filles montre que chaque adjectif est connoté soit positivement, soit négativement (au seuil α =.01), excepté l'adjectif "drôle" qui est jugé positif aussi bien par les garçons que par les filles, mais de façon non significative (pour les garçons, X^2_1 = 2,678, P $>$ .10, et pour les filles, X^2_1 = 2,96, P $>$ .05).

Nous remarquons un consensus étonnant, d'abord à l'intérieur de chaque sexe et ensuite entre les deux sexes quant à la valence de chaque adjectif. Les mêmes caractéristiques apparaissent désirables ou indésirables à l'ensemble des garçons et à l'ensemble des filles. Cette analyse des évaluations Bien - Mal fait apparaître un accord total à l'intérieur de chaque population (tout adjectif - sauf l'adjectif drôle - est soit évalué significativement comme "bien", soit évalué comme "mal") indépendemment de l'âge, et entre les populations (aucun adjectif n'est jugé différemment par

les garçons et par les filles). 17 adjectifs sont jugés comme négatifs et 16 comme positifs.

Tableau 2: Adjectifs positifs

	7 à 8 ans		9 à 11 ans		12 à 13 ans		Total	
	G (n=16)	F (n=14)	G (n=14)	F (n= 9)	G (n=12)	F (n=10)	G (n=42)	F (n=33)
Obéissant(e)	16	14	14	9	12	10	42	33
Honnête	14	13	13	8	12	10	39	31
Drôle	10	8	9	6	10	10	29	24
Intelligent(e)	16	14	14	9	12	10	42	33
Gentil(le)	15	14	14	9	12	10	41	33
Joli(e)	14	13	13	9	11	10	38	32
Sympa	14	14	14	9	12	10	40	33
Chouette	11	13	12	9	11	10	34	32
Gai(e)	16	12	14	9	12	10	42	31
Courageux(se)	16	13	14	9	11	10	41	32
Rigolo(te)	14	13	10	9	10	9	34	31
Marrant(e)	13	14	13	9	12	10	38	33
Fort(e)	16	14	13	9	12	10	41	33
Bonnard(e)	15	13	14	9	11	9	40	31
Doué(e)	13	14	14	9	12	10	39	33
Mignon(ne)	15	13	14	9	12	10	41	32

Tableau 3: Adjectifs négatifs

	7 à 8 ans		9 à 11 ans		12 à 13 ans		Total	
	G (n=16)	F (n=14)	G (n=14)	F (n= 9)	G (n=12)	F (n=10)	G (n=42)	F (n=33)
Dégoutant(e)	16	14	14	9	12	10	42	33
Bagarreur(se)	14	14	13	9	12	9	39	32
Embêtant(e)	15	14	14	9	12	10	41	33
Bavard(e)	14	14	13	9	12	10	39	33
Méchant(e)	14	14	14	9	12	10	40	33
Enervant(e)	16	14	14	7	12	10	42	31
Tricheur(se)	12	13	14	9	11	10	37	32
Rapporteur(se)	14	14	14	9	12	10	40	33
Râleur(se)	14	14	14	9	12	10	40	33
Têtu(e)	15	14	14	9	12	9	41	32
Stupide	14	12	13	9	11	10	38	31
Jaloux(se)	15	14	14	9	12	10	41	33
Crâneur(se)	14	14	14	9	12	10	40	33
Timide	12	12	13	9	9	8	34	30
Bête	16	13	14	9	10	10	40	32
Peureux(se)	16	14	14	9	12	8	42	31
Faible	13	12	14	9	12	10	39	31

2. Ce qui est bien (ou mal) pour son sexe est-il aussi bien (ou mal) pour l'autre sexe?

Ces résultats ne portent que sur les 22 garçons et 22 filles âgés entre 9 et 11 ans ayant donné la valence de chaque adjectif à la fois pour les filles et pour les garçons.

Il nous faut tout d'abord mentionner qu'il n'y a pas d'effet ordre de passation garçons - filles ou filles - garçons, quelque soit le sexe des sujets. Nous trouvons les résultats, tableau 4, pour les garçons et, tableau 5, pour les filles.

Tableau 4: Connotation Bien - Mal pour les sujets garçons (n = 22)

	Bien pour G Bien pour F	Mal pour G Mal pour F	Mal pour G Bien pour F	Bien pour G Mal pour F
Obéissants	21	0	1	0
Honnêtes	21	0	1	0
Dégoutants	0	21	0	1
Bagarreurs	1	17	0	4
Embêtants	0	19	1	2
Bavards	5	15	0	2
Drôles	4	14	1	3
Méchants	0	21	0	1
Enervants	0	20	1	1
Tricheurs	1	21	0	0
Intelligents	21	0	1	0
Gentils	21	1	0	0
Jolis	22	0	0	0
Rapporteurs	0	21	0	1
Râleurs	0	21	1	0
Sympas	22	0	0	0
Chouettes	20	0	1	1
Têtus	1	19	2	0
Stupides	0	22	0	0
Gais	20	1	0	1
Courageux	21	0	0	1
Rigolos	15	0	2	5
Jaloux	1	16	4	1
Crâneurs	1	18	1	2
Timides	2	16	4	0
Marrants	16	1	3	2
Forts	14	1	1	6
Bêtes	1	19	2	0
Bonnards	19	0	0	3
Doués	20	1	0	1
Peureux	0	21	1	0
Mignons	16	2	2	2
Faibles	1	16	4	1

Tableau 5: Connotation Bien - Mal pour les sujets filles (n = 22)

	Bien pour G Bien pour F	Mal pour G Mal pour F	Mal pour G Bien pour F	Bien pour G Mal pour F
Obéissants	22	0	0	0
Honnêtes	20	0	1	1
Dégoutants	0	21	0	1
Bagarreurs	0	21	0	1
Embêtants	0	22	0	0
Bavards	1	16	2	3
Drôles	15	1	3	3
Méchants	0	21	0	1
Enervants	0	21	1	0
Tricheurs	0	19	1	2
Intelligents	21	0	0	1
Gentils	20	0	2	0
Jolis	17	0	5	0
Rapporteurs	0	19	0	3
Râleurs	0	19	2	1
Sympas	22	0	0	0
Chouettes	21	1	0	0
Têtus	1	21	0	0
Stupides	0	20	0	2
Gais	21	1	0	0
Courageux	21	0	1	0
Rigolos	18	0	2	2
Jaloux	0	16	4	2
Crâneurs	0	22	0	0
Timides	3	15	2	2
Marrants	18	1	1	2
Forts	17	0	4	1
Bêtes	1	21	0	0
Bonnards	20	0	0	2
Doués	19	2	0	1
Peureux	1	18	0	3
Mignons	21	0	1	0
Faibles	0	20	2	0

Un Khi carré appareillé (X^2_1 de Mc. Nemar) étant impossible, la somme des effectifs, pour chaque adjectif, portant sur les cases Bien pour les garçons / Mal pour les filles et Mal pour les garçons / Bien pour les filles étant inférieure à 10, nous avons utilisé le test binomial. Le seul résultat significatif porte sur l'adjectif "joli" pour la population féminine ($p = .031$) qui considère donc que c'est bien pour les filles que d'être jolies mais non pour les garçons. Pour tous les autres adjectifs, le test binomial donne un $p > .10$ (sauf pour l'adjectif "fort" pour la population masculine - pour lequel $p = .062$ - qui a donc tendance à considérer que c'est bien d'être fort pour les garçons mais mal pour les filles).

D'autre part, nous constatons que les résultats obtenus avec ces 44 sujets de 9 à 11 ans vont tous dans le même sens que ceux obtenus avec les sujets âgés entre 7 et 13 ans et que ce sont bien les mêmes adjectifs qui sont perçus comme désirables ou indésirables.

Ces premiers résultats nous ont permis de mettre en évidence un fort consensus, aussi bien à l'intérieur des populations de garçons que de filles qu'entre ces deux populations; en outre, il apparaît que ce qui est désirable pour sa catégorie d'appartenance l'est aussi pour l'autre catégorie, à une exception près sur les 33 adjectifs et pour les deux populations.

Ces résultats ne sont pas étonnants compte tenu du fait que cette recherche s'est déroulée à l'intérieur même de l'institution scolaire - nous avons utilisé un mode de passation collective des listes d'adjectifs dans des classes mixtes - où l'on peut penser que dans le domaine scolaire, les mêmes valeurs sont partagées par les garçons et par les filles.

3. Valorisation de son sexe par rapport à l'autre sexe.

Ces résultats, ainsi que ceux du paragraphe suivant concernent les réponses sur les listes d'adjectifs aux questions "comment sont les garçons" et "comment sont les filles".

Dans un premier temps, nous avons compté le nombre d'adjectifs positifs et négatifs attribués par chaque sujet à son sexe et à l'autre sexe. Nous trouverons, tableau 6, les moyennes des nombres d'adjectifs positifs et négatifs attribués aux garçons et aux filles en fonction du sexe des sujets et de leur classe d'âge. Nous ne trouvons pas d'effet ordre de passation ♂-♀ ou ♀-♂ quel que soit le sexe des sujets.

Tableau 6: Moyennes des adjectifs positifs et négatifs attribués par les garçons aux deux sexes.

Age:	7 à 8 ans (n = 23)		9 à 11 ans (n = 23)		12 à 13 ans (n = 23)	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
+	11	8,347	12,652	9,869	12,304	8,913
-	6,217	8,521	5,739	8,319	6,434	10,434

Tableau 6: Moyennes des adjectifs positifs et négatifs attribués par les filles aux deux sexes.

Age: 7 à 8 ans (n = 23)

	Garçons	Filles
+	9,347	12,565
-	9,521	2,739

9 à 11 ans (n = 23)

	Garçons	Filles
+	9,826	13,565
-	7,826	3,217

12 à 13 ans (n = 23)

	Garçons	Filles
+	9,304	12,695
-	9,956	7,391

Les analyses de variance des adjectifs positifs (tableau 7) et négatifs (tableau 8) attribués par les garçons et par les filles des trois classes d'âges aux deux sexes montrent que:

- les sujets garçons attribuent plus d'adjectifs négatifs (moy. 7,61) que les sujets filles (moy. 6,775; facteur A; $F = 4,08$, d.l. 1, 132, $p < .05$)

- les sujets de 7-8 ans attribuent moins d'adjectifs positifs (9,673) que les sujets de 9 à 13 ans (11,141; décomposition orthogonale de l'effet simple âge en 7-8 ans vs. 9-13 ans, $F = 4,312$, d.l. 1, 132; $p < .05$), et les sujets de 9-11 ans attribuent moins d'adjectifs négatifs (6,275) que les sujets de 12-13 ans (8,553; décomposition orthogonale de l'effet simple âge en 9-11 ans vs. 12-13 ans, $F = 19,349$, d.l. 1, 132; $p < .0001$).

- les sujets masculins attribuent plus d'adjectifs positifs aux garçons (11,985) qu'aux filles (9,043) et les sujets féminins attribuent plus d'adjectifs positifs aux filles (12,941) qu'aux garçons (9,492; interaction A x C, $F = 56,160$, d.l. 1, 132; $p < .0001$); les sujets masculins attribuent moins d'adjectifs négatifs aux garçons (6,13) qu'aux filles (9,091) et les sujets féminins attribuent moins d'adjectifs négatifs aux filles (4,449) qu'aux garçons (9,101; interaction A x C, $F = 61,309$, d.l. 1, 132; $p < .0001$).

- enfin, si, quel que soit leur âge, les sujets attribuent toujours à peu près le même nombre d'adjectifs négatifs aux garçons (7,869 à 7-8 ans et 7,488 à 9-13 ans), ils attribuent moins d'adjectifs négatifs aux filles entre 7 et 8 ans (5,63) qu'entre 9 et 13 ans (7,34, décomposition orthogonale de l'interaction B x C, $F = 4,154$, d.l. 1, 132; $p < .05$).

Tableau 7: Analyse de variance des adjectifs positifs attribués par les garçons et par les filles des trois classes d'âges aux deux sexes.

Source de variation	Degré de liberté	Carré Moyen	F
Inter-sujets	137		
A (sexe des sujets: garçons / filles)	1	34,089	3,512
B (âge des sujets: 7-8 / 9-11 / 12-13)	2	31,373	3,232*
B_1 (7-8 / 9-13)	1	41,854	4,312*
B_2 (9-11 / 12-13)	1	20,892	2,152
A x B	2	5,809	<1
A x B_1	1	11,596	1,194
A x B_2	1	0,022	<1
Résidu inter-sujets	132	9,705	
Intra-sujet	138		
C (sexe des objets: garçon / fille)	1	4,438	<1
A x C	1	704,643	56,160**
B x C	2	1,33	<1
B_1 x C	1	1,808	<1
B_2 x C	1	0,853	<1
A x B x C	2	1,270	<1
A x B_1 x C	1	0,568	<1
A x B_2 x C	1	1,973	<1
Résidu intra-sujet	132	12,547	
Total	275		

* $p < .05$
** $p < .0001$

Tableau 8: Analyse de variance des adjectifs négatifs attribués par les garçons et par les filles des trois classes d'âges aux deux sexes.

Source de variation	Degré de liberté	Carré Moyen	F
Inter-sujets	137		
A (sexe des sujets: garçons / filles)	1	49,597	4,081*
B (âge des sujets: 7-8 / 9-11 / 12-13	2	131,492	10,820***
(B_1 (7-8 / 9-13)	1	27,855	2,292
B_2 (9-11 / 12-13)	1	235,130	19,349***)
A x B	2	20,913	1,720
(A x B_1	1	5,283	<1
A x B_2	1	36,544	3,007)
Résidu inter-sujets	132	12,152	
Intra-sujet	138		
C (sexe des objets: garçon / fille)	1	47,916	2,919
A x C	1	1006,266	61,309***
B x C	2	50,623	3,084*
(B_1 x C	1	68,181	4,154*)
B_2 x C	1	33,066	2,014
A x B x C	2	9,753	<1
(A x B_1 x C	1	18,116	1,103)
A x B_2 x C	1	1,390	<1
Résidu intra-sujet	132	16,413	
Total	275		

* $p < .05$
*** $p < .0001$

Nous montrons dans les figures 1 et 2 l'évolution, en fonction de l'âge des sujets, du nombre moyen d'adjectifs positifs et négatifs attribués par les garçons et par les filles aux deux sexes.

Figure 1: Moyenne des adjectifs positifs attribués par les sujets garçons et filles aux objets garçons et filles.

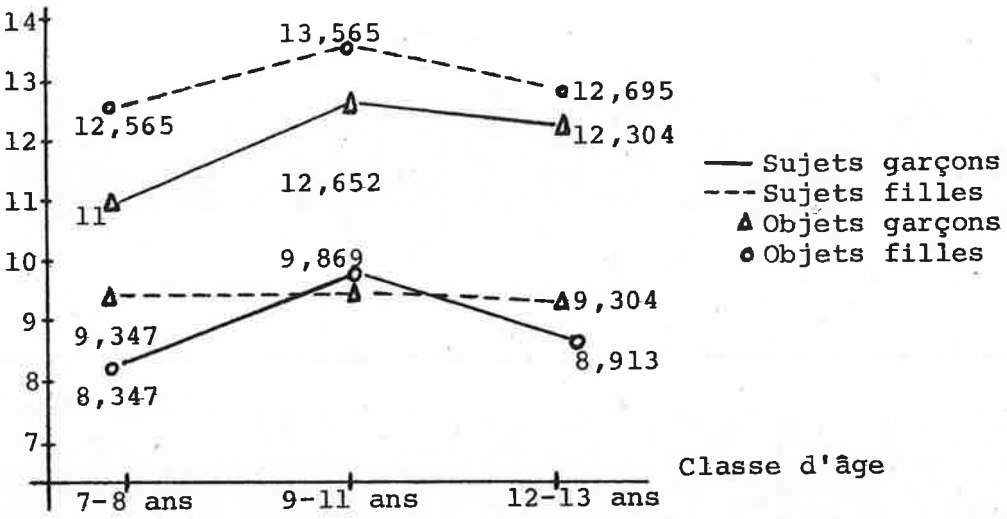
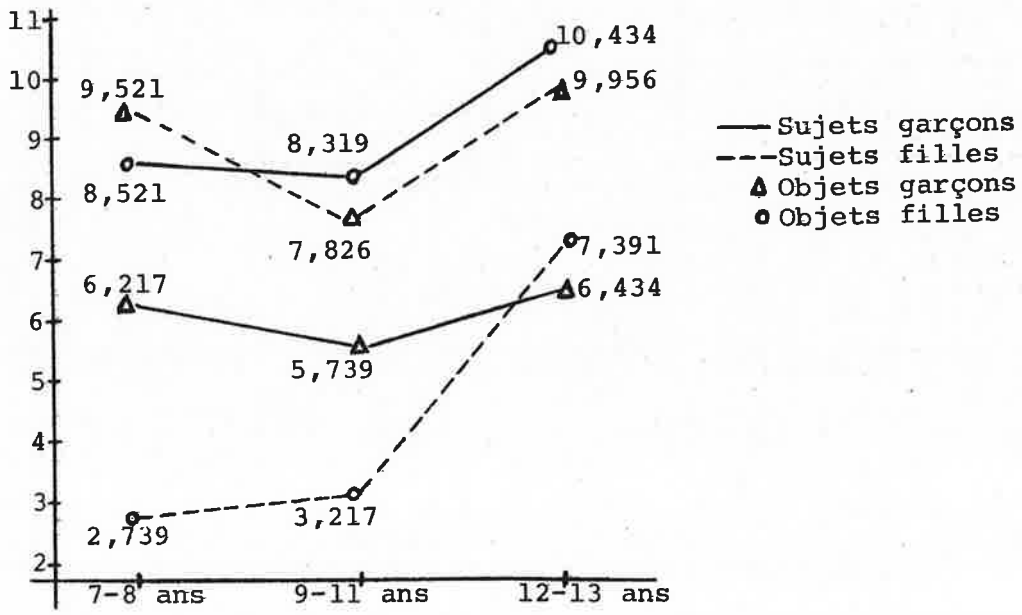


Figure 2: Moyenne des adjectifs négatifs attribués par les sujets garçons et filles aux objets garçons et filles.



Nous constatons une relative stabilité de ces nombres moyens d'adjectifs positifs et négatifs en fonction des classes d'âges, sauf en ce qui concerne le nombre d'adjectifs négatifs attribués par les filles à leur sexe qui croît fortement entre 9-11 ans et 12-13 ans (de 3,217 à 7,391).

Pour chaque sujet, nous avons calculé un indice de similitude entre les deux sexes qui est obtenu en comptant le nombre de fois qu'un sujet donne la même réponse aux deux listes. Une analyse de variance entre les indices de similitude des sujets des deux sexes et des trois classes d'âges (dont on trouvera un résumé des données, tableau 9) ne permet pas de mettre en évidence de variation que ce soit en fonction du sexe des sujets, de l'âge des sujets ou de l'interaction de ces deux facteurs. Les sujets, en moyenne, attribuent 16,448 adjectifs (sur les 33 de la liste) de la même façon à leur sexe et à l'autre sexe.

Les premières conclusions que nous permettent d'avancer ces résultats sont que les filles, comme les garçons, établissent bien une distinction entre les sexes, distinction qui est évaluative, chaque catégorie sexuelle attribuant plus d'adjectifs positifs et moins d'adjectifs négatifs à la propre catégorie d'appartenance qu'à l'autre catégorie.

Cependant, ce ne sont pas les garçons qui établissent la différenciation catégorielle la plus importante, mais bien les filles. Les filles, en effet, en attribuant moins d'adjectifs négatifs à leur catégorie que ne le font les garçons à la leur (cf. figure 2), au moins dans les classes d'âge de 7-8 et de 9-11 ans, valorisent par là même plus leur sexe que le font les garçons. Cependant, il nous faut remarquer que cette tendance semble disparaître, sinon s'inverser, dans notre classe d'âge supérieure, c'est-à-dire entre 12 et 13 ans.

Nous reviendrons ultérieurement sur ces premiers résultats.

Tableau 9: Moyennes des indices de similitude* des sujets des deux sexes et des trois classes d'âges.

*Indice de similitude pour chaque sujet: nombre de fois qu'un sujet donne la même réponse aux deux listes (à la liste s'appliquant aux garçons et à la liste s'appliquant aux filles).

Sujets / Age	Garçons	Filles
7 à 8 ans	14,782	15,608
9 à 11 ans	17,652	17,950
12 à 13 ans	14,826	17,869

4. Connotation Masculine / Féminine de chaque adjectif.

Nous trouvons au tableau 10 les adjectifs attribués à un sexe par les garçons et au tableau 11 les adjectifs attribués à un sexe par les filles. Sur ces deux tableaux ne figurent que les adjectifs attribués significativement à un sexe (au seuil $\alpha = .05$; test utilisé: X^2_1 pour deux échantillons appareillés ou test binomial pour petites fréquences). Nous notons que là encore, nous n'avons pas trouvé d'effet de l'ordre de passation des deux listes d'adjectifs quel que soit le sexe des sujets.

Tableau 10: Adjectifs attribués significativement à un sexe (1) par les sujets garçons des trois classes d'âges.

	7-8 ans (n = 23)	9-11 ans (n = 23)	12-13 ans (n = 23)	Total (n = 69)
Adjectifs attribués aux garçons	Courageux Marrants Forts Bagarreurs	Drôles Courageux Forts Bagarreurs	Courageux Forts Bagarreurs	Drôles Courageux Rigolos Marrants Forts Bonnards Bagarreurs
Adjectifs attribués aux filles	Jalouses Timides Peureuses Faibles	Rapporteuses Peureuses Faibles	Bavardes Jalouses Timides Peureuses Faibles	Râleuses Jalouses Timides Bêtes Peureuses Faibles

n = nombre de sujets (garçons)
(1) au seuil $\alpha = .05$ (test utilisé: X^2_1 pour deux échantillons appareillés) ou test binomial.

Tableau 11: Adjectifs attribués significativement à un sexe (1) par les sujets filles des trois classes d'âges.

	7-8 ans (n = 23)	9-11 ans (n = 23)	12-13 ans (n = 23)	Total (n = 69)
Adjectifs attribués aux garçons	Dégoutants Bagarreurs Embêtants Bavards Méchants Enervants Tricheurs Rapporteurs Râleurs Têtus Jaloux Crâneurs Bêtes	Dégoutants Bagarreurs Embêtants Enervants Râleurs Stupides Forts	Dégoutants Bagarreurs Embêtants Méchants Enervants Tricheurs Stupides Bêtes Courageux Forts	Dégoutants Bagarreurs Embêtants Bavards Méchants Enervants Tricheurs Rapporteurs Râleurs Têtus Stupides Jaloux Bêtes Forts
Adjectifs attribués aux filles	Obéissantes Intelligentes Gentilles Jolies Chouettes Mignones	Obéissantes Honnêtes Intelligentes Gentilles Jolies Sympas Chouettes Douées Mignones Timides	Obéissantes Honnêtes Intelligentes Gentilles Jolies Chouettes Mignones Timides Peureuses Faibles	Obéissantes Honnêtes Intelligentes Gentilles Jolies Sympas Chouettes Douées Mignones Timides Faibles

n = nombre de sujets (filles)
(1) au seuil $\alpha = .05$ (test utilisé: X^2_1 pour deux échantillons appareillés) ou test binomial.

Nous constatons que pour les filles, d'une façon globale, 14 adjectifs (13 négatifs et 1 positif) ont une connotation Masculine et 11 adjectifs (9 positifs et 2 négatifs) ont une connotation Féminine alors que pour les garçons, 6 adjectifs (6 négatifs) ont une connotation Féminine et 7 adjectifs (6 positifs et 1 négatif) ont une connotation Masculine.

Si le stéréotype est défini par les traits que les membres d'un groupe s'accordent à admettre comme caractérisant les membres d'une catégorie, nous voyons que les stéréotypes des filles concernant les deux sexes contiennent plus de

traits que les stéréotypes des garçons. De plus, l'auto-stéréotype (touchant au groupe d'appartenance sexuelle) des garçons comme des filles a une connotation fortement positive et leur hétéro-stéréotype (touchant dans ce cas à l'autre groupe d'appartenance sexuelle) a une connotation nettement négative.

Le consensus concernant les traits attribués à leur sexe et à l'autre sexe est beaucoup plus fort dans la population de filles que dans la population de garçons. L'interprétation de ces résultats que nous sommes alors tentés d'avancer est que les filles, compte tenu du fait qu'elles ne valorisent guère plus leur sexe que les garçons le font, ont des stéréotypes plus forts que les garçons.

Une analyse portant sur le croisement des dimensions Féminin / Masculin et Positif / Négatif (tableaux 12 et 13) nous permet de montrer pour les filles le caractère positif du stéréotype Féminin opposé au caractère négatif du stéréotype Masculin, alors que pour les garçons, si le stéréotype Masculin est positif et le stéréotype Féminin négatif, c'est de façon beaucoup moins nette.

Tableau 12: Croisement des évaluations F/M et +/- faites par les garçons (M/F et +/-: nombre d'adjectifs positifs ou négatifs jugés comme significativement masculins ou féminins).

	7 à 8 ans		9 à 11 ans		12 à 13 ans		Total	
	+	-	+	-	+	-	+	-
M	3	1	3	1	2	1	6	1
F	0	4	0	3	0	5	0	6
	$p^{(1)} = 0,071$		$p = 0,114$		$p = 0,107$		$p = 0,004$	

Tableau 13: Croisement des évaluations F/M et +/- faites par les filles.

	7 à 8 ans		9 à 11 ans		12 à 13 ans		Total	
	+	-	+	-	+	-	+	-
M	0	13	1	6	2	8	1	13
F	6	3	9	1	7	3	9	2
	$p^{(1)} = 0,00003$		$p = 0,0035$		$p = 0,032$		$p = 0,0002$	

(1) A titre indicatif, test des probabilités exactes de Fisher.

Si nous reprenons une perspective génétique (développementale), nous constatons, comme précédemment, que si pour les garçons les caractères positifs du stéréotype masculin et négatifs du stéréotype féminin sont relativement stables dans nos trois classes d'âges (c.f. tableau 12 et 13), pour les filles, l'opposition Féminin positif et Masculin négatif décroit avec l'âge, bien que restant toujours nettement significative (et plus forte que l'opposition Masculin positif / Féminin négatif pour les garçons).

CONCLUSION

Comme nous l'avons mentionné au début de ce texte, il serait bon d'étendre l'échelle d'âge de nos populations, aussi bien en-deça de 7 ans qu'au-delà de 13 ans, extension rendue difficile, notre matériel étant adapté à un âge donné.

Cependant, en fin de compte, il ressort de ce travail, et ceci pour des enfants des deux sexes âgés entre 7 et 13 ans, que ce sont les mêmes attributs qui apparaissent comme soit désirables, soit indésirables aussi bien aux garçons qu'aux filles et ceci quel que soit l'âge des sujets. Nous constatons d'autre part un accord intra-population (c'est-à-dire soit pour les filles, soit pour les garçons) très fort, chaque adjectif étant jugé comme significativement positif ou négatif à l'intérieur de chaque population, sauf pour l'adjectif "drôle" qui est jugé comme positif mais de façon non significative. Autrement dit, le consensus quant à la valence de chaque adjectif est très fort, aussi bien à l'intérieur de chaque catégorie sexuelle qu'entre les sexes. Nous avons constaté de plus, et ceci pour des filles et des garçons dont l'âge était compris entre 9 et 11 ans, que ce qui est désirable pour un sexe l'est aussi pour l'autre sexe (sauf pour l'adjectif "joli", les filles considérant que c'est bien pour leur sexe et mal pour les garçons que de posséder cette caractéristique et dans une moindre mesure pour l'adjectif "fort", les garçons ayant tendance à considérer que c'est bien pour leur sexe mais mal pour les filles que de posséder cet attribut).

Si la norme est définie par la règle, ce qui est désirable, valable, requis pour un groupe dans une certaine société, et dans une certaine mesure recouvre les valeurs partagées par les membres de ce groupe, nous constatons donc que les normes des deux catégories sexuelles sont les mêmes (et reconnues comme telles par les deux catégories) et que nous sommes dans un système où les filles et les garçons partagent les mêmes valeurs, un système "mononomique".

Sur les 16 adjectifs évalués comme positifs et les 17 adjectifs évalués comme négatifs, les filles, en moyenne,

attribuent 12,94 adjectifs positifs et 4,45 adjectifs négatifs à leur sexe et 9,49 adjectifs positifs et 9,101 adjectifs négatifs aux garçons alors que les garçons attribuent 11,98 adjectifs positifs et 6,13 adjectifs négatifs à leur sexe et 9,04 adjectifs positifs et 9,09 adjectifs négatifs à l'autre sexe.

Comme nous l'avions prédit, les filles comme les garçons valorisent leur propre sexe en attribuant à leur catégorie d'appartenance sexuelle plus d'adjectifs positifs et moins d'adjectifs négatifs qu'à l'autre catégorie d'appartenance sexuelle. Les filles valorisent encore plus que les garçons leur sexe par rapport à l'autre sexe en s'attribuant moins d'adjectifs négatifs que les garçons ne s'en attribuent.

Si nous reprenons ces résultats en fonction de l'âge, nous remarquons, comme prédit, la stabilité du nombre d'adjectifs positifs et négatifs attribués par les garçons à leur sexe et à l'autre sexe; quel que soit leur âge entre 7 et 13 ans, les garçons valorisent donc bien sensiblement de la même façon leur sexe par rapport à l'autre sexe. D'autre part, ce sont bien les filles les plus jeunes qui valorisent le plus leur sexe en lui attribuant moins d'adjectifs négatifs que le font les filles plus âgées. Nous constatons donc bien de la part des filles une diminution de la valorisation de leur sexe par rapport à l'autre sexe en fonction de l'âge. Il semble de plus que la classe d'âge de 12-13 ans est cruciale dans la mesure où il apparaît que la tendance trouvée à des âges inférieurs, selon laquelle les filles valorisent encore plus leur sexe par rapport à l'autre sexe que les garçons, disparait à cet âge; seuls des résultats portant sur des sujets plus âgés nous permettraient de dire si, comme nous en faisons l'hypothèse, plus qu'une disparition, c'est bien l'amorce d'une inversion de cette tendance que nous constatons dans cette classe d'âge de 12-13 ans.

Nous constatons aussi que, en moyenne, la moitié des adjectifs sont considérés par les sujets comme caractérisant à la fois leur sexe et l'autre sexe et ceci indépendemment du sexe et de la classe d'âge. Si nous ajoutons à celà le fait que les filles attribuent de façon significative plus d'adjectifs à leur sexe et à l'autre sexe que les garçons, il apparaît donc que l'accord intra sexe en ce qui concerne l'auto-représentation (la représentation de sa catégorie) et l'hétéro-représentation (la représentation de l'autre catégorie) est beaucoup plus fort chez les filles que chez les garçons. Nous en concluons qu'il semblerait que les filles développent des stéréotypes sexuels (aussi bien auto qu'hétéro) plus fort que les garçons en montrant un consensus plus fort que ces derniers quant à l'image qu'elles ont des deux sexes.

Pour résumer, nous pouvons dire que, contrairement aux résultats trouvés avec des adultes, les filles entre 7 et 13 ans n'ont pas une image négative d'elles-mêmes mais valorisent autant sinon plus que les garçons leur sexe par rapport à l'autre sexe. Si pour les garçons la variable âge ne semble pas jouer un rôle dans la valorisation de leur sexe par rapport à l'autre sexe, pour les filles, la valorisation de leur propre sexe est fonction inverse de l'âge, bien que vers l'âge de 13 ans elles continuent à valoriser leur sexe autant que les garçons. Enfin, nous avons remarqué que les mêmes adjectifs étaient perçus comme désirables ou indésirables par les garçons et par les filles, sans que l'on soit en présence de phénomènes d'exonomie dans la mesure où les sujets de chaque sexe attribuent plus d'adjectifs positifs et moins d'adjectifs négatifs à leur catégorie qu'à l'autre catégorie d'appartenance sexuelle et ceci dans des proportions voisines pour les filles et les garçons.

Situons, pour conclure, ces résultats dans le cadre des recherches sur la différenciation catégorielle (Doise, 1973; Deschamps, 1975). Selon la dynamique qui a été étudiée dans nos recherches précédentes, l'appartenance catégorielle induit des discriminations évaluatives en faveur de sa propre catégorie d'appartenance. C'est bien ce que nous constatons chez les enfants des deux sexes: sur des dimensions qui sont évaluées pareillement par les membres des deux catégories, une discrimination évaluative en faveur de la catégorie d'appartenance se manifeste. Si plus tard la situation se complique, elle n'en devient pas pour autant incompréhensible. Tout se passe comme si les filles plus âgées commençaient à prendre conscience du statut que la société leur réserve: elles s'attribuent davantage de caractéristiques négatives que les filles plus jeunes chez qui la différenciation catégorielle n'intégre pas encore cette dimension sociologique. Une analyse plus détaillée de l'origine de la diminution de l'auto-valorisation des filles en fonction de l'âge constituera le but d'une prochaine étape de nos travaux. Les résultats que nous avons exposés ici sembleraient déjà indiquer que les représentations dominantes d'une société ne se reproduisent pas par une simple ré-impression de clichés tout faits; il s'agirait d'une reconstruction progressive, où les éléments qui sont mis en place dans un premier temps, peuvent être modifiés par la suite.

BIBLIOGRAPHIE

Chombart de Lauwe M.J., Chombart de Lauwe P.H., Huguet M., Perroy E. et Bisseret N. : La femme dans la société - son image dans différents milieux sociaux. 1963, Ed. du C.N.R.S.

Deaux K., Emswiller T. : Explanations of succesful performance on sexlinked tasks: what is skill for male is luck for the female. J. Pers. Soc. Psychol. 1974, 29, 80-85.

Deschamps J.C. : L'attribution et la catégorisation sociale. 1975, Paris, Université de Paris X, Thèse polycopiée, 317 p.

Doise W. : Rencontres et représentations intergroupes. Archives de Psychol., 1973, 41, 303-320.

Lumpkin K.D. : The family: a study of members roles. 1953, Chapel Hill, University N.C. Press.

Mc Kee J.P., Sherriffs A.C. : The differential evaluation of males and females. J. Person., 1957, 25, 357-371.

Rocheblave Spenle A.M. : Les rôles masculins et féminins. 1964, Paris, P.U.F.

Subes L., Lafon O. et al. : Préférez vous être une fille ou un garçon? Enfance, 1954, 7, 197-220.

Weinberger M. : La centralité des traits dans la formation des impressions et les stéréotypes masculins/féminins. 1973, Université de Paris VIII, Ronéo, 23 p.

Zazzo R., Galifret-Granjon N., Hurtig M.C., Mathon T., Pecheux M.G., Santucci H., Stambak M. : Manuel pour l'examen psychologique de l'enfant. 1969, vol. II, Delachaux et Niestlé, Neuchâtel.

Jean-Claude Deschamps
et Willem Doise
Département de Sociologie
Université de Genève
1211 Genève 4

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 Seiten 129-156

SOZIO-OEKONOMISCHE ENTWICKLUNG - ANREGUNG ODER HEMMSCHUH FUER PARTIZIPATION ?

Rainer Geissler

Die unterschiedlichen Varianten des Partizipationsbegriffes haben einen gemeinsamen Kern: wer von Partizipation spricht, meint damit die Teilnahme an den Herrschaftsentscheidungen durch die Basis, d.h. durch diejenigen, die von den Auswirkungen dieser Entscheidungen berührt werden. Partizipation hat die Funktion, die Interessen der Basis in die Herrschaftsentscheidungen einzubringen. Partizipation ist somit das zentrale Element des Demokratiebegriffes, zumindest dann, wenn man unter Demokratie diejenige Herrschaftsform versteht, in der sich die Entscheidungen der Herrschaftsträger an den Bedürfnissen der Basis orientieren.

Das Problem, wie sich Veränderungen in der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Struktur auf die Partizipation auswirken, ist in der sozialwissenschaftlichen Literatur aus sehr unterschiedlichen Perspektiven behandelt worden. Es geht in diesem Beitrag darum, die unterschiedlichen Ansätze mit ihren Ergebnissen kritisch zu skizzieren unter der Fragestellung, ob sich im Zuge der sozioökonomischen Entwicklung in den westlichen Demokratien die sozialstrukturellen Voraussetzungen für Partizipation verbessert oder verschlechtert haben.

1. DIE THESE DES EMPIRISCH-ANALYTISCHEN ANSATZES: DER INDUSTRIALISIERUNGSPROZESS BEGUENSTIGT DIE DEMOKRATISCHE PARTIZIPATION DER BREITEN BEVOELKERUNG.

1.1. Die These

"Mass political participation increases as nations become more economically developped."(1). Diese Aussage kann man als Quintessenz einer ganzen Reihe von angelsächsischen Analysen - meist Mobilisierungs- und Modernisierungsstudien - auffassen. Sie untersuchen Gesellschaften mit unterschiedlichem Grad wirtschaftlicher und sozialer Entwicklung, um im interkulturellen Vergleich die Auswirkungen sozioökonomischen Wandels auf das politische System, insbesondere auf die politische Teilnahme der Bevölkerung in den Griff zu bekommen.

Lerner weist in seiner bekannten Studie über die Länder des Nahen Ostens enge Beziehungen zwischen Verstädterung, Ausbildungsniveau, Alphabetismus, Nutzung der Massenmedien und Wahlbeteiligung nach. Er interpretiert die Entwicklung der sozioökonomischen Variablen als den historischen Prozess der Modernisierung, dessen "krönende Institution" im politischen Leben die demokratische Staatsform sei (2). Auch in anderen Mobilisierungsstudien (3) werden enge Beziehungen zwischen Wahlbeteiligung einerseits, Verstädterung, Pro-Kopf-Einkommen und Ausbildungsstand andererseits festgestellt und mit folgenden theoretischen Ueberlegungen erklärt: Wirtschaftliche Entwicklung verändert die Sozialstruktur der Gesellschaft und erfordert (erhöhte Nachfrage nach qualifizierten Arbeitskräften) bzw. ermöglicht (grössere finanzielle Mittel) die Anhebung des Ausbildungsniveaus, und diese Veränderungen wiederum bewirken eine höhere Teilnahme der Bevölkerung an den Wahlen. Das Leben in der Stadt schaffe zudem bei der Bevölkerung ein engeres Verhältnis zur nationalen politischen Szene, es intensiviere die politische Kommunikation und mache dem Bürger seine sozialen und politischen Bedürfnisse stärker bewusst.

Die Studie von Nie, Powell und Prewitt, aus der das einführende Zitat stammt, vertieft die Ergebnisse der Mobilisierungsstudien in doppelter Hinsicht: während vorher nur die Wahlbeteiligung als Indikator für die politische Teilnahme verwendet und damit der Begriff der politischen Partizipation stark verkürzt wurde, benutzen Nie u.a. einen multiplen Partizipationsindex, in den auch andere Formen der politischen Partizipation (Beteiligung an politischen Diskussionen, Mitgliedschaft in politischen Organisationen u.ä.) sowie sozialpsychologische Dimensionen der politischen Partizipation (politisches Interesse, Gefühl der politischen Wirksamkeit u.ä.) eingegangen sind. Des weiteren versuchen sie, Kausalbeziehungen aufzuspüren zwischen den einzelnen Elementen der Komplexe wirtschaftliche Entwicklung, Sozialstruktur und politisches Verhalten, die in den Mobilisierungsstudien z.T. ohne theoretische Verbindung nebeneinanderstehen. Ihre Pfad-Analyse führt zu folgendem Ergebnis: Die Industrialisierung bewirkt drei wesentliche Veränderungen der Sozialstruktur: Verstädterung, Anwachsen der mittleren und oberen Schichten auf Kosten der unteren Schichten, Entstehung eines differenzierter und dichter werdenden Netzes von Sekundärorganisationen. Dieser soziale Wandel wiederum beeinflusst das politische Verhalten: Die Zugehörigkeit zu den mittleren und oberen Schichten sowie die Mitgliedschaft in Sekundärorganisationen veranlassen den einzelnen zu verstärkter politischer Information, erzeugen politisches Interesse und das Gefühl, auch als einzelner an politischen Entscheidungen wirkungsvoll teilnehmen zu können. Diese Veränderungen im Informationsniveau und in den politischen Grundeinstellungen bewirken wiederum eine verstärkte aktive Teilnahme am politischen Leben.

Die Hypothesen der "historischen" Theorie der politischen Partizipation werden von den Ergebnissen des "ahistorischen", behavioristischen Ansatzes zur Analyse politischen Verhaltens bestätigt. Umfragen ergaben, dass Bildungsniveau, sozioökonomischer Status und Wohnort wichtige Determinanten der politischen Beteiligung sind (5).

Obwohl bereits in den 20er Jahren und später auch in den 40er Jahren in verschiedenen Untersuchungen Skepsis gegenüber den Zukunftsaussichten der Massendemokratie im Industriezeitalter auftauchte - vor allem die Unterhaltungs- und Konsumsphäre wurde als zerstörerische Konkurrenz für den politischen Bereich betrachtet (6) - gibt sich die Mehrzahl der empirisch-analytischen Studien optimistisch. Auch Lipset betrachtet Wohlstand, Industrialisierung, Verstädterung und hohes Bildungsniveau als die wesentlichen sozioökonomischen Voraussetzungen für das Entstehen und Gedeihen einer demokratischen Staatsform, wenn er auch eine langfristige Prognose über die Entwicklung der Wahlbeteiligung wegen mangelhafter empirischer Daten nicht wagt (8).

Der Ansatz der Mobilisierungsstudien bzw. der empirisch-analytischen Partizipationstheorie weist zwei grosse Schwächen auf:
1. Sein theoretisches Fassungsvermögen reicht zur Erklärung der politischen Partizipation in industrialisierten Ländern nicht aus.
2. Sein Partizipationsbegriff ist so eng gefasst, dass wesentliche Probleme der politischen Teilnahme in der komplexen Industriegesellschaft gar nicht in das Blickfeld des nach diesem Ansatz arbeitenden Forschers kommen.

1.2. Die mangelhafte theoretische Kapazität

Die Variablen, die die empirisch-analytische Partizipationstheorie berücksichtigt, können zwar Unterschiede in der politischen Teilnahme zwischen Gesellschaften mit sehr unterschiedlichem sozioökonomischen Entwicklungsstand erklären. Sie erhärten auch empirisch die marxistische Theorie von der fundamentalen Bedeutung der Entwicklung der Produktivkräfte für den politischen Ueberbau. Zur Erklärung der politischen Partizipation in den industrialisierten Ländern, insbesondere zur Erklärung unterschiedlicher Entwicklungstrends in verschiedenen Industrieländern und in unterschiedlich entwickelten Regionen der Industrieländer reicht jedoch ihre theoretische Kapazität nicht aus. Dies gilt auch für den am besten gepflegten Bereich der Partizipationsforschung, für die Wahlforschung. Obwohl die Wahlforschung über die am weitesten entwickelte empirisch-analytische

Theorie der politischen Wissenschaften verfügt, ist ihre Fähigkeit, langfristigen Wandel im Wählerverhalten zu erklären oder zu prognostizieren, äussert gering.

Im folgenden soll am "abweichenden Fall" der Schweiz gezeigt werden, wie mangelhaft die Erklärungskraft des empirisch-analytischen Ansatzes ist und welche Variablenkomplexe eine Partizipationstheorie, die langfristigen Wandel im politischen Verhalten erklären möchte, in ihrem Bezugsrahmen berücksichtigen muss.

Folgt man der empirisch-analytischen Partizipationstheorie, so würden die sozialstrukturellen Bedingungen für hohe Teilnahmeraten in der Schweiz immer günstiger: zunehmende Industrialisierung, steigender Wohlstand, steigendes Bildungsniveau, zahlenmässige abnehmende Grundschicht und wachsender Mittelstand (in der Schweiz ist diese Umschichtung besonders stark ausgeprägt, weil die wirtschaftlich notwendigen Klassen der Arbeiter und unteren Dienstleistungsberufe zu grossen Teilen von nicht stimmberechtigten Gastarbeitern besetzt werden) - alle diese Momente sozialen Wandels lassen eine Beständigkeit, wenn nicht sogar einen Anstieg der politischen Teilnahme erwarten. Das Gegenteil ist jedoch der Fall: Der Schweizer Stimmbürger nimmt seine - im Verhältnis zu anderen Repräsentativdemokratien gut ausgebauten - Teilnahmechancen immer weniger wahr. Die Beteiligung der Bürger an Wahlen und Abstimmungen auf allen Ebenen des politischen Systems - Gemeinde, Kanton, Bund - nimmt seit Jahren in teilweise beängstigendem Ausmass ab (9). Da sich die Teilnahmekrise der schweizerischen Referendumsdemokratie mit der empirisch-analytischen Partizipationstheorie nicht erklären lässt, bedeuted das: die Theorie lässt wesentliche Determinanten ausser acht, die sich teilnahmehemmend auswirken und die die von der Theorie berücksichtigten teilnahmebegünstigenden Faktoren überlagern. Vernachlässigt werden sowohl Variablen des politischen Systems als auch solche der sozioökonomischen Basis. Aus dem Zusammenspiel beider Variablenkomplexe heraus wird der Partizipationsrückgang erklärbar.

Zunächst zu den Entwicklungen im politischen System. Langfristig unterlag die Schweiz zwei in diesem Zusammenhang wichtigen Tendenzen: zunehmende Stabilisierung der Machtverhältnisse und abnehmende Konfliktintensität. Eine seit Jahren etablierte, vom gewählten Parlament sehr unabhängige Allparteienregierung (10) ohne echte parlamentarische Opposition hat die parteipolitischen Gegensätze eingeebnet und die Parlamentswahlen relativ bedeutungslos gemacht; wesentliche Machtverschiebungen lassen sich durch Wahlen nicht bewirken. Dazu garantiert die institutionalisierte Vernehmlassung den organisierten Interessengruppen einen grossen Ein-

fluss auf das vorparlamentarische Gesetzgebungsverfahren. Der Interessenausgleich vollzieht sich dabei in einem gegenüber der Oeffentlichkeit weitgehend abgeschirmten Raum (11). Die Stabilisierung der Proporzregierungen und die Institutionalisierung der Einflussmöglichkeiten der organisierten Interessen führten dazu, dass auf die plebiszitäre Austragung der wirtschaftlichen, sozialen und politischen Konflikte zunehmend verzichtet wurde, um die in zeitraubenden Verhandlungen erzielten Kompromisse nicht zu gefährden. Diese teilnahmehemmenden Entwicklungen konnten nicht durch eine Personalisierung der Politik aufgefangen werden, ein Element des politischen Systems, das in anderen Demokratien die formale Teilnahme stimuliert. Eine Personalisierung des politischen Bereichs ist in der Schweiz nur beschränkt möglich, weil weder die kollegiale Regierungsform, noch die föderalistisch zersplitterte Vielparteienstruktur noch die Normen der politischen Kultur herausragenden Symbolfiguren Raum gewähren und weil sich die vielen Abstimmungskämpfe über Sachfragen weniger gut auf das Gegeneinander von Personen reduzieren lassen als Wahlkämpfe, in denen Politiker um das Mandat des Bürgers bitten.

Neben den Veränderungen im politischen System sind jedoch auch Entwicklungen in der sozioökonomischen Basis für den Teilnahmerückgang verantwortlich. Die Nivellierung der Gegensätze durch die skizzierten Mechanismen im politischen System wurde begünstigt - eventuell auch erst ermöglicht - durch eine krisenfeste Wirtschaft, die steigenden Wohlstand für breite Bevölkerungsgruppen garantierte und die sozialen Konflikte entschärfte. Der spätkapitalistische Interventionsstaat, der mit seinem Krisenmanagement für diese Stabilität sorgt, trägt auch noch auf andere Weise ungewollt zum Rückgang der Teilnahme bei: durch seine zunehmenden Eingriffe bei sozialen Problemen und in die Bereiche von Wirtschat und Finanzen, von Bildung, Erziehung und Wissenschaft, von Energie, Verkehr und Umweltschutz nimmt seine Bedeutung für das tägliche Leben des Bürgers zwar zu; andererseits entschärfen seine regulierenden Massnahmen bestehende Spannungen und verhindern das Entstehen von Krisensituationen, die dem Bürger die Bedeutung der staatlichen Tätigkeiten voll zum Bewusstsein bringen (12). Gelungenes staatliches Krisenmanagement, das von einer abnehmenden Konfliktintensität des politischen Systems begleitet ist, schläfert den Bürger ein. Er glaubt, auf die Wahrnehmung seiner Teilnahmechancen verzichten zu können.

Ein weiterer wichtiger teilnahmehemmender Faktor ist die zunehmende Urbanisierung. Das erscheint zunächst überraschend, weil die empirisch analytische Partizipationstheorie das Leben in der Stadt als Stimulus für die politische Teilnahme - zumindest für die überlokale Ebene des politischen Systems - ansieht (13). Sowohl die

Querschnitt-(14) als auch die Längsschnittanalysen (15) für die Schweiz zeigen jedoch, dass sich der Verstädterungsprozess negativ auf die Wahl- und Stimmbeteiligung und auf die Teilnahme an der politischen Basiskommunikation auswirkt. In den kleineren Landgemeinden bleibt die politische Teilnahme nahezu konstant, in den wachsenden Städten nimmt sie rapide ab, obwohl der Städter im Durchschnitt eine bessere Ausbildung hat, häufiger den mittleren und oberen Berufsgruppen angehört und stärker in Verbänden organisiert ist (16). Andererseits ist der Städter weitaus mobiler. Und in der grösseren Mobilität, die zusammentrifft mit zunehmender Gemeindegrösse und damit zunehmender Unüberschaubarkeit des sozialen und (lokalen) politischen Milieus, scheint auch der Schlüssel für die Erklärung der sinkenden politischen Aktivität in den grösseren Gemeinden zu liegen.

Geringe Mobilität und kleine Einwohnerzahlen erhalten in den kleinen Gemeinden bestimmte Formen der sozialen Beziehungen, des soziokulturellen Milieus und des sozialen Verhaltens, die politische Aktivität per se begünstigen und gleichzeitig teilnahmehemmende Faktoren, die von "aussen" kommen, abwehren. In der relativ gut überschaubaren "Dorfgemeinschaft" ist der politische Bereich noch gut mit dem sonstigen sozialen Leben verwachsen, der Urnengang ist ein geselliges Ereignis. In einem relativ dauerhaften Netz persönlicher Beziehungen - in der Nachbarschaft, in Vereinen, am Arbeitsplatz - wird der Bürger zum politischen Gespräch angeregt, hat er persönliche Kontaktstellen zum Zentrum der politischen Aktivitäten (Meinungsführer, Politiker, Bekannte von Politikern). Die zunehmende Komplexität der politischen Probleme stiftet nicht so starke Verwirrung, weil besondere Reduktionsmechanismen (17) zur Verfügung stehen: traditionsgeleitetes Verhalten, Meinungsführer und eine relativ homogene und daher übersichtliche kulturelle und auch politische Struktur (18). Auch andere teilnahmehemmende Entwicklungstendenzen der modernen Gesellschaft - wie Krisenfestigkeit, steigender Wohlstand - stossen auf dem Lande auf ein relativ festes Normengefüge, das sie nicht so leicht zur Wirkung kommen lässt: die bestehende Norm zur politischen Aktivität lässt sich in einem traditionsbetonten Milieu mit guten Möglichkeiten der sozialen Kontrolle nichts so leicht erschüttern.

Der Verstädterungsprozess dagegen zersetzt die soeben kurz skizzierten Formen der sozialen Beziehungen, des sozio-kulturellen Milieus und des sozialen Verhaltens. Im stärker ausdifferenzierten sozialen System der grösseren Gemeinden löst sich der politische Bereich vom übrigen sozialen Leben ab und rückt für den Bürger in eine weitere Ferne. Die Sozialbeziehungen im allgemeinen sind durch grössere Distanz gekennzeichnet, sowohl in der Nachbarschaft als auch in Sekundärgruppen wie Verbänden oder an einem grossbetrieblichen Arbeitsplatz. Sie sind dem politischen Gespräch, das

ein gewisses Mass an Vertrautheit voraussetzt, abträglich. In ihnen versickern aktivierende Impulse, die von einem in grössere Ferne gerückten politischen Zentrum ausgehen. Einige Mechanismen zur Reduktion von politischer Komplexität - wie Tradition, Meinungsführer - sind in grösseren Gemeinden weniger stark ausgebildet. Statt dessen verursacht steigende Mobilität eine soziale, kulturelle und politische Vielfalt, (19) in der die Orientierungsschwierigkeiten und damit auch die politische Enthaltsamkeit zunehmen. Zudem ist im anonymeren Milieu der grösseren Gemeinden das politische Verhalten des einzelnen der Kontrolle durch andere, durch eine "Gemeindeöffentlichkeit", weitgehend entzogen. Normen politischen Verhaltens sind anfälliger für Wandel und stärker den "von aussen" kommenden teilnahmehemmenden Entwicklungen ausgesetzt.

Welches Fazit lässt sich aus dem "abweichenden Fall" der Schweiz für die empirisch-analytische Partizipationstheorie ziehen? Das theoretische Fassungsvermögen muss erweitert werden durch die Berücksichtigung wesentlicher Faktoren aus dem politischen und sozioökonomischen System, die sich allerdings nur schwer quantifizieren lassen. Zur Erklärung der rückläufigen Teilnahmeraten in der Schweiz zogen wir die folgenden bisher vernachlässigten Variablenkomplexe heran: Konfliktintensität des politischen Systems und der sozialen Basis, Grad der Oeffentlichkeit der Konfliktaustragung, Stabilität der Machtverhältnisse, Personisierungsgrad des politischen Bereichs, Uebersichtlichkeit des kulturellen und politischen Systems, Krisenfestigkeit der wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse, bzw. Erfolg des staatlichen Krisenmanagements, Grad der sozialen Mobilität, Grad der sozialen Kontrolle, Existenz von Mechanismen zur Reduktion von Komplexität in der politischen Basiskommunikation, Entfernung vom Zentrum der politischen Aktivität, Verflechtung von sozialem und politischem Leben bzw. Ausdifferenzierung der politischen und sozialen Systeme.

Man kann davon ausgehen, dass die modernen Gesellschaften in ihrer sozioökonomischen Basis ähnlichen Entwicklungstendenzen unterliegen, die teils stimulierende, teils hemmende Wirkung auf die politische Partizipation entfalten. Teilnahmeanregend wirken das steigende Bildungsniveau, die Umschichtung zugunsten der oberen und mittleren Schichten und der höhere Organisationsgrad in den Städten. Teilnahmehemmend dagegen wirken ein erfolgreiches Krisenmanagement, steigender Wohlstand, zunehmende gesellschaftliche Mobilität, abnehmende soziale Kontrolle (sofern vorher Normen bestanden, die Teilnahme fordern), zunehmende Vielfalt im sozialen und kulturellen Leben, zunehmende Distanz des politischen Bereichs und der Zentren politischer Aktivität vom übrigen sozialen Leben, zunehmende Abstraktheit

der Sozialbeziehungen und des weiteren eine Entwicklung, die hier bisher noch nicht erwähnt wurde: die Verlängerung des menschlichen Lebensalters und damit die Verschiebung im Altersaufbau der Bevölkerung zugunsten der älteren, weniger teilnahmefreudigen Jahrgänge.

Ob in einer Gesellschaft eher die teilnahmeanregenden oder die teilnahmehemmenden Tendenzen überwiegen, hängt davon ab, ob das politische System negative Entwicklungen in der sozioökonomischen Basis durch teilnahmestimulierende Elemente auffängt oder nicht. An der Schweiz lässt sich demonstrieren, wie ein politisches System die sozialstrukturellen Tendenzen zur politischen Abstinenz durch starre Machtverhältnisse, nicht-öffentliche Konfliktaustragung und Unübersichtlichkeit des politischen Bereichs begünstigt, anstatt ihnen zu begegnen. Andere politische Systeme konterkarieren derartige Tendenzen: die Entschärfung der sozialen Gegensätze durch ein relativ konfliktintensives politisches Leben (Gegeneinander von Regierung und Opposition mit der Chance des Machtwechsels, verbunden mit öffentlicher Austragung von Zielkonflikten); die zunehmende kulturelle und soziale Vielfalt durch die Integration der unterschiedlichen Interessenlagen in einem übersichtlichen Zwei- bzw. Dreiparteiensystem; die zunehmende Abstraktheit des politischen Bereichs durch die - vom aufklärerischen Standpunkt aus problematische - Personalisierung der Politik.

Eine umfassende Theorie der politischen Partizipation hätte neben den Variablenkomplexen aus dem politischen System und aus der sozioökonomischen Basis auch die wichtigsten Institutionen der politischen Sozialisation - Familie, Schule und Arbeitsplatz - mit zu berücksichtigen.

1.3. Der "behavioristisch" reduzierte Partizipationsbegriff

Die auf empirisch-analytischem Wege gewonnenen Hypothesen über den Zusammenhang von sozialem Wandel und politischer Partizipation haben zwar den Vorteil, nomologische Zusammenhänge mit quantitativen Methoden aufzeigen zu können, dem Zwang zur Quantifizierung fallen jedoch neben wesentlichen Einflussfaktoren auf die Teilnahme auch noch Aspekte des Partizipationsprozesses zum Opfer, die für die Teilnahmeproblematik in komplexen Gesellschaften von entscheidender Bedeutung sind. Die empirisch-analytische Partizipationstheorie arbeitet mit einem Partizipationsbegriff, der das Phänomen der Teilnahme auf individuelles oder kollektives Verhalten bzw. auf individuelle oder kollektive Einstellungen reduziert - auf den Gang zur Wahlurne, politische Gespräche, Lektüre von Massenmedien, politisches Interesse, Gefühl der politischen Wirksamkeit u.ä. Ohne Zweifel sind Bürgeraktivitäten ein wichtiger Bestandteil der politischen Teilnahme. Ein behavioristisch verkürzter Par-

tizipationsbegriff klammert jedoch die noch wichtigere Frage im Zusammenhang mit der Interessenvermittlung zwischen Basis und Herrschaftsträgern, die Frage nach den Einflusschancen der Bürgeraktivitäten auf die politischen Entscheidungen aus. Er lässt die politischen und sozioökonomischen Strukturen, in die das Verhalten des einzelnen eingebettet ist und durch die es Wirkung entfalten kann, unberücksichtigt. Im Mittelpunkt eines weiter gefassten, "strukturellen" Partizipationsbegriffs steht nicht das Verhalten der Bürger, sondern der gesamte komplizierte Prozess der Beeinflussung und Kontrolle von Entscheidungsträgern durch Teilnahme. Die Forschungsperspektive einer umfassenderen Partizipationstheorie entspricht etwa der Definition, die Verba einem Aufsatz über "democratic participation" voranstellt (wenn er auch in seinen Ausführungen wieder in die behavioristisch verkürzte Perspektive zurückfällt):

> "Loosely defined, democratic participation refers to the processes by which citizens influence or control those who make major decisions affecting them" (20).

2. DIE THESE DER KAPITALISMUSKRITIK: IM SPAETKAPITALISMUS VERWANDELT SICH PARTIZIPATION IN MANIPULIERTE AKKLAMATION

2.1. Die These

Die Vorstellung, dass sich in der bürgerlichen spätkapitalistischen Gesellschaft das Phänomen der Partizipation grundlegend qualitativ verändert hat, dass sich Selbstbestimmung in Fremdbestimmung, selbständige Individuen in fremdgesteuerte Massen, autonome Willenkundgebung in manipulierte Akklamation verwandelt hat, ist in pointierter Form erstmals von Mills in seiner Analyse der US-amerikanischen Machtstruktur formuliert worden. Die Vermassung der sozialen Sekundärorganisationen und der Niedergang ihrer Diskussionszirkel, der Verlust an Einsicht in die Strukturen, die das Leben des einzelnen bestimmen und die dadurch entstehende Existenzangst, die Stereotypisierung des Bewusstsein durch Reklame und Propaganda, die Ablenkung der Bevölkerung von den wesentlichen sozialen und politischen Problemen durch massenmediale Flucht- und Scheinwelten, die Einschüchterung der Bürger durch Massenmedien und Demagogen verwandeln demokratische Oeffentlichkeit in eine Massengesellschaft. Der entpolitisierten, vermassten Basis der Gesellschaft steht eine Gruppe von Herrschaftsträgern gegenüber, die durch die Bürokratisierung der Gesellschaft und die zunehmende Konzentration im wirtschaftlichen, militärischen und politischen Bereich über Herrschaftsinstrumente in bisher unbekanntem Ausmasse verfügen. Sie fällen die wich-

tigen Entscheidungen und holen sich die schein-demokratische Legitimation bei einer politisch willenlosen Bevölkerung, die sich, "von oben gesteuert, ... in entscheidenden Auseinandersetzungen in die Rolle einer demonstrierenden Menge hineinmanövrieren lässt."(21). Die These vom "Strukturwandel der Oeffentlichkeit" wurde dann von Habermas verallgemeinert und weiter ausgebaut (22) und ist inzwischen zu einem der Ecksteine der neo-marxistischen Analyse des spätkapitalistischen Systems geworden (23).

Die Kapitalismuskritik sieht die Partizipationsproblematik vor dem Hintergrund einer repolitisierten Klassengesellschaft. Die Entwicklung zum "organisierten","staatlich geregelten", "Spät-" Kapitalismus (24) ist begleitet von einer Ausdehnung des öffentlichen Sektors im ökonomischen System (staatlich kontrollierte Unternehmen sowie Privatunternehmen, die im wesentlichen von Staatsaufträgen leben) und von einer zunehmenden Interventionstätigkeit des Staates, der in die Funktionslücken des Marktes einspringt, um die Krisenanfälligkeit eines sich selbst regulierenden sozioökonomischen Systems herabzusetzen. Durch Aktivitäten im Bereich von Konjunktur-, Arbeitsmarkt-, Steuer-, Finanz-, Sozial-, Bildungs- und Wissenschaftspolitik beeinflusst der Staat die Randbedingungen der privaten Unternehmerentscheidungen und verbessert die Verwertungsbedingungen des Kapitals. Die zunehmenden Eingriffe des Staates in den gesellschaftlichen Reproduktionsprozess bedürfen der Legitimation durch die Zustimmung der Bevölkerung in allgemeinen Wahlen (25), so dass der steigende Legitimationsbedarf das "Systemproblem der permanenten Loyalitätssicherung" (26) mit sich bringt.

Die Legitimations- und Loyalitätsproblematik des spätkapitalistischen Staates ist wiederum geprägt durch Interessen- und Strukturwidersprüche, die es zu überbrücken bzw. zu verschleiern gilt. Der Staat sieht sich "kontradiktorische(n) Imperative(n) der Erfüllung kapitalistischen Klasseninteresses und der demokratischen Legitimation" (27) ausgesetzt, er muss die Widersprüche zwischen kapitalistischen und nichtkapitalistischen Strukturelementen (28), zwischen den Verwertungsinteressen des Kapitals, die eine Rücksichtnahme auf Verbrauchswerte verbieten, und den gebrauchswertorientierten Forderungen der Bevölkerung in Einklang bringen. Dieses Problem wird gelöst durch ein System, das Habermas "formale Demokratie" nennt:

> "Partizipation der Staatsbürger an den politischen Willensbildungsprozessen, also materiale Demokratie, müsste den Widerspruch zwischen der administrativ vergesellschafteten Produktion und einer nach wie vor privaten Aneignung und Verwendung des Mehrwerts zu Bewusstsein bringen. Um diesen Widerspruch der Thematisierung zu entziehen, muss das administrative System gegenüber der legitimierenden Willensbildung hinreichend autonom sein.

> Der Zuschnitt formaldemokratischer Einrichtungen und Prozeduren sorgt dafür, dass die Entscheidungen der Administration weitgehend unabhängig von bestimmten Motiven der Staatsbürger gefällt werden können. Dies geschieht durch einen Legitimationsprozess, der generalisierte Motive, d.h. inhaltlich diffuse Massenloyalität beschafft, aber Partizipation vermeidet. Der Strukturwandel der bürgerlichen Oeffentlichkeit schafft für die formaldemokratischen Einrichtungen und Prozeduren Anwendungsbedingungen, unter denen die Staatsbürger inmitten einer an sich politischen Gesellschaft den Status von Passivbürgern mit Recht auf Akklamationsverweigerung einnehmen." (29).

Die Oeffentlichkeit, in der sich der Staat pseudo-demokratisch legitimiert, ist strukturell entpolitisiert. Durch die Personalisierung von Sachfragen, durch Appelle ans Unterbewusstsein, an Emotionen und Vorurteile, durch Hochspielen von Nebensächlichkeiten und Herunterspielen der relevanten sozialen und politischen Fragen, durch Privatisierung der politischen Sphäre wird der politisch enthaltsame Bürger in gewissen Grenzen manipuliert (30). Das wachsende Vermögen der Industriegesellschaft, den karriere-, freizeit- und konsumorientierten Massen soziale Entschädigungen in Form von Einkommen, Freizeit und Sicherheit anzubieten, erleichtert die Legitimationsbeschaffung (31).

Das faktische Partizipationsdefizit in der spätkapitalistischen Gesellschaft wird durch eine "realistische" Demokratie-Theorie gerechtfertigt, in der der normative Kern der aufklärerisch-bürgerlichen Demokratie-Konzeption stark reduziert wird: das Prinzip emanzipatorischer Selbstbestimmung durch Partizipation wird teilweise oder ganz aufgegeben zugunsten eines Wettbewerbs rivalisierender Eliten um die Wählerstimmen (32) oder zugunsten des vorrangigen Ziels der Systemstabilität, die ein gewisses Mass an politischer Apathie erfordert (33).

2.2. Kritik der These

Der Kapitalismuskritik gelingt es, mit dem Rückgriff auf Marx'sche Kategorien zur Analyse der politökonomischen Machtstruktur und durch die Verwendung neomarxistischer Kategorien zur Analyse der politischen Kommunikationsstruktur den Blick für ein zentrales Problem der Partizipation in komplexen Gesellschaften zu schärfen: für das Problem der Herrschaftslegitimation durch Manipulation. Dabei ist allerdings der wissenschaftslogische Status der Aussagen problematisch. Mills und ursprünglich auch Habermas (1965) betrachteten ihre Begriffe und Theorien als idealtypische Uebersteigerungen von Entwicklungstendenzen der bürgerlichen Gesellschaft. Gegenläufige Entwicklungen wurden in Rechnung gestellt: die amerikanische bzw. die bürgerliche Gesellschaft

sind z.B. gekennzeichnet durch die Konkurrenz von demokratischer und manipulierter Oeffentlichkeit (34), von kritischer und manipulativer Publizität (35), wenn auch die Tendenzen der letzteren überwiegen. Bei Offe und auch in den späteren Schriften von Habermas gewinnt man jedoch den Eindruck, als erhebe die Theorie den Anspruch, die spätkapitalistische Gesellschaft in ihren wesentlichen Elementen beschreiben und erklären zu können.

Zu diesem Anspruch sind zwei kritische Bemerkungen notwendig:

1. Wenn sich das auf "Totalität" gerichtete theoretische Denken auch nicht durch neopositivistische Empiriegläubigkeit enge Grenzen setzen lässt, so muss es sich doch punktuell der empirischen Kritik aussetzen. Da eine solche Kritik den Rahmen dieser Skizze überstiege, sei in diesem Zusammenhang nur eine kurze Bemerkung zur politischen Kommunikation gemacht: Eine Bestandsaufnahme der empirischen Ergebnisse, die zu der durch Massenmedien vermittelten politischen Basiskommunikation in der BRD vorliegen, zeigt, dass sich die Wirklichkeit des Massenkommunikationsvorgangs mit einem "dialektischen", von widersprüchlichen Tendenzen ausgehenden Ansatz mit entsprechenden dichotomischen Kategorien besser einfangen lässt als mit einem "einseitig-kritischen" Konzept der entpolitisierten, manipulierten Oeffentlichkeit. In der politischen Basiskommunikation der BRD liegen manipulative und demokratische Tendenzen miteinander im Streit (36). Entsprechendes dürfte auch für den Vermittlungszusammenhang zwischen den Interessen der Bevölkerung und den politischen Entscheidungen im allgemeinen gelten. Eine Theorie, die hauptsächlich Manipulation und "Motivationsmanagement" (37) unterstellt, tendiert dazu, das (wenn auch unvollkommene Interessen- und Wertberücksichtigungspotential des politischen Systems zu übersehen.

2. Da die Kapitalismuskritik die Partizipationsproblematik vor allem aus dem Blickwinkel der neomarxistischen Klassentheorie und deren Annahmen über Interessenwidersprüche betrachtet und daher auch einseitig auf kapitalistische Staaten zugeschnitten ist, bleiben wesentliche Fragen unberücksichtigt, die sich aus dem allgemeinen Differenzierungsprozess der Gesellschaft herleiten. Partizipationsprobleme, die mit der zunehmenden Komplexität der modernen Gesellschaft zusammenhängen, stellen sich in ähnlicher Form für alle Systeme, die vor der Aufgabe stehen, in ihren Herrschaftsentscheidungen Interessengegensätze in angemessener Form berücksichtigen zu müssen.

3. DIE AMBIVALENTEN FOLGEN ZUNEHMENDER KOMPLEXITAET FUER DIE POLITISCHE PARTIZIPATION : AUSDEHNUNG DER PARTIZIPATIONSCHANCEN UND PARTIZIPATIONSKRISE.

3.1. Die Erweiterung der Partizipationschancen

Die Entwicklung der politischen Systeme der Industriegesellschaften war in den vergangenen zweieinhalb Jahrhunderten durch den Vorgang zunehmender Demokratisierung gekennzeichnet. Hondrich sieht den Motor dieses historischen Prozesses in Richtung verbesserter Partizipationschancen der Bevölkerung an den politischen Entscheidungen in der zunehmenden Arbeitsteilung, vor allem in der zunehmenden Komplexität der industriellen Produktionsstätten. Sie bewirkt eine Einebnung des Qualifikations- und Leistungsgefälles zwischen den oberen und unteren Ebenen der hierarchisch strukturierten Wirtschaftsorganisationen und damit einen Abbau ökonomischer Macht. Der aus der systemnotwendigen Verbreitung von Fachwissen und Leistung herrührende Machtzuwachs der unteren und mittleren Schichten steigert deren Partizipationspotential. Das politische System trägt dieser Machtverschiebung im wirtschaftlichen Bereich, dem funktionalen Bedeutungszuwachs der unteren Schichten und ihrem gesteigerten Partizipationsbedürfnis dadurch Rechnung, dass es die Partizipationsmöglichkeiten ausdehnt, wenn es nicht durch intensive soziale Konflikte erschüttert ist und wenn die Herrschaftsträger in der Lage sind, die Machtverhältnisse richtig einzuschätzen. "Der Prozess der Arbeitsteilung selbst wird damit - langfristig - zur Grundlage und zum Motor politischer Demokratisierung". (38).

Durch die Ausdehnung der politischen Teilnahmechancen fängt das politische System kapitalistischer Gesellschaften den vom wirtschaftlichen Bereich ausgehenden Partizipationsdruck auf und schont dadurch die Herrschaftsstrukturen der Wirtschaftsorganisationen. Es entsteht das für kapitalistische Gesellschaften typische Nebeneinander von politischer Demokratie und wirtschaftlicher Autokratie.

3.2. Die Partizipationskrise

Die Auswirkungen der zunehmenden Differenzierung sind jedoch ambivalent: einerseits werden breiten Kreisen der Bevölkerung formale Partizipationschancen eröffnet, andererseits wird die Wahrnehmung dieser Chancen immer mehr erschwert. Die wachsenden Verflechtungen sich ausdifferenzierender Systeme, die zunehmenden Interventionen des Staates in diesen komplexen Strukturen, die Positivierung des Rechts und die damit verbundene Notwendigkeit des Staates, die normativen Prämissen seiner Entscheidungen stets von neuen infragezustellen oder zu suchen (39), die fortschreitende Ver-

wissenschaftlichung des politischen Handelns bei Zielsetzung und Mittelwahl haben die politischen Entscheidungen so sehr verkompliziert, dass sowohl die Einsicht der Bürger in die politische Problematik als auch die Berücksichtigung der Wünsche und Vorstellungen der Basis durch die politischen Herrschaftsträger sehr erschwert wird.

> "Participation has precipitated a participation crisis. The fundamental question is age old: how can individuals meaningfully participate in systems of over increasing size and scale, or conversely, how can systems of large size respond to each and every individual? With increasing size and complexity the individual becomes submurged in numbers and confusion." (40).

Für den Bürger wächst die Distanz zu den Institutionen des politischen Bereichs. Zunehmende Komplexität und zunehmende Distanz vergrössern die Gefahr, dass die Herrschaftsträger den Bürger nach ihren Eigeninteressen manipulieren oder dass sich verselbständigende Herrschaftsapparate in ihrer Eigendynamik über die Interessen und Bedürfnisse der Basis hinwegregieren.

3.3. Ersatz von Partizipation durch Sachgesetzlichkeit

Diese Manipulationsproblematik, die in allen komplexen Gesellschaften mit Interessengegensätzen auftaucht, wird im Konzept des "technischen Staates" von Schelsky verkannt. Der historische Prozess der "Verwissenschaftlichung der Zivilisation", wie Schelsky einen wichtigen Aspekt zunehmender Komplexität bezeichnet, ersetze politische Entscheidungen durch Sachzwänge und funktionale Erfordernisse des Systems, Entscheidung und Herrschaft durch wissenschaftliche Analyse und sachliche Planung. Die Partizipation der Bevölkerung ist in diesem Konzept funktionslos geworden: "... an die Stelle eines politischen Volkswillens tritt die Sachgesetzlichkeit, die der Mensch als Wissenschaft und Arbeit selbst produziert." (41). Die Technokratie-Theorie übersieht nicht nur das komplizierte Zusammenspiel von Werten, Interessen und wissenschaftlicher Analyse bei politischer Planung und Entscheidung, sondern sie schlägt auch um in eine konservative Ideologie, wenn - unter Berufung auf Sachgesetzlichkeiten - die Kritik an bisher unausgesprochenen oder auch unbewussten Werten, die herrschaftlichem Handeln zugrundelagen, als "Ideologisierung" oder "Politisierung" abgelehnt wird (42).

3.4. Ersatz von Partizipation durch Systemrationalität

Obwohl auch Luhmann - ähnlich wie Schelsky - die Idee einer partizipatorischen Demokratie für historisch "überholt und am Ende" (43) hält, zieht er nicht ganz so radikal-techno-

kratische Konsequenzen aus der zunehmenden Komplexität. Für Luhmann sind die Erhaltung von Komplexität, Alternativen, Offenheit und eines weiten Selektionsbereiches Systemerfordernisse, die nur durch eine "ungewöhnlich hohe operative Autonomie des politischen Systems" (44) zu verwirklichen sind. Die Forderung nach einer "intensiven, engagierten Beteiligung aller" an den politischen Entscheidungsprozessen verweist Luhmann in den Bereich eines romantischen Utopismus. Eine Beteiligung aller Bevölkerungsgruppen würde lediglich zur Fortschreibung des status quo führen und ausserdem bei den Partizipierenden ständige Frustration erzeugen, weil komplexe Entscheidungssysteme gezwungen sind, mehr Alternativen abzulehnen als anzunehmen (44a).

Die Bedenken Luhmanns gegen ein Mehr an direkter Demokratie im politischen System komplexer Gesellschaften bestehen zum Teil zu Recht. In der durch ihren kleinstaatlichen Charakter begünstigten Schweizerischen Referendumsdemokratie sind Krisenerscheinungen nicht zu übersehen, die ihre Ursachen z.T. in der zunehmenden Komplexität der Gesellschaft haben: Rückgang der Stimmbeteiligung (45); Schwerfälligkeit und verminderte Innovationsfähigkeit (46), die sich besonders bei komplexen Problemen wie Verfassungstotalrevisionen und wirtschaftlichen Fragen (47) sowie in besonders dynamischen Bereichen wie im Bildungswesen (48) negativ auswirken; Ausbildung eines gegenüber der Oeffentlichkeit abgeschirmten Verhandlungssystems zwischen Regierung und Interessengruppen, das einen wichtigen Teil des Entscheidungsprozesses absorbiert und der Oeffentlichkeit entzieht (49). In der komplexen Gesellschaft sind die politischen Entscheidungsprobleme zu zahlreich, und von den Lebenserfahrungen des Bürgers zu weit entfernt, als dass dieser es sich vom zeitlich und eventuell auch geistig notwendigen Aufwand her leisten könnte, sich intensiv im Detail zu beteiligen. Ebensowenig kann es sich der Staat leisten, alle komplizierten Einzelmassnahmen von der Zustimmung einer Stimmenmehrheit abhängig zu machen.

Problematisch wird die Argumentation Luhmanns allerdings dann, wenn zentrale Zielvorstellungen wie "Rationalität", "Vernunft" und sogar "Menschlichkeit" aus ihrem Zusammenhang mit konkreten menschlichen Bedürfnissen gelöst und in abstrakte Erfordernisse eines Systems verwandelt werden (50). Reduziert man die Ziele Rationalität und Menschlichkeit auf die Frage der Erhaltung von Komplexität, so beraubt man die Demokratie- und Partizipationsproblematik ihres eigentlichen menschlichen Aspekts. Menschlichkeit darf nicht in erster Linie Systemrationalität bedeuten, sondern Berücksichtigung der Bedürfnisse des konkreten Menschen, die das vom einzelnen abstrahierte System erst ausmachen und ihn ihm leben müssen. Menschlichkeit im Sinne von Bedürfnisberücksichtigung der Menschen steht in

einer komplexen Gesellschaft in einem anderen Zusammenhang mit Partizipation als Systemrationalität. Systemrationalität schliesst eine intensive Beteiligung aller an den politischen Entscheidungsprozessen aus, Menschlichkeit dagegen fordert diese intensive Beteiligung, damit Systemrationalität nicht in den Dienst "unmenschlicher" Ziele oder von Minderheitsinteressen gestellt wird, sondern sich an den Bedürfnissen der Basis orientiert. Gerade in einer komplexen Gesellschaft ist die Beteiligung wichtig, weil in derartig unübersichtlichen Strukturen die Gefahr "einseitiger" Selektivität des Systems besonders gross ist. Wirft man, wie Luhmann, die beiden Ziele Systemrationalität und Menschlichkeit in einen systemtheoretischen Topf, dann verstellt man sich den Blick für ein Kernproblem, vor das sich eine "humane", an den menschlichen Bedürfnissen ausgerichtete Demokratie in einer komplexen Gesellschaft gestellt sieht: wie sind die beiden Ziele Systemrationalität, die intensive Partizipation im politischen System ausschliesst, und Menschlichkeit, die intensive Partizipation fordert, miteinander in Einklang zu bringen?

Man braucht weder die neomarxistische noch die Luhmann'sche Interpretation der Funktion der Wahl (51) zu teilen, um zu erkennen, dass mit den traditionellen Institutionen der politischen Beteiligung das Problem der Bedürfnisberücksichtigung nicht gelöst werden kann. Es zeichnen sich jedoch andere Lösungen ab: die Institutionalisierung neuer Formen der Partizipation in wirtschaftlichen und sozialen Bereichen, die bisher weitgehend autokratisch strukturiert waren.

4. DIE NEUE CHANCE : TEILNAHME AN DER GESTALTUNG DER NAHUMWELT VON ARBEITSPLATZ UND ALLTAG

Die zunehmende Komplexität baut einerseits Hindernisse für die wirksame Wahrnehmung der politischen Partizipationschancen auf, andererseits schafft sie jedoch Freiräume für Teilnahme in anderen gesellschaftlichen Bereichen und übt teilweise "funktionalen Druck" in Richtung einer verstärkten Partizipation aus. Im folgenden sollen vier Entwicklungstendenzen kurz skizziert werden, die die Teilnahme an der Gestaltung von Arbeitswelt und Alltag ermöglichen.

4.1. Reduktion des Machtgefälles durch Arbeitsteilung:

Die zunehmende Arbeitsteilung verringert das Machtgefälle zwischen Organisationsspitzen und Organisationsbasis.

Die Organisationen der modernen Gesellschaft sind gekennzeichnet durch zunehmende funktionale Differenzierung. Die Teileinheiten der Organisationen sind spezialisiert und

nehmen unterschiedliche Aufgaben wahr. Neben die hierarchische, "skalare" Ueber- und Unterordnung tritt die Gliederung nach unterschiedlichen Aufgaben und entsprechenden unterschiedlichen Qualifikationen (52). Funktionale Differenzierung hat zur Folge, dass Untergebene immer häufiger über Qualifikationen verfügen, die der Vorgesetzte nicht besitzt. Dadurch nimmt die Bedeutung der unteren Teileinheiten für die Gesamtorganisation zu, und es entstehen auf den unteren Statusebenen Verhaltensfreiräume, die sich der konkreten Kontrolle "von oben" entziehen. Die formalen Kontrollchancen der Organisation über ihre unteren Teileinheiten werden geschmälert, die freiwillige Leistungserfüllung und die institutionellen Loyalitäten aller Organisationsmitglieder gewinnen an Gewicht (53). Dieser Strukturwandel wurde zunächst im militärischen Sektor beobachtet, er lässt sich jedoch auch in wirtschaftlichen Organisationen, in der Staatsbürokratie und im Bereich der Universität und Wissenschaft nachweisen (54). Hondrich interpretiert einen Teil dieses Vorgangs mit Recht als "Auf-Qualifizierung und damit originäre Machtsteigerung bisher untergeordneter Systemeinheiten" (55). Neben der Auf-Qualifizierung trägt auch der notwendig gewordene Abbau formaler Kontrollen zugunsten informaller Kontrollen und Verlass auf Loyalitäten zur Verringerung des Machtgefälles zwischen Spitze und Basis der Organisation bei.

4.2. Dezentralisierung als Folge von Komplexität

Komplexe Organisationen unterliegen einem Trend zur Dezentralisierung, der ihre Informationskapazität und Anpassungsfähigkeit erhöht.

Max Webers Theorem, dass die hierarchisch-bürokratische Struktur ein Maximum an Rationalität und Leistung garantiere, trifft für komplexe Grossorganisationen in einer dynamischen Umwelt nicht mehr zu. Im Gegenteil: mit steigender Komplexität sinkt die Fähigkeit zentralisierter Kommunikationssysteme, Fehler zu entdecken, weil die Rückkopplung zwischen Sender und Empfänger nur sehr mangelhaft ausgebaut ist (56). Unfähigkeit zum Wandel (57), mangelnde Innovations- und Lernfähigkeit, Informationsschwäche, mangelnde Flexibilität und Reagibilität behindern zentralisierte Organisationen daran, sich den sich rasch wandelnden Umweltbedingungen anzupassen. "Der traditionelle hierarchische Rahmen kollidiert mit der komplexen Form der Aufgabenstellung". (58). Die Informationskapazität des "organisatorischen Wasserkopfes" (59) zentralisierter Organisationen reicht nicht aus, um optimale Entscheidungen zu fällen und höchstmögliche Zielverwirklichung zu erreichen. Die Informations- und Innovationsschwäche macht sich selbst dann geltend, wenn man nicht danach fragt, ob in die Zieldefinitionen der Organisation die Interessen der Basis einge-

gangen sind. Aus dieser Entwicklung muss auch ein Effizienzdenken, das in erster Linie von vorgegebenen Organisationszielen und nicht von den Bedürfnissen der Basis ausgeht, den Schluss ziehen, dass "die hierarchischen oder autoritären Führungssysteme zwangsläufig abgebaut werden" (60). Wandel des Führungsstils (kooperative Führung), Delegation der Verantwortung (eventuell nur bis in die mittlere Ebene des Managements) und eine damit erzielte Steigerung der Informationskapazität und Anpassungsfähigkeit der Organisation würde noch nicht bedeuten, dass auch die unteren Ebenen der Organisationen in stärkerem Masse partizipieren und ihre Werte und Bedürfnisse in die Entscheidungen einbringen. Die beiden im folgenden skizzierten Tendenzen deuten jedoch darauf hin, dass sich auch die strukturellen Voraussetzungen der Basis im Sinne grösserer Berücksichtigung ihrer Interessen verbessern.

4.3. Partizipation am Arbeitsplatz im Zuge steigender Mechanisierung:

Die Partizipation am Arbeitsplatz steigt an, weil die zunehmende Mechanisierung der Arbeitswelt Freiräume für die organisatorische Neugestaltung schafft und weil Demokratisierung am Arbeitsplatz unter bestimmten Bedingungen zur Leistungssteigerung beiträgt.

Auf den höheren Stufen der Mechanisierung erweitert sich der Spielraum für die organisatorische Gestaltung der Arbeitsplätze (61). Die Frage, wieviel Mitentscheidung den Arbeitenden über den konkreten Arbeitsprozess eingeräumt werden soll, ist nicht mehr allein durch die Sachzwänge der Technik bestimmt, sondern in steigendem Masse durch Wertgesichtspunkte, die bei der Arbeitsplatzgestaltung zugrundeliegen (Effizienz, Demokratisierung, Humanisierung). Erreicht die Mechanisierung die Phase der Vollautomation, so entstehen Arbeitsgruppen von relativ grosser Selbständigkeit und entsprechenden Kontrollbefugnissen (62).

Technologischer und organisatorischer Wandel verändern zudem die Anforderungen an die Qualifikation der Arbeitenden: "prozessungebundene" Qualifikationen wie technische Intelligenz, Rezeption und Sensibilität, Flexibilität sowie die Fähigkeiten zur eigenständigen Planung und Ausführung des Arbeitsablaufes gewinnen an Gewicht (63).

Eine Erweiterung der Partizipation wird auch vom Effizienzdenken her gefordert: die sozialpsychologisch orientierte Organisationswissenschaft hat den Zusammenhang von Mitwirkungschance und Leistungsmotivation nachgewiesen. Eine Erweiterung des Tätigkeitsbereiches (job enlargement) und ein Mehr an individueller Verantwortung

und Autonomie erhöhen die Arbeitszufriedenheit, das persönliche Engagement und damit auch die Produktivität (64). Die Leistungen steigen, wenn soziale Unterschiede zwischen Vorgesetzten und Untergebenen abgebaut und die Mitentscheidung der Arbeitnehmer über Produktionsziel und Arbeitsbedingungen ausgebaut werden. Der Zusammenhang von Partizipation und Leistungssteigerung gilt allerdings nur, wenn keine zu grossen Zielkonflikte vorhanden sind, wenn die Partizipierenden nicht über- oder unterfordert werden und wenn die Mitwirkung keine entscheidenden Bedürfnisversagungen anderer Art fordert (65).

Die technische Entwicklung erhöht die Souveränität am Arbeitsplatz und verlangt vom Arbeitnehmer mehr Autonomie und Eigenverantwortlichkeit. Das Effektivitätsprinzip erfordert einen Ausbau der Mitwirkungschancen innerhalb der Arbeitsgruppen. Die Organisationen sind also gezwungen, zumindest auf die Wünsche und Bedürfnisse ihrer Mitglieder im Hinblick auf die Arbeitsverhältnisse in den Grundeinheiten der Arbeitssysteme Rücksicht zu nehmen.

4.4. Demokratische Legitimation bei Innovationsentscheidungen und Gesellschaftsplanung:

Innovationsentscheidungen in Organisationen und die Gesellschaftsplanung bedürfen der demokratischen Legitimation, wenn sie ihre Erfolgschancen nicht gefährden wollen.

Ein "funktionaler Druck" zur Partizipation zeichnet sich dort ab, wo Organisationen bei der Einführung von Neuerungen und wo staatliche Bürokratien bei der Durchsetzung von Planungsvorhaben auf die Folgebereitschaft der Menschen angewiesen sind, die von diesen Entscheidungen betroffen werden. Innovationen lassen sich ohne Beteiligung der Betroffenen häufig nur bei einer Leistungsminderung der Organisation oder überhaupt nicht durchsetzen, weil die Interessen der Betroffenen entweder unberücksichtigt oder unaufgeklärt bleiben. Partizipation dagegen kann zur Leistungssteigerung führen (67). Dasselbe gilt für die Planungsentscheide der staatlichen Bürokratie: sie sind, wollen sie ihre Erfolge nicht durch den Widerstand oder die Apathie der Bevölkerung gefährden, auf demokratische Legitimation angewiesen (68).

Die vier skizzierten Entwicklungstendenzen zeigen, dass der technische und sozialstrukturelle Wandel die Voraussetzungen für eine Partizipation an der Basis der Herrschaftsorganisationen verbessert. Die Bedeutung der Teilnahmechancen am Arbeitsplatz und bei der Gestaltung der Alltagsumwelt kann nicht hoch genug eingeschätzt werden. In diesen überschaubaren Bereichen kann der einzelne Partizipation direkt und anschaulich erfahren - die demokratischen Formen der Konfliktregelung, die Auswirkungen seiner Mitwirkung auf seine

UNIVERSITÉ DE GENÈVE Faculté S E S Bibliothèque

Arbeits- und Lebensbedingungen. Demokratische Sozialisation - die Entstehung des Bedürfnisses nach Teilnahme und der dafür erforderlichen Verhaltensweisen - vollzieht sich durch Partizipation in der Nah-Umwelt von Arbeit und Alltag eher als durch Partizipation in abstrakten Herrschaftssystemen. Für den Bürger hat sich gleichzeitig die Chance erhöht, seine Bedürfnisse in Hinblick auf zwei für ihn wesentliche Lebensbereiche in die Herrschaftsentscheidungen einzubringen und Fremdbestimmung in diesen Sektoren abzubauen, wenn auch die Möglichkeiten des Missbrauchs von Teilnahme zu fremden Zwecken nicht übersehen werden dürfen (69). Da sich die Mitbestimmung in der Nah-Umwelt jedoch auf Probleme erstreckt, die dem direkten Erfahrungsbereich der Partizipierenden entstammen und da die Auswirkungen der Entscheidungen direkt spürbar werden, ist die Manipulationsgefahr geringer als bei der Teilnahme in abstrakten Systemen.

Die Teilnahme in der Nah-Umwelt darf jedoch nicht als ein echter Ersatz für ein Partizipationsdefizit im politischen System angesehen werden. Eine Bedürfnisvermittlung, die die übergreifenden Herrschaftszusammenhänge erreichen soll, bedarf der Ergänzung durch Teilnahme an den Zielen und Entscheidungen der Gesamtorganisationen. Mitbestimmung am Arbeitsplatz ist kein Ersatz für Mitbestimmung auf Betriebs- oder Unternehmensebene. Mitbestimmung beim Bau einer Parkgarage ist kein Ersatz für Mitbestimmung bei der Gesamtkonzeption der Stadt- und Regionalplanung. Partizipation in Teilbereichen muss nicht notwendigerweise die übergeordneten Herrschaftszusammenhänge berühren, ja, sie kann dazu missbraucht werden, von der Teilnahme an übergreifenden Herrschaftssystemen abzulenken. Partizipation im kleinen kann als demokratisches Mäntelchen für Manipulation im grossen dienen. Das Dilemma der Partizipation in komplexen Gesellschaften besteht darin, dass bei der Bedürfnisvermittlung in Zwischenbereich zwischen Nah-Umwelt und politischem System strukturbedingte Entfremdungstendenzen auftreten, die denjenigen im politischen System ähneln.

Es wäre eine soziologische Ueberziehung der Argumentation, wollte man aus der Umverteilung der Macht, den Dezentralisierungstendenzen der Organisationen, der steigenden Autonomie am Arbeitsplatz und den Ansätzen zur Demokratisierung der Planung einen sozialstrukturellen Zwang zu einem Mehr an Partizipation ableiten. Diese Tendenzen zeigen lediglich, wo und wie Partizipation unter den Bedingungen der komplexen Gesellschaft möglich ist. Ob sie dann auch allgemein wirklich wird, hängt u.a. davon ab, inwieweit das Bewusstsein von diesen Möglichkeiten und der Wille zu ihrer Durchsetzung in die politische Praxis eingehen. Daher darf eine Anpassung der klassischen Demokratie-Idee an die modernen Verhältnisse nicht darin bestehen, dass man ihren normativen Kern elitär, technokratisch oder systemrationalistisch reduziert. Es gilt vielmehr, Demokratie nicht als aus-

schliesslich politisches, sondern als gesellschaftliches Phänomen zu begreifen und dort zu verwirklichen, wo ihr zwar viele politische, aber wenig strukturelle Hindernisse im Wege stehen: in der Produktion, in der Bürokratie, im Bildungssystem, im Alltag.

ANMERKUNGEN

1. Nie, Powell, Prewitt, 1969, S. 808
2. Lerner, 1958, S. 64
3. Deutsch, 1961; Nettle, 1967; Pye, 1966
4. Nie u.a., 1969
5. Zusammenfassend Milbrath, 1965; Narr/Naschold, 1971, S. 164-203.
6. Vg. Berelson, 1960
8. Lipset, 1962, S. 31-41, 218.
9. Empirisches Material zum Rückgang der Wahl- und Simmbeteiligung bei Neidthardt, 1970, S. 67/68 (Bundesebene); Girod/Ricq, 1969 (Kanton Genf); Geissler, 1974 (Kantone Basel-Stadt und Baselland)
10. Lediglich kleinere Splitterparteien haben keinen Vertreter in der Regierung. Diese "Proporzdemokratie" existiert auf Bundesebene und in ähnlicher Form auch in den meisten Kantonen.
11. Dazu ausführlich Neidhardt, 1970.
12. Der empirische Nachweis für den Zusammenhang von zunehmender Interventionstätigkeit des Staates und abnehmender Stimmbeteiligung bei Geissler, 1974.
13. Dahl, 1961; Milbrath, 1965, S. 128 ff; Nie u.a., 1969, S. 367.
14. Tingsten, 1937; Girod/Ricq, 1969 und 1970; Trappe, 1972.
15. Geissler, 1974
16. Auch in Studien über die BRD (Faul, 1966), Frankreich (Tarrow, 1971) und Japan (Richardson, 1973) wurde auf dem Lande eine höhere Partizipationsrate festgestellt als in den Städten. Vgl. auch Karlsson, 1958; Valen/Katz, 1964; Johnson, 1971; Robinson/Standing, 1960;
17. Zum Problem der Reduktion vom Komplexität in der politischen Basiskommunikation s. Geissler, 1973b, S. 81-83.
18. Vgl. Girod/Ricq, 1970, S. 77f.
19. Vgl. Girod/Ricq, 1970
20. Verba, 1967, S. 54
21. Mills, 1962, S. 349

22. Habermas, 1965
23. Wir beschränken uns im folgenden auf eine kurze Skizze einer Variante der Kapitalismuskritik, die vor allem von Offe und Habermas vertreten wird. Sie hebt sich von anderen Varianten, z.B. der Theorie des "staatsmonopolistischen Kapitalismus" durch die Benutzung differenzierterer Kategorien ab, die die komplexen Verhältnisse besser einfangen und weniger vergröbern.
24. Zu diesem Begriff vgl. Offe, 1972, S. 7-25
25. In der Schweiz zusätzlich durch Abstimmungen.
26. Offe, 1972, S. 113
27. Offe, 1972, S. 94
28. Offe, 1972, S. 59
29. Habermas, 1973, S. 54
30. Dazu Habermas, 1965, S. 186ff.; Offe, 1969, S. 166; Offe, 1972; Holzer, 1971, S. 119ff.
31. Habermas, 1968, S. 77; Habermas, 1973, S. 55f.
32. Dazu vor allem Bachrach, 1970
33. Zimpel, 1972, stellt diesen Reduktionsprozess in der bürgerlichen Demokratie-Theorie am ausführlichsten dar.
34. Mills, 1962, S. 339, 343
35. Habermas, 1965, S. 252f., 265f.
36. Geissler, 1973a, S. 99ff.; Geissler, 1973c
37. Offe, 1972, S. 114ff.
38. Hondrich, 1970, S. 239. Vgl. auch Hondrich, 1972 und Hondrich, 1973, S. 135
39. Dieser Aspekt der Komplexität wird vor allem von Luhmann, 1969, S. 141-150 hervorgehoben.
40. Mlinar/Teune, 1972, S. 114
41. Schelsky, 1965, S. 456.
Zur Technokratie-Diskussion vgl. Habermas, 1968, S. 120-145; Stück, 1971; Offe, 1972, S. 107-122.
42. Schelsky, 1973, S. 53ff.
43. Luhmann, 1969b, S. 153
44. Luhmann, 1969b, S. 173

44a. Luhmann, 1969a

45. Vgl. Kap. 1.2.
46. Neidhardt, 1970, S. 294, 318
47. Oules, 1971, S. 257

48. Steiner, 1971, S. 150/1
49. Die Entstehung der "Verhandlungsdemokratie" wird bei Neidhardt, 1970, nachgezeichnet.
50. Luhmann, 1969a: "Demokratie heisst demgegenüber Erhaltung der Komplexität trotz laufender Entscheidungsarbeit, Erhaltung eines möglichst weiten Selektionsbereiches für immer wieder neue und andere Entscheidungen. Darin hat Demokratie ihre Rationalität und ihre Menschlichkeit: ihre Vernunft."
51. Luhmann, 1969b, S. 155-173
52. Mayntz, 1963, S. 108/09; Burisch, 1969, S. 93
53. Simon, 1952; Offe, 1970, S. 21-31
54. Vgl. z.B. die "Verselbständigung" der Assistenten.
55. Hondrich, 1972, S. 54
56. Ziegler, 1968, S. 94ff.
57. Crozier, 1968
58. Gronemeyer, 1973, S. 51
59. Narr/Naschold, 1971, S. 159.
60. Lilienstern; Der Einfluss neuer Informations- und Entscheidungssysteme auf das Management der Zukunft, in: Zs. für Organisation, 40/1971, zitiert nach Gronemeyer, 1973, S. 89. Vgl. auch Gronemeyer, 1973, S. 105/106 und Narr/Naschold, 1971, S. 159/60.
61. Autorenkollektiv, 1973, S. 58, 60, 63/4
62. Mallet, 1972; Fürstenberg, 1973, S. 179.
63. Kern/Schuhmann, 1970, S. 66-68
64. Hillmann, 1970; Thorsrud, 1973. Zusammenfassend Katz/Kahn, 1966, S. 463; Fürstenberg, 1973, S. 175; Hondrich, 1972, S. 19-37
65. Hondrich, 1972, S. 36
66. Beispiele bei Naschold, 1969, S. 85-93
67. Golembiesky, Small Groups and Large Organizations, 1965, zitiert bei Gronemeyer, 1973, S. 58/9
68. Verba, 1967; Naschold, 1972; Offe, 1972; Gronemeyer, 1973, S. 145-207
69. Zur Pseudo-Humanisierung der Arbeitswelt vgl. Vilmar, 1973, S. 24. Zur Pseudo-Partizipation bei der Stadtplanung vgl. Gronemeyer, 1973, S. 190ff.

BIBLIOGRAPHIE

Autorenkollektiv, 1973: Berufliche Sozialisation und gesellschaftliches Bewusstsein jugendlicher Erwerbstätiger, Frankfurt.

Bachrach P., 1970: Die Theorie demokratischer Eliteherrschaft, Frankfurt.

Berelson B., 1960: Communications and Public Opinion, in: W. Scharamm (Hg.), Mass Communications, Urbana u.a., S. 527-543.

Burisch W., 1969: Industrie- und Betriebssoziologie, Berlin.

Crozier M., 1968: Der bürokratische circulus vitiosus und das Problem des Wandels, in: R. Mayntz (Hg.), Bürokratische Organisation, Köln/Berlin.

Dahl R.A., 1967: The City in the Future Democracy, in: American Political Science Review, 61.

Deutsch K.W., 1961: Social Mobilization and Political Development, in: The American Political Science Review, 55, S. 493-515.

Faul E., 1966: Das Wahlverhalten verschiedener Bevölkerungsgruppen bei der Bundestagswahl 1965, in: Wirtschaft und Statistik, 3, S. 165-172.

Fürstenberg F., 1973: Die Bedeutung der Mitbestimmung am Arbeitsplatz für die industrielle Demokratie, in: F. Vilmar (Hg.), Menschenwürde im Betrieb, Reinbek, S. 171-182.

Geissler R., 1973a: Massenmedien, Basiskommunikation und Demokratie. Tübingen.

Geissler R., 1973b: Politische Meinungsführer und Demokratie, in: Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft, 13, S. 67-86.

Geissler R., 1973c: Politische Bewusstseinsbilding durch Massenmedien. Zur Rolle der Massenmedien bei der politischen Sozialisation, in: Vorgänge Heft 6, S.30-50.

Geissler R., 1974: Einige Auswirkungen sozialen Wandels auf die politische Teilnahme. Anmerkungen zur Partizipationskrise in der Schweiz, in: Schweiz. Gesellschaft für Soziologie (Hg.), Beiträge zur soziologischen Analyse der Schweiz, Genève, S. 137-149.

Girod R., Ricq Ch., 1969: Géographie de l'abstentionnisme à Genève. Genève.

Girod R., Ricq Ch., 1970: Microsystèmes sociaux de l'abstentionnisme électoral à Genève, in: Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft, 10, S. 71-90.

Gronemeyer R., 1973: Integration durch Partizipation? Arbeitsplatz/Wohnbereich: Fallstudien, Frankfurt.

Habermas J., 1965: Strukturwandel der Oeffentlichkeit, Neuwied/Berlin.

Habermas J., 1968: Technik und Wissenschaft als 'Ideologie'. Frankfurt.

Habermas J., 1973: Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus, Frankfurt.

Hillmann G., 1970: Die Befreiung der Arbeit. Die Entwicklung kooperativer Selbstorganisation und die Auflösung bürokratisch-hierarchischer Herrschaft, Reinbek.

Holzer H., 1971: Gescheiterte Aufklärung? Politik, Oekonomie und Kommunikation in der Bundesrepublik Deutschland, München.

Hondrich K.-O., 1970: Wirtschaftliche Entwicklung, soziale Konflikte und politische Freiheiten. Frankfurt.

Hondrich K.-O., 1972: Demokratisierung und Leistungsgesellschaft. Stuttgart u.a.

Hondrich K.-O., 1973: Theorie der Herrschaft. Frankfurt.

Johnson G.W., 1971: Research Note on Political Correlates of Voter Participation: A Deviant Case Analysis, in: The American Political Science Review, 65, S.768-776.

Karlsson G., 1958: Voting Participation among Male Swedish Youth, in: Acta Sociologica, 3, S. 98-111.

Katz D., Kahn R.L., 1966: The Social Psychology of Organisation. New York.

Kern H., Schumann M., 1970: Industriearbeit und Arbeiterbewusstsein. Frankfurt.

Lerner D., 1958: The Passing of Traditional Society. New York.

Lipset S.M., 1962: Soziologie der Demokratie, Neuwied/Berlin.

Luhmann N., 1969: Komplexität und Demokratie, in: Politische Vierteljahresschrift, 10/1969, S. 314-325.

Luhmann N., 1969: Legitimation durch Verfahren. Neuwied/Berlin.

Mallet S., 1972: Die neue Arbeiterklasse. Neuwied.

Mayntz R., 1963: Soziologie der Organisation. Reinbek.

Milbrath L.W., 1965: Political Participation. Chicago.

Mills Ch.W., 1962: Die amerikanische Elite, Hamburg.

Mlinar Z., Teunr H., 1972: Development and Participation, in: Participation and Self-Management, Vol. 2, Zagreb, S. 114-136.

Narr W.D., Naschold F., 1971: Theorie der Demokratie, Stuttgart u.a.

Naschold F., 1969: Organisation und Demokratie, Stuttgart u.a.

Neidhardt L., 1970: Plebiszit und pluralitäre Demokratie. Eine Analyse der Funktion des schweizerischen Gesetzesreferendums. Bern.

Nettl J.P.: Political Mobilization, New York.

Nie N.H., Powell G.B., Prewitt K., 1969: Social Structure and Political Participation, in: The American Political Science Review, 63, S. 361-379, und 808-832.

Offe Cl., 1969: Politische Herrschaft und Klassenstrukturen, in: G. Kress/D. Senghaas (Hg.), Politikwissenschaft, Frankfurt, S. 155-189.

Offe Cl., 1970: Leistungsprinzip und industrielle Arbeit. Frankfurt.

Offe Cl., 1972: Strukturprobleme des kapitalistischen Staates. Frankfurt.

Oules F., 1971: La démocratie économique à la lumière des faits. Bd. III, Bruxelles.

Pye L.W., 1966: Aspects of Political Development. Boston-Toronto.

Robinson J.A., Standing W.H., 1960: Some Correlates of Voter Participation: The Case of Indiana, in: Journal of Politics, 22, S. 96-111.

Schelsky H., 1965: Der Mensch in der wissenschaftlichen Zivilisation, in: ders., Auf der Suche nach Wirklichkeit. Düsseldorf.

Schelsky H., 1973: Systemüberwindung, Demokratisierung, Gewaltenteilung. München.

Simon H.A., 1952: Decision Making and Administrative Organization, in: R.K. Merton (Hg.), Reader in Bureaucracy, New York, S. 185-194.

Steiner J. (Hg.), 1971: Das politische System der Schweiz. München.

Stück H., 1971: Die deutsche Technokratie-Diskussion, in: J. Meynaud (Hg.), Spekulationen über die Zukunft. München.

Tarrow S., 1971: The Urban-Rural Cleavage in Political Involvement: The Case of France, in: The American Political Science Review, 65, S. 341-357.

Thorsrud E., 1973: Demokratisierung der Arbeitsorganisationen. Einige konkrete Methoden zur Neustrukturierung des Arbeitsplatzes, in: F. Vilmar (Hg.), Menschenwürde im Betrieb. Reinbek, S. 117-132.

Tingsten H., 1937: Political Behavior: Studies in Election Statistics. London.

Trappe P. (Hg.), 1972: Partizipation und Abstinenz. Eine Untersuchung zum politischen Verhalten der Stimmbürger im Kanton Basel-Landschaft. Maschinenschrift Basel. (Autoren des Untersuchungsberichtes: E. Buser, M. Degen, R. Fahrni, R. Geissler, M.-Th. Schleiniger, K. Schrape, E. Stalder, P. Trappe).

Valen H., Katz D., 1964: Political Parties in Norway. London.

Verba S., 1967: Democratic Participation, in: The Annals of the American Academy of political and social science, S. 53-78.

Vilmar F. (Hg.), 1973: Menschenwürde im Betrieb. Reinbek.

Ziegler R., 1968: Kommunikationsstruktur und Leistung sozialer Systeme. Meisenheim.

Zimpel G., 1972: Selbstbestimmung oder Akklamation? Stuttgart.

ZUSAMMENFASSUNG

Die Studie untersucht die Frage, ob sich im Zuge der sozioökonomischen Entwicklung in den westlichen Demokratien die sozialstrukturellen Voraussetzungen für den Einfluss der Bevölkerung auf die Entscheidungen der Herrschaftsträger verbessert oder verschlechtert haben. Es lassen sich drei sozialwissenschaftliche Ansätze zur Analyse des Zusammenhanges von sozioökonomischer Entwicklung und Partizipation unterscheiden, die zu unterschiedlichen Thesen führen. 1) Die These des empirisch-analytischen Ansatzes: Der Industrialisierungsprozess begünstige die demokratische Partizipation der breiten Bevölkerung. Am abweichenden Fall der Schweiz lässt sich die mangelnde theoretische Kapazität dieses Ansatzes zeigen. Zudem verwendet dieser Ansatz einen "behavioristisch" verkürzten Partizipationsbegriff. 2) Die These der Kapitalismuskritik: Im Spätkapitalismus verwandle sich Partizipation in manipulierte Akklamation. Dieser Ansatz übersteigert partizipationshemmende Tendenzen und unterschätzt vorhandene Partizipationsmöglichkeiten. Er vernachlässigt zudem Probleme, die mit dem allgemeinen Differenzierungsprozess komplexer Gesellschaften zusammenhängen. 3) Die zunehmende Komplexität der Gesellschaft hat ambivalente Folgen für die Partizipation: die

wachsenden Verflechtungen sich ausdifferenzierender Systeme, die zunehmenden Staatsinterventionen, die Verwissenschaftlichung des politischen Handelns bauen einerseits Hindernisse für eine einsichtige Teilnahme aller Bürger an den politischen Entscheidungen auf; andererseits eröffnet der strukturelle Wandel neue Teilnahmechancen bei der Gestaltung der Nah-Umwelt von Arbeitsplatz und Alltag, die allerdings erst politisch durchgesetzt werden müssen.

Rainer Geissler
Hochschule der Bundeswehr Hamburg
Holstenhofweg 85
D-2000 Hamburg 70

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 pages 157-185

CLASSES, STRATIFICATION ET INEGALITE DES CHANCES

Roger Girod,
en collaboration avec
Claire Petroff et André Körffy

Le montant des biens n'apparaît que fort rarement, pour ne pas dire jamais, dans les enquêtes sur l'inégalité des chances (1). Il est pourtant d'un grand intérêt, puisqu'il fournit une indication sur la situation de classe des parents, définie en termes de propriété.

Nous voudrions examiner ce point, en englobant dans l'analyse, en plus du revenu de la famille, et de son statut socio-professionnel, le niveau d'instruction du père et de la mère, ainsi que l'idée que les enquêtés paraissent se faire du niveau social et du niveau de vie matériel de leurs parents.

L'analyse multivariée de l'influence de la condition familiale sur les chances de réussite scolaire et professionnelle fait ressortir, on le sait, que des facteurs multiples sont à l'oeuvre, dont aucun n'est décisif à lui seul (2). Entendez: dans la moyenne des cas. Les pages qui suivent vont simplement ajouter une pièce à ce dossier en montrant que le degré de participation à la propriété ne fait pas exception de la règle. Loin d'être prépondérants, les effets de ce facteur sont très inférieurs à ceux des autres composantes principales de la condition sociale des parents, en particulier le revenu, le statut socio-professionnel et le niveau d'instruction.

Cette constatation n'est certes pas de nature à renforcer la thèse selon laquelle la destinée sociale des individus serait, en régle générale, très fortement fonction de la classe de leurs parents. En fait, à moins de faire du mot classe le synonyme de "situation sociale" au sens le plus large, c'est de stratification et non de classe qu'il convient de parler. C'est là, de façon tout à fait claire, l'une des raisons pour lesquelles la différence n'est pas plus grande entre l'Est et l'Ouest quant à l'inégalité des chances (3). La stratification se ressemble beaucoup de part et d'autre, bien que le régime de la propriété ne soit pas le même (4).

Au demeurant, la thèse qui vient d'être évoquée, pour être fort répandue, n'en est pas moins tout à fait étrangère à la plupart des sociologues importants. Elle n'est pas celle de Marx, pas non plus celle de Max Weber, pour

ne pas parler de Pareto, qui fait du renouvellement constant de la population des classes dominantes - à commencer par celles qui doivent leur puissance à l'argent - la condition du maintien de la domination de classe. Plus près de nous, Sorokin, Parsons et beaucoup d'auteurs encore soulignent que la mobilité est un trait évident des sociétés modernes et que la propriété n'est qu'un déterminant parmi bien d'autres des trajectoires que connaissent les individus dans le cadre de cette société de mouvement.

Nos très modestes observations ont le seul mérite d'apporter, sur l'importance relative de cette variable et de quelques autres, des données chiffrées se prêtant à une analyse multivariée. Elles laissent complètement ouverte la vaste question de l'incidence des structures de classe sur les structures de l'enseignement et les autres thèmes semblables.

Ces données se rapportent à des individus qui avaient 27-28 ans à la fin des observations. L'évolution ultérieure de leur carrière ne manquera pas de modifier le rapport entre leur origine sociale et leur situation personnelle. Nous laissons de côté ici ces phénomènes.

1. LES DONNEES SUR LA PROPRIETE

Quelques précisions au sujet de la nature des informations utilisées pour déterminer la situation de fortune des parents seront sans doute utiles. Pour les autres variables, les indications nécessaires seront fournies plus loin, en marge de l'analyse.

Le montant des biens de la famille correspond à la somme indiquée à l'administration fiscale. Les données utilisées dans ce chapitre se rapportent à 1970. Elles concernent Genève. La déclaration couvre la totalité des biens du ménage des parents des membres d'une cohorte de jeunes (5). Ces biens se décomposent comme suit:

a) Immobiliers. Maison familiale comprise.
b) Capital représenté par l'entreprise (agricole, commerciale, artisanale ou autre) de la famille, si elle en possède une.
c) Capitaux placés ailleurs, sous forme d'actions et d'obligations, par exemple.
d) Compte en banque (carnet d'épargne, carnet de chèques, compte-courant, par exemple).
e) Valeur de rachat des assurances-vie, assurances-vieillesse, capital en rentes viagères (contrats conclus à titre privé, non compris donc les assurances obligatoires d'Etat).

f) Objets de valeur (bijoux, meubles de prix, par exemple) véhicules, bateaux, etc.
g) Argent liquide.

Les montants indiqués sont certainement inférieurs à la réalité dans de très nombreux cas. Il convient évidemment de tenir compte des omissions. De plus, beaucoup de familles retranchent d'emblée de leur déclaration, à tort, les avoirs ne dépassant pas les sommes dont la déduction est autorisée par la législation sociale et qui sont, normalement, à défalquer seulement au moment du calcul de l'impôt, soit 50'000 frs. pour un contribuable isolé, 100'000 frs. pour un couple, 25'000 frs. par enfant à charge. Un certain nombre de familles qui figurent dans nos tableaux sous "sans fortune" ont donc en fait des économies. Les montants indiqués par les autres seraient dans nombre de cas à augmenter pour tenir compte de déductions de ce genre.

Il faut ajouter encore que les maisons et terrains sont comptés à leur valeur fiscale. Celle-ci n'est bien souvent pas du tout en rapport avec leur valeur vénale du moment. Une maison comptée pour 50'000 frs. peut très bien valoir 250'000 frs., un terrain agricole estimé à 10'000 frs. peut se vendre plusieurs centaines de milliers de frs. s'il vient à être classé en zone de construction. L'Etat se rattrape, au moment des ventes, par des taxes sur les plus-values ainsi réalisées.

Pour approximatives qu'elles soient, nos données sont sans doute les meilleures possibles. Comment faire le point de façon plus complète sur la fortune de plusieurs centaines de ménages?

Il convient simplement d'interpréter les tableaux en tenant compte de ce qui précède. Les montants qui y apparaissent ne doivent pas être pris trop au pied de la lettre. En revanche, la position relative des familles reflète sans doute assez fidèlement la réalité: dans l'ensemble, celles qui sont classées le plus haut sont bien effectivement les plus riches, celles qui sont classées le plus bas sont réellement les moins fortunées, les autres s'intercalent grosso-modo à leur juste place.

2. DEGRES DE PARTICIPATION A LA PROPRIETE

Sur la base des indications relatives au montant total de leur fortune déclarée, les familles ont été réparties en quatre catégories dans le tableau 4 figurant en annexe de ce chapitre.

Au sommet se trouvent les familles qui ont déclaré ½ million ou plus. Elles comprennent environ 5% de l'ensemble. Des tableaux de travail (non reproduits) nous ont permis de constater que la plupart de ces familles avaient des biens immobiliers, donc probablement leur maison particulière, en plus d'autres avoirs importants. C'est dans cette catégorie que sont compris les capitalistes les plus influents. Il s'agit de ceux qui ont dans les affaires des investissements très considérables.

Mais toutes les familles de ce 5% supérieur de la pyramide de la fortune n'appartiennent pas à ces noyaux de la classe capitaliste (6). Certaines sont simplement à la tête d'une affaire d'une bonne valeur moyenne. D'autres encore ont une maison cotée assez haut et de très confortables économies, sans plus.

La catégorie suivante est celle des degrés moyens-supérieurs de la propriété. Elle comprend les familles ayant déclaré de 100'000 frs. à ½ million. Pour elles aussi, la possession d'une maison privée paraît être la règle. On trouve là entre 15 et 20% de la cohorte.

Les micro-possédants (quelques biens, d'une valeur totale de moins de 100'000 frs.) sont, eux, en général, locataires d'un appartement. Ils disposent de quelques dizaines de milliers de frs. d'économies. La somme indiquée serait sans doute, compte tenu des déductions évoquées plus haut, à augmenter assez sensiblement pour se rapprocher de la réalité. Ces situations n'en sont pas moins modestes. Cependant, elles peuvent permettre, le cas échéant, de faire appel à certaines réserves d'argent pour favoriser des projets d'études ou de carrière d'un enfant. Ces micro-possédants représentent près de la moitié du total.

Au bas du classement, figurent les familles non possédantes, celles qui n'ont déclaré aucune fortune. En réalité, certaines d'entre elles ont un peu d'argent de côté, elles aussi. Les familles non possédantes constituent à peu près le tiers de la cohorte.

Cette répartition reflète une large diffusion de la micro-propriété et de la moyenne propriété. Il n'y a pas, d'un côté une masse de non possédants et de l'autre une minorité monopolisant toute la richesse accumulée. La masse occupe les divers échelons allant de la toute petite propriété à la propriété moyenne. Il est vrai qu'elle a, au-dessous d'elle, un pourcentage encore notable de non possédants.

Les familles très fortunées forment en outre une minorité. Ses dimensions sont fonction des critères adoptés. Si l'on veut cerner les milieux du grand capital, il faut adopter

des critères qui limitent ce groupe à un tout petit pourcentage.

Ces constatations préliminaires règlent déjà une grande partie du problème. Elles indiquent que les cas où la fortune des parents est telle qu'elle peut assurer aux enfants, à peu près à coup sûr, une situation de type supérieur, sont très rares. En revanche, le familles qui disposent d'un petit patrimoine ou de biens un peu plus substantiels sont nombreuses. Ces ressources peuvent avoir un certain effet sur les études des jeunes et sur leur orientation professionnelle. Mais on ne doit pas s'attendre à ce qu'il soit particulièrement puissant.

3. CHANCES DE REUSSITE, SELON LE MONTANT DES BIENS DES PARENTS

Les chances de réussite varient très nettement en fonction des catégories qui viennent d'être passées en revue. Mais cela n'empêche pas l'éventail des destinations d'être fort ouvert, à tous les niveaux de la pyramide de la propriété, sauf tout au sommet. Il est spécialement ouvert dans les parties centrales, celles de la micro-propriété et de la moyenne propriété, où figure, nous l'avons vu, la grande majorité de la population.

Ces phénomènes ressortent assez bien des tableaux 1 et 4.

Le tableau 1 est dichotomique. C'est sur la base de cette dichotomisation que la corrélation entre propriété et destination socio-professionnelle a été calculée, en vue de l'élaboration des modèles que nous examinerons dans la section suivante. Cette corrélation a été calculée pour les hommes et pour les femmes. Au sujet de ces dernières, deux coefficients ont été établis, l'un à partir des activités personnelles des femmes qui exercent une profession, l'autre à partir des activités de l'époux des femmes mariées, qu'elles aient elles-mêmes un emploi ou non.

Ces coefficients de corrélation sont moyens (tableau). Ils se situent entre .219 pour le plus bas des trois et .248 pour le plus élevé. Cela donne de 4.8% à 6.2% de variance expliquée. Mais des coefficients de corrélation de cet ordre, nous l'avons déjà souligné (7), correspondent à des déformations très notables de la distribution des individus, ou, si l'on préfère, à des degrés fort appréciables d'inégalité des chances.

Tableau 1: Fortune des parents et situation à 27-28 ans. Répartition dichotomique (1)

Fortune des parents	Situation à 27-28 ans		Total	
	Ouvriers et employés	Cadres (1)	%	N
Moins de 100'000 frs.				
Fils	57	43	100	533
Filles (situation de leur mari)	56	44	100	423
Filles (situation personnelle)	72	28	100	439
100'000 frs. et plus				
Fils	28	72	100	151
Filles (situation de leur mari)	33	67	100	128
Filles (situation personnelle)	52	48	100	150
Total				
Fils	50	50	100	684
Filles (situation de leur mari)	51	49	100	551
Filles (situation personnelle)	67	33	100	589

(1) Artisans, commerçants, agriculteurs, cadres, dirigeants, intellectuels, étudiants.

Celle-ci apparaît en lisant le tableau 1 verticalement. On voit, par exemple, que 57% des hommes issus des familles ayant une fortune déclarée de moins de 100'000 frs. étaient ouvriers ou employés à 27-28 ans, et que la proportion des cas semblables est de 28%, donc deux fois moindre pour ceux qui proviennent de familles plus riches. Les ordres de grandeur enregistrés pour les femmes sont tout à fait semblables quand on se base sur la situation de leur mari. Pour ce qui est de leurs activités personnelles, la différence entre les enquêtées provenant des familles situées au-dessous de la ligne des 100'000 frs. et des familles situées au-dessus est aussi très importante. Cependant, les pourcentages sont autres (72% et 52%), parce que les femmes qui travaillent tendent beaucoup plus que les hommes à être

confinées dans des emplois subalternes (d'employées en général).

Ce qui précède correspond au premier des faits notés au début de cette section: les chances varient nettement selon le montant de la fortune des parent.

Cependant, lu horizontalement, le même tableau 1 permet de vérifier, quoique imparfaitement, la validité de notre deuxième remarque liminaire: les destinations sont diverses à chaque niveau de la pyramide de la propriété, sauf tout au sommet. Il faut se reporter au tableau 4 pour observer de façon plus nette ce phénomène. Le tableau 1 permet toutefois de noter que, dans la vaste partie inférieure de la pyramide de la fortune (moins de 100'000 frs.), les chances d'entrer dans la catégorie des "cadres" (qui est très large ici, allant des artisans aux intellectuels et dirigeants), sont importantes: 43% des hommes issus des familles qui ont déclaré moins de 100'000 frs. sont cadres, en ce sens.

Les sujets issus des familles plus riches, lesquelles comprennent à peu près 1/5 du total dans ce tableau, tendent à se concentrer dans cette catégorie des cadres. Mais la minorité formées de ceux qui sont devenus ouvriers ou employés n'est pas négligeable.

Le tableau 4 donne plus de détails. Nous ne considérons pour le moment que la première partie (destination) de ce tableau. Celui-ci isole, en son sommet, le 5% des familles les plus riches. Le degré de concentration de leurs enfants dans les catégories socio-professionnelles les plus élevées est très grand, sauf en ce qui concerne l'activité personnelle des jeunes femmes, qui est très souvent du type le plus courant.

Dans le reste de la pyramide, l'éventail des destinations diffère en fonction du montant des biens (lecture verticale), mais est ouvert (lecture horizontale), y compris dans la catégorie des non-possédants. Celle-ci comprend un tiers de l'ensemble, nous l'avons dit. Il faudrait d'autres critères pour délimiter les économiquement faibles et comparer la répartition socio-professionnelle de leurs enfants à celle des enfants des milieux les plus typiquement capitalistes.

Dans les parties centrales de la pyramide, les orientations sont spécialement diverses. Elles ne diffèrent qu'assez peu de ce qu'elles sont dans l'ensemble. Cela est surtout vrai de la catégorie des micro-possédants (quelques biens ne dépassant pas 100'000 frs.), celle de Monsieur-tout-le-monde, du citoyen moyen. Là, le terrain est particulièrement "neutre", si l'on peut dire. Toutes les orientations peuvent naître et s'affirmer. Aucune n'est fortement privilégiée, aucune n'est rendue très improbable. Cela vaut aussi, dans

une bonne mesure, pour la catégorie des propriétaires moyens.

Beaucoup d'enquêtes montrent, à condition d'être interprétées sans préjugé, que ces parties médianes de la société sont très "neutres" aussi par rapport à beaucoup d'autres phénomènes, les opinions politiques, par exemple: toutes les idéologies s'y manifestent à peu près au même degré que dans la population prise en son entier. La théorie, volontiers portée à raisonner à partir de types représentant des formes spécialement éloignées de condition sociale, néglige trop ces masses intermédiaires, au sein desquelles les mécanismes du conditionnement des comportements par le milieu revêtent des formes particulièrement complexes.

Nous verrons dans la section suivante que les effets statistiques qui viennent d'être notés ne tiennent que pour une part réduite à l'influence de la propriété elle-même. Ils procèdent pour le principal de l'action d'autres variables, avec lesquelles la propriété est en rapport plus ou moins systématique. Au nombre de ces variables figurent les autres caractéristiques du milieu d'origine que couvre notre analyse et, en plus, encore toutes sortes de particularités du milieu familial lui-même (affectives, etc.) et de son cadre de vie (genre de quartier, etc.).

Ces dépendances sont loin d'être strictes, de sorte qu'à un même niveau au point de vue de la fortune, se trouvent des familles qui appartiennent par ailleurs aux types les plus différents. Cela est particulièrement vrai au centre de la pyramide, ce qui explique la "neutralité" de ces secteurs.

En d'autres termes, le degré de cohérence des composantes du statut social est faible, surtout aux niveaux où se trouve la masse de la population. Pour illustrer ces remarques, nous avons consigné six exemples dans le tableau 5. Quatre concernent les rapports de la fortune avec d'autres caractéristiques de la condition des parents (catégorie socio-professionnelle du chef de famille, revenu du ménage, niveau d'instruction du père, "niveau social subjectif de la famille", variable qui est définie dans la section suivante). Les deux autres se rapportent à la relation entre la fortune et des traits de comportement des parents: leur degré de pratique religieuse et une indication, très indirecte, sur l'intérêt qu'ils paraissent avoir porté à l'éducation de leurs enfants.

Les liens de dépendance que font apparaître ces données s'expriment par des coefficients de corrélation comparables à ceux qui ont été notés plus haut pour le rapport entre fortune des parents et situation socio-profession-

nelle à 27-28 ans. Certains de ces coefficients sont cependant assez nettement plus élevés: autour des .400, pour ce qui est de la relation fortune-revenu et de la relation fortune-catégorie socio-professionnelle. Cela n'empêche pas qu'à chaque niveau de fortune se rencontrent des familles qui ont des statuts socio-professionnels et des revenus bien différents. L'hétérogénéité des divers niveaux de fortune est un peu plus grande au point de vue du niveau social subjectif (.359). Elle l'est davantage encore pour le degré d'instruction des parents (.234). Elle est très grande également en ce qui concerne les deux aspects du comportement retenus ici.

La variété des cas est, d'une façon générale, spécialement marquée au centre de la pyramide, comme pour les destinations socio-professionnelles des enfants.

Cette diversité très grande des types de milieu familial concrets associés à un degré donné de participation à la propriété ne fait d'ailleurs que contribuer un peu à expliquer que la relation entre fortune et destination socio-professionnelle soit très élastique. Le gros du phénomène dérive du fait que le milieu d'existence, quel qu'il soit, ne détermine pas mécaniquement ces orientations, bien loin de là. Les réactions de la personnalité aux influences du milieu sont trop complexes pour cela et les circonstances ambiantes (camarades, maîtres, hasard des offres d'emploi, etc.) trop aléatoires.

En dépit de leur caractère très relatif, les dépendances statistiques qui lient entre elles les composantes de la condition familiale ont pour effet qu'en partant de n'importe laquelle d'entre elles, on obtient une répartition fort analogue des sujets par niveaux d'instruction ou par catégories socio-professionnelles. Visiblement, le mélange des types de familles est donc grosso-modo le même dans les strates découpées à partir du statut socio-professionnel du père que dans celles qui sont définies d'après le revenu, le niveau d'instruction des parents, etc. Bien qu'ils ne soient pas rigidement liés entre eux, tous ces critères sont donc interchangeables, quand il s'agit de mesurer le degré d'inégalité des chances selon les niveaux de la stratification sociale considérée en bloc, sans distinction entre ses dimensions. Mais il ne suit pas de là, bien entendu, qu'ils aient la même influence sur cette inégalité des chances. Que pris séparément, ils soient plus ou moins équivalents comme indicateurs est une chose. Leur poids respectif au regard d'une analyse multivariée en est une autre. C'est de ce point que s'occupera la section 5.

Le tableau 4 comporte une deuxième partie. On y voit d'où viennent (en termes de montant de la fortune de leur pa-

rents) les membres de chacune des catégories socio-professionnelles. On retrouve sous un autre éclairage, les phénomènes dont nous venons de parler.

4. INFLUENCE DE LA PROPRIETE ET DES AUTRES ASPECTS DE LA SITUATION SOCIALE DE LA FAMILLE

Dans les relations dont il vient d'être question, entrent des influences "indirectes" et "directes" (ou "propres"). Les premières correspondent, par exemple, au fait que puisque la proportion des familles à revenu plutôt bas, à niveau culturel peu élevé, etc. est plus grande dans les couches ouvrières que dans le reste de la société, les fils d'ouvriers ont moins de chances que ceux des autres milieux, d'avoir bénéficié des avantages d'un haut niveau de vie, d'une ambiance culturelle favorisant les études, etc. et ont donc ainsi, finalement, moins de chances d'aboutir à une catégorie socio-professionnelle de niveau supérieur. Ainsi, le statut socio-professionnel du père "agit" indirectement sur celui du fils par l'intermédiaire d'autres caractéristiques. On peut tout aussi bien considérer que celles-ci ont des effets indirects, en partant, disons, du revenu des parents et en disant que, puisque dans les familles à revenu élevé, la proportion de celles dont le chef est non-ouvrier est plus élevée que dans le reste de la société, de même que la proportion de celles qui appartiennent aux couches les plus instruites, les sujets provenant du haut de l'échelle des revenus ont plus de chances que les autres d'avoir été élevés dans un milieu non ouvrier, comparativement très instruit, etc.

L'influence directe d'une variable est celle qui lui revient en bout de chaîne, si l'on peut dire (8). Elle traduit, disons, la dépendance du statut socio-professionnel des sujets par rapport au revenu de leurs parents, abstraction faite des rapports existant entre ce dernier et leur niveau culturel, le montant de leurs biens et ainsi de suite. Ces influences indirectes sont contrôlées pour calculer l'influence directe. Cela signifie que cette dernière est ce qui resterait, en moyenne, de dépendance entre deux variables, toutes choses égales d'ailleurs, plus précisément chez des individus qui seraient semblables au point de vue de toutes les autres caractéristiques entrant dans le calcul. Les coefficients associés aux flèches des modèles path expriment de telles influences directes.

Dans une analyse path, l'explication d'une variance peut être interprétée au premier ou au deuxième degré. Au premier degré, elle équivaut à la somme des influences directes (et de toutes les influences qui s'exercent de l'extérieur, en provenance de variables non incluses dans le modèle). Cela est très logique. En effet, de façon immédia-

te, c'est le revenu dont dispose une famille, son degré de culture, son statut socio-professionnel et ses autres caractéristiques de tout genre qui influencent les études des enfants et leur carrière professionnelle. Les raisons pour lesquelles la famille a tel revenu, tel degré de culture, tel statut socio-professionnel constituent une explication au deuxième degré. Dans cette seconde perspective, les modèles permettent de voir comment se présente le réseau des influences indirectes.

L'effet total d'une variable sur une autre, influences indirectes et directes comprises, est mesuré, nous l'avons dit, par leur relation simple, exprimée soit dans une distribution à double entrée, soit par le coefficient de corrélation correspondant. L'examen de ces relations a été l'objet de la section précédente. Maintenant, nous voulons voir comment se partagent les influences directes.

Pour cela, nous nous référons à deux modèles (tableau 2 et 3). Le premier concerne les deux sexes. Le deuxième ne se rapporte qu'à la fraction masculine de la cohorte. Quatre variables y sont ajoutées. Ce sont d'abord le degré d'instruction du père et celui de la mère. Ainsi la part du niveau culturel de la famille - pour autant qu'il est mesuré par le degré d'instruction des parents - peut être dissociée de celle de sa situation économique (fortune, revenu) et de celle de son statut socio-professionnel, expression plus ou moins fidèle du rang social de la famille et critère plus direct du genre de milieu professionnel où évolue le père. Les deux autres variables supplémentaires sont plus secondaires.

Il s'agit de deux mesures de l'image que la famille paraît avoir de sa condition. L'identité sociale, ou aspect vécu, intériorisé, de la situation occupée dans la société, influe vraisemblablement sur certaines attitudes, sur les relations d'amitié, etc. Par là, elle est susceptible d'avoir de l'effet sur les comportements scolaires, sur les projets de carrière, sur le déroulement effectif de celle-ci. Les indicateurs que nous utilisons ici sont très rudimentaires. Il s'agit du "niveau social subjectif" et du "niveau de vie subjectif". En l'occurence, le niveau social subjectif est la place que la famille occupe, aux yeux de l'un de ses membres (l'enquêté), dans le système des forces sociales, et aussi, plus ou moins, dans celui des rangs sociaux: les milieux supérieurs et distingués, ou encore puissants et dominants; les milieux inférioriés et simples, ou aussi exploités et dominés; les couches intermédiaires, moyennes (9). Le niveau de vie subjectif constitue une indication moins ambiguë: au point de vue de confort et des ressources, la famille se situe, selon l'enquêté, au niveau du Suisse moyen, plus bas ou plus haut (10).

Tableau 2: Part de la propriété et de deux autres aspects de la situation sociale de la famille (revenu, statut socio-professionnel) dans le conditionnement de l'inégalité des chances face à l'école et à la profession. Hommes et femmes. En % de variance expliquée.

Part de variance expliquée	Niveau d'instruction à 20 - 21 ans.		Statut socio-professionnel à 27 - 28 ans.		
	H	F	H	F (selon métier du mari)	F (selon métier personnel)
A. Par la fortune des parents*	0.8	6.0	2.4	1.8	0.7
B. Par d'autres aspects de leur situation sociale	10.1	15.0	5.1	0.7	0.8
Dont:					
B^1 Revenu des parents*	6.1	4.9	1.6	-0.7	1.1
B^2 Statut socio-professionnel du père*	4.0	10.1	3.5	1.4	-0.3
Au total, par la condition sociale de la famille (A + B)	10.9	21.0	7.5	2.5	1.5
C. Par le niveau d'instruction de l'enquêté à 20-21 ans*	.	.	21.6	5.2	27.6
D. Par son statut socio-professionnel personnel à 27-28 ans*	.	.	.	18.5	.
Au total par les variables du modèle (A + B + C + D)	10.9	21.0	29.1	26.2	29.1
Part des influences non identifiées	89.1	79.0	70.9	73.8	70.9
TOTAL (%)	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

H = Jeunes hommes compris dans la cohorte
F = Jeunes femmes comprises dans la cohorte
. = N'intervient pas
* = Ces pourcentages sont obtenus en multipliant les coefficients path par la corrélation correspondante.
Van de Geer, J.P. Introduction to Multivariate Analysis for the Social Sciences. Freeman, San Francisco. 293 p. 1971. p. 119.

Notre première remarque aura pour but d'éviter un malentendu. Comme cela a déjà été dit dans ce qui précède, des pourcentages de variance expliquée de quelques points correspondent en fait à des degrés d'inégalité qui sont loin d'être négligeables. Un facteur qui explique environ 1% d'une variance imprime déjà à une distribution un biais assez sensible. Un effet correspondant à 5% de variance expliquée est considérable. Le tableau 1 traduit des biais de cet ordre.

Nous examinons donc la répartition d'un ensemble d'influences directes qui comptent beaucoup au total et dont la plupart, prises individuellement, ont des effets importants sur l'inégalité des chances. Ce n'est pas le cas de toutes pourtant. Certaines tendent, d'après notre modèle, à avoir un effet nul. Le cas échéant, ces petits effets non significatifs prennent une valeur négative.

Pour plus de commodité, nous parlerons de "variables B" pour désigner toutes les caractéristiques de la situation sociale des parents autres que la propriété.

Le tableau 2 montre que le poids total de la condition des parents sur les études est plus grand chez les filles que chez les garçons. Pour les deux sexes, cette influence est due principalement aux variables B. En ce qui concerne les garçons, elle provient même à peu près exclusivement de là, car, selon notre modèle, leur niveau d'instruction paraît ne dépendre à peu près en rien d'une influence directe de la fortune des parents. Pour le sexe masculin, cette variable est en effet au nombre de celles qui ont un effet peu significatif, tendant vers zéro.

L'influence des variables B sur les études semble provenir, pour les deux sexes, pour une bonne part des ressources matérielles (revenu) de la famille et pour une autre bonne part de son statut socio-professionnel.

Passons au conditionnement du statut socio-professionnel à 27-28 ans. Dans le cas des hommes, la condition de la famille d'origine n'agit pas seulement sur le niveau d'instruction. Elle a encore des effets importants ensuite sur leur carrière professionnelle. Ils sont bien moindres néanmoins que ceux de leur niveau d'instruction. Cela nous ramène encore au chapitre précédent. Dans cette action "différée" de la condition de parents, leur situation de fortune joue un rôle. Mais il est plus faible que celui des variables B. La situation de fortune des parents a une certaine influence aussi sur le statut socio-professionnel des femmes, défini d'après le métier de leur mari. Pour le reste, le statut socio-professionnel des femmes n'est guère affecté, d'après notre modèle s'entend, par la situation sociale de leurs parents, une fois que celle-ci a condi-

tionné, avec la puissance que nous avons notée, leur niveau d'instruction.

Pour ce qui est du statut socio-professionnel à 27-28 ans, l'impression générale qui se dégage de ce modèle peut sans doute se résumer ainsi: influence très limitée de la condition des parents en ce qui concerne les femmes, et, chez les hommes, partage des influences en parts d'un ordre de grandeur relativement analogue, entre propriété, revenu et statut socio-professionnel. Par conséquent, additionnées, les influences de ces deux dernières variables donnent un pourcentage de variance expliquée à peu près deux fois plus grand que celui qui revient à la fortune.

Le tableau 3 fait intervenir les quatre variables supplémentaires commentées un peu plus haut.

Il fait diminuer de quelques dixièmes de point le pourcentage d'influence imputé à la propriété. En revanche, il augmente de quelques points la part de variance que le modèle explique au total. Ainsi, l'importance relative de la propriété est donc assez nettement abaissée. Cela s'applique aussi bien au conditionnement du niveau d'instruction à 20-21 ans qu'à celui du statut socio-professionnel à 27-28 ans.

Ce modèle indique en outre que l'action globale des variables B (qui ne sont donc plus ici 2 seulement, mais 4) est assez largement due au dégré d'instruction des parents. En considérant les deux colonnes du tableau, on voit qu'au total, ce facteur a des effets d'un ordre de grandeur assez voisin de ceux du revenu de la famille.

Chacune de ces deux influences est un peu supérieure à celle du statut socio-professionnel. L'"identité sociale" de la famille intervient moins.

Il apparaît à nouveau, d'après ce tableau 3, que le statut socio-professionnel atteint à 27-28 ans par les hommes de notre cohorte est influencé pour des parts point trop différentes par chacune des variables considérées. La plus faible a des effets peu significatifs. Il s'agit de l'identité sociale. Elle explique 0,7% de la variance. Puis vient le revenu de la famille (1,1%). La plus puissante est le niveau d'instruction des parents (3,0%). Le poids de la propriété (2,0%) est assez analogue à celui du statut socio-professionnel du père (2,7%). Cependant, l'action de la propriété est très inférieure à celle de l'ensemble des variables B. Elle est près de 5 fois moindre.

Tableau 3: Part de la propriété et de quatre autres aspects de la situation sociale de la famille (les précédents, plus le niveau social des parents et l'identité sociale de la famille) dans le conditionnement de l'inégalité des chances face à l'école et à la profession. Hommes. En % de variance expliquée.

Part de variance expliquée:	Niveau d'instruction à 20 - 21 ans Hommes	Statut socio-professionnel à 27 - 28 ans Hommes
A. Par la fortune des parents	0.2	2.0
B. Par d'autres aspects de leur situation sociale	13.7	7.5
Dont:		
B^1 Revenu des parents	4.9	1.1
B^2 Statut socio-professionnel du père	2.8	2.7
B^3 Niveau d'instruction (effets cumulés de celui du père et de celui de la mère)	4.5	3.0
B^4 Identité sociale (effets cumulés du niveau de vie subjectif et du niveau social subjectif).	1.5	0.7
Au total par la condition sociale de la famille (A + B)	13.9	9.5
C. Par le niveau d'instruction de l'enquêté à 20-21 ans.	.	20.6
Au total par les variables du modèle (A + B + C)	13.9	30.1
Part des influences non identifiées.	86.1	69.9
TOTAL (%)	100.0	100.0

Mêmes principes que le tableau 2.
Avec données supplémentaires, relatives aux variables B^3 et B^4.

La classe-propriété est donc bien, selon des expressions de Weber, un "facteur causal" des "Lebenschancen". Cet auteur avait bien vu, cela a été rappelé plus haut, que ce n'était pas pour autant le facteur déterminant de la destinée sociale (11). Mais Weber avait tout de même tendance à attribuer à cette variable plus de poids qu'elle ne semble en avoir réellement, d'après notre analyse. Selon celle-ci, les autres aspects de la stratification sont beaucoup plus importants et en outre une infinité de facteurs supplémentaires interviennent.

Roger Girod, Claire Petroff
et André Körffy
Département de Sociologie
Université de Genève
1211 Genève 4

NOTES

1. Il faut peut-être remonter à Warner pour trouver un spécialiste qui ait fait intervenir la propriété dans l'étude de l'inégalité scolaire et de la mobilité. Encore ne lui a-t-il réservé qu'une place réduite dans la construction d'un indice synthétique de statut social. Elle n'y figure qu'indirectement, au titre de la "source de revenu": familles vivant des intérêts de leur fortune, familles vivant du bénéfice d'une affaire (ou d'honoraires), familles vivant de salaires.
Yankee City Series. Vol. I. 1941. Yale University Press. 460 p.

2. Outre R. Boudon (L'inégalité des chances. Colin. 1973. Paris. 237 p.), voir Ch. Jencks, O.D. Duncan, D.L. Featterman, R.M. Hauser, W.H. Sewell, en particulier.

3. Lipset S.M. and Dobson R.B. Social Stratification and Sociology in the Soviet Union. Survey. Summer 1973. Londres. p. 114-185. Lane D. Politics and Society in the USSR. Weidenfeld and Nicholson. Londres. 1970. 616 p. Andorka R. Mobilité sociale, développement économique et transformations socio-professionnelles en Hongrie (1930-1970). Revue française de sociologie. 1972 - XIII (supplément). Paris. 607-629. Castel R. et Passeron J.-C. (et divers). Education, développement et démocratie. Mouton. Paris - La Haye. 1972. 268 p. Markiewicz-Lagneau, J. Education, égalité et socialisme. Anthropos. Paris. 1969. 172 p.

4. A noter que la propriété a deux faces. D'un côté, en tant que capital, elle définit la situation de l'individu dans les rapports de production. De l'autre, en tant que biens personnels, elle conditionne, pour une part, son niveau de vie et son statut social informel. Les régimes de l'Est diffèrent de ceux de l'Ouest en ce qui concerne le premier de ces aspects. Pour ce qui est du second, la différence est beaucoup moins grande. "Les objets de consommation sont répartis entre les membres de la société socialiste et deviennent leur propriété personnelle ... Parmi les objets faisant partie de la

propriété individuelle des membres de la société socialiste, citons: les biens d'usage durable (des maisons individuelles, par exemple), les objets d'usage durable (voitures, motocyclettes, meubles, objets de valeur), les objets s'usant plus rapidement (vêtements et chaussures) et les objets de consommation immédiate (nourriture), ainsi que l'argent liquide et les économies, autrement dit le moyen d'acquérir divers objets de consommation et des services. La législation des Etats socialistes admet l'héritage de la propriété individuelle, en particulier en faveur de la plus proche famille".
Minc, B. L'économie politique du socialisme. Maspéro. p. 58. Paris. 1974. 550 p.

5. Au départ (1958), total (2492 cas), des jeunes filles et jeunes gens nés entre le 1er septembre 1942 et le 31 août 1943, domiciliés dans le canton de Genève. Les présentes analyses se limitent aux cas dans lesquels le père était présent en 1965 et en 1970. Données recueillies graduellement dans les registres administratifs, Par interview (1968-1969) pour les variables B^3 et B^4 du tableau 3.

6. Les fractions les plus puissantes des classes capitalistes sont constituées par les membres des états-majors des banques et des grandes entreprises anonymes. Ils manipulent des masses considérables de capitaux, provenant d'une foule de petits et moyens épargnants (y compris les simples titulaires d'assurances). Les familles très riches forment une autre fraction de ces cercles capitalistes particulièrement importants. Celles qui détiennent assez de capitaux pour disposer par là d'une grande influence politique et économique paraissent former entre 0.5 et 1% de la population aux Etats-Unis et en Angleterre.
Economie et humanisme. Novembre-décembre 1974. Numéro principalement consacré à la structure du pouvoir économique dans le capitalisme d'aujourd'hui: les banques, l'industrie, les sociétés multinationales.
Lenski G. Power and privilege: A Theory of Social Stratification, McGraw Hill. New York. p. 340. 1966. 495 p.

7. R. Girod. Inégalité des chances: perspectives nouvelles. Archives européennes de sociologie. Paris. XVI/1975.

8. La distinction entre effets indirects et directs est toute relative. Les seconds véhiculent un ensemble d'influences qui peuvent toujours, en pratique, être encore dissociées. Ainsi, il serait possible de décomposer la propriété en deux éléments: possession d'une maison, autres biens (et de distinguer des types de maisons et de biens). Il serait possible d'introduire encore d'autres variables supplémentaires, par exemple la nature des relations des parents, leurs formes de loisirs, etc. Comme elles sont certainement liées aux variables

que comprend déjà le modèle, l'influence imputable à celles-ci diminuerait, comme diminuent, du tableau 3 au tableau 3, les effets de la fortune des parents, de leur revenu ou de leur catégorie socio-professionnelle. Cela revient simplement à souligner que ces variables ne sont que des indicateurs d'un ensemble de phénomènes très divers. Par ailleurs, le pourcentage de variance que le modèle explique au total augmenterait probablement de quelques points. Cela n'est pas d'un intérêt considérable. L'augmentation des variables incluses dans une analyse multivariée n'est donc pas un but en soi. L'essentiel est de confronter entre elles les variables qui conviennent le mieux pour trancher un problème donné.

9. Le "niveau social subjectif" est déterminé d'après les réponses suscitées par une question ouverte: "Avez-vous le sentiment que vos parents appartiennent à une classe sociale". Ne répondent pas, inclassables (4.6%); disent "non" (34.8%); rangent leurs parents sous des appellations diverses (petite bourgeoisie, classes moyennes, employés, artisans, commerçants, etc.), renvoyant plus ou moins clairement à des cadres de référence distincts, dans les classes moyennes (26.5%); les rangent, également au moyen de dénominations diverses (prolétariat, travailleurs salariés, etc.) plutôt dans les classes ouvrières ou populaires (17.8%); et enfin (classe privilégiée, haute bourgeoisie, patrons, cadres, etc.) plutôt dans les classes supérieures (16.3%). Interviews réalisés en 1968-1969, auprès des jeunes hommes de la cohorte dont il est question dans l'article. Ces proportions sont très voisines de celles qu'ont obtenues en France Guy Michelat et Michel Simon (Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral). Revue française de Sociologie. Octobre-décembre 1971. p.483-527.

10. Réponse à la question fermée que voici: "Du point de vue du niveau matériel d'existence (confort, ressources, etc.) dans quelle catégorie avez-vous le sentiment (qu'il convient de) ranger vos parents?"...

Nettement au-dessous du Suisse moyen	2.4
Plutôt au-dessous du Suisse moyen	8.0
Tout à fait au niveau du Suisse moyen	50.2
Plutôt un peu au-dessus du Suisse moyen	25.0
Nettement au-dessus du Suisse moyen	6.2
Ne sait pas	2.1
Ne désire pas répondre	2.4
Ne répond pas	3.7
Total	100.0 %

Même enquête.

11. Weber Max. Wirtschaft und Gesellschaft.869 p. 1922. p.632.

Tableau 4: Fortune des parents et situation à 27-28 ans. Présentation plus détaillée. En %.

Fortune des parents	I. DESTINATION SITUATION à 27-28 ans						Total	
	Manoeuvres et ouvriers semi-qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Artisans commerçants agriculteurs	Cadres inférieurs et moyens	Dirigeants intellectuels étudiants	%	N
Aucune								
Fils	10	33	21	4	19	12	99	213
Filles (situation de leur mari)	9	37	14	8	21	11	100	188
Filles (situation personnelle)	8	7	64	2	10	8	99	175
Fortune de moins de 100'000 fr.								
Fils	3	29	20	4	24	20	100	320
Filles (situation de leur mari)	5	31	17	6	25	16	100	235
Filles (situation personnelle)	3	3	61	2	17	15	101	101
100'000 à 499'999 fr.								
Fils	3	21	8	15	25	29	101	114
Filles (situation de leur mari)	1	25	12	7	35	20	100	93
Filles (situation personnelle)	1	2	50	1	30	29	100	49
500'000 fr. et plus								
Fils	-	8	11	5	35	41	100	37
Filles (situation de leur mari)	3	3	14	3	29	49	101	35
Filles (situation personnelle)	-	4	47	-	20	29	100	49
Total								
Fils	5	28	18	6	23	20	100	684
Filles (situation de leur mari)	5	30	15	7	26	17	100	551
Filles (situation personnelle)	4	4	59	2	17	14	100	589

Tableau 4 (suite): Fortune des parents et situation à 27-28 ans. Présentation plus détaillée.

II. Recrutement

Situation à 27-28 ans

Fortune des parents	Manoeuvres et ouvriers semi-qualifiés			Ouvriers qualifiés			Employés			Artisans commerçants agriculteurs			Cadres inférieurs et moyens			Dirigeants intellectuels étudiants			T o t a l		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C
Aucune	67	57	58	37	42	54	37	32	33	22	41	4*	25	28	17	19	22	17	31	34	30
Fortune de moins de 100'000 fr.	24	37	38	49	44	29	52	49	46	32	41	4*	49	41	44	47	40	46	47	43	45
100'000-499'999 fr.	9	3	4	13	14	8	7	13	15	41	16	1*	18	23	29	24	20	20	17	17	17
500'000 fr. et plus	-	3	-	2	1	8	3	6	7	5	3	-	8	7	10	11	18	17	5	6	8
T o t a l %	100	100	100	101	101	99	99	100	101	100	101	9*	100	99	100	101	100	100	100	100	100
N	33	30	24	191	168	24	121	82	345	41	37	9	158	141	103	140	93	84	684	551	589

A = fils
B = filles (situation de leur mari)
C = filles (situation personnelle)
* = nombres absolus

Tableau 5: Degré de dépendance entre le montant des biens de la famille d'origine et quelques-unes de ses caractéristiques sociales et culturelles. En % (1).

Fortune des parents en 1970	I. Catégorie socio-professionnelle du père (en 1965)					Total	% verticaux
	Manoeuvres ou ouvriers semi-qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Artisans commerçants agriculteurs	Cadres dirigeants intellectuels		
Néant	40.1	25.4	20.8	9.6	4.1	100.0	30
Fortune de moins de 100'000 fr.	20.2	24.8	22.2	19.6	13.2	100.0	47
100'000-499'999 fr.	0.8	6.1	18.3	52.2	22.6	100.0	17
500'000 fr. et plus	-	2.6	-	56.4	41.0	100.0	6
Total	21.6	20.5	19.8	24.5	13.6	100.0	100.0 (N = 662)

1) Jeunes hommes interrogés en 1968-1969 seulement.

Tableau 5 (suite)

II. Revenu du ménage (en 1965)

Fortune des parents, en 1970	Moins de 12'000 fr.	12'000 14'900	15'000 17'900	18'000 23'900	24'000 35'900	36'000 et plus	T o t a l	% verticaux
Néant	30.9	19.4	14.2	21.3	11.8	2.4	100.0	30
Fortune de moins de 100'000 fr.	13.0	12.7	15.5	27.9	21.8	9.1	100.0	47
100'000-499'999 fr.	8.9	5.7	6.5	12.2	29.3	37.4	100.0	17
500'000 fr. et plus	2.4	-	-	2.4	9.5	85.7	100.0	6
T o t a l	17.0	12.7	12.6	21.7	19.4	16.6	100.0	100.0 (N = 706)

III. Niveau d'instruction du père

	Supérieur (1)	Moyen	Primaire	T o t a l	% verticaux
Néant	14.6	14.6	70.8	100.0	29
Fortune de moins de 100'000 fr.	26.1	20.7	53.2	100.0	46
100'000-499'999 fr.	38.3	22.5	39.2	100.0	19
500'000 fr. et plus	63.4	24.4	12.2	100.0	6
T o t a l	27.5	19.5	53.0	100.0	100.0 (N = 641)

1) Diplôme de fin d'études secondaires supérieures ou université.

Tableau 5 (suite)

IV. "Niveau social subjectif" de la famille (1).

Fortune des parents, en 1970	Classes ouvrières ou populaires	Classes moyennes indécis, ne sait pas, ne répond pas, inclassables	Classes supérieures	T o t a l	% verticaux
Néant	29.0	64.3	6.7	100.0	31
Fortune de moins de 100'000 fr.	18.0	67.9	14.1	100.0	46
100'000-499'999 fr.	3.3	71.5	25.2	100.0	17
500'000 fr. et plus	-	44.2	55.8	100.0	6
T o t a l	17.8	65.9	16.3	100.0	100.0 (N = 720)

1) Selon réponse à la question: "Avez-vous le sentiment que vos parents appartiennent à une classe sociale". Voir détails note 9.

Tableau 5 (suite)

V. Pratique religieuse (mère)

Fortune des parents, en 1970	Pratiquante (y compris plus ou moins pratiquante)	Pas pratiquante mais attachée à la religion	Pas pratiquante, sans attache religieuse	T o t a l	% verticaux
Néant (1)	38.7	44.9	16.4	100.0	32
Fortune de moins de 100'000 fr.	48.6	39.9	11.5	100.0	45
100'000-499'999 fr.	60.2	33.9	5.9	100.0	17
500'000 fr. et plus	60.5	18.6	20.9	100.0	6
T o t a l	48.1	39.2	12.7	100.0	100 (N = 707)

1) Y compris, dans cette partie V du tableau et dans la partie VI, un petit nombre de familles pour lesquelles les indications sur la fortune faisaient défaut.

Tableau 5 (Suite)

VI. Indication sur les tentatives faites par les parents pour développer la culture de leurs enfants (1)

Fortune des parents, en 1970.	Enfant, l'interrogé a été inscrit à des cours de musique en dehors de l'école: Oui	Non	Total	% verticaux
Néant	34.9	65.1	100.0	33
Fortune de moins 100'000 fr.	41.7	58.3	100.0	44
100'000-499.999 fr.	51.6	48.4	100.0	17
500'000 fr. et plus	52.3	47.7	100.0	6
T o t a l	41.7	58.3	100.0	100 (N = 757)

(1) Selon réponse à la question:"Lorsque vous étiez enfants, avant 15 ans, avez-vous fréquenté un cours de musique (ou reçu des leçons privées de musique) en dehors de l'école?" Cette question a été choisie parce qu'elle paraissait refléter assez bien les efforts faits par les parents pour que leurs enfants acquièrent le plus possible de culture.

Tableaux VI et VII

Les tableaux VI et VII présentent les coefficients de corrélation entre les neuf variables du modèle et les coefficients "path" correspondants. Les variables, considérées ici dans l'ordre chronologique de leur intervention dans le modèle "path", ont été dichotomisées selon les regroupements suivants:

Variable 1. Niveau d'instruction du père*

a) niveau d'instruction primaire
b) diplôme secondaire ou supérieur, ou fréquentation d'une école secondaire

Variable 2. Catégorie socio-professionnelle du père en 1965**

a) manoeuvres, ouvriers semi-qualifiés et qualifiés
b) indépendants, employés, cadres inférieurs ou moyens, dirigeants, professions libérales et intellectuelles.

Variable 3. Niveau d'instruction de la mère*

a) niveau d'instruction primaire
b) diplôme secondaire ou supérieur, ou fréquentation d'une école secondaire.

Variable 4. Revenu du ménage des parents en 1965**

a) jusqu'à 23'999 fr.
b) 24'000 fr. et plus.

Variable 5. Fortune des parents en 1970**

a) aucune fortune, ou moins de 100'000 fr. de fortune
b) 100'000 fr. de fortune et plus.

Variable 6. Niveau de vie des parents, selon leur fils*

a) au-dessous ou au niveau du Suisse moyen
b) supérieur.

Variable 7. Niveau social (classe sociale) des parents selon leur fils.(Indécis et inclassable exclus).*

a) classes ouvrières et moyennes
b) classes supérieures.

Variable 8. Niveau de formation de la fille ou du fils à 20-21 ans.**

a) niveau d'instruction primaire, niveau secondaire inférieur, certificat fédéral de capacité.
b) études secondaires post-obligatoires, de type général, technique ou commercial, avec ou sans diplôme final, études universitaires.

Variable 9. Catégorie socio-professionnelle de la fille (et de son conjoint, le cas échéant) ou du fils en 1970, à 27-28 ans.**

a) manoeuvres, ouvriers, semiqualifiés et qualifiés, contremaîtres et employés.
b) indépendants, cadres inférieurs ou moyens, dirigeants, professions libérales et intellectuelles, y compris techniciens, instituteurs, étudiants et cas analogues.

* Selon interviews de 1968-1969

** Selon registres administratifs

Tableau 6: Coefficients de correlation entre les neuf variables du modèle "path" du tableau VII

	1	2	3	4	5	6	7	8
1. niveau instruction père								
2. cat.-soc. prof. père, 1965	0.342							
3. niveau instruction mère	0.498	0.280						
4. revenu du ménage des parents 1965	0.258	0.364 (0.359)	0.271					
5. fortune des parents en 1970	0.234	0.374 (0.386)	0.228	0.400 (0.428)				
6. niveau de vie des parents selon fils	0.246	0.321	0.250	0.358	0.288			
7. classe sociale des parents selon fils	0.306	0.316	0.337	0.345	0.359	0,392		
8. formation du fils à 20-21 ans	0.246	0.253 (0.385)	0.239	0.288 (0.322)	0.188 (0.343)	0.169	0.224	
9. cat. socio-professionnelle du fils à 27-28 ans	0.253	0.290 (0.214)	0.259	0.269 (0.221)	0.248 (0.221)	0.200	0.216	0.499 (0.536)

Les indications ci-dessus se rapportent aux jeunes hommes de la cohorte et à leur famille. Entre parenthèses, coefficients relatifs aux jeunes femmes.

Par rapport à la catégorie socio-professionnelle du conjoint de celles qui sont mariées, les corrélations sont de 0.219 avec la fortune des parents (de l'épouse), 0.215 avec la catégorie socio-professionnelle du père (de l'épouse), 0.137 avec le revenu des parents (de l'épouse), de 0.379 avec le niveau de formation de l'épouse et de 0.480 avec la catégorie socio-professionnelle de cette dernière.

Tableau 7: Coefficients "path" (1)

Variable dépendante:	Coefficients paths:								
	Résidu*	1	2	3	4	5	6	7	8
2. CSP père 1965	0.940	0.342							
3. niveau instruction mère	0.859	0.456	0.124						
4. revenu du ménage des parents 1965	0.912	0.082	0.295	0.148					
5. fortune des parents en 1970	0.879	0.049	0.236	0.063	0.284				
6. niveau de vie des parents selon fils	0.896	0.064	0.154	0.094	0.216	0.108			
7. classe sociale des parents selon fils	0.846	0.082	0.068	0.152	0.107	0.172	0.226		
8. formation du fils à 20-21 ans	0.928	0.097	0.109	0.090	0.170	0.012	0.000	0.067	
9. cat. socio-professionnelle du fils à 27-28 ans	0.836	0.043	0.093	0.075	0.041	0.083	0.033	0.000	0.414

1) Du tableau 3 seulement

* Effets non expliqués par les variables du modèle (correspond aux flèches venant de l'extérieur, dans les représentations graphiques usuelles).

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 Seiten 187-200

FORMALISIERUNG IN DER SOZIALWISSENSCHAFTLICHEN FORSCHUNG. VERGLEICH ZWISCHEN ZWEI VERFAHRENSWEISEN

Peter Heintz

Formalisierung wird hier als Instrument zur Reduktion der Komplexität von Theorien und Daten betrachtet. Mathematiker und Logiker stellen den Sozialwissenschaften solche Instrumente zur Verfügung. In jedem dieser Instrumente stecken bestimmte Annahmen; jedes hat sein eigenes Leistungsvermögen und -unvermögen. Keines wird den idealen Ansprüchen des jeweiligen Forschungsprojektes jemals vollkommen gerecht.

Im folgenden wird nicht Formalisierung für den Gebrauch in der sozialwissenschaftlichen Forschung grundsätzlich in Frage gestellt, sondern es wird versucht, an einem Beispiel zu illustrieren, welches unterschiedliche Leistungsvermögen zwei verschiedene Formalisierungsmethoden für ein und dasselbe Forschungsprojekt haben. Die Formalisierung wird nicht grundsätzlich in Frage gestellt, weil wir auf mathematisch-logische Modelle zur Reduktion der Komplexität von Theorien und Daten gar nicht verzichten können und weil das Leistungsvermögen einer Methode nicht nur von dieser, sondern auch von dem Gegenstand abhängt, auf den das Verfahren angewandt wird. Damit plädieren wir für eine differenzierte Beurteilung der Formalisierung und für eine Entwicklung, die zu einer steigenden Angemessenheit der Formalisierungsmethoden an die Forschungsprojekte als Ergebnis einer besseren gegenseitigen Kenntnis der beteiligten Disziplinen hinsichtlich deren Möglichkeiten und Interessen führt.

Formalisierung soll hier heissen eine modellhafte Organisation von Daten mit Hilfe mathematischer und logischer Mittel. Organisation impliziert Reduktion der Komplexität. Diese Definition bedeutet eine gewisse Einschränkung des Formalisierungsbegriffes auf die Organisation empirischer Daten, da auch verbale Theorien formalisiert werden können. Allerdings ist diese Einschränkung nicht prinzipieller Natur, da der Art der Organisation von Daten ebenfalls eine Theorie zugrunde liegt.

Unsere Absicht besteht darin, ein konkretes Beispiel aus der Forschungspraxis zu präsentieren, das es erlaubt, die Ergebnisse von zwei verschiedenen Formalisierungsprozessen miteinander zu vergleichen.

Die Grundlage für den Vergleich der Ergebnisse ist eine doppelte:

1. Das theoretische Grundmodell ist das gleiche.
2. Es werden dieselben Daten organisiert.

Das theoretische Grundmodell ist das folgende:

Das Verhalten der untersuchten Akteure im Zeitraum t_0 - t_1 wird auf die Situationen zurückgeführt, in denen sie sich in t_0 befunden haben. Diese Situationen werden mit Hilfe der Positionen der Akteure auf gesellschaftlichen Rangdimensionen beschrieben. Damit stimmt das bekannte höchst einfache strukturtheoretische Modell in der Soziologie überein. Dieses sehr allgemeine Modell besagt also, dass Konfigurationen von Positionen auf gesellschaftlichen Rangdimensionen verhaltensrelevant sind.

Die Daten beziehen sich auf die Position von Akteuren auf ausgewählten Rangdimensionen und auf das ihnen zugeordnete Verhalten. Es erfolgt also insofern eine gewisse Spezifizierung des strukturtheoretischen Grundmodells, als eine Auswahl von Rangdimensionen und einer Klasse von Verhaltensweisen erfolgt.

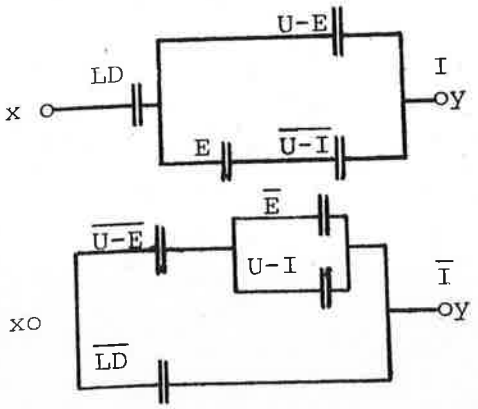
Im konkreten Beispiel handelt es sich bei den Akteuren um eine Stichprobe von 52 Nationen, bei den ausgewählten Rangdimensionen des internationalen Systems um auf nationalem Niveau aggregierte Daten über Einkommen p.c. (I), formale Bildung (ohne Universität, E), Urbanisierung (U) und sektorielle Differenzierung der Wirtschaft (LD), beim Verhalten um die Positionsveränderung der Akteure auf den genannten Rangdimensionen in den Zeiträumen 1950-55, 1955-60 und 1960-65 (1).

Bei der ersten Formalisierungsmethode handelt es sich um ein multivariables nicht-lineares Approximationsverfahren mit kleinsten quadratischen Abständen, das heisst um eine nicht-lineare Regressionsanalyse in einem multidimensionalen Raum (2).

Bei der zweiten Formalisierungsmethode handelt es sich um die Anwendung logischer Schaltkreise (logical circuits). Es werden die Konjunktionen von Positionen gesucht, die einem bestimmten Verhalten entsprechen. Die Zahl der Positionsränge ist bei dieser Methode notwendigerweise endlich. Diese Methode liegt in der Lazarsfeld'schen Tradition (3). Sie erlaubt es vor allem, die Interdependenz zwischen den unabhängigen Variablen zu beschreiben (4).

Hernández gibt folgendes Beispiel mit dichotomisierten Variablen (S. 297):

Fig. 1



$$I = LD\left[(U-E)+E(\overline{U-I})\right]$$

$$\bar{I} = \overline{LD} + (\overline{U-E})\left[\bar{E} + (U-I)\right]$$

Die Notierung auf der rechten Seite stimmt mit der im folgenden verwendeten überein. Ohne Zeichen verknüpfte Variablenwerte sind Konjunktionen; das Zeichen + weist auf eine Disjunktion hin.

Beide Formalisierungsmethoden haben ihre spezifischen Probleme, auf die hier nicht eingegangen werden kann und für deren Diskussion auf die genannten Texte verwiesen werden soll, so z.B. die Stabilität des Regressionsmodells, d.h. die Sensibilität des Modells gegenüber kleinen Datenvariationen, und die Minimisierung der Zahl der Konjunktionen.

Die erste Methode wählt aus einem Satz von unabhängigen Variablen diejenigen aus, die nach dem Kriterium der minimalen quadrierten Abweichungen das beste Modell ergeben, und bestimmt die entsprechenden Koeffizienten und Exponenten der additiv verknüpften ausgewählten Variablen.

Die zweite Methode wählt aus dem Satz der polytomisierten Werte der unabhängigen Variablen denjenigen minimalen Satz von Konjunktionen aus, der einem bestimmten Rang der abhängigen Variablen zugeordnet ist und dessen Konjunktionen disjunktiv miteinander verknüpft sind (5).
Die Selektion von Variablen bzw. Variablenwerten soll eine Spezifizierung des strukturtheoretischen Grundmodells erlauben.

Der Satz der unabhängigen Variablen, auf den die erste Methode angewendet wird, umfasst aber nicht nur die theoretisch postulierten Rangdimensionen (I, E, U und LD), sondern auch deren bivariable Produkte und Quotienten (I•E, I•U, I•LD, E•U, E•LD, U•LD, I/E, I/U, I/LD, E/U, E/LD und U/LD). Theoretisch werden die Produkte als substitutive Beziehun-

gen der verknüpften Rangdimensionen bezüglich der abhängigen Variable interpretiert, und die Quotienten als komplementäre Beziehungen der einzelnen Paare von Rangdimensionen wieder bezüglich der abhängigen Variable. Theoretisch wird also postuliert, dass die im Sinne kontinuierlicher Funktionen verhaltensbestimmende Struktur des internationalen Systems aus Rangdimensionen und aus deren substitutiven bzw. komplementären Beziehungen besteht. Das Verhalten ist Mobilität, die als Ausdruck der von der Struktur verliehenen Mobilitätschancen interpretiert wird. Das heisst, aus dem Verhalten innerhalb eines multidimensionalen Raumes wird auf die Struktur dieses Raumes geschlossen. Eine wichtige theoretisch zu begründende Annahme besteht also darin, dass die verhaltensbestimmende Struktur des Systems durch kontinuierliche Funktionen beschrieben werden kann.

Die zweite Methode bringt demgegenüber die Idee der durch Konfigurationen von Positionen bestimmten Situation der Akteure zum Ausdruck. Das heisst, es werden die verhaltensrelevanten Situationen selegiert, womit keine Beschränkung auf paarweise Beziehungen eingeführt wird.

Während also die erste Methode strukturorientiert ist, indem einfache Strukturgesetzmässigkeiten sichtbar gemacht werden sollen, ist die zweite Methode akteur-orientiert, indem sie handlungsrelevante Situationen selegiert. Die beiden Methoden sind in dieser Hinsicht und auf dem Hintergrund desselben theoretischen Grundmodells komplementär. Die modellhafte Vereinfachung, die die beiden Methoden implizieren, ist aber nicht dieselbe. Die Zahl der unabhängigen Variablen, die dem Selektionsprozess zugrunde liegt, ist bei der zweiten Methode viel grösser als bei der ersten. Andererseits ergibt sich bei der zweiten Methode als Folge der Polytomisierung der unabhängigen und abhängigen Variablen ein originärer Informationsverlust, der bei der ersten Methode vermieden wird.

Im folgenden werden die nach der einen und anderen Formalisierungsmethode erzeugten Modelle mit jeweils derselben abhängigen Variablen miteinander verglichen.

1. Abhängige Variable: ΔI

Modell nach der ersten Methode (a.a.O., II, S. 135-36):

$$\Delta I^{*} = + 0.01\ (E \cdot \log I)^{1.21} - 10^{-7} \cdot 3\ (U \cdot LD)^{2.47} - 0.04\ (I/LD)^{5.50}\ \text{(nicht signifikant)} - 0.15\ (E/U)^{1.05} + 1.75\ (I/E)^{3.48}$$

Modell nach der zweiten Methode:

$$\Delta I^{12**} = I^{12}E^{12}\ (66) + [I^{23}U^{1}E^{3}LD^{2}]\ (4) + I^{3}LD^{4}E^{123}\ (6)^{***}$$

(a.a.O., S.88)

$(X^2 = 114.40)$

$$\Delta I^{34} = E^{4}\ (41) + I^{4}\ (41) + I^{34}LD^{123}\ (35) + U^{2}E^{3}LD^{123}\ (10)$$

(a.a.O., S.89)

$(X^2 = 91.60)$

*Δ = absolute Positionsveränderung

**Die Indices 1-4 bei den Modellen, die nach der 2. Methode konstruiert werden, zeigen die Ränge an (1: tiefster Rang, 4: höchster Rang).

***Ohne Zeichen verbundene Variabeln sind Konjunktionen. + = disjunktive Verknüpfung. [ ] = nicht signifikanter Term. ( ) = N.

Beim Vergleich von ΔI^{12} mit ΔI^{34} zeigen sich gewissen Kompatibilitäten mit dem nach der ersten Methode konstruierten Modell.

Die folgenden Submodelle weisen auf eine Kompatibilität mit dem Term $\Delta I = f\ (E \cdot \log I)$ hin.

Tab. 1 (a.a.O., S. 90)

	I^{123}	I^{4}
ΔI^{12}	83	4
ΔI^{34}	46	41

$(X^2 = 40.80$

Tab. 2 (a.a.O., S. 89)

	$I^{12}E^{12}$	$(I^{12}E^{12})'$*
ΔI^{12}	66	21
ΔI^{34}	5	82

($X^2 = 88.4$)

*( )'= Negation

Tab. 3 (a.a.O., S. 90)

	E^{123}	E^4
ΔI^{12}	83	4
ΔI^{34}	46	41

($X^2 = 40.80$)

Das zweite Modell erlaubt zusätzlich zwei Präzisionen. Bei tiefem ΔI sind I und E konjunktiv miteinander verknüpft, bei hohem ΔI disjunktiv.

Bemerkenswert dürfte auch die Tatsache sein, dass die Konjunktion $I^3LD^4E^{123}$ auf eine dem wirtschaftlichen Wachstum abträgliche Tertiarisierung bei relativ geringem Stand der ökonomischen Entwicklung und der formalen Bildung hinweist (a.a.O., II, S. 89).

Tab. 4

	$I^3LD^4E^{123}$	$(I^3LD^4E^{123})'$
ΔI^{12}	6	81
ΔI^{34}	1	86

($X^2 = 3.70$)

2. Abhängige Variable: ΔU

Modell nach der ersten Methode (a.a.O., II, S.143):

$$\Delta U = + 2.20\ (U/I)^{0.51} - 0.03\ (\log I)^{2.68} - 0.06\ (E/I)^{1.45} - 2.80\ (U/E)^{4.57}$$

(nicht signifikant)

Modell nach der zweiten Methode:

$\Delta U^{12} = U^{1}E^{234}$ (25) + I^{4} (32) + $I^{34}LD^{3}E^{3}$ (12) + $I^{3}LD^{12}$ (6)
($X^2 = 46.52$) (a.a.O., S.79)

$\Delta U^{34} = E^{1}I^{12}LD^{12}$ (29) + $I^{12}U^{23}$ (28) + $LD^{3}I^{3}E^{124}$ (10)
($X^2 = 40.66$) (a.a.O., S.80)

Das Submodell

Tab. 5 (a.a.O., II, S.80)

	$(I^{12}U^{23})'$	$I^{12}U^{23}$	
ΔU^{12}	79	8	
ΔU^{34}	59	28	($X^2 = 13.98$)

ist kompatibel mit dem Term U/I des ersten Modells.

Das Submodell

Tab. 6 (a.a.O., II, S.78)

	$(I^{4})'$	I^{4}	
ΔU^{12}	55	32	
ΔU^{34}	74	13	($X^2 = 10.80$)

ist kompatibel mit dem Term -log I des zweiten Modells.

Jedoch steht das Submodell

Tab. 7 (a.a.O., II, S.79)

	$U^{1}E^{234}$	$(U^{1}E^{234})'$	
ΔU^{12}	25	62	
ΔU^{34}	6	81	($X^2 = 14.16$)

im Widerspruch zum Term -U/E des ersten Modells. Dieser Term macht grosse negative Beiträge zu ΔU in Ländern mit sehr hoher Urbanisierung. Im Hinblick darauf lässt sich der oben genannte Widerspruch auflösen.

3. Abhängige Variable: ΔE

Modell nach der ersten Methode (a.a.O., II, S.139):

$$\Delta E = 8.11 - 0.0009\,(E)^{2.09} + 0.34\,(U/LD)^{5.83} - 479.18\,\frac{I}{(I \bullet U)^{27.43}}$$

Modell nach der zweiten Methode:

$\Delta E^{12} = LD^{23}E^{234}$ (42) + $LD^{234}E^{34}$ (57) (a.a.O., S.83)
($X^2 = 20.40$)

$\Delta' E^{12*} = E^{4}$ (32) + $LD^{3}E^{234}$ (26) + $LD^{2}E^{34}$ (8) (a.a.O., S. 84)
($X^2 = 24.94$)

$\Delta E^{34} = LD^{1}$ (28) + E^{1} (93) (+ $LD^{4}E^{12}$) (4) (a.a.O., S. 85)
($X^2 = 24.3$)

* = Alternativmodell zu ΔE^{12}

Die Kompatibilitäten zeigen folgende Submodelle:

Tab. 8 (a.a.O., S.82)

	E^{1}	E^{234}	
ΔE^{12}	10	78	($X^2 = 16.89$)
ΔE^{34}	33	53	

Tab. 9 (a.a.O., S.85)

	E^{123}	E^{4}	
ΔE^{12}	55	32	($X^2 = 10.80$)
ΔE^{34}	74	13	

4. Abhängige Variable: ΔLD

Modell nach der ersten Methode (a.a.O., S.146-147):

$$\Delta LD = 4.05 - 8.85\ (\tfrac{1}{l})^{0.52} - 10^{-10.2}\ (LD)^{6.94} + 0.04\ (E/LD)^{2.78}$$

Modell nach der zweiten Methode:

$$\Delta LD^{12} = LD^{12}E^{12}\ (51) + LD^{12}U^{1}E^{3}\ (6) \qquad (X^2 = 30.10) \qquad \text{(a.a.O., S.93)}$$

$$\Delta LD^{34} = LD^{34}(58) + LD^{2}U^{23}E^{34}\ (6) \qquad (X^2 = 26.75) \qquad \text{(a.a.O., S.93)}$$

In klarem Widerspruch zum Therm -LD des ersten Modells steht das Submodell

Tab. 10 (a.a.O., II, S.92)

	LD^{12}	LD^{34}	
ΔLD^{12}	57	30	
ΔLD^{34}	29	58	($X^2 = 18.03$)

Allerdings lässt sich zeigen, dass der Term -LD nur bei entwickelten Nationen ein hohes Gewicht hat. Die folgende Tabelle, die nicht auf dem entsprechenden ΔLD-Modell beruht, bekräftigt die aus dem ersten Modell stammende Beziehung $\Delta LD = f(-\frac{1}{l})$.

Tab. 11 (a.a.O., S.92)

	I^{12}	I^{34}	
ΔLD^{12}	55	32	
ΔLD^{34}	31	56	($X^2 = 13.24$)

Allgemeine Schlussfolgerungen aus dem Vergleich

Es fällt auf, dass diejenigen Terme der nach der ersten Methode konstruierten Modelle, die für das gesamte System gelten, d.h. für alle Nationen ein relativ hohes Gewicht

besitzen, nämlich $\Delta E = f\ (E \cdot \log I)$, $\Delta U = f\ (U/I)$, $\Delta E = f\ (-E)$ (6) auch bei Anwendung der zweiten Methode nachweisbar sind. In dieser Hinsicht konvergieren die Ergebnisse. Sie erlauben im Prinzip eine spezifisch strukturtheoretische Interpretation. Diese Allgemeingültigkeit kann nur mit der ersten, nicht aber mit der zweiten Methode bestimmt werden. Umgekehrt ist zu vermuten, dass sich die beiden Methoden hinsichtlich der Bildung von Regionen, die sich als bestimmte Bereiche auf Rangdimensionen abgrenzen lassen, stark voneinander unterscheiden.

Bei der Anwendung der ersten Methode ergeben sich aufgrund von relativ hohen Beiträgen der einzelnen Terme die folgenden Regionen:

Tab. 12

Regionen	Merkmale
I sehr hoch	$\Delta I = f\ (-I/LD)$ $\Delta LD = f\ (+I/LD)$ $\Delta E = f\ (+I/LD)$ $\Delta U = f\ (-\log I)$
I hoch	$\Delta I = f\ (+I/E)$ $\Delta LD = f\ (-LD)$
I tief	$\Delta E = f\ (-\frac{1}{I \cdot U})$ $\Delta LD = f\ (-\frac{1}{1})$ $\Delta U = f\ (-E/I)$
U hoch, LD hoch	$\Delta I = f\ (-U \cdot LD)$

Bei Anwendung der zweiten Methode ergeben sich aufgrund derjenigen Variablenwerte von Konjunktionen, die für hohe und tiefe Werte der abhängigen Variablen die gleichen sind, die folgenden Regionen:

Tab. 13

Regionen	Merkmale	
LD^{12}	$\Delta U^{12} = I^3$ (6)	$X^2 = 3.70$
	$\Delta U^{34} = I^{12}E^1$ (29)	$X^2 = 9.20$
LD^3	$\Delta U^{12} = I^{34}E^3$ (12)	$X^2 = 2.32$
	$\Delta U^{34} = I^3E^{124}$ (10)	$X^2 = 10.60$
I^3	$\Delta U^{12} = LD^{12}$ (6)	$X^2 = 3.70$
	$\Delta U^{34} = LD^3E^{124}$ (10)	$X^2 = 10.60$

Wie man beobachten kann, stehen diese beiden Gruppen von Regionen völlig beziehungslos nebeneinander.
Die Regionen, die aufgrund der ersten Methode bestimmt werden, weisen - mit einer Ausnahme - auf die gegenseitige Unabhängigkeit der durch die einzelnen additiven Terme beschriebenen Mechanismen oder Strukturgesetzmässigkeiten hin. Insoweit dies der Fall ist, sind diese Regionen in den betreffenden Termen impliziert. Am eindeutigsten zeigt sich dies bei:

Region I hoch	$\Delta U = f(-\log I)$
Region I tief	$\Delta LD = f(-\frac{1}{I})$
Region U, LD hoch	$\Delta I = f(-U \cdot LD)$

Bei den Merkmalen von Regionen, die durch Quotienten bzw. Produkte gekennzeichnet sind, kommt als zusätzlicher Annahme eine (gewisse) Unabhängigkeit zwischen den entsprechenden einfachen Variablen (Rangdimensionen) hinzu, bzw. bei Quotienten als alternative Annahme eine negative und bei Produkten eine positive Assoziation zwischen ihnen. Da die einfachen Variablen tendenziell positiv miteinander assoziiert sind, ist die alternative Annahme für Quotienten nicht realistisch.

Demgegenüber dürften die nach der zweiten Methode bestimmten Regionen die Heterogenität der die Region umschreibenden Variablenwerte (LD^{12}, LD^{3} I^{3}) zum Ausdruck bringen.

Die Bedingung der kontinuierlichen Funktion bei der ersten Methode erschwert vermutlich die Bildung von Regionen auf der Basis einzelner höchst heterogener Rangdimensionen. Diese Interpretation dürfte vor allem für LD zutreffen. Die theoretisch postulierte Homogenität dieser Variablen beruht auf der Annahme, dass der Differenzierungsprozess der Wirtschaft gemäss der Sequenz Primärsektor ⟶ Sekundärsektor (und Primärsektor) ⟶ Tertiärsektor (und Primärsektor sowie Sekundärsektor) verläuft. Entsprechend dieser Annahme ist die Variable so konstruiert worden, dass die Anzahl der Beschäftigten in den 3 Sektoren unterschiedlich gewichtet wird; das Gewicht nimmt vom Primär- über den Sekundär- zum Tertiärsektor zu. Diese Theorie ist aber als Begründung für die Homogenität von $_{3}LD_{4}$ ungenügend (siehe auch S. 5-6 und Tab. 4: $\Delta I^{12} = I^{3} LD^{4} E^{123}$). Die genannte Theorie postuliert auch eine positive Assoziation zwischen LD und I, da der Differenzierungsprozess als Prozess der ökonomischen Entwicklung interpretiert wird.

Wie Tab. 13 zeigt, kommt es in den Regionen LD^{12} und LD^{3} zu Abweichungen von dieser Assoziation (Region LD^{12} : $\Delta U^{12} = I^{3}$; Region LD^{3} : $\Delta U^{12} = I^{34} E^{3}$).

Die Tatsache, dass die zweite Methode der Heterogenität der Variablen eher Rechnung trägt als die erste, mag auch erklären, weshalb LD von der ersten Methode im Vergleich mit der zweiten verhältnismässig selten ausgewählt wird (33% bzw. 70% der Terme enthalten LD).

Das wichtigste Resultat unserer vergleichenden Analyse lautet, dass sich allgemeingültige Strukturgesetzmässigkeiten besser mit Hilfe der ersten Methode eruieren lassen, wogegen die Bedeutung stark heterogener Variablen bei Anwendung der zweiten Methode eine bessere Chance hat, sichtbar zu werden. Dieser bedeutsame Unterschied ist unabhängig davon, dass beide Methoden zur Formalisierung des strukturtheoretischen Modells ausgewählt worden sind. Insofern sich die beiden Formalisierungsmethoden sinnvoll ergänzen, bilden sie zusammen eine Forschungsstrategie, die sich für sozialwissenschaftliche Analysen als nützlich erweisen kann.

Die Strukturorientierheit der multivariablen nicht-linearen Regressionsanalyse kommt, wie gesagt, darin zum Ausdruck, dass sie über allgemeine Strukturgesetzmässigkeiten in Form kontinuierlicher Funktionen Auskunft gibt. Die Akteurorientierheit der Methode der logischen Schaltkreise wird darin sichtbar, dass sie unterschiedliche Bedeutungen gleicher Ränge aufzeigt. Beide Methoden sind als Selektionsprozesse von Variablen für den Versuch einer Spezifizierung der im strukturtheoretischen Grundmodell formulierten Theorie verwendbar.

Damit soll nun aber nicht gesagt werden, dass Formalisierungsmethoden nur als Instrumente zu sehen sind. Wir wählen in der Regel irgendwelche Methoden aus einem Bestand an Verfahrensweisen aus, die nicht für unser Problem geschaffen worden sind. Das heisst, dass die vorhandene "Technologie" auf die Forschung zurückwirkt, und zwar nicht nur in dem Sinne, dass die Methoden den Forschungsfragen in unterschiedlichem Masse angemessen sind, sondern auch in dem Sinne, dass sie selbst Daten und Theorien so selegieren, dass diese dem Instrument angemessen sind. Dadurch wird die Forschung u.U. in eine bestimmte Richtung gedrängt, die sich theoretisch nicht oder nicht voll rechtfertigen lässt. Solchen Entwicklungen könnte nur dadurch entgegengewirkt werden, dass eine enge Zusammenarbeit zwischen Mathematikern und Logikern einerseits und Sozialwissenschaftern andererseits ermöglicht würde, wobei beide Seiten in symmetrischer Weise den Möglichkeiten und Interessen der einzelnen Disziplinen Rechnung zu tragen hätten. Dies ist bekanntlich ein schwieriges Unterfangen, da die faktische Differenzierung zwischen den betroffenen Disziplinen sehr gross ist. Wissenschaft ist auch ein kommunikativer Prozess. Nachvollziehbarkeit wird gefordert. Als Folge der Differenzierung zwischen den Disziplinen wird aber faktisch der

Kommunikationsprozess ausserordentlich erschwert. Andererseits können wir meiner Meinung nach weder auf die Exploration komplexer Theorien noch auf die Verarbeitung grosser Massen von Daten verzichten, und beides ist ohne Formalisierung kaum denkbar. Es bleibt deshalb nur die Alternative übrig, zu versuchen, die genannten Schwierigkeiten des Kommunikationsprozesses so weit wie möglich zu vermindern.

ANMERKUNGEN

1. Siehe P. Heintz, ed., A Macrosociological Theory of Societal Systems with Special Reference to the International System, Bern 1972, I und II, insbes. II, S. 115-116.
2. Für die mathematische Beschreibung der Methode siehe Hugo Scolnik, A Method for Multivariable Non-Linear Fitting, a.a.O. II, S. 319-368.
3. Paul Lazarsfeld, The Algebra of Dichotomous Systems, in H. Solomon, ed., Studies in Item Analysis and Prediction. Stanford University Press, 1961.
4. Für die Beschreibung der Methode siehe Raúl A. Hernández und N. Archenti, Logical Circuits in Multivariable Analysis, a.a.O. II, S. 261-306, und Hernández, Logical Formulae With Variables of Finite Ranks or States, a.a.O. II, S. 307-318.
5. a.a.O., II, S. 67.
6. a.a.O., II, S. 155.

ZUSAMMENFASSUNG

Es werden zwei Formalisierungsmethoden auf den gleichen Datenkörper und für die Ueberprüfung desselben theoretischen Modells angewendet und die Ergebnisse miteinander verglichen. Die erste Methode ist eine nicht-lineare Regressionsanalyse in einem multidimensionalen Raum, die zweite besteht in der Anwendung logischer Schaltkreise mit polytomisierten Variablen. Das verwendete Modell ist strukturtheoretisch. Der Vergleich zeigt, dass die erste Methode besser geeignet ist, allgemeine Strukturgesetzmässigkeiten in Form kontinuierlicher Funktionen aufzuzeigen, und dass die zweite Methode der Heterogenität der Variablen und damit der Perspektive der Akteure besser Rechnung trägt.

RESUME

Deux méthodes de formalisation sont appliquées aux mêmes données et à la fin de mettre à preuve le même modèle théorique, et les résultats sont comparés. La première méthode est une analyse de regréssion non-linéaire dans un espace multidimensionnel. La seconde est l'application de circuits logiques avec polytomisation des variables. Le modèle théorique est structurel. La comparaison montre que la première méthode est plus apte à détecter des lois structurelles générales en forme de fonctions continuelles, tandis que la seconde est plus apte à rendre compte de l'hétérogénéité des variables et en conséquence de la perspective des acteurs.

Peter Heintz
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
8032 Zürich

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 Seiten 201-209

SOZIOLOGISCHE FORSCHUNG IN DER SCHWEIZ

Bemerkungen zur Forschungserhebung 1974/75

Ruth Meyer - Martial Renaud

Die Soziologie gehört in der Schweiz zu den jüngsten an Hochschulen etablierten Wissenschaften. Sie ist zwar heute an 9 von 10 Hochschulen (1) mit einem oder zwei Lehrstühlen vertreten, doch wurden die sechs soziologischen Institute, die damit auch über eine soziologische Forschung ermöglichende Infrastruktur verfügen, erst in den sechziger Jahren dieses Jahrhunderts eingerichtet.

Forschungskonsolidierung und Forschungspolitik setzen neben anderen institutionellen Bedingungen auch ein umfassendes Informationssystem - vor allem auch über laufende Forschung - voraus, das Koordination erleichtert, aber auch einen Einblick in Bestand sowie inhaltliche und methodische Lücken erlaubt. Es ist das Ziel der folgenden Ausführungen, einen solchen Einblick zu erleichtern.

1. DATENBASIS

Seit 1970 wurde dank einer Vereinbarung mit dem Informationszentrum für sozialwissenschaftliche Forschung in Bad Godesberg/BRD die deutsche Schweiz in deren jährliche, sehr differenzierte Erhebung einbezogen (2). Eine Ausweitung auch auf die welsche Schweiz war aus Sprachgründen nicht möglich. Der Vorstand der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie führte deshalb im Jahre 1973 eine erste eigene Erhebung durch, die sich allerdings im wesentlichen auf eine Grobbestandesaufnahme beschränkte und methodische sowie detaillierte inhaltliche Fragen ausklammerte (3). Im Januar 1975 erfolgte eine zweite Erhebung mit Hilfe eines differenzierteren Fragebogens, der die Ergebnisse soweit möglich mit ausländischen Umfragen kompatibel machen sollte, allerdings aus Kostengründen sich auf die zentralsten Punkte der Projekt- und Methodenbeschreibung beschränken musste (4).

Dank der breiten Streuung des Fragebogens und einem sehr guten Rücklauf war es möglich, ein sehr breites Bild der soziologischen Forschung in der Schweiz zu erhalten (5).

Entsprechend den allgemeinen Usanzen bei Forschungserhebungen wurde im Fragebogen nicht näher spezifiziert, was unter Forschung zu verstehen sei. In der Auswertung zeigte sich allerdings, dass hierüber unter den schweizeri-

schen Soziologen eine gewisse Unsicherheit besteht. So sind in der Erhebung auch 10 Lizentiatsarbeiten (= Qualifikationsarbeiten für das erste soziologische Abschlussexamen) und vier weitere von Studenten durchgeführte Projekte enthalten.

141 Personen meldeten insgesamt 148 Projekte, davon 8 aus dem Ausland 16 Projekte (6). Von den 133 in der Schweiz tätigen Sozialwissenschaftern gehören 57 (42%) mit 70 Projekten (52%) der französischen Schweiz an, 76 mit 62 Projekten der deutschen Schweiz. Zieht man die Grössenunterschiede zwischen welscher und deutscher Schweiz in Betracht, die sich bei der Gesamtbevölkerung auf knapp 1 : 5 und hinsichtlich der Studentenzahlen auf knapp 1 : 3 belaufen, so kann bereits hier festgehalten werden, dass die Soziologie in der welschen Schweiz sich offenbar bisher verhältnismässig besser konsolidieren konnte als in der deutschen Schweiz. An Hochschulen werden 94 Projekte (71%) von 109 Personen (81%) bearbeitet, an sonstigen öffentlichen und an privaten Institutionen 38 Projekte von 24 Personen. Entsprechend der späten Etablierung der Soziologie als Universitätsfach und dem starken Misstrauen der Oeffentlichkeit gegenüber der Soziologie in der Schweiz vollzieht sich auch der Prozess der Beschäftigung von Soziologen im nicht-universitären Bereich in der Schweiz später und langsamer als in anderen hochindustrialisierten Ländern.

Die folgende Tabelle gibt eine Uebersicht über die Institutionen, an denen die in der Erhebung erfassten Sozialwissenschafter tätig sind, gegliedert nach Kantonen.

Kanton / Institution	AG	BS	BE	FR	GE	NE	SG	VD	ZH	Total
Soz.Hochschulinst.	-	1	1	-	1	1	-	1	2	7
Andere Hochschulinstitute	1	-	1	1	5	-	1	-	6	15
Andere öffentl. Institutionen	-	-	4	-	2	-	-	1	2	9
Private Institutionen	1	1	-	1	-	-	-	5	2	10
Insgesamt	2	2	6	2	8	1	1	7	12	41

Die bekannte Ungleichverteilung der Geschlechter auch in der schweizerischen Forschung widerspiegelt sich auch in der vorliegenden Erhebung. Nur 33 oder rund 25% sind weiblichen Geschlechts. Dieser Anteil, der insgesamt deutlich über dem schweizerischen Durchschnitt bei den Forschern liegen dürfte, nimmt mit zunehmendem Alter und zunehmender Qualifikation rapid ab.

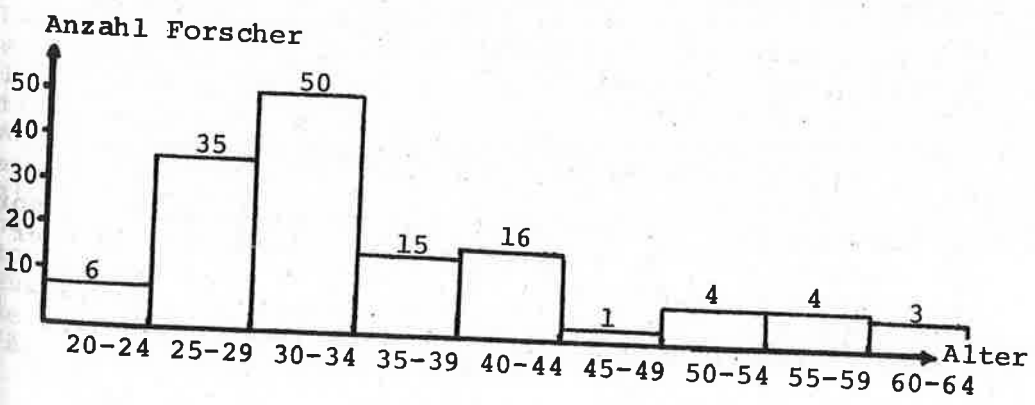
2. DIE QUALIFIKATION DER FORSCHER

Als ein wichtiger Indikator für die Forschungskonsolidierung kann die Qualifikation der für die Projekte verantwortlichen Personen betrachtet werden.

Von den 132 laufenden Forschungsprojekten in unserer Erhebung werden 14 von Studenten und 68 von Personen geleitet, die mit einem Lizentiat einen ersten Studienabschluss erlangt haben (7). Unter diesen dienen 38 dem Ziel einer akademischen Qualifikation (Lizentiat oder Doktorat). 7 Lizentiaten mit 26 Projekten sind schon mehrere Jahre in der sozialwissenschaftlichen Forschung tätig und dürften damit über eine gewisse Forschungserfahrung verfügen, haben aber bisher noch keine weiterführende Qualifikation erworben und streben zum Teil offenbar auch keine solche an. Auffällig ist, dass bei diesen 7 lizentierten Projektleitern durchschnittlich 3.7 Projekte, d.h. mehr als bei allen anderen Gruppen, laufen.

Ohne diese 26 Projekte sind es immer noch 40% aller gemeldeten Forschungsvorhaben, die unter der Leitung von Anfängern durchgeführt werden, von Personen also, die sich erst mit Hilfe dieser Arbeiten eine Forschungserfahrung erwerben können. Dies dürfte den aus der blossen Anzahl der Projekte ableitbaren Schluss auf eine intensive soziologische Forschung in der Schweiz erheblich relativieren.

Entsprechend liegt auch der Altersdurchschnitt der an den gemeldeten Projekte beteiligten Personen tief. Knapp 2/3 sind - wie die folgende Graphik zeigt - zwischen 25 und 34 Jahre alt.



Von den 11 mehr als 45 Jahre alten Forschern sind 6 an schweizerischen Hochschulen lehrende Ordinarien und Extraordinarien. Sie verantworten insgesamt 13 Projekte und weisen damit die doppelte Durchschnittsquote wie der Gesamtdurchschnitt auf. Bei diesen Projekten handelt es sich vorwiegend um längerfristige Forschungen mit methodologisch wie inhaltlich innovatorischem Charakter. Daraus ergibt sich für die schweizerische soziologische Forschung ein weitaus günstigeres Bild als etwa für die der Bundesrepublik Deutschland. Für sie hat Burkhart Lutz vor kurzem ein umgekehrtes Verhältnis zwischen Höhe der Forschungsqualifikation und Forschungsaktivität festgestellt (8). Tendenziell sind dadurch auch bessere inhaltliche Voraussetzungen für eine Forschungskonsolidierung gegeben, da ein qualifizierter Forschungsnachwuchs vor allem in der Lehre durch aktive Forscher herangebildet werden kann.

Das bereits vorhandene Forscherpotential findet sich darüberhinaus zunächst in den 27 jüngeren promovierten Wissenschaftern (9). Von diesen sind 16 als Assistenzprofessoren, Oberassistenten, Assistenten und wissenschaftliche Mitarbeiter in Zeitstellen an Hochschulen beschäftigt, 11 haben feste Stellen (3 an Hochschulen, 8 in anderen öffentlichen und in privaten Institutionen). Hinzu kommen - unter gewissen Einschränkungen - die 7 vorerwähnten, bereits seit mehreren Jahren in der soziologischen Forschung tätigen Lizentiaten, von denen sich mindestens drei ebenfalls in Positionen auf Zeit befinden. Wieviele von dem grossen Rest der 86 Nachwuchswissenschafter längerfristig feste Positionen in der Lehre und/oder Forschung zumindest anstreben, ist nicht genau festzustellen. Nach internationalen Erfahrungen dürfte aber auch hier der Prozentsatz hoch liegen.

Der Frage, ob das bereits vorhandene Forscherpotential von 45 ausgewiesenen Wissenschaftern in der schweizerischen soziologischen Forschung als gross oder klein bezeichnet werden kann, soll hier nicht nachgegangen werden. Ihre Beantwortung hängt vom forschungspolitischen Standort des Betrachters ab. Festhalten lässt sich hier jedoch, dass, wenn sich der Stellenmarkt an Hochschulen und anderen öffentlichen sowie an privaten Institutionen nicht kurzfristig grundlegend ändert, Beschäftigungsprobleme in erheblichem Ausmass entstehen werden.

3. ART DER FORSCHUNGEN UND FORSCHUNGSFINANZIERUNG

Der überwiegende Teil der gemeldeten Projekte betrifft empirische Untersuchungen irgendwelcher Art. Lediglich 21 oder 16% haben rein theoretischen Charakter (10). Von den 113 empirischen Projekten sind 58 (51%) Repräsentativuntersuchungen. Aufgrund unserer Forschungserhebung lassen sich

weder über die theoretische Fundierung dieser Arbeiten noch über die Qualität der Operationalisierungen genauere Feststellungen treffen. Doch legen die zahlreichen recht diffusen Projektbeschreibungen vor allem von jüngeren Sozialwissenschaftern den Schluss nahe, dass hier eines der zentralen Probleme in der schweizerischen soziologischen Forschung liegt, von dessen Lösung eine Forschungskonsolidierung wesentlich abhängen dürfte. Aus den anfangs gemachten Feststellungen über die akademische Qualifikation der Projektleiter lässt sich die Vermutung ableiten, dass es sich vor allem um ein Ausbildungsproblem handelt. Eine post-graduate-Ausbildung fehlt bisher in der Schweiz ganz und von den Möglichkeiten einer systematischen Weiterbildung im Ausland wird von den jüngeren Lizentiaten und Promovierten nur wenig Gebrauch gemacht (11). Genaueres lässt sich über die Erhebungsmethoden sagen: Bei 54 Projekten beschränken sich die Bearbeiter auf eine Quelle von Daten (29 Interviews, 12 Sekundäranalysen, 13 Inhaltsanalysen). Bei 59 Projekten werden multiple Datenerhebungsmethoden eingesetzt. Am häufigsten erscheint dabei die Kombination von traditionellen Methoden, vor allem von Interviews und Inhaltsanalyse. Insgesamt scheinen komplexe Forschungsansätze eher Seltenheitswert zu haben. Ebenso selten sind Projekte, die Fragen der Methodenentwicklung und -evaluierung ins Zentrum stellen.

Da die schweizerischen soziologischen Institute nicht selbst über Mittel verfügen, um grössere empirische Projekte ohne Fremdmittel durchzuführen, dürfte auch die Art der Projektfinanzierung einen Indikator für Forschungsqualität darstellen. 53 (46%) der in unserer Erhebung erfassten empirischen Projekte werden ganz oder teilweise fremdfinanziert, rund 19% durch den Schweizerischen Nationalfonds. Bei den übrigen 54% der Projekte handelt es sich vorwiegend um inhaltlich und methodisch begrenzte Kleinprojekte, die mehr sporadischen als systematisch innovatorischen Charakter haben.

4. THEMATISCHE SCHWERPUNKTE

Die laufenden Projekte streuen über eine sehr breite Skala soziologischer Themenstellungen. Interessenschwerpunkte lassen sich erkennen bei der Bildungssoziologie, der politischen Soziologie, der Humanökologie, der Wirtschafts- und Arbeitssoziologie, der Soziologie von Familie und Jugend, sowie schliesslich auf einer übergreifenden Ebene der sozialen Organisation. In jeden dieser Schwerpunkte fallen - bei gelegentlichen Ueberschneidungen - mehr als 15 Projekte. Nur vereinzelt oder gar nicht vorhanden sind Arbeiten aus den Gebieten der Wissenssoziologie (inkl. Kultur und Religion), der Medizin- und Alterssoziologie und der Militärsoziologie.

Bei einer näheren Betrachtung der Projekte vor allem in dem beachtlichen Spektrum der Schwerpunkte zeigt sich die bereits erwähnte Vereinzelung besonders deutlich und gewinnt weitere Aspekte. Die Beiträge sind sehr oft begrenzt auf kleine Teilprobleme, ohne dass ersichtlich würde, wie sie theoretisch und thematisch in einen grösseren Zusammenhang eingeordnet werden könnten. Sie stammen in den allermeisten Fällen aus verschiedenen Instituten. Eine Zusammenarbeit zwischen den einzelnen Projektbearbeitern scheint aber bisher kaum zu erfolgen. Die generell negativen Auswirkungen eines solchen Tatbestandes für die einzelnen Projekte wie für die Forschungskonsolidierung machen sich verstärkt geltend, wenn wie in der Schweiz ein erheblicher Anteil der Forschung von forschungsunerfahrenen Personen getragen wird.

Obwohl es sich bei einem Grossteil der Schwerpunkte um Themenkomplexe handelt, an deren Erforschung neben der Soziologie auch andere Wissenschaften arbeiten, und obwohl der Wunsch nach interdisziplinärer Zusammenarbeit von aussen oft und stark an die Soziologie herangetragen wird (12), scheinen auch hier noch erhebliche Lücken zu bestehen. Nur an einem verschwindenden Anteil der Projekte sind Angehörige verschiedener Disziplinen in der einen oder anderen Form beteiligt.

Ebenso peripher scheint bisher auch die internationale Orientierung und Zusammenarbeit vor allem bei dem Forschungsnachwuchs zu sein. Ebenso selten wie in ausländischen Organen publiziert wird, ist die Verwendung von international vergleichenden Forschungskonzepten und Daten.

5. ERFORSCHUNG DER SCHWEIZERISCHEN SOZIALSTRUKTUR UND DES SOZIALEN VERHALTENS IN DER SCHWEIZ

Dass die schweizerische Soziologie erst wenig zur besseren Kenntnis der schweizerischen Gesellschaft beigetragen habe und dass hier ein Forschungsschwergewicht liegen sollte, wurde auch von Soziologen oft betont (13). Betrachtet man die zur Verfügung stehende Fachliteratur, so hat sich die Situation sicher in den letzten zwei Jahren - vor allem auch dank grösserer Beiträge durch Politologen - erheblich gebessert, doch übersteigen die Forschungslücken die Gebiete, in denen wir beginnen, etwas klarere Vorstellungen zu entwickeln, noch immer um ein Vielfaches.

Bei den laufenden Projekten verblüfft zunächst auch hier wieder die grosse Zahl von Arbeiten, die sich mit Fragestellungen aus dem schweizerischen Kontext befassen: Von den 113 empirischen Projekten sind dies 87 (77%). Das zugrunde liegende Material bezieht sich dabei in 21 Fällen auf die ganze Schweiz, ist aber nur in 7 repräsentativ, in 45 auf einzelne Kantone (repräsentativ 23), in 21 auf

einzelne Gemeinden (repräsentativ 17). Gesamthaft gesehen ist hier die Vereinzelung der Themenstellungen und theoretischen Ansätze noch sehr viel stärker ausgeprägt als bei den laufenden Projekten insgesamt. Uebergreifende Zusammenhänge, wie etwa der Integration oder der Schichtung, sind noch seltener zu erkennen. Schwerpunkte ergeben sich bei den Arbeiten aus dem schweizerischen Kontext, die zu 58% von Personen bearbeitet werden, die noch nicht promoviert sind und häufig einem Qualifikationsnachweis dienen, einzig bei der Bildungssoziologie (9 Projekte), der Soziologie der Familie und Jugend, der Wirtschaft, der Politik (je 8 Projekte).

Die vorausgehende knappe Analyse der Resultate einer Forschungserhebung ergibt ein recht heterogenes Bild der soziologischen Forschung in der Schweiz:
Einerseits wird der überwiegende Teil der soziologischen Forschung an Hochschulen geleistet und kann deshalb an und für sich rein wissenschaftlichen Zielsetzungen nachgehen. Es ist eine nicht geringe Zahl von Personen vorhanden, die sich mit soziologischer Forschung beschäftigen. Die effektive Forschungskapazität der Hochschullehrer, aber auch der promovierten jüngeren Wissenschafter an Hochschulen scheint beachtlich zu sein und kann sich damit auch in der Lehre umsetzen.
Andererseits wurden eine Reihe von Problemen deutlich, die für eine Wissenschaft im Aufbau typisch sein mögen, von deren Lösung aber eine Forschungskonsolidierung abhängt:

- ein grosser Anteil der Forschung wird von forschungsunerfahrenen Personen selbstverantwortlich durchgeführt,
- dabei zeigt sich thematisch wie methodologisch eine starke Zersplitterung und Vereinzelung,
- es fehlen die notwendige interne Koordination und die externe Orientierung,
- es mangelt weitgehend an einer klaren Ziel- und Prioritätensetzung, auf die hin die vorhandenen Kräfte zu konzentrieren wären.

Bei diesen Problemen, die in der deutschen Schweiz stärker hervortreten als in der welschen, manifestiert sich zum einen ein gravierendes Ausbildungsproblem. Die Einrichtung einer post-graduate-Ausbildung in Zusammenarbeit der verschiedenen Hochschulen und unterstützt durch die staatlichen Wissenschaftsförderungsinstitutionen sowie die systematische Weiterbildung des eigentlichen Forschungsnachwuchses gehören deswegen nach wie vor zu den notwendigsten Massnahmen. Zum anderen werden in den aufgezeigten Problemen interne und externe Professionalisierungsschwierigkeiten deutlich, die weit über das Ausbildungsproblem hinausgehen, und die nicht von der Soziologie allein behoben wer-

den können, sondern auch der Unterstützung durch die Oeffentlichkeit bedürfen.

ANMERKUNGEN

1. Eine Ausnahme bildet lediglich die Eidgenössische Technische Hochschule Zürich.
2. vgl. Informationszentrum für sozialwissenschaftliche Forschung, Forschungsarbeiten 1970 ff, München/Berlin 1971 ff.
3. Schweizerische Gesellschaft für Soziologie, Laufende soziologische Forschungen 1973.
4. Schweizerische Gesellschaft für Soziologie, Laufende soziologische Forschungen 1974/75; erhältlich beim Sekretariat: J.P. Fragnière, Case postale 152, CH-1000 Lausanne 24.
5. Keine Angaben liegen vom Institut de recherches des communications de masse der Universität Lausanne und vom soziologischen Lehrstuhl der Hochschule für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, St. Gallen, nur sehr unvollständige aus dem soziologischen Institut der Universität Basel vor. Dadurch entsteht bei den Gesamtergebnissen eine Verzerrung auf den Gebieten der Kunst- und Kommunikationssoziologie, der Entwicklungsländersoziologie und der Soziologie des Genossenschaftswesens, sowie möglicherweise auf dem der Sozialdemographie.
6. Da die Angaben für die im Ausland tätigen Schweizer Sozialwissenschafter mit grosser Wahrscheinlichkeit nicht als vollständig betrachtet werden können und das Thema, unter dem die Daten hier betrachtet werden, die soziologische Forschung in der Schweiz ist, werden die aus dem Ausland gemeldeten Angaben bei der Auswertung nicht berücksichtigt.
7. Bei den wenigen Teamprojekten, bei denen der Forschungsleiter nicht eindeutig zu erkennen war, wurde jeweils der höchstqualifizierte Beteiligte als solcher gezählt.
8. vgl. B. Lutz, Zur Lage der soziologischen Forschung in der Bundesrepublik - Ergebnisse einer Enquête der Deutschen Gesellschaft für Soziologie, in: Soziologie 1,75,45.
9. Nicht gezäht wurde hier ein Jurist, der an einem Projekt mitbeteiligt ist, sowie ein früher in der Schweiz tätiger Ausländer, der unterdessen einen Lehrstuhl an einer ausländischen Universität innehat.
10. Da in der Soziologie, wie auch ausländische Erfahrungen zeigen, der Begriff Forschung sehr stark mit empirischer Forschung assoziiert wird, muss auch angesichts dieses Ergebnisses die Frage aufgeworfen werden, ob die Erhebung tatsächlich ein vollständiges Bild der theoreti-

schen Arbeiten zu vermitteln vermag.

11. vgl. Soziologie, in: Jahresbericht des Schweizerischen Nationalfonds 1974, Bern 1975, 56.

12. vgl. Schweizerischer Wissenschaftsrat, Beilagen zum Forschungsbericht, Bern 1973, 181 ff., Soziologie, in: Jahresbericht des Schweizerischen Nationalfonds 1974, Bern 1975, 50ff.

13. vgl. zusammenfassend und grundsätzlich in: Schweizerischer Wissenschaftsrat, a.a.O., 185.

Ruth Meyer und Martial Renaud
Institut für Soziologie
Universität Bern
Speichergasse 29
3011 Bern

Soziologie

Gundlach, Horst

Reiz – Zur Verwendung eines Begriffs in der Psychologie

1976. Etwa 184 Seiten, Pappband etwa Fr. 34.–
Psychologisches Kolloquium, Band 8

Der Begriff *Reiz* und ein vergleichender Abriss der Verwendung der Wörter «Reiz» und «reizen» werden analysiert und klassifiziert. Innerhalb desselben methodischen Rahmens werden an weiteren Ansätzen aus der jüngeren Entwicklung der Psychologie dieselben Widersprüche mehrfach aufgewiesen.

Herkner, Werner

Einführung in die Sozialpsychologie

1976. Etwa 416 Seiten, 124 Abbildungen, 53 Tabellen, kartoniert etwa Fr. 48.–

Das Buch informiert über Theorien und Ergebnisse der Sozialpsychologie, wobei folgende Themenkreise ausführlich dargestellt werden: Sozialisierung und soziales Lernen, Sprache und Kommunikation, Meinungen und Einstellungen, interpersonelle Wahrnehmung und Selbstwahrnehmung, Gruppenstrukturen und -prozesse.

Schuler, Heinz

Sympathie und Einfluss in Entscheidungsgruppen

Mit einem Geleitwort von Prof. Dr. H. Brandstätter. 1975. Etwa 190 Seiten, 13 Abbildungen, 25 Tabellen, kartoniert etwa Fr. 34.–

Beihefte zur Zeitschrift für Sozialpsychologie: 1 (herausgegeben von Prof. Dr. phil. Hubert Feger, Aachen; Prof. Dr. phil. C. F. Graumann, Heidelberg; Prof. Dr. phil. Klaus Holzkamp, Berlin; Prof. Dr. phil. Martin Irle, Mannheim)

Der Einfluss, den die Teilnehmer von Diskussionsgruppen und Entscheidungsgremien aufeinander ausüben, ist nicht nur vom sachlichen Gehalt ihrer Argumente abhängig, sondern auch von ihrer gegenseitigen Einschätzung. Dieses Buch untersucht, welche Bedeutung dabei der zentralen emotionalen Komponente der Personwahrnehmung, der Sympathie, zukommt.

Verlag Hans Huber
Marktgasse 9 und Länggassstr. 76, Postfach, CH - 3000 Bern 9

Verlag Hans Huber

Schweiz.Z.Soziol./ Rev.suisse Sociol. no 1/75 pages 211-215

SUR LA SOCIETE SUISSE DE SOCIOLOGIE

Propos du dedans

J.P. Fragnière

Une en-tête sur du papier à lettre, un congrès, des classeurs, un livre, un groupe de travail, des séances de comité marathon, un nom qui n'en finit pas de ne pas se donner, une revue, la Revue suisse de sociologie. Il nous a paru évident que la Société suisse de sociologie devait "faire les présentations" dans ce premier numéro d'une revue qu'elle avait souhaitée et enfin fait naître.

Une société scientifique? Sans doute, c'est l'intention qui a longtemps guidé ses pratiques et qui demeure une idée-force aujourd'hui. Une société professionnelle? La question est discutée, l'unanimité n'est pas faite sur ce point, mais de nombreux signes conduisent à penser qu'un mouvement est déclanché qui va s'instituant. Il faudra le préciser.

La cohabitation de ces deux intentions, de ces deux idées-forces s'organise sur des structures et des pratiques. Les structures sont simples, un peu trop simples même puisque un groupe travaille actuellement à les rendre plus adéquates à l'activité réelle de la société. L'assemblée générale délègue à un large comité (18 personnes) l'exécution des tâches. Celui-ci se donne un président et s'assure les services d'un secrétariat. Certaines de ces tâches sont permanentes ou exigent un effort intensif d'assez longue durée. Le comité les confie à des commissions ou des groupes de travail. D'autres sont traitées d'une manière plus ponctuelle sur la base de rapports établis par des personnes ou des groupes restreints.

Mais venons-en aux pratiques de la S.S.S. Plus de 400 membres, leur nombre ayant doublé au cours de ces quatre dernières années, constituent la base de la société. Ce sont, outre les 260 membres ordinaires, 25 membres collectifs (organismes publics ou privés, associations) et plus d'une centaine de membres étudiants. Une nette majorité des sociologues exercent leur activité dans le cadre des institutions universitaires. Le groupe des sociologues que nous appelons extra-universitaire, à défaut d'une expression plus positive, va croissant comme du reste son intérêt pour les activités de la S.S.S. Ceci dit, une quarantaine de personnes sont engagées directement dans les diverses activités qui constituent la réalité de la S.S.S. aujourd'hui. Essayons brièvement de les présenter. Nous indiquerons entre parenthèses le nom des personnes qui assument plus directement l'animation de ces tâches.

1. La série "Sociologie en Suisse"

(R. Campiche, P. Heintz, Ch. Lalive d'Epinay)

Sur la base d'un accord avec deux maisons d'édition (Huber, Frauenfeld et Delta, Vevey), la S.S.S. publie une série de travaux sociologiques suisses en allemand et en français. Quatre ouvrages ont déjà paru, deux sont sous presse, plusieurs sont annoncés. Le comité de rédaction pense pouvoir assumer la publication de quatre ou cinq volumes chaque année.

2. La Revue suisse de sociologie

(H. Geser, R. Hettlage, J. Kellerhals, Ph. Perrenoud)

La présentation est faite, nous n'insistons pas.

3. Le "Répertoire des recherches sociologiques en cours"

(R. Meyer, M. Renaud)

Cet instrument de travail veut essentiellement favoriser la communication scientifique entre les sociologues et faire connaître aux milieux intéressés les diverses questions à propos desquelles des connaissances se constituent. Un premier fascicule a paru en 1973, l'édition 1975 est à disposition.

4. Le Bulletin (rédaction J.P. Fragnière)

14 numéros ont paru, qui veulent assurer la diffusion des informations les plus diverses susceptibles d'intéresser les sociologues et les politologues. C'est aussi un lieu intéressant de collaboration entre la S.S.S. et l'Association suisse de science politique. Survivra-t-il à la revue? Les exigences de l'information en décideront.

5. La politique de la science et de la recherche

(R. Campiche, P. Heintz, R. Hettlage, W. Fischer)

Cette commission a pour tâche de rassembler l'information et d'élaborer les lignes d'action qui permettront à la sociologie et aux sociologues de maîtriser plus efficacement les problèmes posés par leurs pratiques de recherche et leurs relations avec les instances fédérales compétentes dans ce domaine. Un premier rapport est en voie d'élaboration.

6. La diffusion des connaissances sociologiques

(J.P. Allamand, J. Bieger, K. Ley, R. Nef)

Une idée-guide: élargir le cercle des personnes qui ont accès aux connaissances sociologiques. Ainsi, plusieurs rencontres ont été organisées avec des journalistes et des essais de collaboration ont été tentés avec des enseignants du niveau secondaire.

7. La formation des sociologues

(N. Malherbe, R. Nef, P. Röthlin (chargé de mission en liaison avec la commission pour la réforme des études))

Ce problème difficile a été envisagé sous divers angles. Actuellement, un rapport sur l'état de l'enseignement de la sociologie en Suisse est sur le point d'être achevé. Il permettra de faire avancer le débat dans tous les cercles intéressés.

8. Les indicateurs sociaux

(Soziologisches Institut der Universität Zürich)

Le comité de la S.S.S. s'est efforcé depuis longtemps de promouvoir une réflexion d'envergure sur cette question. C'est ainsi qu'un colloque a pu être organisé à Zurich en octobre 1975.

9. L'organisation du Congrès 1975

(R. Blancpain, P. Heintz, F. Höpflinger, R. Nef, M. Renaud)

Ce groupe de travail a pour tâche d'assurer l'organisation du congrès 1975.

10. La réorganisation de la Société suisse de sociologie

(J. Amos, F. Höpflinger, J. Oetterli, M. Renaud)

Le vigoureux développement de l'activité de la S.S.S. au cours de ces dernières années rend nécessaire la mise en place de structures susceptibles de clarifier et d'organiser les rapports entre les divers organes. Ce groupe travaille à l'élaboration d'un projet de statuts qui sera discuté prochainement en assemblée générale.

11. L'ASSOREL (Association des sociologues de la religion)

(R. Campiche, Ch. Lalive d'Epinay, délégues)

C'est pour l'instant le seul groupe à propos duquel on pourrait parler de "comité de recherche". Il a organisé plusieurs colloques scientifiques dans la période récente.

Au delà de ces activités, la S.S.S. assure bien sûr les relations qu'implique la réalisation de ses objectifs au niveau national comme sur le plan international (Conseil Suisse de la science, Société suisse des sciences humaines, Association internationale de sociologie pour ne citer que quelques organismes).

La lecture de cet éventail de pratiques aura fait apparaître la tête de l'iceberg. Reste ce qui est immergé: travaux scientifiques, échanges, conversations, débats, et l'ensemble des tâches qui ne font l'objet ni de rapports ni de publications. La S.S.S. semble vouloir maintenir la vitesse de croisière qu'elle s'est donnée. Elle devra cependant en payer le prix: une réorganisation adéquate permettrait la mobilisation du plus grand nombre de sociologues pour des tâches essentielles aux conditions de développement de l'interrogation sociologique. C'est peut-être, entre autres, une des conditions qui permettront à quelques lueurs de s'allumer dans cette Suisse "Black Box sociologique" pour reprendre un mot proposé par Peter Heintz en 1971. Et si cette revue apportait quelques clartés....

Adresses utiles:

Adresse du secrétariat:

Société suisse de sociologie
J.P. Fragnière
Case postale 152

1000 Lausanne 24

Adresses des membres du comité de la S.S.S.:

Monsieur Walo HUTMACHER
Directeur du service de la
Recherche sociologique
8, rue du 31-décembre
1207 GENEVE

Monsieur Jean-Pierre FRAGNIERE
E E S P
Case postale 152
1000 LAUSANNE 24

Monsieur Michel BASSAND
41, route de Loëx
1213 ONEX

Monsieur Joseph BIEGER
Wartenbergstrasse 72
4133 PRATTELN

Monsieur Roland CAMPICHE
16, r. de l'Eglise Anglaise
1006 LAUSANNE

Monsieur Guido FERRARI
3, Via Moretto
6932 BREGANZONA

Monsieur Peter HEINTZ
Soziologisches Institut
Zeltweg 63
8032 ZURICH

Monsieur Robert HETTLAGE
Fuertensteinerstrasse 45
4043 BASEL

Monsieur François HÖPFLINGER
Seestrasse 227
8810 HORGEN

Monsieur Jean KELLERHALS
353, route de Chancy
1233 BERNEX

Monsieur
Christian LALIVE D'EPINAY
85, chemin de la montagne
1224 CHENE-BOUGERIES

Madame Katharina LEY
Sunnebuelstrasse 94
8604 VOLKETSWIL

Mademoiselle Ruth MEYER
Institut für Soziologie
Speichergasse 29
3011 BERN

Monsieur Rolf NEF
Ekkehardstrasse 16
8006 ZURICH

Monsieur Jürg OETTERLI
Kistlerstrasse 54
3065 BOLLIGEN

Monsieur Martial RENAUD
La Rochette
2043 MALVILLIERS

Monsieur Michel VUILLE
11, Champ-Soleil
1012 LAUSANNE

Monsieur Alfred WILLENER
Inst. de Soc. des communi-
cations de masse
Vinet 19
1004 LAUSANNE

Schweizerische Zeitschrift für Soziologie

Ziele der Zeitschrift

Die Schweizerische Zeitschrift für Soziologie versteht sich als Instrument zur Sammlung von Daten und Analysen über die Schweiz und damit zugleich als Spiegel der sozialwissenschaftlichen Forschung in diesem Land. Trotz dieser Priorität ist sie aber auch sehr an Arbeiten ausländischer Autoren interessiert, ob sie einen Bezug zur Schweiz haben oder nicht.
Die Zeitschrift steht allen Forschungsrichtungen offen. Die Auswahl der Artikel, die zur Veröffentlichung angenommen werden, geschieht durch das Redaktionskomitee und die Lektoren.

Einige unerlässliche Regeln für die Unterbreitung der Manuskripte

1. Die vorgeschlagenen Artikel müssen in maschinengeschriebener Form, wenn möglich mit Zeilenabstand 1 ½, in mindestens 4 Exemplaren unterbreitet werden.
2. Die Artikel müssen von einer Zusammenfassung (ungefähr ½ Seite) in Deutsch und Französisch begleitet sein.
3. Bibliographische Angaben im Text haben folgende Form: ... (Merton, 1964, p. ...).
4. Am Ende des Artikels folgt eine Zusammenstellung aller Referenzen, alphabetisch nach Autoren geordnet.
   Die Referenzen müssen wie folgt vereinheitlicht werden:

Bücher:	MERTON R.K. (1967): Social Theory and Social Structure. Free Press, New York (3. Aufl.).
Zeitschriftenartikel:	HOLLANDER E.P. (1971): Style, Structure, and Setting in Organizational Leadership. In: Administrative Science Quarterly, *16*, no 1, S. 1–9.
Artikel in Kollektivwerken:	UDY S. (1965): The comparative analysis of organizations. In: Handbook of organizations, MARCH J.H. (Hg.), Chicago, S. 678–709.

5. Die graphischen Darstellungen, Karten usw. müssen so unterbreitet werden, dass sie direkt für die Anfertigung von Offsetfilmen brauchbar sind. Die Zeitschrift hat leider nicht die Mittel, sie von einem Graphiker anfertigen zu lassen.
6. Im allgemeinen sollte die Länge der Texte 30 maschinengeschriebene Seiten nicht überschreiten, Anmerkungen, Referenzen und graphische Darstellungen inbegriffen.
7. Der Autor eines Artikels, der von der Zeitschrift angenommen wurde, kann noch Detailänderungen an seinem Text vornehmen. Es wäre jedoch vorzuziehen, wenn die der Zeitschrift vorgeschlagenen Artikel schon in ihrer definitiven Form abgefasst wären.
8. Die Adresse des Autors muss am Ende des Artikels stehen.

Einsendung von Manuskripten

Die Manuskripte müssen an folgende Adresse gesandt werden: Jean Kellerhals, «Schweizerische Zeitschrift für Soziologie», 353, route de Chancy, CH-1233 Bernex.